

M.I.L VIGILANCE

N° 1/2007 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

INTERNET : Nous diffusons régulièrement des informations et des analyses grâce à internet. Si vous ne recevez rien, cela signifie que nous n'avons pas votre adresse de courriel.

Pour remédier à cela, il suffit de nous la transmettre en nous envoyant un courriel à mi-linscription@noos.fr en indiquant votre nom, votre prénom et votre qualité d'adhérent du MIL.

De même, nous avons un nouveau site internet :

<http://www.lemil.org>

SARKOZY CONTENT DE SON BILAN

Sarkozy félicite Sarkozy. Le ministre de l'Intérieur a fait le bilan de sa politique d'immigration lors d'une conférence de presse consacrée à ce sujet Place Beauvau. Fermeture de Sangatte (on y dénombre, selon lui, désormais 150 migrants en moyenne), réforme du droit d'asile (elle a permis une diminution de 35 % du nombre de demandeurs sur les dix premiers mois de l'année), intensification de la lutte contre l'immigration clandestine (24 000 reconduites à la frontière en 2006)...

Alors que sa loi sur l'immigration choisie entrera en application en 2007, il se félicite d'ores et déjà des bons résultats de 2005. « Le nombre de premiers titres de séjour délivrés s'établit à 187 000 soit une diminution de 2,6 % par rapport à l'année précédente », déclare-t-il. « Sidéré par la force des tabous et la profondeur du fossé entre les élites et la sensibilité dominante dans la population française sur cette question », le candidat à l'Elysée estime que l'immigration sera un des thèmes majeurs de la présidentielle. Il fait donc plusieurs propositions : un ministre unique en charge de la migration, une grande politique de codéveloppement, un traité sur les migrations internationales...

Le Parisien du 12/12/2006

LE CHOMAGE POURSUIT SA BAISSÉ

1) Le chômage a reculé de 17.400 demandeurs d'emploi en novembre. Le taux de chômage reprend ainsi sa pente baissière affichant 8,7% fin novembre :

8,7% est le plus bas niveau de chômage depuis 2001 (8,7% en septembre 2001) et meilleur que celui laissé par les socialistes en mai 2002 (9%) ;

Le chômage s'approche ainsi du niveau symbolique de 8,6% qui est le meilleur résultat depuis près de 25 ans.

Ce bon résultat concerne toutes les catégories de chômeurs : les jeunes, les femmes, les seniors et les chômeurs de longue durée.

C'est la preuve de l'efficacité des outils de la bataille pour l'emploi avec l'accompagnement renforcé des chômeurs et le CNE (plus de 700.000 CNE signés)

2) Le chômage n'est plus une fatalité :

Depuis mai 2005, on compte 360.000 chômeurs de moins et le taux de chômage est passé de 10,1 % à 8,7 %.

Sur 1 an, le taux de chômage a baissé d'un point (de 9,7% à 8,7%) et le nombre de demandeurs d'emploi a quant à lui baissé de 10%, soit 235.000 chômeurs de moins !

On assiste par ailleurs à une accélération de la création d'emplois dans le secteur privé : sur un an, près de 175.000 emplois auront été créés dans le secteur privé (132.000 dans le seul secteur marchand)

3) Tous les autres indicateurs économiques sont au vert :

La consommation reste très solide : sur les 3 derniers mois (septembre, octobre, novembre), la consommation manufacturée a progressé de +3,7% par rapport aux 3 mêmes mois de 2005 !

L'investissement des entreprises a progressé de + 0,8% (+ 3% en rythme annualisé) ; et dès 2007, la réforme de la TP jouera à plein ! L'investissement des entreprises se redresserait nettement (+2,0%), soit +4,2% sur 2006 ;

Les créations d'entreprises sont très dynamiques (234.000 sur un an)

Le pouvoir d'achat a bondi de +1,8% au 3ème trimestre et l'entrée en vigueur de la réforme de l'impôt sur le revenu dès le début 2007

permettra au pouvoir d'achat de progresser sur un rythme annualisé de près de 4% au 1er semestre 2007

Jean-François COPE

«LE PCF PAIE SON PASSE, SON HISTOIRE»

Il existe un grand clivage entre d'une part la logique de la gauche mouvementiste, hétérogène, constituée de militants altermondialistes, syndicaux, associatifs et d'autre part, la logique d'appareils qui forment ce que j'appelle le «néocommunisme», comme Lutte ouvrière, la Ligue communiste révolutionnaire et le PCF. Ceux-ci se livrent une compétition acharnée. LO présente un candidat à toutes les élections présidentielles, c'est une donnée historique. La LCR vient de dévoiler son vrai visage : derrière une formation en apparence ouverte pointe un vieux courant trotskiste. Quant au Parti communiste, s'il est absent de la compétition présidentielle, il signe son arrêt de mort. La gauche mouvementiste, elle, veut faire de la course à l'Elysée une simple tribune pour ses idées. (...) Le Parti communiste paie son passé, son histoire. Ce parti, très lié à l'Union soviétique, qui fonctionnait sous le régime du centralisme démocratique, très réticent auparavant aux nouveautés (comme le droit de vote des étrangers ou la défense des minorités sexuelles, par exemple) conserve un héritage fait d'autoritarisme. Mais il laisse un héritage culturel (la protestation, l'utopie, le changement radical, l'antisocialisme, le rejet de l'économie de marché...) qui, paradoxalement, sert de terreau idéologique et culturel à la gauche de la gauche. En même temps, ceux qui reprennent ces thématiques rejettent l'appareil communiste, son dogmatisme, et pour parler de faits récents, ses pratiques comme le noyautage des collectifs locaux. Le PCF a ici présenté son visage le plus sombre. Autant dans les années 70, il combattait frontalement et parfois physiquement le gauchisme, autant aujourd'hui, terriblement affaibli, il tend la main à la mouvance de la gauche de la gauche. Mais elle est violemment rejetée.

Marc Lazar, Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris et auteur de Communisme, une passion française Libération du 12/12/2006

LES IDEES SAUGRENUES DE SEGOLENE

«A vrai dire, les idées saugrenues de Ségolène que les Français découvrent chaque jour, j'en ai soupé. Un jour, elle déboule dans mon bureau avec un projet d'arrêté qu'elle voulait me faire signer. Il s'agissait d'interdire les strings au collège... Je lui ai dit que je ne voulais pas me couvrir de ridicule, elle est repartie vexée. Le lendemain, elle voulait suspendre le directeur des Arts et Métiers parce qu'il n'avait pas supprimé le bizutage, etc. Mais jamais ses idées ne concernaient la pédagogie, l'égalité des chances ou une réforme quelconque de fond. C'étaient toujours des gadgets d'autopromotion... »

Claude Allègre, ancien ministre socialiste - Le Point du 16/11/ 2006

LA MAYONNAISE TOURNERA AVANT LES ECHEANCES DECISIVES

La consécration dans les sondages et la stratégie présidentielle de Ségolène Royal me laissent très perplexe. A maints écrits et déclarations, je crois reconnaître la femme que j'ai croisé sous Jospin ; une expérience qui restera parmi les deux ou trois plus décevantes et plus pénibles que j'ai faites dans le monde politique. (...) J'ai toujours eu du mal à aborder les questions de fond avec Ségolène Royal, qui ne pensait qu'à faire des " coups ". Elle aime occuper la scène médiatique et n'est d'ailleurs pas dénuée de charme. Elle sait aussi percevoir les faiblesses d'une gauche maladroite. Aussi aborde-t-elle souvent les questions familiales. C'est intelligent et adroit (...) Mais Ségolène Royal est vraiment parasitée par les questions d'images qui l'obsèdent. (...) Ségolène Royal a plusieurs cartes en main : être une " femme féminine ", se situer en dehors des idéologies, n'avoir jamais occupé une fonction qui justifie des décisions impopulaires, tenir quelques thèmes rassembleurs. Elle est redoutable. Elle me confirme l'idée que l'expression " sage comme une image " est un oxymore. Blog, amélioration physique, retenue verbale, déplacement dans les régions, occupation médiatique, choix des sujets marginaux : tout est organisé pour peaufiner son image. Je reconnais que c'est assez bien fait. (...) " La mayonnaise prend ", dit-on de plus en plus. Je suis convaincu qu'elle tournera avant les échéances décisives.

Alain Etchegoyen, ancien conseiller de Claude Allègre au ministère de l'Education Nationale - La Revue Parlementaire numéro 889

JURYS POPULAIRES

A en croire Jean-Paul Huchon, président PS du conseil régional d'Ile-de-France, la proposition de jurys populaires, avancée par Ségolène Royal, est «le mariage de Gringoire (journal quasi fasciste des années 30) et du Petit livre rouge de Mao». Si tel est le cas, on espère que, si Ségolène était choisie comme candidate pour le PS, Huchon, aussitôt, quitterait ce parti!

Marianne du 11 novembre 2006

BUDGET : LE DEFICIT PUBLIC EN FORTE BAISSÉ

Le déficit budgétaire de la France sera "proche de 36,5 milliards" d'euros en 2006, selon les dernières estimations du gouvernement, a annoncé le ministre délégué au Budget, Jean-François Copé. Cette estimation est inférieure au déficit prévu par la loi de finances rectificative votée avant les fêtes, qui était de 42,4 milliards. "Ce qui veut dire que nous aurons en seulement cinq ans réduit de 13 milliards le déficit budgétaire alors que nous avons une croissance inférieure à celle dont bénéficiaient les socialistes", s'est félicité Jean-François Copé. En 2005, le déficit budgétaire s'était établi à 43,5 milliards.

L'Express du 18 janvier 2007

MANIF DES POMPIERS : ENCORE DES DEGRADATIONS

Alors que la manifestation interrégionale des pompiers battait son plein dans les rues de Nantes, l'une des fusées éclairantes tirées en l'air par le cortège a percuté le 19e étage de la Tour Bretagne. Le projectile, composé de deux morceaux rigides de 10 cm de long, a traversé la vitre d'un des bureaux de la Direction générale des impôts avant de terminer sa course planté dans un mur. « Fort heureusement, aucune personne n'était devant la fenêtre au moment de l'impact, raconte l'un des occupants du bureau. La vitre a volé en éclats et la fusée a traversé la pièce jusque dans la cloison opposée. Ça aurait pu être beaucoup plus grave, on y a repensé tout l'après-midi. » Venue constater les dégâts, la police a depuis récupéré l'engin. « Cet incident est gênant, reconnaît Stéphane Boeuf, sergent-chef à la caserne de Rezé et délégué CGT. On avait proscrit les fusées mais on ne pouvait pas non plus fouiller tout le monde. Ça aurait pu arriver dans une autre manifestation. »

20 Minutes Nantes du 14 décembre 2006

LES ALLEMANDS REPASSENT DEVANT

Les Allemands étaient derrière nous, en queue du peloton européen, il y a deux ans. Ils sont repassés devant nous et ils accélèrent. Le chômage a baissé outre-Rhin d'un demi-million en un an, de près de 100.000 au mois de novembre. La croissance stagnait au-dessous de 1 %, elle vient de bondir à 2,6 %. Le moral des chefs d'entreprise n'avait pas été aussi élevé en quinze ans : depuis la réunification. Ils vendent mieux que jamais à l'exportation (+ 18 % au troisième trimestre) et ils investissent (+ 8 % en moyenne sur les deux derniers trimestres). Malgré l'euro fort ! Comment font-ils ? Ils dévaluent ! Certes, ils ne peuvent pas dévaluer l'euro puisque c'est la monnaie unique au cœur de l'Union européenne, mais ils ont pris des mesures telles que cela revient à enchérir le coût des produits importés et à baisser celui des biens fabriqués chez eux : en relevant de 3 points leur taux de TVA, ils frappent tous les produits – mais d'abord ceux qui viennent de l'étranger (et notamment de France, le marché allemand étant notre premier client) ; en baissant de 6,5 % à 4,2 % le montant des cotisations d'assurance chômage, ils allègent d'autant les coûts salariaux qui entrent dans la composition de leurs prix de vente. Résultat : ils améliorent leur compétitivité, réduisent le chômage, créent à nouveau des emplois – même dans l'industrie. Dans la compétition, on connaît les Allemands, ils mettent parfois du temps à réagir, mais ensuite, ils ne font pas de cadeaux.

Au début, tout le monde était contre les réformes Merkel : les prévisionnistes, les libéraux, les syndicalistes. Les uns contre la hausse des impôts sur la consommation, les autres contre le gel des salaires. Les sondages de popularité dégringolaient. Mais outre qu'elle avait pour elle une grande coalition de sociaux-démocrates et chrétiens démocrates imbattable au Parlement, la chancelière fédérale a tenu bon sur le front des oppositions : « Nous n'avons pas le droit de laisser aux générations futures le fardeau de nos dettes d'aujourd'hui », a-t-elle répété.

Elle a été élue, avec sa coalition, en 2005, l'année où l'Allemagne touchait le fond. Un signe parmi d'autres : cette année-là, 145.000 jeunes Allemands, ingénieurs, chercheurs, médecins, choisissaient, à l'instar des jeunes Français, d'aller tenter l'aventure ailleurs. Un chiffre que l'on n'avait jamais vu depuis près de quarante ans. Mais un

argument de plus aussi pour Angela Merkel : « Nous ne devons conserver que ce qui marche et changer tout ce qui nous alourdit... » Elle a retardé l'âge de la retraite de 65 à 67 ans (sept ans d'écart avec nous) et augmenté la durée du travail dans la fonction publique. Et cette année, elle finance une politique active de reprise de la natalité pour corriger le vieillissement de la population allemande. En prenant la présidence de l'Union européenne, l'Allemagne tire à nouveau le peloton des poids lourds. C'est à Berlin que sera célébré le cinquantenaire de la fondation du Marché commun.

Le Figaro Magazine du 13/01/2007

LES REVENUS PUREMENT SALARIAUX (HORS REVENUS DU PATRIMOINE IMMOBILIER, FINANCIER OU AUTRE)

Ségolène Royal : Présidente de Conseil Régional Poitou-Charentes, Députée des Deux-Sèvres

indemnité de fonction

indemnité parlementaire :	5.257,58 € mensuels
indemnité de résidence :	157,73 € mensuels
indemnité de fonction défiscalisée :	1.353,88 € mensuels
indemnité de frais de mandat :	6.112 € mensuels
indemnité pour collaborateurs :	8.553 € mensuels
indemnité de téléphone et courrier :	6.610 € mensuels
indemnité de présidence de conseil régional :	5.227,22 € mensuels
facilité SNCF : carte de circulation en 1ère classe (40 A-R Paris-circonscription)	

François Hollande : Député de Corrèze, Maire de Tulle (16.000 hab.)

indemnité de fonction

indemnité parlementaire :	5.257,58 € mensuels
indemnité de résidence :	157,73 € mensuels
indemnité de fonction défiscalisée :	1.353,88 € mensuels
indemnité de frais de mandat :	6.112 € mensuels
indemnité pour collaborateurs :	8.553 € mensuels
indemnité de téléphone et courrier :	6.610 € mensuels
indemnité de maire de ville moyenne :	2.343,24 € mensuels
facilité SNCF : carte de circulation en 1ère classe (40 A-R Paris-circonscription)	

NB : les deux indemnités de parlementaire et de président de conseil régional ou de maire se cumulent dans la limite de 1 fois et demi celle du député, mais il faut bien sûr rajouter les autres indemnités de frais diverses ci-dessus, plus les avantages en nature liés aux fonctions de présidence ou de maire, voitures avec chauffeurs, prises en charge diverses, etc...

Total (hors autres rémunérations)

Ségolène ROYAL : 30.672,98 € mensuels bruts de revenus et d'indemnités diverses pour ses activités d'élus, salaires des collaborateur(s) de l'Assemblée nationale compris, somme à laquelle il faut rajouter les avantages en nature liés à ses fonctions de Présidente du Conseil Régional.

François HOLLANDE : 30.387,43 € mensuels bruts de revenus et d'indemnités diverses pour ses activités d'élus, salaires des collaborateur(s) de l'Assemblée nationale compris, somme à laquelle il faut rajouter les avantages en nature liés à ses fonctions de Maire.

Soit une somme globale brute de 61.060,41 € par mois (plus de 400.000 FRF par mois quand même... financés par les impôts des citoyens) soit 732.724 euros annuels (4.806.360 francs par an, base année 2005). pour le couple Ségolène ROYAL – François HOLLANDE (qui n'aime pas les riches, crie haro ! sur ceux qui gagnent 4.000 € et veut massacrer fiscalement les classes moyennes).

Avec des rentrées d'argent à la fin de chaque mois de plus de 400.000 FRF – 61.060 € - et étant imposé à l'ISF comme tous les richards du pays, Ségolène ROYAL et François HOLLANDE sont-ils bien les mieux placés pour venir faire les kakous populaires ??? Avec de tels revenus et un tel patrimoine, on ne s'étonne pas que Ségolène ROYAL ait refusé d'inscrire son cher enfant dans une école du 19ème arrondissement de Paris... trop « pauvre », ils ne paient pas l'ISF là-bas...

sources : <http://www.paslesroyal.com>

MIL-VIGILANCE N° 1/2007

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois
Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 2/2007 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

LES SOUS-MARINS PIEGEURS POUR SEGOLENE ROYAL

Ségolène Royal ne veut pas «*baïsser la garde*» en matière militaire, mais elle s'est laissé piéger sur la défense nationale, en direct lors d'une émission de radio.

Petit échange entre le journaliste de RMC-Info qui l'interrogeait sur le nombre de sous-marins nucléaires lance-engins (SNLE) que possède la France et la candidate du PS : «*Nous en avons un. Non Deux... Sept ! Oui, sept...*» En réalité, la marine nationale possède quatre SNLE, auxquels on peut ajouter six sous-marins nucléaires d'attaque. L'équipe de la candidate PS a réagi en tentant d'expliquer à *Libération* qu'elle s'était trompée en pensant à l'unique porte-avions nucléaire et pas aux sous-marins. Autre explication : elle aurait évoqué les seuls sous-marins en patrouille, qui sont «*en permanence au moins un à la mer*» comme l'indique la Royale.

Très attendu dans les milieux militaires et stratégiques, le projet global de Ségolène Royal en matière de défense aurait dû être détaillé, début février, dans un numéro de la revue des anciens auditeurs de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN). Mais l'équipe de la candidate socialiste a retiré le texte sans explication. La revue *Défense* ne publiera donc que la seule contribution de Nicolas Sarkozy. Le candidat UMP y déclare notamment à propos du budget son souhait que «*notre effort global de défense soit au minimum maintenu à son niveau actuel*».

Libération du 26 janvier 2007

UN POLICIER S'EST MIS DANS DE BEAUX DRAPS

Puni pour avoir dormi dans le lit de Jacques Chirac ? Un policier de l'équipe du Service de protection des hautes personnalités (SPHP) accompagnant le Président en visite officiel au Mali en décembre, est «*en attente de sanction*» pour avoir dormi dans le lit de l'avion présidentiel. Chargé de surveiller durant la nuit l'appareil posé sur le tarmac de l'aéroport de Bamako, le policier dit avoir été pris d'un malaise en raison de la chaleur étouffante. Il se serait alors assoupi sur le confortable matelas de l'espace présidentiel. Une absence de service trahie par les draps froissés et sales découverts par le majordome quelques heures avant le départ de l'avion. Un collègue affirme même que le dormeur était saoul au petit matin. Démenti de l'intéressé qui explique son état par l'effet des médicaments antipaludéens.

Le gardien de la paix de 41 ans qui a, depuis, fait l'objet d'une mutation de service, a comparu en tous les cas devant le conseil de discipline de la police nationale, comme l'a révélé *Le Parisien*. Après l'avoir entendu, le conseil «*a proposé une sanction*». Il reviendra au directeur général de la police nationale, Michel Gaudin, de prendre une décision.

20 Minutes du 26 janvier 2007

SEGOLENE ROYAL PIEGEE PAR L'IMITATEUR GERALD DAHAN

Après avoir piégé Zinedine Zidane et Raymond Domenech en imitant Jacques Chirac, et Nicolas Sarkozy en personnifiant Pierre Palmade, Gerald Dahan s'en est pris cette fois à la candidate socialiste à la présidentielle. L'humoriste a diffusé sur RTL un court extrait de l'entretien téléphonique entre Ségolène Royal et le pseudo-Premier ministre de la Belle Province Jean Charest, qui aurait duré une dizaine de minutes. Prenant l'accent québécois, M. Dahan y évoque la polémique provoquée au Canada en début de semaine par les déclarations de la candidate socialiste sur la "souveraineté" du Québec. L'impression au Canada, dit-il, "c'est comme si nous on venait de votre côté et puis qu'on disait: 'ben la Corse faudrait qu'elle soit indépendante'".

Tous les Français "ne seraient pas contre d'ailleurs", lui répond alors Ségolène Royal en riant, avant d'ajouter: "ne répétez pas ça, ça va encore faire un incident, ce coup-là, en France. C'est secret, ça".

"Si c'est une plaisanterie, elle est de mauvais goût. Je suis consterné", a aussitôt réagi le candidat UMP Nicolas Sarkozy lors d'un déplacement dans la Vienne. "Pour moi, la Corse, ce n'est pas un sujet de

plaisanterie (...) c'est très sérieux, c'est la République. Je doute que les Corses apprécient ce genre de plaisanterie".

Certains Corses n'ont pas apprécié les rires de Ségolène Royal. "Si la candidate du Parti socialiste souhaite que la France se limite au Poitou-Charentes, elle n'a qu'à le dire clairement", a lancé le président (UMP) de l'Assemblée de Corse Camille de Rocca-Serra dans un communiqué. "Même si les propos de Mme Royal sont le fruit d'un gag humoristique, je ne pense pas les Corses prennent cela avec humour".

Le canular a été révélé par "Le Parisien/Aujourd'hui en France" qui rappelle que mercredi soir en arrivant à Domérat (Allier), la candidate socialiste avait déclaré au millier de sympathisants venus assister au débat participatif: "Vous avez le bonjour du Premier ministre du Québec. J'étais avec lui à l'instant au téléphone, ce qui explique mon retard".

Le Nouvel Obs.Com du 26 janvier 2007

UN PROCES STALINIE

Georges Frêche a dénoncé «*le procès stalinien*» qui l'attend à la commission nationale des conflits du Parti socialiste, qui doit examiner l'affaire des «*Blacks de l'équipe de France de football*». «*Le jugement est fait. Il a été négocié entre Mme Royal et Mme Taubira avant son voyage aux Antilles. On offre ma tête au peuple en pensant gagner quelques voix dans les Dom-Tom. C'est ce que l'on appelait en 1917 : fusillé pour l'exemple*», a dénoncé le président de la Région Languedoc-Roussillon.

Le Figaro du 27 janvier 2007

LES AGENTS DE LA CIA TRAHIS PAR LEURS GSM

Les juges milanais ont saisi le ministre italien de la Justice, Clemente Mastella, d'une nouvelle demande d'extradition de 26 agents de la CIA pour leur implication dans un enlèvement commis le 17 février 2003 en plein cœur de Milan. La réintroduction de cette demande, refusée une première fois sous le gouvernement de droite de Silvio Berlusconi, par crainte de tendre les relations avec Washington, était prévisible. Ce qui est moins connu, c'est la démonstration technique implacable sur laquelle s'appuie le parquet et qui a permis aux enquêteurs italiens, bien plus d'un an après l'enlèvement, de découvrir l'identité de 19 agents opérationnels de Langley et de retracer, minute par minute, parfois mètre par mètre, leurs faits et gestes.

Les agents ont été trahis... par la simple analyse des bornes de téléphonie mobile et parce qu'ils utilisaient tous un même réseau, Telecom Italia Mobile (TIM), ce qui facilitait grandement l'enquête.

Le Soir - Bruxelles - du 29 janvier 2007

BACHELOT : LES VIEUX D'ABORD !

Fureur de Roselyne Bachelot en découvrant la semaine dernière que les élus locaux du Maine-et-Loire lui rappelait l'engagement qu'elle avait pris il y a quelques années de ne pas se représenter aux législatives à plus de 60 ans. «*C'est d'une inélégance inouïe*», dit-elle, ajoutant que Marc Laffineur, député et président départemental de l'UMP, et le député Hervé de Charrette ont respectivement deux ans et huit ans de plus qu'elle...

Le Nouvel Observateur du 25 janvier 2007

MAI 68 EST-IL RESPONSABLE DE TOUS LES MAUX ?

À gauche comme à droite, on réclame un droit d'inventaire sur les conséquences de Mai 68. Même si nombre d'historiens reconnaissent que l'évolution de la société était en germe bien avant cette année-là. Curieux hommage... Bien des dirigeants historiques du Parti socialiste ont dû s'étrangler en entendant Édith Cresson expliquer, début novembre, les raisons de son ralliement à Ségolène Royal. Pour l'ancienne premier ministre, elle représenterait «*la fin de Mai 68. La fin d'une époque sympathique mais avec ses dérives...*»

À droite, Nicolas Sarkozy ne cesse depuis quelques mois de stigmatiser violemment l'idéologie et les dérives liées aux événements de l'époque. C'est dire que, près de quarante ans après, l'ombre de 1968 et ses conséquences sur la société française pèsent chaque jour davantage sur la vie politique hexagonale. «*Je n'ai pas le souvenir que l'évocation de Mai 68 ait été si vivace en 2002*», observe Étienne Schweisguth, du Centre de recherches politiques de Sciences-Po (Cevipof). «*Il en est des événements comme des hommes, analyse, de son côté, le sociologue du CNRS Michel Fize. On cherche toujours des boucs émissaires.*» Selon le professeur d'histoire contemporaine à Sciences-Po Jean-François Sirinelli, «*la France se trouve en crise avec ce qui a été, dans le passé, une sorte d'écosystème républicain, avec des valeurs partagées qui étaient des éléments du lien social.*» Le philosophe Alain Renaut, coauteur avec Luc Ferry de *La Pensée 68* (Éd.

Folio), estime, pour sa part, que « cette prise de distance est un moyen politique de convaincre qu'on va pouvoir enfin régler un certain nombre de problèmes... »

Car la France des valeurs a bel et bien été bouleversée depuis le début des années 1970. « Les événements de 68 ont été un moment fort pour l'affirmation de l'individualité comme principe de valeur, ajoute Alain Renault. Cette volonté d'autonomie s'est accompagnée d'une dimension anti-morale, anti-juridique, la morale et le droit étant considérés comme des appareils répressifs. » De là, toutes les structures hiérarchiques, des partis politiques à l'État, de la famille à l'école, ont été contestées. L'autorité ne devait plus s'exercer de manière absolue mais être débattue, expliquée. « Le temps où les individus avaient un destin fixé par leur appartenance a été remis en cause, que ce soit l'appartenance à une classe, à une famille, à une collectivité ou à une nation », souligne Jean-Pierre Le Goff, sociologue au laboratoire George-Friedmann (université Paris I).

Les citoyens commencent alors à prendre leur distance avec les partis politiques et les syndicats. À l'école, l'élève devient partie prenante dans la pédagogie. La dimension de la parole devient prédominante, d'où cette interrogation de nombreux pédagogues sur la possibilité d'une transmission du savoir. Dans la famille, les relations parents-enfants sont également bouleversées. L'autorité se « négocie ». Par ailleurs, l'individualisme et l'autonomie revendiqués facilitent le développement de phénomènes sociaux, du divorce à l'union libre, de la revendication à vivre librement son homosexualité au féminisme, avec une libéralisation de la contraception et l'autorisation de l'interruption volontaire de grossesse. Une évolution qu'illustre la situation personnelle de politiques comme Nicolas Sarkozy ou Ségolène Royal. Des « présidentiables » divorcés ou vivant en union libre auraient sans doute eu plus de difficultés à faire admettre leur candidature avant cette évolution sociale. Des excès ou des conséquences problématiques, plus personne ou presque ne conteste qu'il y en a eu. « Même si je pense que 1968 nous a libérés de carcans insupportables, affirme Michel Fize, beaucoup de scénarios de liberté bien comprise se sont transformés en scénarios de laisser-faire. Autre conséquence indirecte de l'affaiblissement des liens sociaux : la disparition progressive des rites d'initiation, indispensables pour que les individus puissent se repérer par rapport au groupe. Des rites pris comme des signes d'embrigadement. « Ils avaient comme but de signifier aux individus à quel groupe, à quelle société ils appartenaient et quelle y était leur place », explique Clair Michalon, qui travaille notamment dans les banlieues difficiles, avec un regard d'anthropologue.

Ces rites pouvaient être religieux (communions), sociaux (scouts et autres mouvements de jeunesse), civils (distribution des prix, mariages...). « Sans ces rites, ajoute Clair Michalon, il n'y a pas de repères. Et dans les quartiers difficiles, les jeunes en difficulté expriment toujours leur sentiment d'être perdus dans un monde sans repères. » Pour autant, 1968 est-il responsable de tous les maux ? Pour nombre d'observateurs, il n'est qu'un moment, une « fusée éclairante », ou encore accélérateur d'une évolution bien plus longue. « Mai 68 a été une étape forte mais qui s'inscrit dans une longue trajectoire des sociétés démocratiques depuis le XVIIe siècle », estime Alain Renault. Par ailleurs, Étienne Schweisguth, du Cevipof, remarque que ce thème de la décadence morale due à un événement se retrouve jusqu'au VIIIe siècle avant J.-C. dans différentes sociétés. En outre, la dégradation de la conjoncture économique qui se dessine à partir de 1975 va radicalement transformer les conséquences de 1968. « La crise culturelle va s'enchaîner avec la crise économique, dit Jean-Pierre Le Goff. Et la fragilité existentielle, la désocialisation, tout n'aurait pas pris une telle dimension sans ce nouveau contexte. » Revenir en arrière sur la notion d'autorité paraît dès lors tentant pour certains politiques. « Le débat me semble superficiel, estime Alain Renault. Je ne pense pas qu'il faille ni qu'on puisse recomposer ainsi l'autorité qui s'est décomposée. Il faut, au contraire, trouver une nouvelle manière de faire fonctionner les pouvoirs avec un contrat. Cela demandera une inventivité très grande. » Le chantier reste donc ouvert. « Les jeunes veulent reconstruire une société organisée, rassurante, affirme Michel Fize. Ils rêvent un peu de cette stabilité qui effrayait en 1968. »

La Croix du 11 décembre 2006

SAMY NACERI CONDAMNE A SIX MOIS DE PRISON FERME

L'acteur Samy Naceri a été condamné à six mois de prison ferme et 8.000 euros d'amende par le tribunal correctionnel de Nanterre pour outrages et injures racistes envers des policiers. L'acteur, âgé de 44 ans, était absent lors de la lecture du jugement. Le parquet avait requis six mois de prison, dont trois avec sursis, une mise à l'épreuve de deux ans, une obligation de soins et 4.000 euros d'amende. L'acteur avait été interpellé à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) alors qu'il avait, selon

ses dires, ingéré "une boîte de Lexomil et 15 whiskies". Il avait alors accueilli les policiers par un langage fleuri, et traité l'un d'eux de "sale nègre". Lors de son procès, Samy Naceri avait reconnu les faits et s'était excusé de son comportement. L'acteur vedette de "Taxi" a déjà eu plusieurs démêlés avec la justice. Condamné pour des faits de violences, d'outrages, de conduite en état alcoolique et d'excès de vitesse et interpellé en possession de cocaïne, il comparaitra à nouveau en correctionnelle à Paris pour avoir frappé un jeune homme dans un restaurant parisien.

AFP du 14 décembre 2006

MISERES DE L'AGE

« Un jeune gauchiste qui grandit, ça devient rarement un vieux gauchiste, mais souvent un vieux PS », note Alain Krivine, en faisant référence aux anciens de la LCR dans l'entourage de Ségolène Royal, de Julien Dray à Sophie Bouchet-Petersen, et même dans celui de Hulot, en l'occurrence, Jean-Paul Besset.

Le Point du 25 janvier 2007

UNE CANDIDATE UMP N'A PAS ETE INSCRITE SUR LES LISTES ELECTORALES

Jeannette Bougrab est furieuse. La candidate de l'UMP dans le XVIIIe arrondissement de Paris pour les législatives de juin n'est pas inscrite sur les listes électorales de cet arrondissement. Elle jure pourtant être venue s'inscrire avec tous les documents nécessaires (carte d'électeur, carte d'identité, justificatif de domicile). Elle compte faire un recours mais dénonce les « méthodes dépassées » de la gauche, majoritaire dans l'arrondissement, qui serait, selon elle, à l'origine de ses déboires.

Libération jeudi 11 janvier 2007

L'ABBE PIERRE, MITTERRAND, ET LA FRANCISQUE

Si la classe politique est unanime à rendre hommage à l'abbé Pierre à l'heure de son décès, il n'en a pas toujours été ainsi. L'abbé a notamment toujours entretenu des relations particulièrement difficiles avec François Mitterrand, au point qu'il avait refusé de recevoir la légion d'honneur de l'ancien Président socialiste, décoration qu'il acceptera pourtant quelques mois plus tard des mains de Jacques Chirac. L'inimitié entre François Mitterrand et l'abbé qui fut aussi un homme politique (député apparenté MRP) remontait à la Libération. L'abbé Pierre avait en effet déposé une proposition de loi en 1945, visant à écarter de l'Assemblée Constituante les titulaires de la Francisque. Une proposition qui ne sera finalement pas adoptée, mais qui semblait taillée sur mesure pour François Mitterrand – si elle l'avait été, il n'aurait jamais pu être président –, les candidats à la députation ayant été décorés par le Maréchal Pétain n'étant alors pas légion...

Le Point du 22 janvier 2007

ERIC WOERTH EST UN TRESORIER DE L'UMP HEUREUX.

Il a reçu en 2006 plus de dons que jamais : « Une année exceptionnelle : 7,4 millions d'euros », alors qu'il s'était fixé pour objectif de collecter 7 millions - contre 5,5 millions en 2005. « C'est considérable, dit-il, et à mettre en relation avec l'engagement des militants en faveur de Nicolas Sarkozy. » Mais l'argentier ne relâche pas la pression pour autant : il cherche à multiplier les recettes pour accroître la capacité d'autofinancement de l'UMP, dont le financement public ne devrait couvrir que la moitié des frais de campagne (autour de 20 millions). Il a donc été demandé un « effort » aux clubs associés à l'UMP, ceux d'Alain Madelin, d'Hervé de Charette, de Christine Boutin, de Jean-Pierre Raffarin... Ils donneront 20 % de plus au parti. Les militants qui ont participé aux frais de transport et d'organisation du congrès de la porte de Versailles seront sollicités d'une obole de 10 euros dans toutes les réunions publiques de la campagne. Les adhérents, dont la contribution pour 2007 est de 25 euros, sont incités à y ajouter un don volontaire de 10 euros. Eric Woerth rappelle à toutes les fédérations qu'après l'élection présidentielle viendront les législatives, également coûteuses...

Le Point du 18 janvier 2007

MIL-VIGILANCE N° 2/2007

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois
Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 3/2007 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

SARKOZY, «CANDIDAT NATUREL DES ELECTEURS JUIFS»

Il y a deux ans tout juste, Nicolas Sarkozy débarquait aux côtés de son épouse Cécilia pour une visite de quarante-huit heures en Israël. Déjà tout entier tourné vers son rêve élyséen, le tout nouveau patron de l'UMP d'alors (sans fonction ministérielle) était venu recevoir, avec des fastes dignes d'un chef d'Etat, la bénédiction des plus hautes autorités du pays, toutes sensibilités politiques confondues. Le message de Nicolas Sarkozy était simple : s'il est élu à l'Elysée, ce sera la fin du dogme gaulliste de «la politique arabe de la France».

A sa sortie d'un entretien avec Ariel Sharon, le Premier ministre israélien de l'époque lui avait publiquement lancé : «Je suis certain que vous avez bien conscience de faire partie de nos amis.» Une petite phrase destinée à montrer que Sarkozy, à ses yeux, incarnait bien une vraie rupture avec Jacques Chirac. Même le dirigeant travailliste et prix Nobel de la paix Shimon Peres avait jugé «très important» de rencontrer le futur candidat de l'UMP à la présidentielle, estimant qu'à travers lui, il «faut regarder l'avenir». En Israël, Nicolas Sarkozy était également venu tirer les dividendes de sa politique menée au ministère de l'Intérieur après une série d'actes antisémites auxquels la gauche, sous Lionel Jospin, n'avait pas su répondre avec force. De même, il entendait montrer à la communauté juive française, qu'il travaille avec un soin tout particulier depuis le début de sa carrière, qu'Israël misait vraiment sur lui pour tourner une page de ses si complexes relations avec la France. Lors de ce voyage, il confiait à Libération, depuis l'esplanade des mosquées, vouloir «bien évidemment se rendre très bientôt dans les territoires palestiniens». Il avançait la date de «février ou mars 2005». Il ne s'y est finalement jamais rendu. Aujourd'hui, les sarkozystes sont persuadés que, très majoritairement, le vote juif, si tant est qu'il existe, leur est acquis. Dans le quotidien israélien Haaretz, le ministre de l'Aménagement du territoire, Christian Estrosi, assurait, fin novembre, que «Sarkozy est le candidat naturel des électeurs juifs». Pour enfoncer le clou et marquer les esprits chez les juifs français, François Fillon, conseiller politique de Nicolas Sarkozy, a insisté ce week-end sur les «fautes» de Ségolène Royal au Proche-Orient. Il a dénoncé sa rencontre «avec un membre du Hezbollah, organisation qui prône la destruction d'Israël, qui a provoqué et mené la guerre contre Israël». De même, il a rappelé à propos du Hamas qu'il s'agit d'une «organisation terroriste, qui appelle à la destruction d'Israël et qui retient en outre un otage franco-israélien, le jeune Gilad Schalit».

Catholique qui laisse volontiers rappeler que sa mère est originaire (de par son père) d'une famille juive de Salonique, Nicolas Sarkozy est une «véritable star chez les juifs de France», a coutume de dire Patrick Gaubert, député européen UMP et président de la Licra (Ligue contre le racisme et l'antisémitisme). La mairie de Neuilly a été pour lui un formidable point d'ancrage pour tisser des liens solides avec la communauté. Jamais il ne rate une fête à la synagogue ni la célébration de mariages civils de couples juifs dont les familles sont influentes. Au dîner annuel du Crif (Conseil représentatif des institutions juives de France), il est systématiquement acclamé, y compris par des sympathisants de Hachomer Hatzair, organisation sioniste classée à gauche. Depuis son arrivée au ministère de l'Intérieur, il s'est montré hyperréactif après chaque acte antisémite, n'hésitant pas à se rendre sous l'oeil des caméras au chevet des victimes. A chaque fois, il a multiplié les déclarations chocs en promettant par exemple «la double tolérance zéro en matière d'antisémitisme et de racisme». Il a par ailleurs reçu des dizaines de présidents d'associations juives de province à son ministère en leur assurant que leur communauté serait tout particulièrement protégée. En 2003, le centre Simon-Wiesenthal lui a remis son prix. Et David Harris, directeur du très influent American Jewish Committee, qui l'a reçu aux Etats Unis en 2004, voit en Sarkozy «un homme de charisme, de vision, de courage, de dynamisme». Bref, comme le dit un membre de sa garde rapprochée, «côté juif, il est blindé».

Libération du 4 décembre 2006

SEGOLENE FACE AUX CADRES DU PS

Comme toutes les semaines depuis l'investiture de sa candidate, Ségolène Royal, le bureau national du Parti socialiste (PS), transformé en conseil d'orientation politique élargi aux représentants des partis alliés, le Mouvement des républicains de Jean-Pierre Chevènement (MRC) et le Parti radical de gauche (PRG), est réuni à huis clos. Et, comme à l'accoutumée, François Hollande introduit la discussion. Mais, aujourd'hui, le silence des uns est pesant, l'agacement des autres manifeste. Le premier secrétaire tente une nouvelle fois de clore la polémique fiscale et de concentrer ses attaques sur Nicolas Sarkozy. Le Monde a pu écouter l'intégralité de ces débats par l'intermédiaire d'un membre du bureau national qui a spontanément appelé et laissé son téléphone portable ouvert pendant toute la réunion.

François Rebsamen, numéro deux du parti et codirecteur de la campagne de Mme Royal, promet un "grand rassemblement des élus et des territoires" le 18mars, pour rassurer ceux que la conduite de la campagne inquiète. Un nouveau sondage pronostique une victoire de Nicolas Sarkozy. Alors, le doute s'exprime. Les reproches aussi. Personne ne songe à commenter la mise en disponibilité du parti de Georges Frêche. "Il faut à nouveau réunir le parti pour travailler très collectivement, sinon on risque d'avoir des déconvenues", prévient le député européen Vincent Peillon. Les débats "participatifs" imposés par Mme Royal suscitent des réserves. "On a besoin de discours politiques", assure Alain Bergounioux. Manuel Valls, maire d'Evry et député de l'Essonne, jette un froid en rappelant le poids des "médias et de l'actualité, ce qu'on a subi en 2002". "On doit être capables d'imposer nos idées", insiste l'ancien porte-parole de Lionel Jospin. "Je ne sens pas de flottement encore, s'empresse-t-il d'ajouter. Les gens sont un peu assommés par le discours sarkozien. Mais à un moment la différence va se faire sur des propositions concrètes. Je plaide pour qu'on ne tarde pas trop." David Assouline, sénateur de Paris, hasarde : "Ségolène est dynamique quand, sur des sujets de droite, on porte nos valeurs de gauche." D'autres, à sa suite, insistent sur la nécessité de "préempter les sujets", et surtout "le calendrier". Au nom du MRC, Georges Sarre y va de son conseil : "Le rassemblement pour Sarkozy est meilleur que ce qu'il pouvait craindre, mais beaucoup de gens ont retenu les millions d'euros dépensés. On aurait eu intérêt à insister dessus." Le plus optimiste paraît être Jean-Michel Baylet. Des difficultés? "Mieux vaut que cela se passe maintenant, tranche le président du PRG. Restons vigilants, mais je voudrais dire que je suis très heureusement surpris par le succès des débats participatifs, ça marche très bien." Arrivée en retard, Ségolène Royal n'a pas entendu la plupart des interventions, mais elle sent bien qu'il lui faut défendre sa démarche. "Il faut tenir!, lance-t-elle d'emblée. Il y a peut-être des choses moins visibles, moins coûteuses mais c'est ce qui va donner de la crédibilité, de la force à la plate-forme présidentielle. Cette montée en puissance est très importante. Ces débats, pour la plupart, ont été filmés. Ils vont nous permettre de mettre en valeur une campagne décentralisée, à l'écoute des Français comme nous l'avions dit, et les valeurs qui vont émerger." (...) "Puisque vous êtes des décideurs politiques, il faudra que vous vous déplaciez sur tout le territoire et que le mouvement pour les législatives se déclenche. Il faut s'en saisir pleinement." Ses derniers mots résonnent comme un avertissement : "Il ne faudrait pas qu'on ait une cohabitation, si vous voyez ce que je veux dire..."

Le monde du 17 janvier 2007

"LE MIDI LIBRE" PRIVE DE PUB PAR GEORGES FRECHE

Mécontent d'un article le concernant paru dans le « Midi Libre », Georges Freche, président de la Région Languedoc-Roussillon, vient de "condamner" le journal à deux ans d'interdiction publicitaire. "Dont un avec sursis", a-t-il précisé dans sa grande mansuétude.

Le Point du 14 décembre 2006

LES VOLS VIOLENTS IMPLIQUENT DE PLUS EN PLUS DE MINEURS

Les mineurs délinquants de plus en plus visibles en Seine-Saint-Denis. La part des mineurs dans les vols avec violences élucidés a atteint « 69 % des individus mis en cause » en 2006, a annoncé François Molins, le procureur de la République, lors de l'audience solennelle de rentrée du tribunal de grande instance de Bobigny. En 2005, elle était de 62 %, et de 52 % en 2004. Les vols avec violences, plaie du département, ont augmenté de 15,95 % en 2006 pour atteindre le chiffre « colossal » de

13 199 faits rapportés, a déploré François Molins, avec un taux moyen d'élucidation des vols avec violence de 8,72 % (25 % pour l'ensemble de la délinquance). La « cause première » du « sentiment d'impunité qui peut être ressenti par certains délinquants » reste « avant tout la faible certitude d'être identifié pour certaines infractions », estime le procureur. Il a salué toutefois les « résultats prometteurs » de la brigade de répression des actions violentes mise en place en mai 2006. Quelque 1 900 mineurs ont été déferés au parquet en 2006, a-t-il indiqué. Pour les faits les plus graves, la procédure de jugement à délai rapproché, qui permet de juger un mineur dans un délai entre dix jours et un mois, a été utilisée 52 fois, contre 5 en 2005. Le sujet des mineurs délinquants en Seine-Saint-Denis avait créé la polémique l'an dernier entre le ministère de l'Intérieur et les magistrats de Bobigny.

20 Minutes du 19 janvier 2007

FISCALITE : BILAN DE LA LEGISLATURE

1) L'encouragement au travail a été la marque de fabrique de la politique fiscale conduite depuis 2002

La réforme fiscale, on en parlait depuis des années. A longueur de colloques tout le monde disait qu'il fallait simplifier l'impôt sur le revenu. C'est maintenant chose faite !

La loi de finances 2007 que nous venons d'adopter définitivement met en œuvre cette réforme fiscale qui contient 4 avancées majeures :

Elle injecte 4 milliards d'euros de baisse de l'impôt sur le revenu au bénéfice des classes moyennes (revenus inférieurs à 3.500€ par mois)

Elle fait la « vérité des prix » sur les taux, en réduisant de 7 à 5 le nombre de tranches de l'IR ; en intégrant dans le barème l'abattement de 20% et en fixant un taux maximum à 40%, c'est-à-dire au standard européen. A 40%, nous sommes au même niveau que les Anglais !

Elle instaure un « bouclier fiscal », en plafonnant les impôts à 60% des revenus. C'est la fin de l'impôt confiscatoire : désormais, plus aucun contribuable ne pourra plus payer plus de 60% de ce qu'il gagne !

Elle augmente massivement la PPE (+1 Md€ en 2007) ce qui va permettre à 9 millions de salariés aux revenus modestes de disposer d'un 13ème mois en septembre 2007.

Au total, nous avons réduit l'impôt sur le revenu de près de 10 milliards d'euros sur la durée de la législature : pour 3,7 millions de contribuables, l'impôt aura été diminué de 30%.

Soutenir l'emploi, c'est évidemment soutenir nos entreprises : c'est tout l'objectif de la réforme de la taxe professionnelle, désormais plafonnée à 3,5% de la valeur ajoutée.

Cette réforme a aussi une marque de fabrique : elle s'accompagne d'une baisse inédite du déficit public, grâce aux efforts réalisés sur les dépenses publiques

Le déficit budgétaire de l'Etat diminue en 2006 à 36,16 milliards d'euros : souvenons-nous que Lionel Jospin avait laissé un déficit à 49 milliards d'euros. Nous l'avons donc réduit de près de 13 milliards d'euros, tout en finançant les baisses d'impôts (12 milliards pour l'IR et la PPE) et les politiques prioritaires (sécurité, défense, recherche)

La dette sera réduite de 2 points de PIB en 2006 (à 64,6%) et d'un point supplémentaire en 2007 (à 63,6% du PIB)

En 2007 nous irons plus loin grâce à la baisse des dépenses de l'Etat d'un point en volume, entièrement documentée par les résultats des audits de modernisation lancés sur plus de 100 milliards de dépenses

2) Cette politique de responsabilité porte ses fruits et se répercute sur l'emploi

Le taux de chômage est tombé à 8,7% fin novembre et tout indique que la tendance baissière devrait se poursuivre ! A titre de comparaison, en mai 2002, après plusieurs années de forte croissance, les socialistes nous avaient laissé un taux de chômage de 9%.

Sur 1 an, notre pays compte 235.000 chômeurs de moins ! Alors que sur les 12 derniers mois du Gouvernement Jospin, le chômage avait augmenté de 156.000 personnes

Le chômage s'approche ainsi du niveau symbolique de 8,6% qui est le meilleur résultat depuis près de 25 ans. Et ce bon résultat concerne toutes les catégories de chômeurs : les jeunes, les femmes, les seniors et les chômeurs de longue durée.

On assiste par ailleurs à une accélération de la création d'emplois dans le secteur privé : sur un an, près de 175.000 emplois auront été créés dans le secteur privé (132.000 dans le seul secteur marchand)

C'est aussi la preuve de l'efficacité des outils de la bataille pour l'emploi avec l'accompagnement renforcé des chômeurs et le CNE (plus de 720.000 CNE signés)

3) Quant au PS, il reste prisonnier de ses archaïsmes en matière fiscale !

La fiscalité est devenue le terrain de prédilection de la gauche en matière de double langage :

Double langage entre les discours et la réalité

d'un côté, Ségolène ROYAL nous dit « la fiscalité en Poitou-Charentes n'a pas augmenté en 2006 »

mais ce qu'elle oublie de nous dire, c'est que les impôts locaux ont été augmentés de 14% depuis 2004 (dont 16% de taxe professionnelle, et 12% pour les taxes foncières)

Double discours en ce qui concerne le projet fiscal des socialistes :

d'un côté, la candidate Ségolène ROYAL dit : « il n'y a aura pas de hausse de prélèvements »

mais de l'autre côté, le Premier secrétaire du PS nous explique que « si la gauche est élue, les baisses d'impôts seront annulées pour tous ceux qui gagnent plus de 4 000 euros (célibataire), 8 000 euros (couple marié), et 12 000 euros (couple avec enfant) » ! Cela se traduirait par une aggravation de la pression fiscale de 2 000 euros en moyenne pour les foyers concernés (1,2 millions si le critère est de 4 000 euros nets par mois par personne). Et tout cela sans compter la hausse de CSG proposée par F. Hollande pour résoudre le problème des retraites !

Là où nous avons fait bouger les lignes depuis 2002, le PS reste prisonnier de son idéologie qui tient en deux principes :

« L'impôt sanction » : à défaut de proposer des solutions nouvelles pour améliorer la situation de nos compatriotes qui ont des difficultés, la gauche préfère s'en prendre aux « riches » (ou plutôt à ceux qu'elle considère comme tel). L'impôt doit sanctionner ceux qui réussissent, d'où la proposition de revenir sur les baisses d'impôts

1,2 millions de foyers seraient touchés si comme l'a dit F. Hollande les baisses d'impôts 2007 sont annulées pour tous ceux qui touchent au moins 4 000 euros net par mois. Il faut cependant reconnaître que sur ce sujet, les discours du PS fluctuent beaucoup !

Quant à la suppression du bouclier fiscal, cela reviendrait à pénaliser des ménages modestes qui ont peu de revenus puisque 90% des bénéficiaires du bouclier fiscal (90.000 personnes) sont des foyers appartenant au 1er décile de l'impôt sur le revenu.

« L'impôt miracle » : pour le PS, il n'y a pas de problème auquel un nouvel impôt ne puisse apporter une solution

Sur ce sujet, on a régulièrement une remarquable illustration de ce qui s'appelle la politique par la preuve :

en matière de retraites, le PS propose de créer une CSG « retraite » : mais surtout on ne touche pas aux régimes spéciaux !

en matière de pouvoir d'achat : les régions socialistes ont choisi de moduler ont modulé à la hausse les tarifs de TIPP ce qui conduit à une ponction de 500 M€ sur les automobilistes

Jean-François COPE

LA REVOLUTION CULTURELLE DU PRESIDENT MAO

Max Gallo, historien, ancien ministre de François Mitterrand, s'exprimant sur la proposition de Ségolène Royal de créer "des jurys de citoyens", "on a la Révolution culturelle du président Mao, qui voulait « tirer sur le quartier général » et faire juger les professeurs et tous les représentants par le peuple, représenté par les militants qui viennent juger et condamner ceux qui sont élus".

Le Figaro du 23 octobre 2006

MON OPINION EST CELLE DU PEUPLE FRANÇAIS

Claude Bartolone, ancien ministre, député - socialiste - de Seine-Saint-Denis, s'exprimant sur la réponse que Ségolène ROYAL a faite à propos de l'entrée éventuelle de la Turquie dans l'Union européenne (« Mon opinion est celle du peuple français »), il déclare "Avec un raisonnement comme cela, il y aurait encore la peine de mort, les innocents d'Outreau auraient été exécutés".

Libération du 13 octobre 2006

MIL-VIGILANCE N° 3/2007

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois
Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 4/2007 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

SOCIAL – ISTE ?

Le fondateur et directeur général du Cours Florent, François Florent, a épinglé Mme Ségolène Royal en affirmant à l'occasion du 40e anniversaire de cette célèbre école privée d'art dramatique, qu'elle avait renoncé à y inscrire son fils car l'enseignement se déroulait dans le XIXe arrondissement et non dans le centre de Paris comme elle le pensait.

"Un samedi après-midi, une voiture avec chauffeur s'arrête devant nos locaux (...) Une maman accompagnée de son enfant en descend, demande à l'inscrire en cycle préparatoire à notre secrétaire : "Vos premières années du cycle préparatoire sont bien quai d'Anjou ? (NDLR : 4e arrondissement)" "Non Madame, nous n'avons plus le quai d'Anjou. Les cours sont ici..." "Alors, je ne peux pas inscrire mon fils".

L'enfant et la maman s'engouffrent dans la berline, direction le soleil couchant. La maman est candidate à la présidence de la République le 22 avril", a dit François Florent lors d'un discours en présence de 200 invités dont de nombreux comédiens, anciens élèves du Cours Florent, notamment Francis Huster et Jacques Weber. A l'issue de son intervention, François Florent a indiqué à l'AFP qu'il évoquait bien Mme Ségolène Royal, ajoutant "qu'il avait été choqué par cette réaction". M. Florent n'a pas souhaité dater son récit mais en a garanti l'authenticité. Depuis plusieurs années, le Cours Florent est situé avenue Jean-Jaurès, au cœur du XIXe arrondissement de Paris, l'un des plus populaires de la capitale.

AFP du 12 janvier 2007

"MA FRANCE"...

Peu avant l'intervention de Nicolas Sarkozy devant les dizaines de milliers de militants UMP réunis Porte de Versailles, un de ses conseillers, le jeune publicitaire Franck Tapiro, m'avertit : « Tu verras, son texte, il va te mettre les larmes aux yeux ! » Après plus de trente ans passés au contact des politiques, on se croit endurci et blasé. Eh bien, je l'avoue, il y a bien longtemps que je n'avais pas entendu un tel discours. Il assisté à une telle métamorphose. Cet homme, dont nul ne peut nier l'énergie ou la force de travail, s'est montré si souvent en public impatient, grimaçant, trépignant, que le voir tel qu'il fut ce jour-là, serein et comme apaisé, était déjà une belle surprise. Puis, en effet, il y eut le discours. Et le plus émouvant fut de voir l'orateur se mettre à parler de la France, de son pays, de notre pays, dans des termes et sur un registre dont on n'imaginait pas qu'il les ferait siens un jour. Quel bonheur de l'entendre réaffirmer avec force que « nous sommes les héritiers de deux mille ans de chrétienté et d'un patrimoine de valeurs spirituelles que la morale laïque a incorporé », et d'être ovationné pour ces mots-là. Quelle joie lorsque résonnent dans cette immense salle ces paroles : « Ma France, c'est le pays qui a fait la synthèse entre l'Ancien Régime et la Révolution, entre l'Etat capétien et l'Etat républicain, qui a inventé la laïcité pour faire vivre ensemble ceux qui croient au Ciel et ceux qui n'y croient pas. Ma France, c'est le pays qui, entre le drapeau blanc et le drapeau rouge, a choisi le drapeau tricolore, en a fait le drapeau de la liberté et l'a couvert de gloire. Ma France, c'est celle de tous les Français sans exception. C'est la France de saint Louis et celle de Carnot, celle des croisades et de Valmy. Celle de Pascal et de Voltaire. Celles des cathédrales et de l'Encyclopédie. » Oui, je sais, je suis sans doute naïf, et risque d'être déçu demain. Mais, rien que pour nous avoir redonné envie d'y croire, cela valait bien le déplacement.

Valeurs Actuelles du 19 Janvier 2007

LE CASSE-TETE DE VITROLLES

En annonçant qu'il serait candidat aux législatives, « avec ou sans le soutien du FN », dans son ancienne circonscription de Vitrolles, Bruno Mégret a pris le risque de rouvrir les hostilités avec Jean-Marie Le Pen :

cette 22e circonscription des Bouches-du-Rhône avait, en effet, été "réservée" à Gérard Gèrente, un très proche de sa femme Jany.

Valeurs Actuelles du 19 Janvier 2007

XAVIER BERTRAND, L'HOMME QUI MONTE

Il en a fait, des jaloux ! Quand, début décembre, Nicolas Sarkozy a laissé entendre que Xavier Bertrand serait, avec Rachida Dati, son porte-parole durant sa campagne présidentielle, beaucoup de dents ont grincé. Les sarkozystes de toujours ont eu du mal à digérer qu'un poste si convoité revienne à un juppéiste, rallié de la dernière heure. Les quadras de la droite ont enragé contre ce beau coup réalisé par un rival, comme eux, aux ambitions affûtées. « C'est Cécilia qui a choisi », ont susurré les mauvaises langues. Réponse de Bertrand, 41 ans : « Je ne l'ai rencontrée qu'une seule fois, il y a sept ans, dans un déjeuner de cadres du RPR. »

Désormais, le ministre de la Santé emprunte donc matin et soir la ligne 8 du métro parisien. Montant à Ecole-Militaire (la station de son ministère), descendant à Bonne-Nouvelle (celle du QG de campagne de Sarko), il fait partie de la douzaine de personnes qui participent à 8 h 30 et 20 h 30 aux réunions de cadrage de la campagne du candidat de l'UMP. Dès qu'il le peut, il assiste dans la foulée, à 9 h 30, à la réunion de la dizaine de députés experts ès médias pilotée par François Fillon et Claude Guéant, le directeur de campagne. Et c'est évidemment avec un soin méticuleux qu'il a veillé à la préparation de la venue de Sarkozy aujourd'hui à Saint-Quentin, la ville de l'Aisne dont il est adjoint au maire. Depuis 2002, Xavier Bertrand est l'homme qui monte à droite. Agent d'assurances, il est élu pour la première fois cette année-là député de l'Aisne. Un an plus tard, il émerge médiatiquement avec la réforme des retraites, dont il est le rapporteur à l'Assemblée. Au printemps 2004, il fait son entrée au gouvernement en tant que secrétaire d'Etat à l'Assurance maladie. Dans le gouvernement Villepin, il prend du galon en devenant ministre de la Santé et numéro dix de l'équipe. Lutte contre le tabac, canicule, dossier santé personnalisé, chikungunya, chiffres de la Sécu... Bertrand est sur tous les fronts et sait le faire savoir. L'une des clés de sa réussite : ne dormir que quatre heures par nuit et ne pas prendre de vacances l'été. Le 2 décembre, celui qui jusqu'alors refusait de trancher entre Villepin et Sarkozy se prononce pour le second. Auparavant, il a passé quatre coups de fil pour prévenir de son choix : à l'Elysée d'abord, à Matignon (où cela a soufflé), puis au président de l'UMP et à Juppé. « C'est vrai, au début, je n'étais pas toujours d'accord avec Sarkozy, confie-t-il aujourd'hui pour se justifier. Depuis que je suis dans ce ministère, j'ai compris que, si on ne parlait pas fort, on ne faisait rien bouger. »

Le Parisien du 25 janvier 2007

BAYROU MAUVAIS JOUEUR ...

Ce n'est pas une surprise : Christian Blanc annonce officiellement, dans « le Figaro », son ralliement à Nicolas Sarkozy. Le député apparenté UDF des Yvelines s'en est expliqué au téléphone avec François Bayrou. Le candidat centriste à l'Elysée a fort mal pris la chose, reprochant à l'ancien patron d'Air France de « courir à la soupe ». Bayrou a menacé Blanc de présenter un candidat UDF face à lui lors des législatives de juin prochain.

Le Parisien du 25 janvier 2007

LE VOTE DES FRANÇAIS ISSUS DE L'IMMIGRATION

Déjà en termes de mobilité sociale, clairement, ils ne sont pas tous pauvres, au contraire, on observe que 7% d'entre eux appartiennent aux catégories sociales supérieures - cadres et professions intellectuelles supérieures -, on voit des parcours ascendants assez forts pour des enfants dont les parents étaient pour les deux tiers ouvriers ou bien employés.

Deuxièmement, ces Français issus de l'immigration ne sont pas tous musulmans par exemple. On compte 59% de musulmans parmi les Français issus de l'immigration maghrébine et africaine ce qui peu ou prou correspond au pourcentage de catholiques dans la population générale en France. On dénombre également 20% de sans religion parmi les enfants de l'immigration maghrébine et africaine. C'est 28% sur l'ensemble des Français. Enfin, avec le renouvellement des générations, l'affiliation religieuse se délite. On compte ainsi presque 40% de sans-religion parmi les deuxième générations nés en France. Le facteur religieux n'est qu'une partie de leur spécificité.

Troisièmement, qui sont-ils politiquement ? C'est l'un des résultats les plus forts de l'enquête citée précédemment. Ces Français issus de

l'immigration sont très majoritairement à gauche. 75% d'entre eux vont se dire proches d'un parti de la gauche et près d'un sur deux se dit proche du parti socialiste. Cet alignement à gauche n'est pas dû, notamment, au facteur religieux. Il n'est pas non plus dû au positionnement social ou au système de valeurs des individus. Il existe une culture de la réussite chez ces Français qui devrait plutôt les inciter à pencher vers la droite alors que ce n'est pas le cas. Cet alignement s'explique par un attachement fort aux questions d'égalité, au bien-être du groupe immigré en général. Ainsi, la gauche reste le camp politique qui a l'image la plus favorable aux immigrés et aux pauvres en général. Quoi qu'en dise l'actuel ministre de l'Intérieur, l'immigration maghrébine et africaine et leurs enfants n'ont pas été convaincus par les différentes politiques qu'il a mises en place, que ce soit l'intention de mettre en place une forme de discrimination positive ou bien encore la création Conseil Français du Culte Musulman voire même la nomination d'un préfet musulman comme il le rappelait à l'époque. Cela démontre qu'essayer de s'adresser aux enfants de l'immigration à travers le prisme religieux ne paie pas. La religion n'est pas ce qui compte le plus dans leur conception et dans leur rapport à la nation.

**V T, Chargé de recherche au Cevipof
TNS – Sofres du 25 janvier 2007**

CHRISTIAN VANNESTE (UMP) CONDAMNÉ POUR PROPOS HOMOPHOBES

Le député UMP Christian Vanneste a été condamné ce jeudi par la cour d'appel de Douai (Nord) à 3.000 euros d'amende pour injures envers les homosexuels. L'élu devra également verser 2.000 euros de dommages et intérêts à trois associations gays et lesbiennes, parties civiles. Ce jugement confirme la peine prononcée en première instance par le tribunal correctionnel de Lille le 25 janvier 2006.

Il a été condamné pour avoir affirmé notamment dans la presse que l'homosexualité était «inférieure» à l'hétérosexualité et serait «si on la pousse à l'universel, dangereuse pour l'humanité». L'avocate générale avait réclamé la confirmation de la peine prononcée en première instance par le tribunal correctionnel de Lille, ce qu'elle a obtenu. L'avocat de l'élu du Nord avait demandé pour sa part la relaxe au nom de la liberté d'expression. Christian Vanneste avait annoncé qu'il porterait l'affaire devant la cour européenne des droits de l'homme en cas de condamnation et «revendique le droit de continuer à affirmer qu'il y a un modèle de société universel où un homme et une femme se marient, ont des enfants et les élèvent et que ce modèle de société est universalisé.» Christian Vanneste, 58 ans, est le premier homme politique poursuivi dans le cadre de la loi du 30 décembre 2004 sur les propos homophobes. Député de la 10ème circonscription du Nord à Tourcoing dans la banlieue de Lille, il a été investi par l'UMP pour les prochaines élections législatives.

Libération du 25 janvier 2007

SOUTENU PAR VINGT-DEUX DEPUTES, CHRISTIAN VANNESTE SE POURVOIT EN CASSATION

La cour d'appel du tribunal de Douai (Nord) a confirmé, jeudi 25 janvier, la condamnation prononcée en première instance à l'encontre de Christian Vanneste. Pour avoir déclaré que "l'homosexualité était inférieure à l'hétérosexualité", le député UMP est condamné à une amende de 3.000 euros pour "injure envers les homosexuels". Il devra en outre verser, à titre de dommages et intérêts, 2.000 euros aux associations SOS Homophobie, Act Up Paris, et au Syndicat national des entreprises gays (SNEG), qui s'étaient portées partie civile. Dans un communiqué, Christian Vanneste a annoncé son intention de saisir la Cour de cassation contre cet arrêt : « Cette décision de la Cour d'appel relève de l'exploit puisqu'elle condamne d'un coup Voltaire et Benoît XVI, pour une fois d'accord. Monsieur de La Palisse, l'homme de l'évidence, est interpellé : l'homosexualité permettrait à l'humanité de perdurer. »

Christian Vanneste entend poursuivre son combat politique et judiciaire pour la liberté d'expression. Plus que jamais, elle doit être libre et sans entrave sur le plan moral, politique et spirituel. La liberté d'expression garantie par la Déclaration des droits de l'homme et par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ne saurait être abandonnée par la France. Un parlementaire est investi d'une parcelle de la souveraineté nationale, sa liberté d'expression est une condition de la démocratie et de l'Etat de droit. Par ailleurs, Christian Vanneste signale que vingt-deux députés ont cosigné une proposition de loi qu'il a déposée pour modifier la loi

contre l'homophobie "portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité".

Dans son exposé des motifs, les députés signataires déplorent "une véritable inquisition menée par certaines associations homosexuelles qui prétendent s'en prendre au droit de tout citoyen d'exprimer son opinion sur des sujets relevant davantage de la morale et de la sphère privée que de l'ordre public" : En effet, il doit être possible dans le cadre d'un débat démocratique respectueux des croyances religieuses ou engagements philosophiques des uns ou des autres que chacun puisse en toute liberté soutenir son propre point de vue. Par exemple, qu'un chrétien, un juif et un musulman puissent faire valoir l'infériorité morale des comportements homosexuels par rapport à ceux qui fondent le mariage entre un homme et une femme afin de créer une famille au sein de laquelle seront élevés des enfants. Il est, en effet, légitime que ceux qui se réclament de la bible, puissent adhérer au principe énoncé dans le Lévitique : « Tu ne coucheras point avec un homme comme on couche avec une femme. C'est une abomination. » (L. 18.22) et tout aussi loisible aux citoyens préoccupés par l'avenir de la Nation de préférer des comportements qui ne constituent pas une menace pour la survie de l'humanité ainsi que le notait Voltaire, dans son Dictionnaire philosophique. Limiter le libre débat sur des questions relevant de la conscience n'est pas acceptable dans une République où les citoyens sont libres : cela reviendrait à accepter une dictature de conception sectaire, que la démocratie française, dans le respect de ses traditions, ne peut accepter. "Une dérive judiciaire ne saurait restreindre le débat citoyen sur le mariage homosexuel et l'adoption homoparentale", rappelle le député du Nord.

Le Garde des Sceaux s'était engagé à ce que le malheureux texte voté en décembre 2004 ne conduise pas à cette tragique conséquence. Des millions de Français partagent et soutiennent la démarche intellectuelle de Christian Vanneste : "Soit le droit n'a pas été dit, dit-il soit la loi doit être modifiée de toute urgence."

Les députés signataires : Pierre Amouroux, Nicole Besse, Étienne Blanc, Roland Chassain, Louis Cosyns, Olivier Dassault, Lucien Degauchy, Jean-Paul Garraud, Franck Gilard, Jean-Pierre Gorges, François Guillaume, Marc Le Fur, Jean-Louis Léonard, Alain Marleix, Yves Marsaudon, Pierre Micaux, Jacques Myard, Dominique Richard, Jérôme Rivière, Michel Roumegoux, Joël Sarlot, Christian Vanneste.

Libertepolitique.com du 26 janvier 2007

CONFIDENTIALITE DES DOCUMENTS INFORMATIQUES

Les documents word et excel conservent un historique précis des auteurs et versions. Cet historique est accessible à tout et peut permettre à des personnes mal intentionnées de le rendre public. Il est donc très important de penser à effacer vos traces avant toute diffusion publique de document. Pour ce faire, la démarche conseillée est la suivante : 1- Ouvrez un nouveau document, et copiez dans ce document le contenu de celui que vous souhaitez diffuser. 2- Sauvegarder ce nouveau document. Son historique est désormais "vierge". 3- Dans ce nouveau document, allez dans le sous-menu "propriétés" du menu "fichier" et effacez TOUTES les mentions contenues dans les onglets suivants : - Résumé (effacer notamment "auteur", "responsable" et "société" lorsqu'ils sont renseignés) - Personnalisé (effacer toutes les mentions qui apparaissent pour chacun des éléments de la liste proposée) 4- Enregistrez à nouveau le document. Il est désormais possible de le communiquer publiquement. De façon générale, il est recommandé d'expédier des documents au format pdf et non aux formats word ou excel.

Source interne

« LA FRANCE INJUSTE »

« La France abrite, dans une proportion supérieure à la moyenne, un groupe de citoyens qui ne sont ni productifs ni efficaces et qui vivent au crochet des actifs. En France, le taux d'activité des personnes en âge de travailler est inférieur de 10 % à ce qu'il est dans plusieurs pays comparables ; il y a un excès de fonctionnaires et un déficit de qualité dans un service public largement surcoté. »

Le Figaro du 16 janvier 2007

MIL-VIGILANCE N° 4/2007

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois

Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 5/2007 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

PAS UN JOUR SANS UNE NOUVELLE POLEMIQUE

Pas un jour sans une nouvelle polémique autour de la candidate socialiste. Quarante ans après le général de Gaulle, Ségolène Royal a provoqué un tollé au Canada après des prises de positions sur la souveraineté du Québec lors de sa rencontre à Paris avec André Boisclair, le chef du Parti québécois, favorable à l'indépendance de la province. A une question sur la souveraineté du Québec lors d'un point de presse, la candidate socialiste a répondu d'un ton assuré que sa position «réflétait des valeurs communes, c'est-à-dire la liberté et la souveraineté du Québec», selon La Presse Canadienne, avant d'ajouter: «je pense que le rayonnement du Québec et la place qu'il occupe dans le cœur des Français vont dans ce sens». Ces propos ont aussitôt suscité de nombreuses réactions au Canada. Le Premier ministre canadien Stephen Harper a été le premier à réagir par le biais d'un communiqué. Il a déclaré que «l'expérience enseigne qu'il est tout à fait inapproprié pour un leader étranger de se mêler des affaires démocratiques d'un autre pays». Evoquant les célébrations du 400e anniversaire de la création de la ville de Québec, Harper a souligné que les Canadiens se réjouissaient de commémorer cet anniversaire en compagnie du prochain président de la France. Avant d'ajouter «en retour, nous nous attendons à ce que le prochain président comprenne l'histoire que nous partageons et le respect qu'un tel partenariat important exige à l'égard du Canada et de la population canadienne». Le nouveau chef du parti libéral Stéphane Dion, ardent défenseur du fédéralisme canadien a lui aussi dénoncé les propos de Royal. Et estime que «ça nuit à sa crédibilité, elle ne comprend pas, je pense. On ne s'ingère pas dans les affaires d'un pays ami, on ne souhaite pas le démantèlement d'un pays ami. Le Canada ne souhaite pas le démantèlement de la France; la France certainement ne souhaite pas le démantèlement du Canada».

Libération du 24 janvier 2007

VIOLENCES CONJUGALES ET SCENE DE MENAGE PS-UMP

Après la fiscalité et l'ISF, la bataille PS-UMP se poursuit sur le terrain des violences faites aux femmes. En cause, donc, «l'ignorance injustifiable et inexcusable» de Ségolène Royal en matière de lutte contre les violences conjugales, dicit Valérie Pécresse, porte-parole de l'UMP. La candidate socialiste à la présidentielle avait réaffirmé à Roubaix (Nord) que la «première loi» qu'elle ferait voter une fois élue serait consacrée aux violences faites aux femmes. Elle avait ajouté que le cœur du dispositif serait «le droit pour les femmes battues de rester au domicile familial avec les enfants», le conjoint violent devant «quitter le domicile». La réplique de l'UMP n'a pas tardé. Ainsi, Valérie Pécresse a rappelé à l'AFP qu'«au moment de la loi (sur le) divorce, nous avons voté en 2003 un dispositif qui permet l'éloignement du conjoint violent du domicile lorsqu'une femme est battue. Et nous avons voté le pendant en 2006 pour les concubins violents». Avant d'enfoncer la candidate. «Mme Royal ignore que ce dispositif d'éloignement des conjoints et concubins violents a été mis dans la loi par les gouvernements Raffarin et Villepin». Mais qu'elle ne le sache pas est logique, puisqu'elle n'était pas dans l'hémicycle le jour où ces lois ont été votées».

Libération mercredi 23 janvier 2007

DES SQUATS D'ETAT ?

La visite de Ségolène Royal dans l'immeuble occupé près de la place de la Bourse à Paris par des associations pour des familles en difficulté, n'a pas duré plus de quelques minutes. Le temps, pour Ségolène Royal, de dérouler ses propositions sur le logement présentées la veille à Roubaix (Nord). La candidate socialiste est la quatrième personnalité de la gauche à s'être rendue sur place après Dominique Voynet (Verts), Marie-George Buffet (PCF), Olivier Besancenot (LCR) et avant Arlette Laguiller (LO). En raccompagnant Mme Royal vers la sortie, Jean-Baptiste Eyraud, porte-parole de Droit au logement (DAL) lui chuchote

quelques mots à l'oreille. Puis, en lui serrant la main sur le trottoir, il lui glisse : "Puisque l'Etat ne réquisitionne pas, en nous rendant visite, je suppose que vous n'êtes pas hostile à ce que nous le fassions..." A la grande satisfaction de son interlocuteur, Mme Royal répond sans se démonter : "Je vous soutiens. Allons-y, c'est pour la bonne cause. L'Etat, bientôt, le fera." La candidate socialiste, il est vrai, venait de déclarer à l'intérieur du bâtiment, "il faut être aujourd'hui beaucoup plus radical"...

Le Monde du 23 janvier 2007

LE PRESIDENT PS DE LA REGION ILE-DE-FRANCE JUGE POUR PRISE ILLEGALE D'INTERETS.

Le 25 décembre 2003, Jean-Paul Huchon fête Noël avec son épouse, Dominique Le Texier, dans un restaurant de Biarritz (Pyrénées-Atlantiques). Le président (PS) du conseil régional d'Ile-de-France, qui est aussi un rockeur au cœur tendre, lui signe une promesse au dos du menu : «Si je suis réélu en mars, je m'engage auprès de ma femme...» Suivent cinq engagements, comme «participer au plus grand nombre de voyages» exotiques, «lever le pied sur [son] agenda» pléthorique, et surtout celui-ci : «Je m'engage à te recruter à mon cabinet avec un contrat Galland», du nom du ministre Yves Galland. Aimable «plaisanterie potache entre époux», plaide aujourd'hui Huchon. C'est aussi une pièce à conviction, saisie lors d'une perquisition, qui lui vaut de comparaître en correctionnelle, depuis hier, pour prise illégale d'intérêts.

On reproche au président francilien d'avoir fait rémunérer son épouse. Madame Huchon n'est pas poursuivie pour emploi fictif : ancienne productrice audiovisuelle, intermittente du spectacle, elle a réellement travaillé pendant trois ans pour des agences de communication spécialisées dans l'événementiel et n'a donc pas volé sa confortable rémunération (45 574 euros cumulés pour 142 jours de travail, complétés par 24 760 euros d'indemnités d'intermittence). Simplement, l'accusation considère que son époux a commis une «prise illégale d'intérêts» en passant contrat avec ces boîtes, «alors même qu'elles employaient son épouse». Idem quand Jean-Paul Huchon, honorant sa promesse biarrotte, l'a finalement embauchée directement à son cabinet en avril 2004 (4 583 euros brut par mois) : monsieur, dépositaire de l'autorité publique, aurait dû s'abstenir de rémunérer madame, indirectement ou directement.

Certaines de ses prestations peuvent prêter à sourire, comme «assurer la présence du conseil régional d'Ile-de-France au Festival de Cannes». Mais Jean-Paul Huchon revendique sa «politique volontariste d'aide aux industries cinématographiques», quand bien même elle se résumerait parfois à organiser un brunch sur la Croisette. Un marché public est lancé en 2002. Dominique Le Texier intervient lors des réunions préparatoires à cet appel d'offre, comme «experte bénévole» de son président de mari, lequel «s'étonne qu'on puisse s'étonner» de son intervention à ses côtés. Puis, elle apparaît comme salariée du lauréat, Image Public, Jean-Paul Huchon disant ignorer que son épouse serait embauchée par la suite. «Vous ne vous informez pas l'un et l'autre de vos activités professionnelles réciproques», constate sobrement le président Olivier Leurent. Un ancien collaborateur de Jean-Paul Huchon, qui lui aussi ignorait l'embauche de l'épouse, exprime au moins son «sentiment rétrospectif d'avoir été floué». Les offres déposées par deux autres candidats à ce marché public ont été «caviardées», antidatées, dans le but, selon l'accusation, de «faire apparaître une mise en concurrence factice».

Un an plus tard, le contrat cannois est remis sur le tapis. Image Public renonce à concourir, notamment en raison du coup élevé du brunch. Deux autres candidats sont presque à égalité (autour de 44.000 euros la prestation globale de représentation), mais ils diffèrent sur la rémunération du «régisseur» (du simple au triple). Monsieur, dans une note titrée TTU pour «très très urgent», adoube la société Sertis «dont le professionnalisme est bien établi», mais qui est aussi le mieux rémunérant de madame. Suggérer ici un lien de cause à effet relève d'un «procès d'intention vicieux et putatif», s'est indigné Jean-Paul Huchon.

Il est aussi question de l'organisation du Festival du film de Paris, organisé jusqu'en 2002 par Daniel Toscani du Plantier (aujourd'hui décédé) et financé par la mairie de la capitale (qui a depuis coupé le robinet). Son ancienne partenaire, Louisa Maurin (LM Festivals) frappe alors à la porte du conseil régional et décroche une subvention de 100.000 euros afin de relancer le festival. Avis favorable de Jean-Paul Huchon en janvier 2003, qui estime le montant «raisonnable». Il ignorait sûrement que son épouse venait d'être embauchée quatre jours plus tôt par LM Festivals, «au tarif syndical de 232 euros par jour», relève le président du tribunal. L'organisatrice a indiqué qu'elle «connaissait les

prétentions salariales» de madame Huchon, et qu'elle avait donc pu «les inscrire dans sa demande de subvention», votée à la quasi-unanimité du conseil régional.

Les malheurs des époux Huchon ont pour origine une lettre anonyme adressée en octobre 2004, dénonçant des «marchés passés avec des entreprises si elles acceptent de rémunérer l'épouse du président», mais aussi et à tort des emplois fictifs. Lors de l'instruction, Jean-Paul Huchon s'en était énervé devant les policiers enquêteurs : «La vie est longue, je n'oublierai rien.» Il lui reste une semaine pour s'expliquer devant le tribunal.

Libération du 9 janvier 2007

LA DOUCE INSOUCIANCE DES DEMOCRATIES EUROPEENNES

Menacées par un ennemi qu'elles se refusent à reconnaître, les démocraties européennes semblent se complaire dans une douce insouciance qui n'est pas sans analogie avec la situation qui prévalait dans les années 30 face à la montée du nazisme. Le totalitarisme n'est pas mort, il a désormais pris l'apparence de l'islamisme révolutionnaire. (...) Les démocraties devront trouver dans leurs propres valeurs les ressources leur permettant de triompher du combat qui s'annonce.

F G - Défense nationale et sécurité collective de février 2007

LE PAQUET EST PLUS BEAU QUE LE CADEAU

« Les propositions de Mme Royal sont peut-être au premier abord populaires, mais si on réfléchit un peu on voit que le paquet est plus beau que le cadeau ».

Michel Charasse, ancien ministre, Sénateur - socialiste - du Puy-de-Dôme - Le Figaro du 1er novembre 2006

ELLE EST NULLE

A l'issue du meeting au Zénith où Ségolène ROYAL a été chahutée par les militants : « Qu'est ce que tu veux que je te dise ? Elle a franchement été nulle. Nulle, je te dis, elle a été nulle ! »

Julien Dray, Député de l'Essonne – socialiste - et partisan de Ségolène Royal. - Le Canard Enchaîné du 1er novembre 2006

MME ROYAL FAIT RECULER LES FRONTIERES DE LA REPUBLIQUE

S'exprimant sur la proposition de Ségolène Royal de créer "des jurys de citoyens", André Laignel, Secrétaire général de l'Association des maires de France, Maire - socialiste - d'Issoudun, Député européen, a estimé que celle-ci se situait "dans la veine de l'antiparlementarisme le plus sommaire". Par cette proposition, "Mme Royal fait reculer les frontières de la République".

Le Figaro du 23 octobre 2006

MACHOS

"La stratégie (du camp Royal) consiste à taxer de machos tous ceux qui critiquent Ségolène Royal".

Jean Glavany, ancien ministre, député - socialiste - des Hautes-Pyrénées - Le Point du 5 octobre 2006

UNE BAUDRUCHE GONFLEE DE PRETENTION

« Montebourg je ne peux plus le supporter, pour moi c'est une baudruche gonflée de prétention et d'ambition »

François Hollande, député de la Corrèze, Secrétaire national du Parti Socialiste - Le Canard Enchaîné du 11 octobre 2006

SEGOLENE N'A QU'UN SEUL DEFAUT

"Ségolène Royal n'a qu'un seul défaut, c'est son compagnon"

Arnaud Montebourg, porte-parole de la candidate socialiste - Canal + le 17 janvier 2007

AU FINAL, JE CRAINS LA TRAGEDIE

Michel Delebarre, ancien ministre, député-maire – socialiste - de Dunkerque, rallié à Ségolène Royal, reste sceptique sur ses chances de conquérir l'Elysée ainsi que sur ses capacités à exercer la fonction

présidentielle : "A court terme je suis optimiste, à moyen terme inquiet et, au final, je crains la tragédie."

Le Nouvel Obs du 16 octobre 2006

DE LA DEMAGOGIE PURE

Jean-Luc Mélenchon, ancien ministre, sénateur - socialiste - de l'Essonne, commentant une proposition de Ségolène ROYAL tendant à réformer le régime spécial de retraite des élus et parlementaires, il a accusé Ségolène Royal de se livrer à "de la démagogie pure". Et il poursuit "elle pourrait commencer par montrer l'exemple, s'il s'agit d'abolir les privilèges" [...] "et elle pourrait annoncer par exemple qu'elle renonce à sa retraite de fonctionnaire, parce qu'elle, elle va cumuler à l'âge de la retraite, la retraite de parlementaire et une retraite de fonctionnaire". "Les gens qui veulent donner des conseils devraient commencer par se les appliquer à eux-mêmes et laisser les autres qui vivent tranquillement vivre leur vie".

LCI le 14 septembre 2006

LES JURYS POPULAIRES CONFINENT A LA STUPIDITE

Les jurys populaires, proposés par Ségolène Royal, "confinent à la stupidité".

Michel Rocard, ancien Premier ministre socialiste Sens public du 6 novembre 2006

CA MERITE UN PRIX D'HUMOUR

« Je n'ai pas l'habitude de me mettre en avant ni de faire valoir telle ou telle expérience. Mais je fais mes preuves et je réponds sereinement et sérieusement aux problèmes qui sont posés ».

Ségolène Royal – RMC le 8 novembre 2006

LE GOUVERNEMENT A SUPPRIME PLUS DE POSTES QUE PREVU

En 2006, le gouvernement avait prévu de supprimer 5 300 postes de fonctionnaires. Sans le claironner, il a eu la main beaucoup plus lourde qu'annoncé selon Jean Arthuis, le président de la commission des Finances du Sénat. « Le ministère du Budget nous annonce que, l'an dernier, 600 millions d'euros de dépenses de personnel ont été économisées, calcule le sénateur de la Mayenne. Ce qui permet d'accréditer l'hypothèse d'une réduction des effectifs plus importante qu'annoncée au moment du vote du budget. » Reste à savoir de combien exactement. Selon l'Insee, le salaire annuel moyen des agents civils de l'Etat s'élevait en 2004 à 25 290 € net, primes comprises. Quand on rapporte ce chiffre aux 600 millions d'euros d'économies annoncées par Bercy, on peut se demander si, en plus de 5 300 suppressions de postes initiales, ce ne serait pas environ 20 000 postes de fonctionnaires qui seraient discrètement passés à la trappe. Soit, au total, potentiellement près de 25 000 emplois en moins.

« Ce calcul, strictement arithmétique, ne correspond sans doute pas à la réalité, relativise un expert. Mais il est plus que certain que les réductions d'effectifs ont été plus importantes que prévu. » A Bercy, où l'on ne dément pas l'analyse de Jean Arthuis, on reste néanmoins prudent. Pour connaître les résultats définitifs, il faudra patienter jusqu'en mai, date à laquelle le dernier recensement des effectifs de la fonction publique sera publié. En attendant, le ministère du Budget précise que les économies faites sur la masse salariale (0,5 % de 120 milliards d'euros) résultent « des efforts de gestion des différentes administrations, de disparitions de postes et de recrutements qui ont été reportés ». Et de rappeler que, sur ces 600 millions d'euros économisés, 300 millions seront reversés directement aux agents.

Le Parisien du 24 janvier 2007

MIL-VIGILANCE N° 5/2007

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois

Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 6/2007 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

ALLOCUTION DE M. JACQUES CHIRAC, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, A L'OCCASION DE LA PRESENTATION DES VOEUX DES FORCES VIVES.

En ce début d'année, je veux d'abord adresser à chacune et à chacun d'entre vous, à vos familles, à vos proches, à vos collaborateurs, mes vœux les plus sincères, les plus chaleureux pour cette nouvelle année. Mon intention, aujourd'hui, n'est pas de revenir longuement sur ce qui a été fait, si ce n'est pour rappeler que grâce à vous, qui représentez les forces vives de la nation, la France est une grande puissance : la cinquième du monde. Un pays qui a su mener des réformes sociales majeures, créer un million d'entreprises en cinq ans, redresser ses finances publiques et, depuis deux ans, réduire sa dette. Un pays qui a maintenant une croissance ancrée au-dessus de 2 %, et qui démontre qu'il n'y a pas de fatalité au chômage, même si beaucoup reste à faire dans ce domaine. Un pays où le nombre de logements sociaux nouveaux a doublé depuis 2002. Une nation attachée à la solidarité : même si beaucoup, beaucoup reste à faire dans ce domaine, nous avons, à contre-courant des pays voisins, si j'en crois les experts, réduit les inégalités et fait reculer la pauvreté, insuffisamment, mais c'est indiscutable.

Alors que les Françaises et les Français vont être amenés à faire des choix décisifs pour l'avenir, je voudrais aborder les grands enjeux auxquels nous sommes, en réalité, confrontés dans les années à venir. Je veux vous dire dans quel esprit, et avec quelles priorités la France devra, me semble-t-il, poursuivre sa marche en avant.

L'économie mondiale est en pleine expansion, avec l'émergence de nouveaux géants : la Chine, l'Inde aujourd'hui, le Brésil demain. Nous sommes engagés dans une course à la primauté technologique, dans une compétition qui concerne tous les secteurs : derrière les magnifiques succès de nos entreprises, derrière également les fermetures d'usines et les délocalisations, cette réalité est à l'œuvre.

La course à la taille critique et au profit se traduit aussi par la multiplication des OPA. Ce sont tout à la fois des opportunités et des dangers nouveaux : la France, avec 11 entreprises sur les 100 premières mondiales, est directement concernée. Il nous faut respecter les règles de l'économie de marché, mais nous garder de tout angélisme.

Dans le même temps, l'humanité est confrontée à une catastrophe écologique annoncée. Nous devons prendre des mesures radicales pour répondre à la fois au réchauffement climatique et au besoin de croissance d'un monde qui comptera 3 milliards d'habitants de plus dans 40 ans : une nouvelle révolution industrielle est donc, en réalité, devant nous.

Face à ces défis, il faut se garder des idéologies, des illusions : la réduction du temps de travail comme solution au chômage, la hausse des impôts plutôt que les réformes. Il faut tout autant écarter la voie d'une France convertie au tout libéral, à la compression des salaires, au rétrécissement de la protection sociale. La France a les moyens d'une bien plus grande ambition. D'une ambition qui lui ressemble.

Nous avons, en réalité, trois enjeux majeurs : parachever la construction d'un nouveau modèle social français. Faire de la participation un véritable projet de société. Faire de la France le champion de la prochaine révolution industrielle, celle du développement durable.

On parle beaucoup d'un modèle français, et on a raison. Il repose sur l'alliance de la protection sociale et de l'innovation. Il est parfaitement adapté au monde d'aujourd'hui, à condition d'aller au bout de sa logique, et de le moderniser en permanence.

C'est pour cela que nous avons engagé une modernisation en profondeur de notre sécurité sociale. La réforme des retraites a été faite. Elle garantit leur équilibre à l'horizon 2020, elle permet aussi à 500 000 femmes et hommes qui ont commencé à travailler très jeunes de prendre leur retraite avant 60 ans. La réforme de l'assurance maladie a été menée à bien : pour la première fois, les dépenses sont tenues, grâce à l'évolution des comportements et à l'instauration d'un véritable

parcours de soins. En 2009, la branche maladie sera excédentaire. Nous avons aussi fait progresser notre modèle social : pour la première fois depuis la Libération, une nouvelle branche a été créée en faveur des personnes âgées dépendantes et des personnes handicapées. Et nous avançons dans la voie du droit au logement opposable.

C'est dans le domaine de l'emploi que nous avons encore beaucoup, beaucoup à faire. Et c'est pour moi une priorité absolue. Grâce à votre mobilisation, grâce à l'action résolue du gouvernement de Dominique de Villepin, le chômage baisse. 360 000 chômeurs de moins. A ce rythme, nous aurons atteint, avant la fin de l'année, le niveau de chômage le plus bas depuis un quart de siècle. Mais le seul objectif qui vaille, c'est évidemment le plein emploi. Et pour cela, nous avons des réformes majeures devant nous, des réformes que nous ne pourrions conduire qu'ensemble.

C'est tout le sens de la modernisation du dialogue social. Il n'est que temps de sortir de cette tradition de conflictualité, héritée d'un autre temps, et qui freine parfois notre progression. Il faut aller au bout de la logique de 1945, une logique d'engagement, de responsabilité. Les partenaires sociaux sont pleinement associés à la gestion de la sécurité sociale. Ils doivent maintenant devenir des acteurs de la réforme, les promoteurs du nouveau modèle social français. Pour cela, il faut renforcer la légitimité de la démocratie sociale. Sur la base des travaux du Conseil économique et social, il faudra confronter la représentativité des syndicats, la conforter indiscutablement en actualisant les règles qui sont vieilles de plus de 40 ans.

Pour gagner la bataille du plein emploi, il va falloir trouver de nouveaux équilibres. Dans une économie d'opportunités à saisir, de ruptures technologiques, de retournements conjoncturels, notre droit du travail est trop complexe et trop rigide. Nos entreprises ne luttent pas à armes égales, notamment celles qui ont moins de 50 salariés. C'est là que résident les plus grands gisements d'emplois, là aussi qu'on trouve les principales difficultés d'application du code du travail. Il faudra leur donner les moyens de leur expansion en leur offrant plus de souplesse.

Dans le même temps, et les deux sont liés, il nous faut créer une sécurité sociale professionnelle. Face au chômage, il ne suffit pas d'être indemnisé, il faut disposer de compétences actualisées en permanence, il faut être mis sans délai en relation avec la bonne entreprise. La création des Maisons de l'Emploi a marqué une étape importante. Nous devons maintenant dépasser les intérêts particuliers et les conservatismes qui ont ralenti les évolutions nécessaires. Il faut bâtir un nouvel instrument de combat contre le chômage et pour l'emploi, à partir, disons-le clairement, de la fusion de l'ANPE et de l'UNEDIC.

La sécurité sociale professionnelle aura quatre missions : le versement des allocations chômage, l'accompagnement personnalisé pour la recherche d'emploi, l'aide à la mobilité professionnelle, et la formation tout au long de la vie : elle devra porter les droits individuels à la formation des salariés, majorés pour ceux qui ont un faible bagage initial ou qui ont besoin de se reconverter. Dans l'esprit du contrat de transition professionnelle, un véritable lien contractuel, fait de droits et d'obligations, unira les salariés sans emploi et la sécurité sociale professionnelle. Dans la ligne de la réforme du dialogue social, il reviendra aux partenaires sociaux, aux côtés de l'État, de gérer ce nouvel ensemble.

Derrière la question de l'emploi, celle du pouvoir d'achat est évidemment posée. Le SMIC a augmenté de près de 25 %, la prime pour l'emploi a doublé. Mais les attentes des Français sont fortes. Pour tirer les salaires vers le haut, il faut accélérer encore la baisse du chômage. Il faut continuer à lutter contre les ententes et les monopoles, qui se font au détriment des consommateurs. Il faut construire toujours plus de logements, car c'est la pénurie de l'offre qui engendre évidemment la hausse des loyers.

Au-delà des salaires et des prix, nous pouvons faire de la participation l'autre moteur du pouvoir d'achat. La participation est une spécificité du modèle français : bien plus qu'un projet économique, c'est un projet de société, profondément adapté au monde d'aujourd'hui.

La participation, c'est une question de justice : les salariés doivent bénéficier d'une partie des profits qu'ils ont contribué à créer par leur travail. Gardons-nous des faux débats : la participation n'est pas un substitut aux salaires, mais une source supplémentaire de revenu. La participation, c'est aussi un fantastique instrument de cohésion entre le salarié et son entreprise : elle scelle entre eux un véritable lien autour d'une ambition partagée. La participation, l'épargne salariale, sont enfin des instruments majeurs pour garantir la stabilité de nos grandes entreprises : alors que leur capital est détenu à plus de 40 % par des fonds étrangers, c'est une arme puissante et nécessaire face au risque d'OPA hostiles.

Pour construire la société de participation, nous devons prendre appui

sur la loi qui vient d'être votée et accélérer de façon radicale ses évolutions. Avec les partenaires sociaux, nous devons d'abord nous fixer pour objectif que tous les salariés, et non un sur deux comme c'est actuellement le cas, aient droit à la participation. Par ailleurs, les entreprises qui distribuent autant à leurs salariés, sous forme de participation ou d'augmentation de salaires, qu'à leurs actionnaires, devraient bénéficier d'un taux d'impôt sur les sociétés réduit : de l'ordre de 10%. Et, lorsqu'un fonds d'investissement décide de revendre une entreprise, il faudrait lui imposer de reverser aux salariés une fraction significative de la plus-value réalisée, par exemple 20%.

Dans le même esprit, il faut faciliter le rachat des entreprises par les salariés. Cela passe par des incitations fiscales, par une réglementation plus favorable, et par la création d'un fonds d'intervention de la Caisse des dépôts pour investir aux côtés des salariés.

Le troisième domaine dans lequel il nous faudra franchir des étapes décisives, c'est celui de l'innovation. Et cela particulièrement dans le domaine, stratégique pour notre avenir, celui du développement durable.

Nous avons engagé un effort sans précédent pour la recherche publique et privée. En créant des postes d'enseignants-chercheurs, en mettant en place les pôles de recherche et d'enseignement supérieur et les réseaux thématiques de recherche avancée, nous avons créé les conditions pour hisser l'université française aux meilleurs standards internationaux. Nous devons en faire une priorité budgétaire des cinq prochaines années, pour consacrer à nos étudiants autant que le font les autres grandes nations, soit 30% de plus qu'actuellement.

Nous devons donner aux étudiants les meilleures conditions pour travailler. Rendre plus puissantes les universités, en facilitant notamment leur rapprochement et leur collaboration sur des projets de taille mondiale.

Pour mieux récompenser le travail et l'esprit d'innovation, nous avons créé le bouclier fiscal, baissé de 20% en 5 ans l'impôt sur le revenu, et de 30% pour plus de trois millions et demi de ménages. Mais l'enjeu majeur des années qui viennent, c'est la concurrence fiscale entre les Nations. Pour conserver nos entreprises et en attirer d'autres, c'est sur le taux de l'impôt sur les sociétés qu'il faudra agir. Il s'élève en France à 33%, près de 8 points de plus que la moyenne européenne. L'objectif doit être de le ramener à 20% en 5 ans.

Mais surtout, nous devons prendre maintenant le tournant de la "nouvelle économie", celle du développement durable. La réponse au défi écologique, ce n'est pas la croissance zéro. Dans un monde où 3 milliards de personnes vivent avec moins de 2 euros par jour, cette idée, parfois avancée par certains techniciens, est purement indécente. C'est une nouvelle croissance, respectueuse de l'environnement, que nous devons mettre à jour. Elle passe par une révolution de nos modes de production et de consommation : économies en ressources naturelles, soucieuses des milieux naturels, attentifs aux pollutions et aux déchets, à l'impact des produits chimiques sur la santé des hommes. Elle passe par des ruptures technologiques majeures. Avec sa recherche, avec ses entreprises en pointe dans le traitement de l'eau, dans la gestion des déchets dans l'énergie, la France peut être le champion de cette nouvelle révolution industrielle.

La question de l'énergie est évidemment stratégique. Pour conserver et renforcer notre place sur ce marché mondial, il nous faut disposer de groupes puissants. Nous avons Total, EDF, AREVA dans le pétrole, l'électricité et le nucléaire. Il nous faut un acteur majeur dans le gaz : c'est en cela que le projet de fusion entre Gaz de France et Suez est un projet stratégique pour la France et pour l'Europe. Les calculs à courte vue ou les contingences politiques n'ont pas leur place dans une telle perspective.

Il y a aussi la question stratégique des énergies propres. Avec le réchauffement climatique, nous serons peut-être obligés de renoncer à utiliser le pétrole avant même qu'il ne s'épuise. Il est capital de développer les énergies sans gaz à effet de serre, les biocarburants, qui ouvrent d'ailleurs, des perspectives immenses à notre agriculture et à notre forêt. Nous devons conforter notre filière nucléaire : EDF devra engager à l'horizon 2015 le renouvellement de son parc, avec l'EPR. Le CEA lancera dès cette année le développement d'un réacteur de 4e génération. C'est dans ce cadre aussi qu'il faut replacer le projet ITER. Grâce à la qualité de notre recherche et de nos chercheurs, la communauté internationale a choisi la France pour installer ce programme d'énergie du futur, une énergie de fusion propre et presque inépuisable.

Nous devons lancer, notamment sous l'impulsion de l'Agence de l'innovation industrielle, de grands projets de rupture technologique. Je pense à la construction, d'ici un an, d'un prototype de capture et de stockage du CO². Je pense au développement de matériaux isolants, avec des constructions économes en énergie. Je pense à la voiture et

au camion propres, à l'électricité solaire, dont le potentiel sera considérable dès que des percées technologiques auront permis d'en réduire le coût.

Enfin, nous devons engager un plan national de grands travaux pour rénover l'ensemble du parc des logements et des bâtiments anciens : ils constituent un gisement immense d'économies d'énergie. L'objectif, c'est de réduire de moitié en 20 ans la consommation d'énergie de notre parc immobilier en soutenant, par la réglementation, par la sensibilisation ou par l'incitation, les économies d'énergie et les énergies propres. En matière de transports, nous devons donner la priorité à la voie ferrée et à la voie fluviale, et permettre aux collectivités locales qui le souhaitent d'établir, après débat public, des péages urbains.

Préserver l'environnement, défendre la biodiversité, lutter contre le changement climatique, ce sont des exigences vitales pour les nations d'aujourd'hui. C'est pour cela que la France a été le premier pays à inscrire une Charte de l'environnement dans sa Constitution. Avec l'Europe, nous devons avancer vers une "taxe carbone" sur les produits en provenance de pays refusant de s'engager en faveur du régime qui succèdera au Protocole de Kyoto après 2012. Et c'est pour cela que j'ai souhaité organiser à Paris, au début du mois de février, une Conférence internationale pour accélérer la prise de conscience et l'indispensable création d'une Organisation mondiale de l'environnement dans le cadre de l'ONU.

La France a des atouts considérables pour peser de tout son poids dans ce nouveau monde qui se construit sous nos yeux. La France doit prendre en main son destin, et elle doit le faire, évidemment, dans le cadre de l'Europe.

L'Europe économique doit avancer de pair avec l'Europe des citoyens. L'Union ne peut plus être le seul ensemble continental qui n'utilise aucun des instruments de politique économique, industrielle, commerciale ou monétaire. Il est temps pour elle d'exercer sa souveraineté économique, avec la fixation d'une politique de change et la refondation de la politique de la concurrence pour tenir compte de la mondialisation. Il est temps pour l'Union d'adopter une politique commerciale offensive, à armes égales avec les autres puissances. Premier débouché commercial des pays émergents, elle est en position de force pour négocier avec eux des accords sur les conditions d'une concurrence loyale et le respect de normes sociales et environnementales. L'Europe doit reprendre en main son destin économique, en redonnant tout son sens à la préférence communautaire sur laquelle elle s'est d'ailleurs construite.

Ce sera un tournant majeur de la construction européenne. Dans un monde où l'affirmation de la puissance économique et sociale de notre continent est indispensable aux grands équilibres, la France devra en être le moteur.

Grâce à vous, la France s'affirme dans ce nouveau monde où nous sommes entrés. Ces dernières années, elle s'est donnée les moyens de répondre aux défis qui sont devant elle. C'est ensemble, avec ambition, avec confiance, en étant fiers de ce que nous sommes que nous les relèverons tous.

Palais de l'Élysée, Paris, le jeudi 4 janvier 2007

LE CHANT DES PARTISANS ET LA MARSEILLAISE REVISITES

Chaque municipalité, chaque foyer de France devrait posséder un enregistrement de La Marseillaise. De notre hymne national, que l'on est censé apprendre à l'école, avec Le Chant des partisans, il existe pourtant peu de versions chantées disponibles.

C'est pour répondre à ce besoin, mais aussi témoigner au nom de la jeunesse, qu'une Marseillaise, Alexandra SAINT-GEORGES, a réalisé et interprété ces deux versions de La Marseillaise, proposant, outre une version classique, une seconde interprétation intégrant des sonorités plus actuelles et nous révélant deux couplets fort méconnus.

Décliné également en deux versions musicales très différentes, Le Chant des partisans est ici présent en hommage à sa créatrice Anna MARLY, disparue au début de cette année 2006.

Ce CD offre ainsi au choix quatre enregistrements de ces chants patriotiques qui peuvent être diffusés lors de cérémonies officielles, utilisés dans les établissements d'enseignement ou plus simplement écoutés en famille.

Des extraits peuvent être entendus sur le site Internet : www.chantdespartisans.com

MIL-VIGILANCE N° 6/2007

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois

Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 7/2007 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

« AVANT, J'ETAIS POUR DOMINIQUE STRAUSS-KAHN, MAINTENANT JE SUIS POUR BAYROU »

Ils sont venus de Mulhouse. Georges, Rachel, couple de quadragénaires, et leur fils Charles attendent François Bayrou en plein milieu de la salle du Palais des congrès de Strasbourg.

Georges est commerçant. Il a adhéré à l'UDF il y a six mois : « Ça fait longtemps que je m'intéresse à François Bayrou. Plus le temps passe et plus je me sens en accord avec lui. » Toute la famille opine du chef. « On n'est pas des grands militants, reprend-il. Mais il a un discours moderne, plus sérieux et plus honnête que les autres. On est plutôt de droite par culture. Mais Sarkozy... Il n'incarne pas notre droite ». La famille confirme. Quelques rangées derrière eux, François, 67 ans, et Louis, 60 ans, d'Epfig. « On est des militants de droite. Plutôt », présente François. Louis corrige : « On est centristes depuis notre enfance. Avant, j'étais même au MRP (Mouvement républicain populaire, parti centriste d'après-guerre). Bayrou est notre candidat, c'est l'héritier de Pierre Pflimlin, il n'y a pas de doute. On n'a pas compris quand nos élus UDF sont allés à l'UMP... Nous, en tout cas, on ne changera pas. » Claude et Christine, un couple de quadragénaires d'Ostwald, sont moins catégoriques. « On s'informe, explique timidement Claude. Écouter tout un discours permet de mieux se rendre compte du projet et de l'étoffe d'un candidat, plutôt que des brides de phrases entre deux caméras ». « Plutôt de gauche », Claude et Christine sont allés voir Ségolène Royal à Illkirch-Graffenstaden le 20 décembre et ne daigneraient pas faire de même avec les autres candidats. « J'aime bien Bayrou, confie Claude. Je suis pas insensible à sa démarche centriste. On va voir. » « Avant, j'étais pour Dominique Strauss-Kahn, confesse Florent, étudiant de 21 ans, originaire de Belfort. Je suis plutôt de gauche et je fais lire le programme de « François » dans l'amphi. » A côté de lui, son ami « plutôt de droite » acquiesce et conclut : « On s'entend bien ».

Les Dernières Nouvelles d'Alsace du 13 février 2007

« BAYROU, C'EST LE PIRE DE TOUS »

Un peu déçue par Nicolas Sarkozy. Mais franchement en colère contre François Bayrou. Depuis qu'elle a quitté le Conseil constitutionnel au début du mois, Simone Veil, 79 ans, une des personnalités françaises les plus populaires, ne mâche plus ses mots.

Hier matin, l'ancienne ministre de Giscard assistait à l'Élysée à une remise collective de décorations, l'une des dernières du genre pour Jacques Chirac. Elle était invitée par le grand rabbin de France Joseph Sitruk (élevé au grade de commandeur de la Légion d'honneur). Mais dans les salons feutrés de la présidence, entre un verre de jus de fruit et un canapé au saumon, Simone Veil ne résiste pas à l'envie de parler de la présidentielle. Nommée par Sarkozy présidente de son comité de soutien, elle regrette vivement la proposition du candidat de créer un ministère de « l'immigration et de l'identité nationale ». Une annonce faite le jour même de son ralliement « J'aurais préféré de loin Immigration et Intégration, râle Simone Veil. Le choix des mots, c'est important en politique. » L'ancienne ministre de la Santé d'Edouard Balladur reconnaît qu'elle n'était déjà pas d'accord avec les termes « Kärcher » et « racaille » utilisés par Sarkozy. « Mais il faut choisir et j'ai choisi, soupire-t-elle. Je ne suis pas socialiste et Bayrou, c'est pire. » Car c'est au candidat de l'UDF que Simone Veil réserve ses flèches les plus acérées. Un véritable règlement de comptes. « Bayrou, c'est le pire de tous, insiste-t-elle. Une imposture. Tout ce qu'il a été capable de faire lorsqu'il était ministre de l'Éducation nationale (NDLR : de 1993 à 1997) c'est de mettre un million de personnes dans la rue (NDLR : au moment de la remise en cause de la loi Falloux sur le financement de l'école privée). Pourquoi le candidat UDF grimpe-t-il ainsi dans les sondages, lui demande-t-on. « Le rejet de la politique, répond Simone Veil, c'est une impression, une belle idée. Mais personne ne semble voir les conséquences que ce vote aurait sur la démocratie. Quand il n'y a plus de partis, on installe un système totalitaire. Son projet de cohabitation ne repose sur aucune base. » François Bayrou explique, lui, que le système d'union droite-gauche existe déjà dans d'autres pays. Et il cite en exemple la coalition SPD-CDU, dirigée par Angel Merkel. Réplique de Veil : « Quand il y a une alliance en Allemagne, cela se discute longtemps à l'avance et sur un vrai projet politique. » Avant de tourner les talons, l'ex-ministre lâche une dernière pique : « Quand on est au pouvoir, on s'aperçoit que les choses sont compliquées. » Dans l'hebdomadaire « Marianne » qui paraît

INTERNET : Nous diffusons régulièrement des informations et des analyses grâce à internet. Si vous ne recevez rien, cela signifie que nous n'avons pas votre adresse de courriel.

Pour remédier à cela, il suffit de nous la transmettre en nous envoyant un courriel à mil-inscription@noos.fr en indiquant votre nom, votre prénom et votre qualité d'adhérent du MIL.

De même, nous avons un nouveau site internet :

<http://www.lemil.org>

aujourd'hui, Simone Veil revient sur l'idée du ministère de « l'immigration et de l'identité nationale ». Et tacle une nouvelle fois Sarkozy : « Je n'ai pas du tout aimé cette formule très ambiguë. Il est très difficile à joindre en ce moment. Mais je compte bien lui en parler. »

Le Parisien du 17 mars 2007

NICOLAS SARKOZY : « QUEL PRÉSIDENT JE SERAI... »

En quoi une présidence Sarkozy serait-elle différente d'une présidence Chirac ?

La question n'est pas tant la différence avec une présidence Chirac qu'une rupture avec la manière de faire de la politique depuis 1981. Je veux que la campagne électorale soit un moment de liberté - liberté de penser, de parler et de réfléchir. Je dis aux Français : « Pensez librement ! N'ayez pas de tabous ! » Et ma rupture, ce sera celle des promesses tenues, des engagements pris, de la confiance retrouvée entre le peuple et la parole publique. Ma vie, ma passion, c'est l'action. Je mettrai donc en œuvre rigoureusement, scrupuleusement, totalement tout ce que j'aurai annoncé.

Jusqu'à quel point le président doit-il être un chef de la majorité, jusqu'à quel point doit-il rester un arbitre ?

A mes yeux, le président, c'est un animateur d'équipe, celui qui préside la première institution et fait fonctionner l'ensemble des institutions du pays, mais, avant toute chose, c'est un leader qui assume ses responsabilités. Il dit ce qu'il pense, fait ce qu'il dit, s'engage sur des résultats, par exemple le plein-emploi. Le président, ce n'est pas un arbitre, c'est un responsable. Il doit aussi rassembler le pays et non le diviser, au service d'un projet. La reine d'Angleterre est un arbitre ! Celui qui est élu au suffrage universel doit entraîner le pays. Ce faisant, je reviens à l'esprit de la Ve République. Je ne serai pas le président qui dira, le 14 Juillet : « J'ai demandé à mon Premier ministre de lutter contre le chômage. » J'assumerai mes choix politiques et demanderai aux Français d'être juges des résultats.

Quel sens donnez-vous à l'expression « président de tous les Français » ?

C'est parce qu'il a gagné que le président doit ouvrir sa majorité. Je ne suis pas l'homme d'un clan, d'une secte, je ne serai pas l'homme d'un parti. Je veux être l'homme du rassemblement et de l'unité !

Mitterrand disait que la principale qualité d'un président, c'était l'« indifférence » et qu'il fallait « donner du temps au temps ».

J'ai du respect pour François Mitterrand, mais, contrairement à lui, je n'ai pas de cynisme. Les Français n'ont pas le temps d'attendre. Ils ont des problèmes qui doivent être résolus maintenant.

Jacques Chirac fait l'éloge de la « mesure » qu'il faut pour gouverner la France. Or vous êtes perçu comme un homme de confrontation et de clivage...

Je suis celui, parmi les candidats, qui a la plus grande expérience politique. On n'a jamais pu mettre en cause ma mesure, mais la mesure ne signifie pas l'immobilisme. Cela fait trop longtemps que la France le choisit, ou plutôt le subit.

Reprenez-vous à votre compte le travail contre les extrémismes dont Jacques Chirac a fait l'un des piliers de la mission présidentielle ?

En trente ans de vie politique, je n'ai jamais été pris en défaut de lutte contre les extrémismes. Mais diaboliser les électeurs du Front national est une stratégie qui n'a pas réussi. Aujourd'hui, je veux faire revenir dans le camp de la République ceux qui s'en sont éloignés.

En quoi modifieriez-vous la communication du chef de l'État ?

Je ferai régulièrement des conférences de presse. Il faut un contact régulier entre le chef de l'exécutif et le peuple. Il ne s'agit pas d'une question de communication, mais d'assumer ses responsabilités. Quand on s'engage sur un projet, il faut s'expliquer.

Un président doit-il surveiller davantage son langage qu'un ministre de l'Intérieur ?

Le ministre de l'Intérieur que j'ai été a toujours surveillé son langage. Le président que je serai si je suis élu le fera. Le terme « racaille » n'était pas un dérapage. Un président n'est pas illégitime à dire qu'un voyou est un voyou. Il est même recommandé qu'un président de la République se fasse comprendre des citoyens qu'il entend représenter.

Pour lutter contre le syndrome de la tour d'ivoire, le chef de l'Etat doit-il habiter ailleurs qu'à l'Elysée?

Le président doit être en sécurité, il doit être informé. Il y a des institutions, on s'y installe. Le syndrome de l'enfermement, je crois qu'on le combat en limitant à deux le nombre de mandats successifs. Ajoutons une pratique plus républicaine et moins monarchique... C'est une question de tempérament.

C'est-à-dire?

Je sais que je ne finirai pas ma vie dans la politique. J'ai 52 ans, donc je suis beaucoup plus décontracté sur le syndrome de la tour d'ivoire.

Comment doit être rythmé le quinquennat? Un seul Premier ministre pour toute la période, afin qu'il dispose de la durée?

Non. Le quinquennat doit pouvoir respirer. Je le conçois en trois phases: deux ans pour mettre en place les réformes, deux ans pour piloter ces réformes, évaluer puis modifier ce sur quoi on s'est trompé, un an pour réfléchir à une éventuelle nouvelle candidature.

Vous avez envisagé de nombreux aménagements constitutionnels depuis un an. Lesquels retenez-vous?

La révision constitutionnelle aura lieu à l'automne. Je propose de limiter, donc, à deux le nombre de mandats présidentiels, d'avoir un président qui peut s'exprimer devant les députés et un Parlement qui puisse davantage contrôler, avec un organisme d'audit à sa disposition, et qui ratifie les nominations les plus importantes. Le reste, c'est un changement d'état d'esprit et de pratique.

Faut-il accorder aux citoyens le droit de saisir le Conseil constitutionnel?

Spontanément, ma réponse est oui, car c'est un droit nouveau. Mais j'hésite, car l'avocat que je suis redoute une judiciarisation croissante de la société française.

Inscririez-vous dans la Constitution l'interdiction de financer les dépenses de fonctionnement par le déficit?

Je veux introduire cette règle, pas forcément dans la Constitution. La question, c'est quand? En fin de quinquennat. Cela dit, il faut bien distinguer entre les dépenses. Investir pour mettre le TGV à Strasbourg, c'est une dépense nécessaire, c'est même invraisemblable qu'on ne l'ait pas fait plus tôt.

Etes-vous sûr que l'exonération d'impôt sur le revenu pour les heures supplémentaires, que vous proposez, n'est pas anticonstitutionnelle?

Beaucoup d'exonérations sont déjà prévues, je ne vois pas pourquoi celle-ci ne serait pas acceptable.

Que devient la fonction de Premier ministre?

Il faut un Premier ministre dans un pays de 64 millions d'habitants, et c'est une erreur de considérer qu'il ne doit s'occuper que du national, tandis que le chef de l'Etat ne s'occuperait que de l'international. Le Premier ministre aide et soulage le président. Il anime le travail des 15 ministres, qui ne doivent pas être des collaborateurs, mais de vrais responsables politiques qui dirigent leur administration, assument leurs succès comme leurs échecs. C'est une équipe! Avec des secrétaires d'Etat qui apprennent leur métier et qui puissent retrouver leur siège de parlementaire directement, sans passer par des élections partielles.

Quels redécoupages ministériels, autres que celui concernant «l'immigration et l'identité nationale», envisagez-vous pour renforcer l'efficacité de l'action gouvernementale?

Je veux rassembler le ministère de la Culture et celui de l'Education nationale dans un même ensemble, notamment pour favoriser les enseignements artistiques. Si le ministre de la Culture n'est pas en position de diriger l'Education nationale, il perdra toujours ses arbitrages. Je veux également un ministère des Sports, mais il faut une articulation avec le ministère de la Santé: sinon, comment combattre le dopage? Prenez le développement durable. Il faut, en plus du ministère de l'Ecologie traditionnel, un ministère du Développement durable, chargé de la politique de l'eau, des transports, de l'énergie. Je m'interroge enfin sur un ministère des Comptes, de tous les comptes et pas seulement du budget de l'Etat, au côté d'un ministère de l'Economie ou de la Stratégie économique.

Les administrations sont-elles prêtes à accompagner ces changements?

Je veux m'affranchir de la logique des corps et je créerai une centaine de contrats individuels pour les postes de directeurs: cela fait trente ans que les meilleurs du secteur public partent dans le privé, je voudrais que les meilleurs du privé reviennent dans les administrations. Ce n'est pas absurde d'avoir un directeur du Trésor qui ait eu une expérience de l'entreprise, un directeur des grâces qui ait celle des tribunaux. Je n'ai pas fait l'ENA, je ne me sens prisonnier d'aucun corps.

Quel usage aurez-vous du référendum, si vous êtes élu?

Modeste. Le quinquennat a beaucoup changé les choses. Il y a la présidentielle, puis les législatives, se profilent ensuite les municipales, les cantonales et les régionales. Croyez-vous que, si je suis élu, je vais aussitôt dire aux Français: «Excusez-moi, j'ai besoin de vous demander votre avis sur un autre sujet?»

Imaginez-vous le 14 Juillet très différent de ce qu'il est aujourd'hui?

Oui. Je prendrai une initiative européenne: cela aurait un certain sens d'inviter un contingent des 26 autres pays européens pour le défilé du 14 Juillet. La France qui a dit non à la Constitution européenne montrerait ainsi qu'elle veut faire redémarrer l'Europe. Ce serait un beau message de paix.

Il y a aussi le symbole de la garden-party...

Elle appartient à ces traditions qui doivent être poursuivies, mais nous pourrions profiter de cette date pour organiser un rassemblement des jeunes de toute l'Europe, place de la Concorde, à Paris, autour de la culture européenne.

Que ferait le tout premier gouvernement?

Lui et moi aurons une double mission: préparer tout de suite les projets de loi pour la session extraordinaire et déclencher immédiatement une politique européenne et internationale qui dise au monde: «Voilà, la France prend ses responsabilités.» Dès la première semaine, je me rendrai à Berlin et à Bruxelles pour tenter de débloquent la situation européenne. J'irai également très vite en Afrique, pour poser les bases d'une nouvelle politique de l'immigration.

Souhaitez-vous toujours changer les statuts de la Banque centrale européenne (BCE)?

Non. Il faut aller à Bruxelles pour demander trois choses: un gouvernement économique de la zone euro; une réflexion sur la moralisation du capitalisme dans la zone euro pour récompenser la création de richesse et pénaliser la spéculation. Aujourd'hui, vous pouvez acheter une entreprise en levant des fonds qui sont contre-garantis, donc vous ne prenez pas de risques. Ensuite, vous pouvez la vendre par appartements et réaliser une plus-value de 25%. Entre-temps, vous avez licencié 20% du personnel! Troisième question: comment utiliser l'euro comme les Américains le font avec le dollar, les Chinois avec le yuan et les Japonais avec le yen? L'instrument des taux d'intérêt est essentiel. Mais modifier les statuts de la BCE serait une perte d'énergie inutile.

Vous avez changé d'avis?

J'ai réfléchi, regardé, écouté; j'ai discuté avec nos partenaires européens. Au fond, si Alan Greenspan [président de la Banque centrale américaine pendant dix-neuf ans] avait été européen, il aurait fait la même politique que celle qu'il a pratiquée avec le dollar. Si Jean-Claude Trichet [président de la BCE depuis 2003] était américain, il vous ferait la politique qui est la sienne aujourd'hui. Naturellement, l'euro n'est pas responsable des problèmes de la France, mais, naturellement, sa surévaluation complique tous les problèmes de la France. Je veux que l'on débattenne pour savoir si la monnaie est un élément autonome ou une partie prenante de la politique de l'emploi.

Comment persuader Jean-Claude Trichet qu'il faut baisser les taux?

L'euro n'est pas la propriété de M. Trichet. J'ai participé à tous les dîners de l'Ecofin [qui réunissent les ministres européens des Finances], j'ai beaucoup parlé avec M. Greenspan. L'indépendance de la Banque centrale ne veut pas dire l'indifférence. Aux Etats-Unis, la Banque centrale est complètement indépendante du gouvernement et, pourtant, M. Greenspan parlait trois fois par semaine avec le secrétaire au Trésor. Les 13 ministres de la zone euro doivent dire: voilà la politique que nous souhaitons!

Si vous gagnez les législatives, vous convoquerez une session extraordinaire. Quel en sera le programme?

L'immigration sera un premier sujet avec, notamment, la modification des conditions du regroupement familial. Deuxième sujet la justice, avec l'instauration de peines planchers pour les multirécidivistes. Il y aura un débat pour savoir à partir de quel moment l'on devient un multirécidiviste. A mes yeux, pas dès le deuxième délit. Pour les mineurs multirécidivistes, je souhaite que la majorité pénale s'applique dès 16 ans. Dans la foulée, dès le collectif budgétaire, je demanderai au Parlement la création d'hôpitaux-prisons, avec l'objectif d'en ouvrir un par région pour accueillir les malades psychiatriques. A l'automne, je mettrai en route une grande loi pénitentiaire, car je n'accepte pas la violation de certains droits de la personne en prison.

Et le volet fiscal et économique?

Il comprendra, premièrement, l'exonération des heures supplémentaires des charges fiscales et sociales. Deuxièmement, la possibilité de déduire les intérêts des emprunts contractés pour l'achat de son appartement. Cette mesure s'appliquera dès la promulgation de la loi - probablement à partir de juillet - sur les intérêts à courir des emprunts déjà contractés et sur ceux des nouveaux emprunts. Troisièmement, je supprimerai les droits de donation et de succession pour 90 à 95% des Français.

Vous voulez aussi imposer le service minimum par la loi et vous dites vouloir plus de dialogue social. N'est-ce pas contradictoire?

J'ai dit à François Chérèque [secrétaire général de la CFDT] la chose suivante: si les partenaires sociaux me proposent une meilleure solution, contractuelle, sans passer par la loi, pourquoi pas? Ce qui ne peut pas faire l'objet d'une négociation, c'est le résultat. Mais c'est bien parce que je fais cette proposition avec ce calendrier qu'elle a une chance d'aboutir.

MIL-VIGILANCE N° 7/2007

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois

Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 8/2007 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

NICOLAS SARKOZY : « QUEL PRÉSIDENT JE SERAI... » SUITE

Quels seront les sujets de négociations avec les partenaires sociaux ?

Je veux qu'à l'automne s'ouvrent des négociations sur la qualité du travail, la parité des salaires hommes-femmes, le contrat de travail unique, la liberté de présentation des syndicats au premier tour des élections professionnelles. Et l'accompagnement de tous les licenciés économiques vers un emploi ou une formation.

Le 1er juillet, date de la revalorisation légale du Smic, lui donneriez-vous un coup de pouce supplémentaire ?

Non. Le coup de pouce, je le donnerai à tous les salaires, pas au Smic, qui concerne 17% des salariés. Ceux qui en proposent l'augmentation sont ceux qui se satisfont de la rigueur salariale et du tassement des grilles. Je veux être le président du pouvoir d'achat et c'est la raison pour laquelle j'engagerai, avec le patronat cette fois, une discussion dès l'été, pour pérenniser les allègements de charges mais les différencier selon la politique salariale des différentes branches. Par ailleurs, je veux rendre illégaux les parachutes dorés, parce que les fortes rémunérations doivent résulter du risque couru.

Créeriez-vous la TVA sociale ?

Il faut réfléchir à une autre assiette que le capital et le travail pour financer la protection sociale. Elle peut reposer sur les importations, la pollution et la consommation. Sur les deux premiers points, j'ai fait des propositions. Sur le troisième, la création d'une TVA sociale, je lancerai une expérimentation dans un secteur. Lequel ? C'est à débattre.

Vous voulez une forte baisse d'impôts, comme l'a fait Reagan aux Etats-Unis; pourquoi ne pas aller jusqu'au bout de cette logique et vous affranchir des règles budgétaires européennes ?

Parce que je ne suis pas un idéologue. Dans notre pays, nous avons des dépenses publiques importantes à financer. Ce n'était pas le cas de Reagan.

Appliquerez-vous la règle du non-remplacement de 1 fonctionnaire sur 2 partant à la retraite aux agents de l'Education nationale, et notamment aux 800 000 enseignants ?

Bien sûr, je ne vois pas comment on peut dire à 1,3 million de fonctionnaires : cette règle concerne tout le monde, sauf vous. Mais elle s'appliquera avec discernement : dans l'enseignement supérieur, on a besoin de professeurs. En revanche, au collège, le nombre d'enfants diminuant, on ne va pas remplacer tout le monde. Je signale, par exemple, qu'il n'y a pas moins de 4 000 enseignants sans élèves, car il n'y a pas suffisamment d'élèves qui apprennent la matière qu'ils enseignent. Je suis tout de même le seul candidat à dire aux Français : il faut travailler plus, on ne remplacera pas 1 fonctionnaire sur 2, on créera une franchise sur les dépenses d'assurance-maladie, on réformera les régimes spéciaux et ceux qui voudront travailler au-delà de l'âge de la retraite pourront cumuler la retraite avec un emploi!

Certains économistes vous reprochent de ne pas aller plus loin, par exemple en abrogeant carrément les 35 heures...

Je suis en désaccord avec eux sur ce point : en France, avec l'histoire qui est celle de ce pays, il faut fixer par la loi une durée hebdomadaire de travail. Certains économistes en chambre raisonnent à partir d'une France qui serait une page blanche. Or elle ne l'est pas.

Parleriez-vous encore aujourd'hui de « préfet musulman » si vous en nommiez un ?

Je suis pour une discrimination positive à la française, par exemple pour assurer la diversité des élites. J'en débattrai avec les organisations professionnelles. La France ne peut être multiple à sa base et unique à son sommet. Je ne suis pas favorable à des quotas; cela dit, je fais observer que les quotas existent pour la parité ou les handicapés. Il faut installer les conditions d'une formation spécifique pour un certain nombre de Français qui leur permettent de présenter à armes égales les mêmes concours.

En matière diplomatique, comment passer de la dénonciation de certaines situations à l'action ?

La diplomatie du verbe vaut mieux que celle du silence ! Les mots peuvent être des armes. Je pense à la Tchétchénie. Je ne veux pas humilier le sentiment national russe. Vladimir Poutine a fait de grandes choses pour son pays, mais il faut lui dire certaines choses. Ce n'est pas donner des leçons que de soulever des problèmes.

Dans la crise au Darfour, faire pression sur Pékin en menaçant de boycotter les Jeux olympiques de 2008 est-il une bonne idée ?

Il faut mettre au ban de la communauté internationale les dirigeants soudanais tant qu'ils ne font pas des corridors humanitaires. Mais ce serait pire de menacer de boycotter les JO de Pékin, qui feront souffler un vent de liberté sur la Chine.

Le nouveau statut pénal du chef de l'Etat stipule que les poursuites judiciaires sont suspendues pendant une présidence pour reprendre ensuite. Souhaitez-vous qu'il en soit ainsi pour Jacques Chirac ?

La justice doit passer pour tout le monde et ne s'acharner sur personne. Un ancien président de la République doit être traité avec respect et dignité.

L'Express du 27 mars 2007

LA COUR DE CASSATION S'OPPOSE A L'ADOPTION AU SEIN DES COUPLES HOMOSEXUELS

Coup d'arrêt pour les partisans de l'homoparentalité. La Cour de cassation a refusé l'adoption par une homosexuelle de l'enfant biologique de sa compagne. La haute juridiction a également estimé que la délégation ou le partage de l'autorité parentale, accordé après l'adoption à la mère naturelle par la mère adoptante, était également interdit. Plusieurs juridictions avaient pourtant avalisé ces deux démarches (la cour d'appel d'Amiens, notamment la semaine dernière) utilisées par les couples homosexuels pour établir les droits parentaux des deux membres du couple sur les enfants. La démarche consiste à faire adopter l'enfant par la compagne de la mère naturelle, avant d'accorder une part de l'autorité parentale à la mère naturelle. Or, selon la Cour de cassation, le seul moyen pour que cette pratique soit régulière et aboutisse à une autorité parentale partagée, serait que les deux femmes soient mariées. Une pratique illégale dans la loi actuelle.

La chambre civile était saisie de deux pourvois contestant deux décisions : l'une rendue le 13 avril 2006 par la cour d'appel de Bourges et l'autre rendue le 6 mai 2004 par la cour d'appel de Paris. Dans la première affaire, l'adoption par la compagne de la mère biologique de son enfant avait été autorisée. La Cour de cassation avait estimé qu'en validant cette adoption, la cour d'appel avait violé les dispositions du code civil en « privant la mère biologique, qui entendait continuer à élever l'enfant, de ses propres droits » et a donc cassé l'arrêt.

Le second arrêt, rendu par la cour d'appel de Paris, avait rejeté la possibilité d'un partage ou d'une délégation de l'autorité parentale. Une décision finalement confirmée mardi par la Cour de cassation qui a considéré que la délégation ou le partage de l'autorité parentale est « à l'égard d'une adoption, antinomique et contradictoire, l'adoption d'un enfant mineur ayant pour but de conférer l'autorité parentale au seul adoptant ». "On peut regretter que la plus haute juridiction n'ait pas reconnu que les enfants élevés par deux parents du même sexe aient les mêmes droits que les enfants issus d'un couple hétérosexuel", a souligné Me Caroline Mécaray, l'avocate de ce couple dans un communiqué. Pour l'Interassociative lesbienne, gaie, bi et trans (Inter-LGBT) "la décision de la Cour de cassation n'est pas un jugement sur la capacité des deux femmes à élever un enfant", débat qui a été "tranché depuis longtemps par la justice", et notamment l'arrêt de février 2006. Pour elle, cette décision "illustre la nécessité de légiférer" car la jurisprudence montre que "la loi n'est pas adaptée aux situations de familles homoparentales". "Le débat n'est donc pas de nature juridique, mais bien de nature politique", ajoute l'Inter-LGBT interprétant la décision de la Cour de cassation comme un appel au législateur.

Le Figaro du 20 février 2007

DIATRIBE D'UN DEÇU DE "MADAME ROYAL"

Voici des extraits de l'entretien entre le journaliste du Nouvel Observateur Claude Askolovitch et Eric Besson, ex-secrétaire national à l'économie du PS, qui paraît le 20 mars aux éditions Grasset sous le titre Qui connaît Madame Royal ? (166 pages, 12,90 euros).

Eric Besson, voterez-vous Ségolène Royal à l'élection présidentielle ?

Non. Je ne voterai pas pour Ségolène Royal. Ni au premier ni au second tour de l'élection. Sauf, évidemment, si elle était opposée à Jean-Marie Le Pen.

Il y a quelques semaines, vous faisiez encore campagne pour elle...

Il y a quelques semaines, je n'étais pas encore libre. Et sans doute pas mûr dans ma tête. J'étais secrétaire national du Parti socialiste, chargé de l'économie. J'étais un camarade dirigeant, dévoué et travailleur, qu'on envoyait au front des médias pour défendre la cohérence d'un programme qui s'élaborait au gré des inspirations de la candidate ou de son entourage. Je faisais mon travail et je masquais mes doutes. J'étais dans une histoire, dans un parti pris de fidélité à mon parti et à la candidate qui avait été choisie. (...)

C'est l'homme blessé qui parle ?

Non. Ce serait trop commode de s'en sortir comme ça. Si je suis avec vous aujourd'hui, si j'ai décidé de faire ce livre, ce n'est pas par vengeance, ou pour purger je ne sais quelle humiliation. Je le dis sans passion aucune, calmement mais fermement : ce que construit Ségolène Royal dans cette campagne présidentielle est mensonger et dangereux, pour la gauche et pour la France. Elle prétend porter une rénovation démocratique ? En réalité, elle construit un pouvoir personnel. Elle attise la méfiance envers les élus et la démocratie représenta-

tive. Elle joue de sa victimisation, elle instrumentalise le féminisme, les souffrances des femmes et celles des exclus, pour asseoir son pouvoir. Elle promeut une démocratie participative qui n'est que mascarade. Elle fait croire aux citoyens qu'ils seront les inventeurs de son programme, les vrais héros de son aventure ? Tout le monde sait que c'est faux. Seule sa propre gloire la motive. Elle use et abuse de démagogie. Elle prétend briser des tabous, mais elle ne fait qu'accompagner l'opinion dans ses pulsions majoritaires. Et quand elle rencontre une résistance, elle édulcore, se réfugie dans le flou, ne précise rien. Alors, tout est possible, tout peut arriver. Rien ne peut être débattu, discuté, argumenté, puisque rien n'est clair. A l'arrivée, c'est l'arbitraire, des décisions incompréhensibles, l'opinion flattée, distraite, amusée, et des catastrophes économiques programmées...

Vous exagérez...

Non. C'est vous qui ne réalisez pas. En janvier dernier, Ségolène Royal avait décidé, d'une phrase, de rayer tout notre avenir énergétique. Ça s'était fait dans une discrétion émouvante, au détour d'une lettre-réponse qu'elle envoyait à Nicolas Hulot : une lettre qu'un conseiller avait rédigée et qu'elle avait signée, comme ça ! D'un coup, elle s'engageait à amener la part des énergies renouvelables à 50% – et non plus 20%, notre engagement initial, déjà très ambitieux. De fait, elle tuait le nucléaire et elle hypothéquait notre avenir industriel... Et ce sans en avoir débattu, sans en avoir discuté, sans avoir argumenté, ne serait-ce qu'une fois, avec des industriels, des élus ou des experts – ou même, tout simplement, à la télévision par exemple, devant les Français ! Non. C'était décidé, comme ça, à la sauvette !

Elle ne dit plus cela...

Exact. Elle est revenue à la position initiale du PS – on l'a appris soudain dans son discours-programme de Villepinte [le 11 février], décision royale tombée d'en haut ! Mais, avant, cela a duré des semaines ; des semaines de tractations internes, obscures, éreintantes, où j'ai eu l'impression d'évoluer dans les arcanes d'une cour d'Ancien Régime, entre favoris et conseillers ! On y reviendra, j'insiste. Un autre jour, elle a expliqué au peuple qu'il faudrait choisir entre un porte-avions nucléaire et le budget de l'éducation nationale ! Comme si on pouvait, décemment, mettre en balance, opposer la défense nationale et l'éducation... Démagogie pure. Enterrement délibéré de toute notre culture de gouvernement. Et je ne vous parle pas, pas encore, de l'archaïsme qui sous-tend sa pensée : une détestation sourde de la modernité, de la science, de la raison et du progrès...

Vous auriez pu vous entendre...

Mais la fausseté de la démarche était telle – est telle, continuellement – qu'elle obère tout. Ses propres valeurs, elle ne les tient pas. Vous vous souvenez des centres fermés et de l'encadrement militaire pour les jeunes délinquants ? Ce tabou brisé dont on avait tant parlé, au printemps dernier ? Pouvez-vous me dire où en est cette proposition aujourd'hui ? Aux dernières nouvelles, il s'agirait d'organiser des camps humanitaires pour jeunes délinquants en Afrique, encadrés par des soldats ou des gendarmes... Mais c'est une blague ? Le développement, je sais ce que c'est. L'Afrique, je connais ses besoins. Le tiers-monde, ce n'est pas un terrain de jeu pour petits Français à problèmes, qu'une politique rouée voudrait rééduquer de façon exotique. (...) Que des militaires viennent appuyer et accompagner le travail des éducateurs, cela ne me choque en rien. Mais toute une frange faussement humaniste de la gauche a été heurtée dans sa bonne conscience. Manque de chance, ces gens-là étaient précisément des partisans de Royal. Alors, elle a battu en retraite, émué sa doctrine, inventé quelque chose de poisseux et de consensuel, donc de parfaitement indigne ! Et c'est cela, la politique autrement ?

Qu'est-ce qui vous a réveillé ?

Le hasard, ou la chance. On n'a pas toujours l'occasion de redevenir libre. Pour moi, c'est un événement fortuit qui en a entraîné un autre, puis un autre. Un agacement d'un moment, qui a provoqué des blessures puis une rupture. Et qui m'a ouvert les yeux... Ça commence à Villepinte, où Ségolène Royal a présenté son programme. Les fameuses 100 propositions, que l'immense sagesse des débats participatifs avait inspirées... Vaste blague, évidemment, puisque tout s'est décidé entre Ségolène et ses conseillers, dans l'opacité la plus insupportable, à l'insu même des dirigeants du PS ! (...)

Racontez Villepinte...

Quand j'entre dans la salle, François Hollande est en train de faire un numéro d'anthologie sur le droit opposable et ses variantes : droit opposable au logement, aux crèches, aux maisons de retraite... Il se moque des propositions de Nicolas Sarkozy, sur le fond, mais avec une verve comique épatante. C'est pour ces moments-là que j'ai aimé François Hollande... Le seul problème est que nous pourrions nous-mêmes, socialistes, être la cible de ses moqueries. Le droit opposable au logement, dont François est en train de se moquer, il est dans notre programme...

Hollande ne connaît pas son programme ?

Disons qu'il avait eu un trou de mémoire... Ou, comme tous les grands acteurs, il n'avait pas voulu se priver d'une belle réplique...

Dont acte. Et ensuite ?

A midi, on se retrouve autour d'un buffet froid. Il y a quelques secrétaires nationaux, quelques artistes, les familles des nouveaux seigneurs – les écuyers de la

candidate... Au milieu de ce brouhaha, Jean-Louis Bianco, le directeur de sa campagne, se lève et égrène les propositions que va donner la candidate dans l'après-midi. Tout ça dans un joyeux désordre organisé. J'essaie de capter ce qu'elle va annoncer. Je m'aperçois que ça va charger la barque en termes de dépenses. Je comprends qu'il va falloir revoir notre chiffrage. Et je réalise, également, que François Hollande, compagnon de la candidate et premier secrétaire du PS, découvre visiblement les propositions en même temps que moi ! Plus tard, pendant le discours de Ségolène, je verrai que Bianco lui-même sera pris au dépourvu, quand sa candidate modifiera son texte, à l'inspiration du moment. Deux ou trois fois, je vais me tourner vers Jean-Louis pour lui faire un petit signe d'un air de dire : "Ce n'est pas ce que tu m'as dit." Il me fait un autre petit signe d'un air de dire : "Oui, mon vieux, ce sont les charmes du métier. Je n'y suis pour rien." Je vous résume. Pouvoir personnel de fait, affaiblissement des élus et des contre-pouvoirs, diabolisation morale de ceux qui s'opposent au bien... C'est quoi politiquement ? Ce n'est pas de la gauche... Je sais. Dites "populisme", pour rester modéré. On est en France, pas en Amérique latine, même si certaines ressemblances sont troublantes... Si elle l'emporte, elle devra gouverner. La raison l'emportera... Si elle gagne, je plains son premier ministre. Il devra appliquer une politique imprécise, sous l'égide d'une présidente invitant au culte de la personnalité, tournant le dos à toute l'histoire de la gauche progressiste... Je ne sais pas où cela mènera. Je pense qu'on est sur une pente très dangereuse pour la France, si elle gagne.

Et si elle perd ?

Si elle perd, le PS, qui aura abandonné ses principes et son identité pour une illusion, sera une nouvelle fois en crise majeure. J'en serai triste, au moins pour tous les militants, que j'aime et respecte, et pour tous ceux qui placent leurs espoirs dans le parti. Mais je préfère voir le PS obligé d'opérer enfin sa mue et devenir un parti réformiste assumé, plutôt que de risquer l'embolie de mon pays.

Le Monde du 16 mars 2007

SEGOLENE ET SES AMIS :

Claude ALLEGRE, « Les idées saugrenues de Ségolène »

A vrai dire, les idées saugrenues de Ségolène que les Français découvrent chaque jour, j'en ai soupé. Un jour, elle déboule dans Mon bureau avec un projet d'arrêté qu'elle voulait me faire signer. Il s'agissait d'interdire les strings au collège. Je lui ai dit que je NE voulais pas me couvrir de ridicule, elle EST repartie vexée. Le lendemain, elle voulait suspendre Le directeur Des Arts et Métiers parce qu'il n'avait pas supprimé Le bizutage, etc. Mais jamais ses idées NE concernaient la pédagogie, l'égalité. Des chances ou une réforme quelconque de fond. C'étaient toujours Des gadgets d'autopromotion. ...

Lien : <http://www.lepoint.fr/societe/document.HTML?did=185883>

Alain ETCHEGOYEN, Ancien conseiller de Claude Allègre au ministère de l'Education Nationale. Il vient de publier "Votre devoir est de vous taire". Il consacre un chapitre à ses relations avec Ségolène Royal, "une expérience qui restera parmi les deux ou trois plus décevantes et plus pénibles que j'ai faites dans ma vie politique". Il dénonce un personnage "parasité par les questions d'image, qui l'obsèdent" et la difficulté de travailler avec elle "J'ai toujours eu du mal à aborder les questions de fond avec Ségolène Royal qui ne pensait que faire des coups".

Jean-Paul HUCHON, Président du Conseil Régional d'Île-de-France (socialiste). S'exprimant sur la proposition de Ségolène Royal de créer "Des jurys de citoyens", IL a estimé que "cette idée, c'est Le mariage de Gringoire, Je suis partout et du Petit Livre rouge de Mao".

(Le Parisien, 06.11.06)

Michel CHARASSE, Ancien ministre, Sénateur du Puy-de-Dôme (socialiste). "Les propositions de Mme Royal sont peut-être au premier abord populaires, mais si on réfléchit un peu on voit que Le paquet EST plus beau que Le cadeau"

Julien DRAY, Député de l'Essonne (socialiste et partisan de Ségolène ROYAL). A l'issue du meeting au Zénith où Ségolène ROYAL a été chahutée par les militants : « Qu'est ce que TU veux que je te dise ? Elle a franchement été nulle. Nulle, je te dis, elle a été nulle ! » (Le Canard Enchaîné, 01.11.06)

André LAIGNEL, Secrétaire général de l'Association Des maires de France, Maire d'Issoudun, Député européen (socialiste). S'exprimant sur la proposition de Ségolène Royal de créer "Des jurys de citoyens", IL a estimé que celle-ci se situait "dans la veine de l'antiparlementarisme Le plus sommaire". Par cette proposition, "Mme Royal fait reculer les frontières de la République".

MIL-VIGILANCE N° 8/2007

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois
Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 9/2007 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

SEGOLENE ET SES AMIS : SUITE

Max GALLO, Historien, ancien ministre de François Mitterrand. S'exprimant sur la proposition de Ségolène Royal de créer "Des jurys de citoyens", « on a la Révolution culturelle du président Mao qui voulait « tirer sur Le quartier général » et faire juger les professeurs et tous les représentants par Le peuple, représenté par les militants qui viennent juger et condamner ceux qui sont élus ».

Claude BARTOLONE, Ancien ministre, Député de Seine-Saint-Denis (socialiste) S'exprimant sur la réponse que Ségolène ROYAL a faite à propos de l'entrée éventuelle de la Turquie dans l'Union européenne (« Mon opinion est celle du peuple français »), IL déclare "Avec un raisonnement comme cela, il y aurait encore la peine de mort, les innocents d'Outreau auraient été exécutés".

Jean GLAVANY, Ancien ministre, Député Des Hautes-Pyrénées (socialiste) "La stratégie (du camp Royal) consiste à taxer de machos tous ceux qui critiquent Ségolène Royal".

François HOLLANDE, Député de la Corrèze, Secrétaire national du Parti Socialiste. A propos de Arnaud Montebourg, porte parole de Ségolène Royal, « Montebourg je NE peux plus Le supporter, pour moi c'est une baudruche gonflée de prétention et d'ambition » (Le Canard Enchaîné, 11.10.06)

Martine AUBRY, Ancienne ministre socialiste, a déclaré : « qu'elle se jettera dans la Seine » si ses camarades rallient la candidature de Ségolène Royal.

Claude ALLEGRE, Ancien ministre, Ségolène ROYAL n'est "capable in de gagner, in d'être Président de la République".

Christophe BARBIER, Journaliste à l'Express, Racontant ses impressions d'après interview avec Ségolène ROYAL "[...] L'impression d'affronter un pot en acier: cela brille, tout glisse sauf ce qui fait tinter. C'est vide." "[...] Le pot d'acier se remplit de la pluie qui tombe." "[...] Inquiétante, décevante, percutante, glaçante, présente, troublante: l'énigme Ségolène."

Jean-Luc MELENCHON, Ancien ministre, Sénateur de l'Essonne (socialiste) Commentant une proposition de Ségolène ROYAL tendant à réformer Le régime spécial de retraite Des élus et parlementaires, IL a accusé Ségolène Royal de se livrer à "de la démagogie pure". Et il poursuit "elle pourrait commencer par montrer l'exemple, s'il s'agit d'abolir les privilèges" [...] " et elle pourrait annoncer par exemple qu'elle renonce à sa retraite de fonctionnaire, parce qu'elle, elle va cumuler à l'âge de la retraite, la retraite de parlementaire et une retraite de fonctionnaire". "Les gens qui veulent donner des conseils devraient commencer par se les appliquer à eux-mêmes et laisser les autres qui vivent tranquillement vivre leur vie".

Laurent FABIUS, Ancien Premier ministre, Député de Seine-Maritime (socialiste) "Je préfère dire : « Voici mon projet », plutôt que : « Mon projet, c'est Voici ! »"

Claude ALLEGRE, Ancien Ministre, Parlant de Ségolène ROYAL. « Elle ne travaille pas. Quand elle était avec moi au ministère, elle ne contrôlait rien. Les nominations d'enseignants partaient dans tous les sens. Un jour, à cause d'elle, je me suis fait remonter les bretelles par Jospin et Strauss-Kahn. Avec ça, elle est intraitable pour le personnel. A son cabinet, ça valsait. Elle a changé trois fois de chauffeur. Après mon départ, elle est passée sous la coupe de Martine Aubry, qui se plaignait d'elle tout le temps. »

NICOLAS SARKOZY PREND POSITION

<http://www.u-m-p.org/propositions/>

Cannabis

Sur la drogue, guerre totale parce que nous sommes de tous les pays d'Europe celui où les jeunes fument le plus de cannabis. L'idéologie héritée de 68 qui a consisté à supprimer l'interdit social sur la drogue est une catastrophe. La notion même de drogue douce est une absurdité, si c'est une drogue, elle n'est pas douce. (...) Partout où la drogue a été légalisée, demandez donc aux Pays-Bas et en Espagne, ce fut une catastrophe. En tout cas que les choses soient claires, si je suis élu président de la République, je ne légaliserai pas la drogue, je la combattrai.

Sources(s) J'ai une question à vous poser (5/02/07)

Communautarisme

Si je suis président de la République je combattrai le communautarisme parce que c'est la négation de la République. Je le combattrai en défendant la promotion d'une culture commune : celle de la France avec son identité, ses valeurs, ses convictions.

Sources(s) Discours Zénith (18/03/07)

Défense

Il serait imprudent de relâcher notre effort de défense. Si je suis élu Président de la République, je m'engage à maintenir notre effort au moins à son niveau actuel, afin de disposer de forces armées bien entraînées, bien équipées et aptes à assurer la protection de notre territoire, la sécurité des Français et la défense de nos intérêts dans des configurations très variées et s'il le faut loin de nos frontières. Le budget de la Défense ne constituera pas la variable d'ajustement des finances publiques. Consacrer de l'ordre de 2% du PIB à la Défense est à mes yeux un minimum dans un contexte aussi mouvant et imprévisible.

Notre politique de défense ne saurait se limiter à la seule question des moyens. Nous devons nous interroger plus régulièrement sur ses finalités, son adéquation avec nos besoins de sécurité et l'efficacité de sa mise en œuvre.

J'entends renforcer les pouvoirs du Parlement en matière de contrôle des services de renseignement ; d'approbation de la présence et des modalités d'intervention de nos forces armées à l'étranger, au bout d'un certain délai à discuter ; de lancement des grands programmes d'armement ou encore de ratification des accords de défense.

Je souhaite que le président de la République puisse venir devant la représentation nationale pour présenter et expliquer ses grandes orientations de défense. Dans une démocratie moderne, il ne peut pas y avoir de domaines dont nous ne puissions pas parler.

Je souhaite la création, auprès du président de la République, d'un Conseil de sécurité nationale qui deviendra l'instance centrale d'analyse, de débat et de réflexion en matière de sécurité et de défense, en période normale comme en période de crise.

Sources(s) Conférence de presse sur les relations internationales (28/02/07) Journée UMP Défense (7/03/07)

Dissuasion

La dissuasion reste un impératif absolu. C'est l'assurance-vie de la Nation, la garantie qu'un autre Etat devra réfléchir avant de s'en prendre à la France sauf à s'exposer à une sanction immédiate et hors de proportion avec les avantages recherchés.

Cette garantie pourra bénéficier à nos voisins européens, dans des conditions qui, s'ils le souhaitent, pourraient être définies avec eux. Il ne s'agit en aucun cas d'imposer quoi que ce soit. Il s'agit simplement de réfléchir au fait que les intérêts vitaux de la France ne se réduisent pas à la seule dimension de l'hexagone. C'est un sujet important, nous en débattons et nous verrons. Mais je crois qu'il faut être capable d'ouvrir les bras et de dire que la France, puissance nucléaire, qui fait un tel effort pour sa défense, est également le cœur de la défense européenne.

Sources(s) Journée UMP Défense (7/03/07)

Français

Etre Français c'est aimer la France, c'est vouloir la République, c'est respecter l'Etat.

Etre Français c'est prendre en partage l'histoire de la France et les valeurs de la France.

Etre Français c'est penser qu'au-delà de la droite et de la gauche, au-delà des partis, au-delà des croyances, il y a quelque chose de plus grand qui s'appelle la France.

Je veux dire à tous les Français que la France est plus forte quand elle est unie, que la désunion des Français a toujours causé l'affaiblissement de la France, que lorsque la France est faible c'est chacun d'entre nous qui se trouve affaibli.

Etre Français c'est se sentir l'héritier d'une seule et même histoire dont nous avons toutes les raisons d'être fiers. Si on aime la France, on doit assumer son histoire et celle de tous les Français qui ont fait de la France une grande nation.

Sources(s) Discours de Caen (09/03/07)

France

J'aime cette France de toutes les couleurs et de toutes les religions où s'entremêlent tant d'histoires, de souvenirs et de cultures. J'aime cette France de la diversité, des différences et des mélanges.

Sources(s) Discours Zénith (18/03/07)

Francophonie



Si je suis élu, je mettrai la francophonie au rang des priorités diplomatiques de la France. Je renforcerai tout à la fois le dispositif de l'action culturelle de la France à l'étranger et l'aide à la création, parce que c'est par la création que le Français rayonne.

Je veillerai à ce que dans les entreprises installées sur le territoire français la langue de travail soit le Français dès lors qu'il n'y a aucune nécessité économique ou commerciale qui oblige à s'exprimer dans une autre langue.

Je me battraï pour que, dans les instances européennes et à l'ONU, le Français continue d'être employé. Ce sera naturellement une obligation absolue pour tout représentant de la France dans des organisations internationales.

Je veux qu'on enrichisse les programmes scolaires d'un volet francophone significatif et que, dans les villes, on crée des maisons de la francophonie, lieux vivants d'arts et de culture, où les jeunes pourront « toucher du doigt » l'originalité des cultures francophones. Il est également important de leur permettre de découvrir la richesse des cultures du Sud avec un service civique assorti d'un volet francophone.

Dans l'enseignement supérieur, il est urgent de commencer à réfléchir à la création de chaires francophones, quasi inexistantes en France, afin de retenir des talents littéraires comme Maryse Condé, Alain Mabanckou ou Achille Mbembe, qui ont fini par s'exiler aux Etats-Unis.

Sources(s) Discours Besançon (13/03/07) Tribune dans Le Figaro (22/03/07)

Homosexuels

Je suis le ministre des Finances qui a garanti par le PACS l'égalité fiscale entre les couples homosexuels et les couples hétérosexuels. (...) « L'amour homosexuel est aussi sincère que l'amour hétérosexuel et il n'y en a pas un qui est plus important que l'autre, naturellement. Mais la famille, c'est fait pour protéger et pour élever des enfants et si je suis élu président de la République, je veux que les choses soient très claires de ce côté-là, c'est cette idée de la famille que je défendrai en reconnaissant aux homosexuels de notre pays, les mêmes droits fiscaux, sociaux et patrimoniaux » (...) J'ai proposé un contrat d'union civile, avec une cérémonie en mairie, ce qui est quand même autre chose que le PACS au greffe sinistre du Tribunal d'Instance.

Je veux reconnaître la réalité des liens affectifs qui peuvent se créer entre un enfant et le conjoint de son parent biologique, par la création d'un statut du beau-parent. Ce statut permettra de reconnaître des droits et des devoirs aux adultes qui élèvent dans le désintéressement, la générosité, la tendresse, des enfants qui ne sont pas les leurs. (...) Ce statut sera applicable aux couples de même sexe, mais aussi aux familles recomposées.

Sources(s) J'ai une question à vous poser (5/02/07) Discours Nantes (15/03/07)

Identité nationale

Je défends une identité française fondée sur un certain nombre de valeurs sur lesquelles je ne transigerai pas : la laïcité, l'égalité entre les hommes et les femmes, l'égalité pour tous les territoires, la promotion sociale, la valorisation du mérite.

Sources(s) Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

Immigration

La politique de l'immigration, c'est l'identité de la France dans 30 ans. Ceux qui nous rejoignent doivent la respecter, tout en apportant ce qu'ils sont. Nous ne voulons pas brader les valeurs de cette identité française. Un pays se construit par vagues successives d'immigration. Il est cohérent de vouloir rénover l'intégration à la française en rappelant que la France n'est pas seulement une démocratie où seule compte la loi de la majorité, c'est aussi une République avec des principes et des valeurs.

Il faut maîtriser l'immigration. Accepter d'accueillir toute la misère du monde, c'est tirer toute la société vers le bas. C'est faire le malheur des immigrés que l'on n'arrive plus à intégrer, et le malheur de tous les autres. Ce sont comme toujours les plus modestes et les plus vulnérables qui payent le plus cher : le jeune de 20 ans qui meurt asphyxié dans sa cachette ou qui coule au fond de l'océan avec sa pirogue, les familles brûlées vives dans des hôtels sordides où elles s'entassent parce qu'on ne sait pas où les loger.

Sources(s) Interview au Journal du Dimanche (11/03/07) Discours de Caen (09/03/07)

Immigration choisie

Entre l'immigration zéro, qui nous appauvrirait et serait contraire à nos intérêts comme à nos traditions, et l'ouverture totale des frontières, qui est une folie irresponsable alors que de grandes migrations s'annoncent, il existe une position de bon sens, qui est celle de l'immigration régulée, concertée avec les pays d'origine. La France doit continuer d'accueillir des migrants. C'est son intérêt et sa responsabilité, notamment pour la formation des élites des pays que nous aidons.

Mais elle ne doit le faire qu'à certaines conditions.

La première condition, c'est de se doter de plafonds d'immigration, comme le fait par exemple le Canada, un pays démocratique somme toute. Nous ne pouvons accueillir que dans la mesure où nous pouvons fournir un logement, un emploi,

une école pour les enfants. Sinon c'est la crise de l'intégration et des banlieues, comme nous la connaissons aujourd'hui.

Sources(s) Discours Nantes (15/03/07)

Immigration clandestine

Il faut lutter contre l'immigration clandestine qui fait la fortune des marchands de sommeil et des passeurs sans scrupule qui n'hésitent pas à mettre en danger la vie des pauvres malheureux dont ils exploitent la détresse.

Je souhaite que celui qui a été reconduit dans son pays ne puisse pas obtenir un titre de séjour en France pendant les 5 ans qui suivent.

Je souhaite que les étrangers en situation irrégulière soient exclus du droit au logement opposable.

Sources(s) Discours de Caen (09/03/07)

ISLAM

Je pense qu'il n'y a pas eu un ministre de l'Intérieur qui ait fait davantage pour les musulmans de France que moi, en créant le CFCM, en indiquant qu'il n'y avait aucun amalgame à faire entre l'Islam et les extrémistes, en demandant pour les Musulmans le droit de prier non pas dans des caves et des garages, mais dans des mosquées, et en indiquant que l'Islam de France que je souhaite à la différence de l'Islam en France, que je ne souhaite pas.

Sources(s) J'ai une question à vous poser (5/02/07)

Mariage homosexuel

Je veux que le mariage protège la filiation et le cadre naturel de la famille. Pour cette raison, je n'ouvrirai pas le mariage, ni l'adoption aux couples de même sexe.

Sources(s) Discours Nantes (15/03/07)

Ouverture

Je ne suis pas l'homme d'un clan, je ne suis pas l'homme d'une famille politique, je veux m'adresser à tous les Français, sans exception et je pratiquerai l'ouverture, je ne veux pas mégoter, je ne veux pas compromis avant, mais je pratiquerai l'ouverture après.

Sources(s) J'ai une question à vous poser (5/02/07)

Partage du travail

Les 35 heures ont freiné les salaires et le pouvoir d'achat.

Je propose de passer d'une logique du partage à une logique de création.

Je propose que celui qui veut travailler plus pour gagner davantage ait le droit de le faire parce qu'il ne sert à rien d'avoir plus de temps libre quand on n'arrive plus à boucler ses fins de mois.

Sources(s) Discours Charleville-Mézières (18/12/06)

Ministère de l'immigration et de l'identité nationale

Je veux un ministère de l'immigration et de l'identité nationale, (...) aujourd'hui le dossier de l'immigration est exposé en trois ministères différents.

Je continuerai à parler de l'immigration en posant le problème de l'identité nationale. Ce que nous avons de plus précieux à offrir à tous ceux qui veulent vivre en France c'est la fierté d'être Français qui est bien davantage qu'un statut juridique. Le partage de cette identité qui est la nôtre, avec la culture, la langue, les valeurs qui la fondent est la condition de leur intégration réussie. Comment réussir l'intégration de ceux que nous accueillons si nous ne prenons pas la peine de leur parler du pays où ils veulent vivre ?

La France est un pays qui s'est construit par l'ouverture ; je veux que la France reste ouverte, accueillante et généreuse. Je veux que tous ceux qui aiment la France et respectent la France soit accueillis chez nous parce que nous avons besoin d'eux. Et je dis une chose : nous avons un socle de valeurs : la laïcité, la séparation du temporel et du spirituel, l'égalité entre la femme et l'homme qu'on ne bradera pas. Si vous n'expliquez pas à ceux qui vont nous rejoindre, les immigrés, qu'il y a des valeurs que nous ne négocierons pas, qui s'appellent l'identité de la France, comment voulez-vous qu'ils s'intègrent.

Sources(s) Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07) Discours Besançon (13/03/07) Journal de 20 heures (TF1 - 14/03/07)

Regroupement familial

Il y aura trois conditions à poser pour qu'un étranger en France puisse faire venir sa famille : qu'il ait un logement pour la loger, pour qu'il n'y ait plus de squats ; qu'il ait les revenus de son travail pour la faire vivre, (...); et troisièmement qu'on apprenne le français, en tout cas des rudiments de français, avant de venir en France, parce que si on ne le fait pas, on ne peut pas s'intégrer.

Sources(s) Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

MIL-VIGILANCE N° 9/2007

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois

Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 10/2007 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

NICOLAS SARKOZY PREND POSITION - SUITE

OTAN

Ce serait une erreur d'opposer la politique européenne de défense à l'Alliance Atlantique, alors même que l'Union européenne et l'OTAN sont deux organisations plus complémentaires que concurrentes. En revanche, nous devons veiller avec nos partenaires européens à ce que l'OTAN n'évolue pas, comme sembleraient le souhaiter les Etats-Unis, vers une organisation mondiale effectuant des missions aux confins de l'humanitaire, du militaire et des activités de police internationale. L'OTAN n'a pas vocation à se substituer à l'ONU. Elle doit conserver un ancrage géopolitique clair en Europe et une vocation strictement militaire. Et, dans le prolongement des Accords dits de Berlin Plus, l'Union européenne doit pouvoir, en tant que de besoin, s'appuyer sur les moyens, notamment de commandement et de planification, que l'Alliance met en oeuvre. Ce sont à mes yeux trois conditions du maintien à son niveau actuel de la contribution importante de notre pays à l'OTAN.

Sources(s) *Journée UMP Défense (7/03/07)*

Patriotisme

Je veux rendre à chaque jeune Français la fierté d'être Français. Cette fierté, je veux que nous l'offrions en partage à tous ceux qui veulent devenir Français, au lieu de les accueillir dans une France qui croirait si peu dans ses valeurs qu'elle ne se donnerait même plus la peine de les défendre.

A la jeunesse française qui ne mesure pas toujours combien elle aurait à souffrir du déclin de la France je veux rappeler que la France est plus forte quand elle est unie, que la désunion des Français a toujours causé l'affaiblissement de la France, que lorsque la France est faible c'est chacun d'entre nous qui se trouve affaibli.

Aimer la France c'est rassembler les Français. Pour rassembler il faut aimer. Il faut ouvrir les bras. Il faut donner. On peut le faire si dans le même temps on ne renonce pas à ce que l'on est.

Sources(s) *Discours Zénith (18/03/07)*

Peines planchers

Je souhaite qu'on crée des peines plancher pour les multirécidivistes, parce que 50 % des délits, c'est 5 % des délinquants. Et celui qui ne comprend pas qu'on ne doit pas revenir 25 fois devant le même tribunal pour la même chose, je souhaite qu'il soit puni sévèrement avec la certitude de la sanction.

Sources(s) *J'ai une question à vous poser (5/02/07)*

Régularisation

En régularisant tous les sans-papiers on incite une masse croissante de malheureux à immigrer clandestinement dans l'espoir d'être régularisés un jour et l'on fait monter le ressentiment chez ceux qu'on accueille si mal et chez ceux qui se sentent de plus en plus étrangers dans leur propre pays. Si je suis élu président de la République, il n'y aura pas de régularisation globale.

Sources(s) *Discours de Caen (09/03/07)*

Religion

Pour lutter contre l'intégrisme et le communautarisme, il faut que toutes celles et tous ceux qui ont la foi, puissent la vivre et la pratiquer en toute égalité. Oui, il n'y a que des Français, égaux devant la loi, également respectables, également dignes de croire ou de ne pas croire, de pratiquer leur foi s'ils le souhaitent, à la seule condition de respecter l'ordre public.

La première question est celle du financement de la construction des lieux de culte. Je suis d'accord sur le constat. Il n'est pas juste que les fidèles des confessions en expansion récente sur notre territoire, l'islam sunnite et le christianisme évangélique, rencontrent des difficultés pour pratiquer leur culte. La loi de 1905 a organisé, en réalité, le financement public de l'immobilier affecté aux cultes qui étaient présents en France à l'époque du vote de la loi - et c'est très bien ainsi. Mais les cultes les plus récemment installés en France ne bénéficient pas, eux, d'un tel effort national. Et ils sont contraints, trop souvent, de recourir à

des montages juridiques hasardeux et à un financement venant de l'étranger. Cela n'est satisfaisant ni pour les cultes, ni pour l'ordre public.

Sources(s) *Tribune La Croix (21/09/06)*

Repentance

La mode de la repentance est une mode exécration.

Je n'accepte pas que l'on demande aux fils d'expier les fautes des pères, surtout quand ils ne les ont pas commises.

Je n'accepte pas que l'on juge toujours le passé avec les préjugés du présent. Je n'accepte pas cette bonne conscience moralisatrice qui réécrit l'histoire dans le seul but de mettre la nation en accusation. Je n'accepte pas ce changement systématique de la nation qui est la forme ultime de la détestation de soi. Car pour un français, haïr la France c'est se haïr lui-même. Je n'accepte pas que l'on veuille vivre en France en professant la haine de la France. Je veux que le racisme et l'antisémitisme soient poursuivis et condamnés avec la plus grande sévérité. Mais je ne veux pas que l'on dise que tous les Français sont racistes ou antisémites, parce que c'est faux. Je ne veux pas que l'on dise que la France est le pays le plus raciste et le plus antisémite au monde, parce que ce n'est pas vrai, parce que la France c'est exactement le contraire, c'est le pays des droits de l'homme, c'est le pays qui récuse le plus le communautarisme qui renvoie chacun à ses origines ethniques et religieuses, c'est le pays de la République, qui s'est toujours battu depuis deux cents ans pour la liberté, l'égalité et la fraternité de tous les hommes.

Sources(s) *Discours de Caen (09/03/07)*

République

Je souhaite une République en tout point exemplaire : exemplaire au niveau de l'organisation de ses pouvoirs constitutionnels, exemplaire au regard du juste équilibre qui doit nécessairement exister entre eux, exemplaire du point de vue de la protection des libertés.

Je ne crois pas à la République sans un minimum d'ordre, l'ordre républicain, je ne crois pas qu'on peut tout faire, je crois à la justice voyez-vous, mais je crois aussi à la fermeté. Je crois aux droits, mais je crois aussi aux devoirs.

Sources(s) *Tribune « Une démocratie irréprochable » (Le Monde - 9/03/07)*
Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)

RMI

L'assistantat est, pour moi, la plus insidieuse des aliénations. Parfois, j'entends que l'on prétend que je voudrais supprimer le RMI ! Non, il n'en a jamais été question ! En revanche, je n'accepte pas que l'on bénéficie de la solidarité nationale sans obligation réciproque, sans effort. Les minima sociaux attribués à des personnes en âge de travailler sont là pour les aider à franchir une étape difficile. Cela peut arriver à chacun mais cela ne peut pas et ne doit pas devenir un moyen de subsistance à vie. C'est aussi une question de dignité ! Je veux que tout bénéficiaire d'un minimum social en âge de travailler ait une activité adaptée à sa situation, qu'il s'agisse de formation ou de travail d'intérêt général. Le but de cette activité doit être de retrouver un emploi car c'est en travaillant que les hommes et les femmes peuvent concevoir des projets et donner le meilleur à leurs enfants. C'est en travaillant que l'on peut vivre debout !

Sources(s) *Discours Guadeloupe (23/03/07)*

Service minimum

Je souhaite une loi sur le service minimum dès le mois de juin 2007. Je souhaite en outre qu'une loi impose le vote à bulletins secrets dans les 8 jours du déclenchement d'une grève dans une entreprise, une université, une administration.

Je crois dans la démocratie sociale. Je crois dans le dialogue, dans la négociation, dans le paritarisme. Mais je refuse la prise d'otages, les blocages, les archaïsmes, la violence, la loi du plus fort... et le manque de courage !

Sources(s) *Discours Congrès (14/01/07)*

Droits de succession

Je voudrais exonérer de droits de succession et de droits de donation 95 % des Français. (...) Quand on a travaillé dur toute sa vie, qu'est-ce qui donne du sens à la vie ? C'est de faire que ses enfants commencent un peu plus haut que soi-même on a commencé. Eh bien je ne vois pas pourquoi on devrait payer des impôts sur les successions ou sur les donations.

Dès le mois de juillet, je supprimerai les droits de succession et de donation. Cette mesure concerne 95 % des foyers. Je m'y engage.

Sources(s) *Emission A vous de Juger sur France 2 (08/03/07)* *Interview Femme Actuelle (26/03/07)*

Turquie

Je veux une Europe qui ait une existence politique, et qui ait une identité, et par conséquent une Europe qui ait des frontières. Je veux une Europe où tous les pays du monde, fussent-ils démocratiques, n'aient pas vocation à entrer. La Turquie, qui n'est pas un pays européen, n'a pas sa place à l'intérieur de l'Union Européenne. L'Europe sans frontière c'est la mort de la grande idée de l'Europe politique. L'Europe sans frontière c'est le risque de la voir condamnée à devenir une sous-région de l'ONU. Je ne l'accepte pas.

Sources(s) *Discours Strasbourg (21/02/07)*

SARKOZY EN PLEIN DANS LE MIL

Sans doute est-ce possible de considérer la déclaration de Nicolas Sarkozy sur la possible création d'un « ministère de l'immigration et de l'identité nationale » comme un simple appel du pied en direction du Front National. Plus qu'une dérive ou une provocation, ce discours sur les valeurs de la nation n'est pourtant pas opposé à la nature de l'UMP, trouvant ses racines au sein même du parti gaulliste : ce 12 mars dernier, dans l'ombre de la Croix de Lorraine du Mémorial de Caen, plus d'un sympathisant du MIL aura pu y entendre le rappel des troupes...

En retrait de la façade présentable de l'UMP, le Mouvement Initiative et Liberté (MIL) revendique depuis le début des années 80 un gaullisme « actif », s'adressant via un affichage sauvage ou par Internet à « tous ceux qui veulent s'engager dans une action sérieuse sans se contenter de slogans », nourri du rappel de « la grandeur multi-millénaire du pays face aux dangers qui menacent notre civilisation, contre le magma d'une humanité indifférenciée qui renierait les structures les plus essentielles comme la famille et la nation ».

Lors des discussions au coin du feu, on y aborde des thèmes comme la Famille ("formée depuis la nuit des temps à partir de l'union d'un homme et d'une femme") ou la Nation (« qui ne doit pas être un ensemble hétérogène, multi-culturel, refusant d'adopter le mode de vie national »), ainsi que le danger lié au socialisme.

Si l'on y compte bon nombre de militaires très correctement décorés et quelques valeurs sûres de la droite comme Jean Tibéri ou Hughes Martin (nommé membre d'honneur du MIL après avoir accepté de rendre son fauteuil de Maire à Alain Juppé qui en avait besoin pour les bordelais), on y trouve aussi Eric Raoult, membre du Bureau Politique de l'UMP qui, à l'Assemblée Nationale en janvier 2007, proposa de maintenir la peine de mort « lorsque l'existence même de la Nation est menacée ». Sans succès.

Si les joyeux membres de ce groupe de pression ne font pas partie des premiers cercles, ils n'eurent que plus de joie à entendre ce slogan désormais célèbre, « **La France ? Aimez-la ou quittez-la !** », qui omait modestement leurs affiches en 1990-1991, puis en 1997, en 2003, 2005 et 2006, mais sans connaître le même succès que Nicolas Sarkozy en juin 2006. Il est vrai que, même s'il s'y fit plus discret cette année, le candidat de l'UMP, accompagné de ses plus proches lieutenants, prit l'habitude d'assister aux traditionnelles Conventions annuelles du MIL. De véritables « assemblées participatives » où il exposa dès 2002 son « Dire ce qu'on va faire, faire ce qu'on a dit » et pu y écouter les interventions sur des thèmes comme « La Sécurité, première des libertés », « le patriotisme économique » (repris en 2006 par de Villepin), « l'identité française ». Ou encore découvrir (sans doute dans un beau moment de ferveur collective) les nouvelles affiches du MIL (Croix de Lorraine à gauche, caractères bleu roi à droite, en ce moment, vous pouvez en voir du côté de Castorama à Anglet, ou sur des panneaux de chantier provisoire sur Bayonne), riches de slogans toujours explicites : « Le Tchad ou la France, il faut choisir », et autres « Être français, ça se mérite ».

Il est assez difficile d'imaginer que Nicolas Sarkozy (lui qui, en 2003, s'est tant battu contre le racolage passif, n'est-ce pas ?) ait pu s'abaisser au seul but de s'attirer les faveurs de l'extrême-droite. Non. Ce « ministère de l'immigration et de l'identité nationale » est directement inspiré d'une intervention de Robert Pandraud, exposée en 1986 lors d'une réunion, à Londres, des ministres de l'intérieur de la CEE sur le contrôle de l'immigration clandestine : une proposition battue en brèche quelques mois plus tard par Jacques Chirac, alors Premier Ministre, qui lui préféra une Commission du Code de la Nationalité.

Juste quelques heures avant l'officialisation du retrait du Président de la République, cette déclaration de Nicolas Sarkozy, plus encore qu'une « rupture tranquille », a des relents tenaces de « Nuit des longs couteaux »...

Cote Basque.net Mars 2007

22 AVRIL : LES GARDIENS DU TEMPLE UMP MONTRENT LES DENTS ET JOUENT DES POINGS

Le Mouvement initiative et liberté se charge, en outre, du service d'ordre des meetings de Sarkozy. Un avant-goût musclé de la « France d'après ».

Tant qu'il était ministre de l'Intérieur, les gros bras qui « sécurisaient » les meetings de Nicolas Sarkozy étaient discrets : la présence de CRS et policiers suffisait à décourager toute intrusion ou manifestation à proximité des salles. Mercredi soir, lors de la réunion publique du candidat de l'UMP au Grand Palais de Lille, les militants du Mouvement initiative et liberté (MIL) ont dévoilé leur vrai visage. La venue du candidat UMP correspondait à la tenue, dans le même lieu, d'un congrès d'éducateurs, profession particulièrement ciblée par les lois Sarkozy sur la « prévention de la délinquance ». Près de 150 éducateurs scandent, à l'entrée du meeting, « éducateurs, pas délateurs ! », « éducation, pas répression ! ». Sous le regard agacé ou les gestes franchement hostiles des militants UMP. Regard glacé, bras croisés sur des poitrines arborant insignes de parachutistes ou badges frappés de la croix de Lorraine, les gorilles du MIL font saillir leurs muscles pour impressionner « l'adversaire », une foule en majorité constituée de femmes et quinquagénaires bonhommes. Du haut de l'escalator,

ils réservent leurs cibles : « Regarde les deux « zyva » à casquette, là... Si ça bouge, ils sont pour moi », siffle entre ses dents serrées un trentenaire costaud, cheveux ras.

De l'électricité dans l'air mais pas d'affrontement. Jusqu'à ce que les manifestants commencent à se disperser, à l'issue du discours de Nicolas Sarkozy. « Sales cocos ! », « fachos rouges... il ne manque plus que le portrait de Staline », crache un vieillard. Remontés par le soutien explicite de la foule, et par la résistance de la trentaine d'éducateurs criant encore « le petit Nicolas ne passera pas », le MIL passe à l'action. Échange de murmures... « On y va ! » En quelques minutes, les pacifiques éducateurs sont repoussés sans ménagement hors du hall. « Arrachez-moi cette affiche », hurle un cadre de l'organisation UMP. Un grand gaillard s'exécute, manquant de broyer la main d'une jeune femme tenant une affiche qui proclame « non au flirt avec Le Pen ». La liberté d'expression dans la « France d'après » made in Sarkozy...

Au fait, qu'est-ce que MIL ? « Une structure un peu moins voyante qu'avant », répond Jean-Yves Camus, chercheur spécialiste de la droite, qui reconnaît une filiation directe avec la milice gaulliste dissoute en 1982. Autre temps, mêmes méthodes ? Ces anciens parachutistes ou policiers « ont une fascination visible pour la chose militaire », selon le chercheur. Mercredi, ils ont prouvé leurs « réflexes professionnels ». Et leur idéologie ? Ce sont des « gardiens du temple » qui font « une fixation sur la gauche » : « Leur discours n'a pas bougé depuis 1981, quand ils disaient que l'élection de Mitterrand conduirait les chars soviétiques dans les rues de Paris », explique Jean-Yves Camus. Vérification dans *Vigilance et action*, la revue éditée par le MIL, qui recense leurs campagnes d'affichage : « libérons la télé du socialisme » (1986), « ici comme à l'Est, libérons-nous des socialo-communistes » (1990). D'autres affiches prouvent l'assimilation par la droite des thèses du Front national : « immigration : trop c'est trop » (1988), « être Français, ça se mérite » (1996), « la France, aimez-la ou quittez-la » (1991, 1997, 2003). Si le mouvement est « entièrement lié à l'UMP », il fait visiblement office de « chamière entre la droite et l'extrême droite », selon Jean-Yves Camus. Le manifeste du MIL parle également de « l'identité nationale en péril ». Les gros bras de Nicolas Sarkozy tiennent aussi sa plume ?

L'humanité du 30 mars 2007

IL AIME DONNER DES LEÇONS ...

Me Francis Terquem ira au tribunal correctionnel, mais pas pour plaider. L'avocat du Mrap, cofondateur de SOS Racisme, comparaitra pour coups et blessures. Accusé de violences par son ex-épouse, Sylvie, Me Terquem nie catégoriquement avoir levé la main sur la femme dont il vient de divorcer après sept ans de vie commune. De son côté, la plaignante affirme que son ex-mari a tenté de l'étrangler avec la laisse de leur labrador. (...)

« Je plaide souvent contre des bavures policières, on ne me fait pas de cadeaux », remarque-t-il. Par le passé, Me Terquem a été impliqué dans la banqueroute frauduleuse de la Compagnie papetière de l'Essonne. Bien que dénonçant un « dossier vide », il a été condamné en appel à dix-huit mois de prison avec sursis, mais a échappé à la radiation.

Le Parisien du 13 février 2007

UN AN D'INELIGIBILITE POUR JEAN-PAUL HUCHON

Jean-Paul Huchon, président PS de la région Ile-de-France, a été condamné mardi à Paris à six mois de prison avec sursis, 60.000 euros d'amende et un an de privation des droits civiques et civils, c'est-à-dire d'inéligibilité, pour « prise illégale d'intérêts ». Son avocat a immédiatement annoncé qu'il faisait appel de cette décision. Jean-Paul Huchon était accusé d'avoir poussé le conseil régional à passer contrat avec trois sociétés de communication qui employaient sa femme, en 2002 et 2003, avant de faire embaucher celle-ci au sein de son cabinet à la région. Le tribunal l'a relaxé pour l'emploi de son épouse à son cabinet mais l'a reconnu coupable de « prise illégale d'intérêts » dans les passations de marché. Jean-Paul Huchon, président de la région francilienne depuis 1998, « a fait prévaloir un intérêt personnel sur l'intérêt général dont il devait se prévaloir », a estimé le tribunal dans son jugement. Dix mois de prison avec sursis, 75.000 euros d'amende et un an de privation de droits civiques et civils avaient été requis contre lui.

Le tribunal a également condamné son épouse, Dominique Le Texier, 55 ans, à quatre mois de prison avec sursis et 20.000 euros d'amende pour « recel de prise illégale d'intérêts ». Un ancien responsable des marchés à la région, Dominique Merchez, 48 ans, et un chef d'entreprise en contrat avec le conseil régional, Michel Sajin, 46 ans, ont été relaxés.

Le Figaro du 20 février 2007

MIL-VIGILANCE N° 10/2007

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois
Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 11/2007 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

MESSAGE DE RAOUL BETEILLE, PRESIDENT DU MIL

Chère Madame, cher Monsieur,
Nous le disons chaque année, et nous le répétons cette année encore: nous avons besoin de vous.

Soyons encore plus précis: s'il est vrai que nous avons besoin de votre approbation, de votre sympathie, de votre soutien moral, il est non moins vrai que nous avons aussi besoin de votre cotisation. En fait, vous savez bien, sans qu'il soit nécessaire de donner de longues explications, qu'un mouvement aussi actif que le nôtre ne peut pas vivre de l'air du temps et que ce qu'on appelle à juste titre le « nerf de la guerre » est nécessaire pour nous permettre de mener le bon combat comme nous le faisons en permanence. C'est pourquoi nous avons besoin de votre soutien exceptionnel au lendemain de ces campagnes qui ont mobilisées toutes nos forces militantes et financières.

Adhérer ou soutenir financièrement le M.I.L., c'est s'engager dans un mouvement qui n'a pas d'équivalent et qui remplit pleinement sa mission au niveau national. Le M.I.L. présente cette particularité de rassembler des citoyens de tous âges et de tous les milieux, le métro à dix-huit heures, comme disait le général de Gaulle, qui partagent nos valeurs au premier rang desquelles la liberté et la responsabilité. Le M.I.L. est, très nettement, l'association gaulliste la plus, et même la seule à pouvoir encore influencer au niveau national. Qui plus est, c'est la seule qui, par la netteté de ses positions et par la vigueur de son action, s'oppose efficacement à la mainmise de la gauche et de l'extrême gauche sur l'Etat.

Vous le savez, le M.I.L. s'engage avec une particulière intensité à l'occasion de toutes les élections nationales afin d'assurer la victoire de la droite. Nous pouvons même dire, sans forcer les termes, que nous avons joué un rôle décisif plus particulièrement lors des trois dernières élections présidentielles.

Si nous pouvons agir avec une telle efficacité sur divers terrains, c'est que le M.I.L. est essentiellement un mouvement de militants. Il ne vivrait pas sans le dévouement inlassable de ses membres, qui consacrent à notre cause beaucoup de temps et d'efforts. Mais, quel que soit leur désintéressement, ils ont besoin de moyens pour agir: ce sont ces moyens que nous vous demandons de leur fournir avec générosité.

Dans les mois qui viennent de s'écouler, nous avons redoublé d'efforts lors des élections présidentielles et législatives. La droite a souvent la mauvaise habitude de ne se réveiller que lorsqu'elle a l'épée dans les reins. Nous savons par expérience que pour pouvoir, le moment venu, fournir un effort à la hauteur des enjeux, nous ne devons pas nous en remettre à l'improvisation. Nous devons pouvoir compter sur une organisation forte, en ordre de marche. Cela se prépare et c'est pourquoi nous avons besoin des moyens que vous pouvez nous fournir.

Soyez assuré(e), chère Madame, cher Monsieur, que nous ferons le maximum pour que nous puissions célébrer ensemble notre victoire d'aujourd'hui et de demain.

LE VENTILATEUR BAYROU

Candidat des chasseurs en 2002 (4,2 %), Jean Saint-Josse, qui soutient Frédéric Nihous, connaît bien François Bayrou, et pour cause : ils étaient à l'école ensemble. Son jugement n'en est que plus acéré. « Bayrou ? Il brasse du vent comme un ventilateur et il murmure à l'oreille de son cheval qu'il sera président de la République », ironise-t-il.

Valeurs Actuelles du 30 Mars 2007

AUBERGE BAYROUISTE

Quoi de commun entre le villepiniste Azouz Begag, l'ultralibéral Edouard Fillias, le populiste Nicolas Miguët, l'écologiste pur et dur Antoine Waechter, le madeliniste François Goulard, le fédéraliste Jean-Philippe Allenbach (...) ils se sont tous déjà ralliés à François Bayrou. Un improbable comité de soutien aux allures d'auberge espagnole. Bayrou, qui a voté avec la gauche la censure contre le gouvernement, se voit en effet soutenu par deux ministres : Begag, pour qui « Villepin est le plus grand homme politique actuel », et Goulard, qui insiste sur le « bilan positif » du mandat chiracien. Promettant le « retour de la croissance », Bayrou est appuyé par Waechter qui dénonce, au contraire, « l'illusion de la croissance ». Antilibéral revendiqué, le candidat UDF bénéficie pourtant du soutien de Fillias, président d'Alternative libérale, militant pour « l'abrogation du monopole de la Sécurité sociale » au profit d'assurances privées. Le si peu réformateur ancien ministre de l'Éducation nationale est encore rejoint par Allenbach, président du parti fédéraliste, prônant un « modèle éducatif décentralisé », abandonnant aux régions les programmes des écoles et des lycées. Vent debout contre l'extrême droite, Bayrou est encore soutenu par Miguët, favorable à la suppression des « droits sociaux » aux immigrés chômeurs. Étonnant, non ? *Valeurs Actuelles du 30 Mars 2007*

INTERNET : Nous diffusons régulièrement des informations et des analyses grâce à internet. Si vous ne recevez rien, cela signifie que nous n'avons pas votre adresse de courriel.

Pour remédier à cela, il suffit de nous la transmettre en nous envoyant un courriel à mil-inscription@noos.fr en indiquant votre nom, votre prénom et votre qualité d'adhérent du MIL.

De même, nous avons un nouveau site internet :

<http://www.lemil.org>

JACQUES CHIRAC, OU L'ANTI-MACHIAVEL

Une vulgate, qui n'est pas seulement le fait de ses ennemis, a longtemps présenté Jacques Chirac comme un manœuvrier sans états d'âme. Le politique, tout entier investi dans sa passion, n'aurait ainsi jamais manifesté le moindre souci de continuité, ni dans l'action ni dans la pensée. Son modèle serait Mitterrand plutôt que de Gaulle, et son livre de chevet serait Le Prince de Machiavel. Avec cette circonstance aggravante que le disciple se serait montré plus habile à conquérir le pouvoir qu'à l'exercer.

Réduire quarante ans de vie politique à une telle caricature témoigne d'une belle ignorance de l'homme et de la réalité du pouvoir. Car, avec la distance que sa fin de règne commence à rendre possible, il semble que l'on soit mieux fondé à soutenir l'inverse. S'il est deux traits que la postérité gardera de sa longue occupation du pouvoir, c'est, à l'intérieur, le souci de la continuité et, à l'extérieur, la rupture avec l'héritage de Machiavel.

Les deux recueils des discours qu'il a prononcés depuis 1995, l'un en politique intérieure, l'autre en politique extérieure, sont là pour en témoigner. On objectera que les deux préfaces que le président a rédigées pour ces volumes sont des plaidoyers pro domo, bien optimistes en ce qui regarde le règlement des problèmes de la dette, des retraites, de l'investissement et de l'emploi. Mais, entre les préfaces et les discours, la cohérence est vérifiable. On est frappé par la sincérité avec laquelle celui-ci, indifférent aux ricanements des intellectuels, a mis en oeuvre les convictions très simples, républicaines et sociales, qui l'habitaient et qu'il peut présenter aujourd'hui, non sans fierté, comme les réponses les mieux adaptées aux bouleversements de notre modernité.

Le plus surprenant, peut-être, est que le volume dont la préface est la plus personnelle, la plus réfléchie, la mieux écrite, soit celui consacré à la politique intérieure. Jacques Chirac a, il est vrai, beaucoup hésité dans ce domaine sur le choix des moyens. Nul ne peut dire s'il a eu tort ou raison de vouloir éviter à tout prix la réédition de la crise de l'automne 1995, et de limiter le rythme des réformes de libéralisation de l'économie française attendues de lui, par crainte de jeter dans la rue le « peuple de gauche » qui lui avait fait confiance en masse, face à Le Pen, au printemps 2002. Mais sur le fond, depuis l'invocation d'un « travailisme à la française » en 1976, jusqu'aux plaidoyers en faveur de notre « modèle social », le souci de maintenir la cohésion de la société et de sauvegarder la paix civile a été la clé de toute son action.

À ceux qui lui opposent qu'une politique de relance économique et de réduction des charges de l'État eût favorisé la cohésion mieux que sa prudence, il répond que la solidarité de la nation, déjà fragile, en eût été brisée, et la croissance avec elle. À ses yeux, le marché économique est imposé par les contraintes de la mondialisation. Cette cause n'est plus prioritaire. Les batailles de l'avenir sont celles qui éviteront les phénomènes de rejet auxquels l'économie libérale pourrait succomber. De là ses combats sans concession pour le maintien du pacte social, la pacification de la mémoire nationale, la parité hommes-femmes, la tolérance, l'environnement.

Ses adversaires l'accusent d'avoir mené ainsi, à contre-emploi, une politique de gauche. En fait, tous les dirigeants de la droite modérée, des orléanistes de la seconde Restauration à Giscard, n'ont jamais fait autre chose. Ils ont repris à leur compte les objectifs d'égalité et de justice sociale propres à la gauche, pour les inscrire dans un processus de réformes lent, adapté à l'évolution des mentalités et des moeurs.

Le reproche d'avoir trahi l'esprit de la Ve République en ne démissionnant ni après la dissolution de 1997, ni après l'échec du référendum européen de 2005 trouve sa réponse dans cette logique : la crise provoquée par un départ qui se serait réclamé de l'exemple de De Gaulle, mais que n'impose pas la Constitution, eût contredit le besoin de stabilité enraciné dans l'opinion depuis 1958, et compromis la paix civile.

Quant au volume consacré à la politique étrangère, peut-être est-il moins dense parce qu'il s'agit du domaine où le bilan de Jacques Chirac est le plus fort. Certes, on est irrité de ses complaisances d'hier envers Arafat, ou d'aujourd'hui envers Poutine. Sa virulence à l'égard de la Pologne n'était guère diplomatique, et seul un oui au référendum de mai 2005 aurait pu réparer l'échec du sommet européen de Nice.

Mais ce passif est l'envers d'un choix qui reste à son actif. Avec Chirac, l'anti-machiavélisme s'est imposé comme un réalisme. La politique des droits de l'homme est apparue comme la seule parade possible au risque d'une guerre de civilisations. En Bosnie, au Kosovo, son rôle a été décisif pour arrêter les massacres interethniques et infléchir la politique de Bush père et de Clinton, de même que la confrontation avec les États-Unis à propos de la guerre d'Irak a obligé Bush fils à renoncer à la doctrine de l'unilatéralisme. Depuis 1995, il est le chef d'État qui a le mieux compris que les progrès de la sécurité collective par la force donnée au droit sont devenus pour l'humanité une question de vie ou de mort. Cela fait, au total, pas mal de messages qui méritent d'être entendus.

Alain-Gérard Slama – Le Figaro du 26 mars 2007

LES VERTS EN FIN DE CYCLE

Les Verts, parti biodégradable ? Avec Dominique Voynet, leur candidate, scotchée à 1 % des intentions de vote et l'aile gauche des Verts partie faire la campagne de José Bové, la formation, qui fut «le second parti de gauche» après le PS, traverse une crise sans précédent. «Au comité de campagne de Dominique, tout le monde n'est pas en train de se pendre. On savait que ce serait difficile», raconte Denis Baupin, adjoint «antivoiture» de Bertrand Delanoë à Paris. Qu'ils soient victimes de l'opération «transpolitique» de Nicolas Hulot, du vote utile pour Ségolène Royal, de leur image nombriliste, de leur positionnement trop gauchiste pour les environnementalistes et trop social-libéral pour les antilibéraux, les Verts risquent l'atomisation. (...)

Alors quid du lendemain du premier tour ? «Le jour d'après, on va se retrouver avec une sacrée gueule de bois», pronostique Noël Mamère. Certes, la présidentielle est traditionnellement difficile pour les Verts, qui font de meilleurs scores aux européennes, aux municipales ou aux régionales. Avec ses 8 500 adhérents et ses 2 000 élus, le parti bénéficie d'un ancrage local important. Un effondrement en avril pourrait condamner les Verts à un «destin à la radical de gauche, celui d'un satellite du PS», prédit un dirigeant.

Libération du 31 mars 2007

LES VERTS DANS LES CHOUX

Dans les choux, les Verts doivent «balayer devant leur porte», réplique un proche de Hulot qui met en cause leur «image de pétaudière qui s'étripe, de sous-traitants du PS». Au gouvernement Jospin entre 1997 et 2002, ils n'ont jamais fait la preuve de leur utilité. «Ils payent l'image du parti dans l'opinion, le décalage entre leur ambition de faire de la politique autrement et la réalité de leur fonctionnement», analyse Aurélie Filipetti. Pour cette élue parisienne qui a claqué la porte pour rejoindre l'équipe de Royal, «la crise du parti a provoqué une crise de confiance dans l'électorat».

Libération du 31 mars 2007

LES CAMIONS PRENNENT LE TRAIN

L'autoroute ferroviaire Luxembourg-Perpignan qui doit transporter près de 30 000 camions par an a été inaugurée le 29 avril à Bettembourg par les ministres français et luxembourgeois des Transports. Longue de 1000 km, elle sera mise en service cet été. L'aboutissement d'un projet commun pour Hervé de Tréglodé, directeur adjoint du Réseau Ferré de France.

Marianne en ligne du 30/03/2007

LES CAMIONS PRENNENT LE TRAIN

L'autoroute ferroviaire Luxembourg-Perpignan qui doit transporter près de 30.000 camions par an a été inaugurée le 29 avril à Bettembourg par les ministres français et luxembourgeois des Transports. Longue de 1000 km, elle sera mise en service cet été. L'aboutissement d'un projet commun pour Hervé de Tréglodé, directeur adjoint du Réseau Ferré de France.

Marianne en ligne du 30/03/2007

LE RASSEMBLEUR DES TROIS DROITES

En montant l'impeccable Meccano de son programme, Nicolas Sarkozy a tenu le pari de réunir l'ensemble des droites françaises, à l'exception des droites extrêmes, pari que seul de Gaulle, dont tout le sépare, avait pu réussir. Dans les périodes de crise, la droite en France a toujours été majoritaire. Réunir les droites au second tour, c'était, pour le candidat de l'UMP, la victoire assurée. La «recomposition» de la droite dans le sens d'un durcissement, dont la gauche feint de créditer M. Sarkozy pour mieux le diaboliser, est en réalité une synthèse très classique, mais rarement réalisée, entre les trois droites distinguées par l'historien René Rémond : la droite «légitimiste», attachée à la Constitution et à la rigueur ; la droite libérale des notables et des classes moyennes supérieures, orientée vers la croissance ; enfin la droite «bonapartiste», hostile au «système», qui rassemble aujourd'hui les vaincus de la mondialisation, égarés les uns au Front national et les autres à l'extrême gauche. De ces droites, les successeurs du Général ont su rassembler les deux premières. Jamais les trois. Jusqu'au milieu des années 80, l'absence des voix «bonapartistes», encore faibles, était beaucoup moins gênante pour la droite que l'hypothèque communiste ne l'était pour la gauche. Georges Pompidou a conquis la France des notables, compensant ainsi la perte d'une partie des voix populaires perdues en mai 68. Valéry Giscard d'Estaing, appuyé sur les élites libérales et européennes, a cherché dans le «grand groupe central» les voix qui lui ont fait défaut après la création du RPR néo-gaulliste en 1976. L'élection présidentielle de 1988 a inversé la donne, en consacrant le triomphe de la stratégie en partie double de Mitterrand, visant d'un côté à étouffer le PCF, et de l'autre à attiser le Front national. Toute la suite de la vie politique française en a été empoisonnée. Jacques Chirac a su rassembler en 1995 les droites libérales et populaires classiques – cadres supérieurs, artisans et commerçants, agriculteurs, professions libérales, catholiques – renforcées par les jeunes de moins de 35 ans. Mais faute d'une reprise économique obérée par les grèves de 1995 et par la dissolution ratée de 1997, les thèmes présidentiels de la fracture sociale et de la sécurité n'ont pas réussi à détacher du FN populiste ses composantes populaires. Depuis 2002, les réformes engagées par un pouvoir trop affaibli pour convaincre ont fait œuvre «utile», en ouvrant les perspectives d'une embellie.

La crainte de revoir Le Pen au second tour a servi de leçon. Les thèmes bonapartistes de l'autorité et de la nation, récupérés par Nicolas Sarkozy pour mieux «vendre» les réformes libérales nécessaires de l'économie, ont fait le reste. La réussite de ces réformes est la clef du nouvel équilibre droite-gauche qui se met en place, en dépit de François Bayrou. Et il dépend beaucoup de la gauche et de sa capacité d'en finir avec son manichéisme, en se réformant, que cet équilibre soit apaisé et ne bascule pas vers une dérive qui risquerait, pour le coup, de devenir autoritaire.

Le Figaro Magazine du 12 mai 2007

QUAND SARKO SE LACHE

Pas moins de 500 personnes se pressaient, le 30 mai, en fin de journée, dans les salons de l'Elysée. Nicolas Sarkozy avait invité son équipe de campagne, de Claude Guéant jusqu'aux «petites mains», et les donateurs les plus généreux, ceux qui avaient signé un chèque de 4.600 euros, tels le baron de Seillière, Christian Clavier ou Jean-Claude Camus, le producteur de Johnny. Il les a chaudement remerciés, avant de se livrer à un petit numéro décontracté, rigolard et un brin cynique.

Extraits :

«On a dit que je cherchais (en ouvrant à gauche) à déstabiliser l'opposition. Mais oui, c'est exact, je cherche à déstabiliser l'opposition.

On prétend que j'ai nommé Bernard Kouchner au Quai d'Orsay parce qu'il est populaire. Mais oui, s'il n'était pas populaire, je ne l'aurais pas pris au gouvernement.

On affirme que je voudrais rayer de la carte politique Bayrou et ses amis. Eh bien oui, c'est vrai.»

Un peu plus tard, cette fois en petit comité, Sarkozy dit tout le bien qu'il pensait de Rachida Dati, la ministre de la Justice :

«Elle est l'événement, a-t-il déclaré, et elle le gère très bien. Elle a fait prendre vingt ans à MAM...»

Après quoi il a dressé le bilan des premières semaines de gouvernance.

«C'est un très bon début, s'est-il écrié. Il n'y a eu qu'une connerie, celle de Woerth. On examinera son sort plus tard. Vous savez, ça ne fait jamais de mal de faire un exemple.»

C'est ça, le style Sarko : on rigole, mais le terrorisme n'est pas loin.

Le Canard Enchaîné du 06/06/07



Le MIL était aussi présent le 30/5/07 comme à la garden spéciale militant de matignon le 5/7/07.

MIL-VIGILANCE N° 11/2007

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois
Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 12/2007 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

ALLEMAGNE: LA RETRAITE A 67 ANS ADOPTÉE PAR LES DÉPUTÉS

La loi sur le relèvement de l'âge de la retraite de 65 à 67 ans a été adoptée à une large majorité par les députés du Bundestag (Chambre basse du parlement allemand). Pour entrer définitivement en vigueur, la loi doit encore être votée par le Bundesrat (chambre haute) où la CDU, très favorable au projet, est majoritaire. Ce projet avait été adopté en novembre dernier par le gouvernement, alors que l'Allemagne est confrontée à un vieillissement dramatique de la population couplé à une natalité en berne, qui met en péril l'actuel système de financement des retraites. A partir de 2012, le seuil pour toucher une retraite à taux plein sera relevé graduellement de 65 ans aujourd'hui pour atteindre 67 ans en 2029. Cette nouvelle loi est très critiquée par les syndicats qui ont mobilisé en janvier plusieurs dizaines de milliers de personnes, sans réussir à faire plier le gouvernement d'Angela Merkel.

L'Expansion du 9 mars 2007

LES MINISTRES RATIONNES

Est-ce le retour de l'Etat modeste? Nicolas Sarkozy a décidé de limiter à vingt le nombre de collaborateurs directs de chaque ministre, à trois ou quatre pour les secrétaires d'Etat, et de soumettre les appartements de fonction à l'imposition et aux taxes locales.

Durant ce deuxième conseil des ministres, Nicolas Sarkozy «a insisté sur la nécessité de s'en tenir à un nombre réduit de collaborateurs dans la constitution des cabinets pour mettre un terme à certaines dérives», a expliqué Christine Albanel, en rendant compte des travaux du Conseil.

«C'est-à-dire en règle générale pas plus de vingt collaborateurs, les secrétaires d'Etat recourant quant à eux aux conseillers des ministres auprès desquels ils sont placés, à l'exception de trois ou quatre collaborateurs directs.»

«Le président de la République ayant par ailleurs décidé de mettre fin à tout privilège injustifié des membres du gouvernement, le Premier ministre a fait adopter le principe selon lequel lorsqu'un logement de fonction est attribué à un membre du gouvernement, celui-ci donne lieu à une imposition de droit commun et à l'assujettissement aux taxes locales», a-t-elle ajouté.

20Minutes du 23 mai 2007

ALLEGRE: «LE PS A FAIT DE L'INCOMPÉTENCE LE GAGE DE LA DÉMOCRATIE»

A plusieurs reprises, Claude Allègre, fidèle de Lionel Jospin, a été contacté à par Nicolas Sarkozy qui aurait souhaité le nommer dans le gouvernement Fillon. L'ancien ministre de l'Education nationale explique les raisons de son refus.

Que vous a proposé Nicolas Sarkozy ?

Il m'a proposé d'être ministre. Le projet de réformer la recherche et l'enseignement supérieur français en y mettant des moyens importants, sur lesquels il s'est engagé, est pour moi fondamental pour l'avenir de notre pays. Ce projet doit dépasser les clivages politiques. Pourtant j'ai décliné l'offre. C'était une décision difficile. Il y a d'abord des réserves personnelles : je me suis beaucoup réinvesti dans des recherches que j'ai besoin de concrétiser. Mais il y a, sur le fond, une autre réserve : mes convictions de gauche étant intactes, je pouvais difficilement m'engager à être solidaire de l'ensemble de la politique gouvernementale. Cette politique, je ne la vois pas encore clairement. Même si Sarkozy a donné des garanties démocratiques.

Lesquelles ?

Renforcer les droits de l'opposition parlementaire, lui confier la présidence de la commission des finances, l'associer aux nominations qui relèvent aujourd'hui du seul président, limiter à deux les mandats du Président. En s'engageant sur tous ces points, il démontrait au moins qu'il ne commençait pas une carrière de dictateur.

Où était, alors, le problème ?

Etre membre d'un gouvernement, c'est être solidaire. Or j'ai des interrogations sérieuses sur divers projets. Je n'ai pas envie de laisser démolir le code du travail même si, c'est clair, il faut le modifier largement. L'instauration de peines incompressibles me pose aussi problème, même si je comprends qu'on soit choqué par le laxisme de certains juges. Je n'exprime pas une hostilité de principe, je demande à voir... Il y a aussi de très bonnes choses dans le programme de Sarkozy : les heures supplémentaires exonérées de charges. Et ce grand ministère confié à Juppé. C'est un projet formidable que j'avais essayé de vendre à Jospin. Avec du courage et de l'imagination, il y a là un vivier d'un million d'emplois nouveaux ! Le ministère des Comptes de la nation, c'est aussi une bonne idée.

Sarkozy aurait aussi voulu vous confier une mission de conseil et de préparation de la réforme de l'Université. Pourquoi avoir refusé ?

Pour réformer l'Université et la Recherche je lui ai dit qu'il fallait au préalable s'engager à augmenter les salaires des enseignants et élever de 10 % par an le

budget. Il était prêt à signer, à l'écrire dans la lettre de mission. Je lui ai aussi expliqué que pour être efficace, il fallait un secrétariat d'Etat rattaché à François Fillon, qui connaît parfaitement ces questions. Il est capable d'arbitrer en trois minutes. Et la mission ne pouvait exister qu'en contrepoids d'une structure légère. Pour des raisons de quotas et d'équilibre politique, Sarkozy a décidé de créer un ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Dans ces conditions, il m'était difficile d'accepter une simple mission, même placée auprès de lui, car les interférences et conflits possibles étaient trop probables.

Les législatives s'annoncent calamiteuses pour le PS, cela vous réjouit-il ?

Bien sûr que non ! Sarkozy lui-même a besoin d'une véritable opposition. Sinon, il finira par avoir des problèmes avec les extrémistes de sa majorité. Pour limiter la casse, il faut que le PS arrête avec l'opposition frontale pratiquée par François Hollande. Cela conduit à la catastrophe. Il faut que le PS ait le courage de dire : «Nous serons l'opposition, mais chaque fois que des projets seront bons pour la France, nous les voterons.»

Hollande a donc tout faux ?

Hollande a été un ami. Mais là, je suis vraiment fâché contre lui. Il nous a pris pour des imbéciles. Il a accumulé les combines, pensant qu'il finirait par être désigné candidat. Il croyait que Royal allait s'arrêter. Elle n'a pas le talent nécessaire, mais une niaque pas possible. Mitterrand lui Jospin avaient su, avec les groupes d'experts, attirer des talents. Hollande, lui, a préféré s'entourer de magouilleurs incompetents. On reste confondus d'apprendre que le PS n'a rien demandé pour élaborer son programme à des gens comme Martin Hirsch, Jacques Attali, Hubert Védrine, Bernard Kouchner, Denis Olivennes et tant d'autres, tous membres du PS. Le parti a fait de l'incompétence le gage de la démocratie, Ségolène disant même : «Nous n'avons pas besoin d'experts !» Sarkozy a, lui, récupéré les compétences, en ayant le courage d'affronter ses partisans. Que Jean-Pierre Jouyet, le meilleur ami de Hollande soit passé chez Sarkozy, c'est symbolique.

Si les socialistes sont si nuls, pourquoi voter PS ?

Ce ne sont pas les socialistes qui sont nuls, c'est la direction du PS. Avant le congrès du Mans, nous avons eu le plus faible secrétariat national de notre histoire. Mais il y a des députés, des maires qui font du très bon travail, qui défendent un idéal, des gens formidables. C'est cela le PS, pas les apparatchiks parisiens !

Que va-t-il selon vous se passer ?

Ségolène Royal risque de prendre le leadership de la gauche. Elle va tenter de refaire une sorte de FGDS (1). La seule personnalité qui puisse lui résister aujourd'hui, c'est Bertrand Delanoë entouré de quelques jeunes comme Benoît Hamon, Stéphane Le Foll, Annick Lepeut, Clotilde Valter ou Harlem Désir. Il pourrait rénover le PS. Il a des convictions authentiquement socialistes mais aussi la compétence et le talent. Car la rénovation du PS, ce ne sont pas les vieux qui la feront. C'est aux jeunes de prendre la main.

Restez-vous au PS ?

Je paie toujours mes cotisations. J'attends de voir ce qui va se passer. Si Bertrand Delanoë se lance...

Libération du 26 mai 2007

LES CENTRISTES S'ACCUSENT MUTUELLEMENT DE PRESENTER DES CANDIDATS BIDONS

Les centristes ralliés à Nicolas Sarkozy et ceux qui sont restés fidèles à François Bayrou se sont démenés pour présenter des candidats dans le plus grand nombre possible de circonscriptions, quitte à recruter des proches. Pour la bonne raison que le financement public des partis dépend du nombre de voix recueillies aux élections législatives.

Chargé des élections au Mouvement démocrate (MoDem, le parti de François Bayrou), Eric Azière qualifie d'«armée de figurants» les candidats du Parti social libéral et européen (PSLE), le nouveau parti formé par les UDF ralliés à Nicolas Sarkozy autour d'Hervé Morin, le ministre de la Défense. Azière a affirmé sur France Inter que, parmi les candidats du PSLE aux législatives, on trouve «un paquet de collaborateurs de l'ex-groupe UDF à l'Assemblée nationale, secrétaire, chauffeur, avec un paquet de membres de la famille d'Hervé Morin, épouse, frère, cousin, amis.»

De fait, on retrouve sous l'étiquette PSLE plusieurs personnes portant le patronyme Morin, comme Catherine Broussot-Morin, Philippe Morin, Lisa Morin, Julien Morin, Micheline Morin, tous candidats à la députation pour le PSLE. Un «hasard», selon l'attachée de presse d'Hervé Morin, qui reconnaît tout de même que certains d'entre eux sont des proches du ministre de la Défense.

«Tous les partis ont des candidats» bidons «pour être présents dans le maximum de circonscriptions aux législatives» explique, sur France Inter, Maurice Leroy, député centriste rallié à Sarkozy, pour légitimer les actes de son collègue ministre de la Défense.

«François Bayrou lui-même a des candidats totalement pipeaux, qui sont faits pour récolter 1,63 euro par voix» affirme-t-il. «En 2002, Bayrou avait 200 candidats totalement bidons pour le financement public dans les circonscriptions, donc je vois pas pourquoi Morin serait interdit de le faire, faut arrêter les conneries». «On est obligés parce que la loi dit "qu'il faut 50 candidats", sinon tu perds le pognon qui justement te permet de créer le parti», poursuit Maurice Leroy. «Il faut qu'on arrête de faire des procès en sorcellerie contre Hervé Morin, on se fout de notre gueule là.» Rudy Salles, un des députés UDF ralliés à Nicolas Sarkozy, tente de ramener les centristes au calme et à la raison. Interrogé par l'AFP, il leur a demandé d'«arrêter ce genre de mauvais procès et passer à des sujets plus sérieux.»

Libération du 24 mai 2007

COMMUNIQUE DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE CONCERNANT LA QUESTION DE L'AMNISTIE POUR LES INFRACTIONS AU CODE DE LA ROUTE.

Le Porte parole de la Présidence de la République David MARTINON confirme que conformément à ce qu'avait déclaré Nicolas SARKOZY pendant la campagne électorale, il n'y aura pas d'amnistie pour les infractions au Code de la Route.

Le Président a toujours considéré qu'il n'était pas moralement juste de décider de ne pas appliquer la loi : la loi doit s'appliquer de la même façon pour tous. Il ne doit donc pas y avoir de différence de traitement par la puissance publique entre un délit commis en mai 2007 et un délit commis en mai 2006 ou à toute autre date.

C'est une question de principe : la loi est la même pour tous les citoyens de la République Française.

Paris, le vendredi 25 mai 2007

DST ET RG, NOUVEAUX VOISINS DE PALIER DU MIL

Historique : pour une fois, le mot n'est pas galvaudé. L'emménagement dans les mêmes locaux, à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), de la direction centrale des renseignements généraux (DCRG) et de la direction de la surveillance du territoire (DST) a commencé. Vers la mi-juin, les enquêteurs de la sous-direction antiterroriste (SDAT) de la police judiciaire seront les derniers à découvrir ces bureaux de la rue de Villiers, conçus selon leurs besoins. Il s'agit d'un regroupement sans précédent, derrière lequel se profile un chantier maintes fois évoqué : la création d'un service unique. Reste à savoir quelle serait son activité : du renseignement pur, de la police judiciaire, ou les deux ? Dans ce grand ensemble en verre blindé, composé de deux bâtiments siamois, les policiers des trois principaux services antiterroristes emprunteront une entrée commune et les mêmes ascenseurs ; ils partageront les salles de réunion et les machines à café, avant de se retrouver à la cantine. La SDAT et la DST disposeront des mêmes cellules de garde à vue, au sous-sol, à côté de l'armurerie, où la lumière du jour pénètre par des lucarnes. Tout cela peut paraître accessoire ; cela ne l'est pas, si l'on tient compte des rivalités anciennes entre les services.

Deux années de préparation et plusieurs reports n'ont pas empêché le respect d'une règle immuable lors des déménagements de cette ampleur : l'imprévu cocasse. Ainsi, un système anti-incendie a été installé au-dessus du serveur informatique des RG ; malgré les trois étages de parking, les concepteurs du site n'avaient pas prévu qu'autant de fonctionnaires souhaiteraient arriver en deux-roues, pour lesquels aucun emplacement n'a été prévu ; il a fallu aussi gérer, avec une société de téléphonie mobile, la suppression d'une antenne-relais sur le toit. A cela se sont ajoutés les chipotages pour les mètres carrés ou les protestations de fonctionnaires habitant trop loin du site. A la DCRG, une vingtaine de personnes – essentiellement à des postes administratifs – ont été transférées dans un autre service pour cette raison.

Dernière ce rapprochement physique à Levallois se profile la création d'un service unique, à l'instar de ce qui existe dans d'autres pays occidentaux. Selon ses partisans, cette solution permettrait d'éviter les doublons, de mutualiser les moyens et de se concentrer sur quelques missions essentielles : l'intelligence économique, la prévention des risques, le terrorisme. "La fusion fonctionnera un jour, car on a bien expliqué aux personnels qu'il n'y aurait pas de perdants, pronostique Joël Bouchité, directeur central des RG. C'est ce sentiment qui fait traditionnellement échouer les réformes." Ce projet, caressé par Nicolas Sarkozy depuis plusieurs années, avait été repoussé en raison de l'hostilité de Jacques Chirac. Aujourd'hui, la volonté politique et celle des responsables policiers est forte, mais de nombreuses incertitudes demeurent. Il reste à s'accorder sur la nature de ce service et son périmètre. L'enjeu est fondamental en termes de pouvoir policier, d'efficacité dans la lutte antiterroriste et de libertés publiques. La nouvelle ministre de l'Intérieur, Michèle Alliot-Marie, ne veut pas se précipiter. "Le rapprochement immobilier nécessitera une évaluation, avant une intégration des services", explique un conseiller.

"Les questions de principes doivent être réglées à un niveau politique, explique Pierre de Bousquet, directeur de la DST. Cela vaut pour la définition des missions ou la conservation de la capacité d'investigation judiciaire. Il faut aussi lever l'ambiguïté sur la nature de ce regroupement : s'agit-il d'un pôle de renseignement, d'un pôle de lutte antiterroriste, d'un pôle mixte ?" Une des questions essentielles, encore en suspens, concerne la mission de police judiciaire. Aujourd'hui, la DST a une double compétence – renseignement et police judiciaire – et fait office, depuis le 11 septembre 2001, d'interlocuteur privilégié des juges antiterroristes dans les dossiers islamistes. Après une longue éclipse, la SDAT – ex-division nationale antiterroriste (DNAT) – a renforcé ses effectifs sur l'islam radical, mais reste encore très en retrait.

Deux hypothèses se profilent. La première consiste à créer un service uniquement dédié au renseignement intérieur, et à charger la sous-direction antiterroriste de toutes les enquêtes judiciaires. Cela supposerait le transfert – périlleux à gérer, même par étapes – de tous les officiers de police judiciaire de la DST vers la SDAT. Or la DST est attachée à sa double casquette et souligne l'efficacité du système préventif actuel, la France n'ayant pas été visée par un attentat islamiste depuis 1996. "C'est la clé de notre dispositif, envié par le monde entier", dit-on Place Beauvau.

Mais cette spécificité pourrait atteindre ses limites. Son principal acteur, le juge Jean-Louis Bruguière, vient de se lancer en politique. Certains policiers redoutent que les autres magistrats antiterroristes deviennent plus taillonnés à leur égard. Exemple de confusion entre renseignement et judiciaire, sanctionnée récemment : un policier de la DST et un agent de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) se sont rendus à Guantanamo, début 2002, et ont

interrogé secrètement les sept prisonniers français détenus à l'époque hors de tout cadre légal. Un nouveau procès se tiendra en décembre, après un complément d'enquête exigé par le tribunal.

Autre option envisagée : créer un service à plusieurs têtes. Cette direction générale serait divisée en sous-directions hermétiques, dont une à vocation judiciaire, absorbant ou non la SDAT, à moins que celle-ci reste autonome, sous l'autorité de la police judiciaire. Prudents dans leur expression, les responsables des services laissent toutefois deviner leur préférence. Les RG et la DST semblent favorables à la préservation de la double casquette, et donc à la seconde hypothèse. "Avec la DST, on parle le même langage, celui du renseignement", avance Joël Bouchité, pour les RG. "Il faudrait simplement que le futur service adopte les standards de rigueur professionnelle les plus élevés en matière de secret, c'est-à-dire ceux de la DST", précise Pierre de Bousquet.

Sans surprise, le point de vue est autre à la police judiciaire. "Il faut s'assurer de l'autonomie totale du volet judiciaire et ne pas le placer sous la même autorité que le renseignement, dit Martine Monteil, directrice centrale de la police judiciaire, dont dépend la SDAT. Nous nous appuyons sur des preuves matérielles dans les procédures, alors que, dans le renseignement, il arrive – et c'est normal – de travailler sur des hypothèses ou des rapports d'ambiance. Logiquement, la SDAT devrait être l'exécutant des missions de police judiciaire." Alors que se profile cette fusion des services et que la montée en puissance technologique se poursuit, le problème d'un contrôle extérieur plus ferme se pose avec force. "La création d'une délégation parlementaire n'est même pas liée à une fusion, estime Pierre de Bousquet. Dans toute démocratie moderne, la confiance accordée aux services dépend de la capacité des autorités politiques à contrôler leurs activités."

Le Monde du 24 mai 2007

PRIX DE L'HUMOUR POLITIQUE

Voici les phrases sélectionnées, en lice pour le Prix 2007.

François Bayrou : "Si je suis élu, rien ne changera en France" et "J'ai été longtemps un jeune conformiste, et sans doute formiste était-il de trop".

Jean-Pierre Chevènement : "Hollande propose des Assises de la Gauche. Pourquoi des Assises ? La correctionnelle suffirait".

Patrick Devedjian : "Je suis pour un gouvernement d'ouverture, y compris aux Sarkozistes, c'est tout dire".

Arno Klarsfeld : "Je ne suis pas un expert du 12e arrondissement, mais je l'ai traversé quand j'ai couru le marathon de Paris".

Philippe de Villiers : "Quand on va m'entendre et que l'on va me voir, ça va se voir et ça va s'entendre".

François Hollande : "Jack Lang avait toutes les qualités pour briguer la Présidence de la République. C'est pour cela que je l'ai chaudement encouragé à se retirer".

Michèle Alliot-Marie : "La France, c'est la Tour Eiffel et Jacques Chirac".

Pascal Clément : "Je suis peut-être nul, mais le ministre, c'est moi".

Ségolène Royal : "Qui vient sur la Grande muraille, conquiert la bravitude".

Jean-Marie Le Pen répondant à la question : Si vous êtes élu Président, quel sera votre premier voyage à l'étranger ? : "Monfermeil".

François Baroin : "L'UMP est une formation jeune qui n'avait pas prévu qu'un des siens deviendrait président de la République".

François Goulard : "Avec un seul candidat, le choix est quand même plus restreint".

José Bové : "Le fait de m'incarcérer, à la rigueur, ça réglera le problème du QG de campagne".

Pierre Leilouche sur Ségolène Royal opposée à la construction d'un nouveau porte-avions : "La Royal a coulé la Marine".

Arnaud Montebourg : "Ségolène Royal n'a qu'un défaut, c'est son compagnon".

Jean-Pierre Raffarin : "Il vaut mieux un bilatéral approfondi qu'un multilatéral confus".

Souvenez-vous, en 2005, le tout nouveau président de la République Nicolas Sarkozy avait remporté le prix avec cette phrase "Je ne suis candidat à rien".

Le Figaro du 21 juin 2007

«L'EUROPE N'EST PAS UN ELDORADO»

Après l'indignation, la fermeté. «Il faut que tout le monde comprenne que l'Europe n'est pas un eldorado. C'est dangereux pour tout le monde de faire croire qu'on va pouvoir trouver en Europe des conditions d'existence que l'Europe n'est pas capable de fournir», a déclaré François Fillon à l'occasion d'une visite des douanes de l'aéroport de Roissy. Le Premier ministre faisait allusion à la mort de 18 immigrants clandestins repêchés vendredi au large de Malte.

20Minutes du 04 juin 2007

MIL-VIGILANCE N° 12/2007

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois

Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N°13/2007 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

HORTEFEUX VEUT "ELOIGNER" 25 000 SANS PAPIERS EN 2007

Brice Hortefeux, ministre de l'Immigration, de l'Identité nationale et du Codéveloppement, réaffirme son choix d'une immigration choisie. "Nous resterons très fermes : pour 2007, l'objectif est de 25 000 éloignements. Les étrangers sans papiers n'ont pas vocation à rester en France, mais à être accompagnés dans leur pays d'origine, de manière volontaire ou contrainte".

"Lier immigration, intégration et identité n'a rien de honteux". "Nous devons atteindre quatre objectifs : maîtriser les flux migratoires, favoriser l'intégration, promouvoir l'identité française et encourager le codéveloppement", relève-t-il. Le ministre précise qu'en matière de flux migratoires "la lutte contre l'immigration illégale restera une priorité absolue". Et d'ajouter : "maîtriser l'immigration n'implique pas seulement la réguler, cela signifie aussi la choisir".

"Aujourd'hui, en France, seulement 7 % des titres de séjour accordés le sont pour des raisons professionnelles. À nous de mieux sélectionner les migrants et d'encourager l'immigration pour raisons professionnelles", précise Brice Hortefeux.

Il estime qu'en France, plusieurs secteurs d'activité ont besoin "d'une main-d'œuvre et de talents d'origine étrangère" et cite les secteurs du bâtiment, de l'hôtellerie, de la restauration, le travail saisonnier agricole, les services à la personne mais aussi l'activité scientifique.

"Sans pratiquer un pillage des cerveaux, nous devons en favoriser la circulation", dit-il. Répondant aux critiques de la gauche sur le périmètre de son ministère, Brice Hortefeux estime que "lier immigration, intégration et identité n'a rien de honteux". "La promotion de notre identité ne révèle strictement aucune hostilité à l'égard des immigrés", assure-t-il.

L'Express.fr du 1er juin 2007

3%

C'est le pourcentage de votants musulmans à l'élection présidentielle en 2007 au lieu de 2% en 2002, une conséquence probable d'une inscription ou d'une mobilisation différentielle. 64% de ces musulmans ont porté leur suffrage sur Royal (au lieu de 39% sur Jospin en 2002), 14% sur Besancenot, Bové, Lagulier, soit un total de 78% pour la gauche et l'extrême gauche, 1% sur Voynet, 19% sur Bayrou (au lieu de 1% en 2002), 1% sur Sarkozy (au lieu de 11% sur Chirac, 12% avec Madelin, et 13% avec Boutin) et 1% sur Le Pen (au lieu de 5% en 2002, 6% avec Mégrét en 2002).

La Croix du 22 avril 2007

LA GARDE MUSCLEE DU PRESIDENT SARKOZY

Nicolas Sarkozy chamboule - aussi - le groupe chargé de protéger le chef de l'Etat. Au repos, les policiers et les gendarmes de l'ère Chirac. Place à une certaine de superflics dotés de moyens considérablement renforcés.

C'est une révolution de palais. A peine arrivé à l'Elysée, Nicolas Sarkozy bouscule l'institution et le protocole. Sur le plan de la sécurité aussi, il tourne la page Chirac. Ou plutôt il la déchire. Dès le 6 mai, alors que le chef de l'Etat vient de voter, les portables de ses gardes du corps sonnent : la plupart de ces policiers comprennent qu'ils sont débarqués avant même l'annonce des résultats ! Depuis plusieurs mois, l'équipe de Sarkozy est prête à prendre la relève. Si ce n'est pas un putsch, cela y ressemble.

De profundis... Le Groupe de sécurité de la présidence de la République (GSPR) est moribond, du moins dans sa configuration actuelle : 30 policiers et 30 gendarmes, dont un lieutenant-colonel, chef de l'unité. Ces derniers, à leur tour, apprennent leur éviction le 15 mai, veille de l'investiture de Nicolas Sarkozy. Ils sont aujourd'hui placardisés dans l'aile droite du palais, interdits de mission. L'arme au pied et la lame à l'œil : la nouvelle suscite l'incompréhension de la base au sommet de la gendarmerie, apparemment victime d'avoir trop bien gardé un secret d'Etat.

Sarkozy ne pardonne pas cette fidélité toute militaire aux consignes de confidentialité absolue données par Jacques Chirac, lors de son hospitalisation au Val-de-Grâce, le 2 septembre 2005, pour un accident vasculaire cérébral. Ce soir-là, vers 19 heures, seuls un lieutenant de gendarmerie, un médecin et un chauffeur accompagnent le président à l'hôpital. Rien ne doit filtrer, ni à Matignon, ni à la Défense, ni surtout Place Beauvau : Chirac vient de perdre tout espoir d'une candidature à un troisième mandat. Le ministre de l'Intérieur n'apprendra la nouvelle que le lendemain, lors de l'université d'été des jeunes de l'UMP, à La Baule (Loire-Atlantique). Un « faux pas » évité de justesse, en 1992, par l'officier de sécurité de François Mitterrand : il avait informé son directeur de l'époque, Georges Querry, que le président allait être opéré de la prostate le jour suivant.

L'homme qui va diriger la garde rapprochée de Sarkozy à l'Elysée est un flic de choc, Michel Besnard. Des secrets, il sait en garder, lui aussi, notamment quand

le « patron » traverse des tempêtes médiatiques et conjugales. Ce commandant de police, que Sarkozy tutoie, suit l'homme depuis son premier passage à l'Intérieur, en 2002. Malgré lui, le policier fut le témoin privilégié des vicissitudes du couple Sarkozy, sans pour autant en rendre compte à sa hiérarchie. Il a aussi facilité les retrouvailles familiales en supervisant, à partir de Paris, le voyage improvisé du couple à Malte, du 7 au 10 mai. Professionnel reconnu - il fit preuve de sang-froid lors des incidents sur la dalle d'Argenteuil (Val-d'Oise) - arrangeant avec les journalistes, mais avare de confidences, Besnard n'a rien d'un militant droitier. Il fut longtemps adhérent du Syndicat national des officiers de police (Snop), héritier de la galaxie policière de gauche. Et protégea, à Matignon, Lionel Jospin.

A force de suivre Nicolas Sarkozy comme son ombre, il a intégré son appétence pour l'image. Les photographes se souviennent de son habileté à retenir hors du champ des objectifs François Fillon et Philippe Douste-Blazy, qui ne quittaient pas Sarkozy d'une semelle lors de son premier déplacement de candidat au Mont-Saint-Michel, le 15 janvier 2007. Résultat : une photo esthétiquement parfaite de Sarkozy, seul face au grand large...

Pour occuper sa fonction, le futur patron du GSPR doit monter en grade. On parle d'une promotion fulgurante, au rang de préfet. Méritocratie ou clanisme ? La nouvelle équipe a en tout cas obtenu le doublement de la prime des gardes du corps affectés au président. Selon des sources concordantes, elle vient de passer à 1 500 euros par mois. Les policiers de l'ère Chirac, réaffectés dans leur service d'origine - le SPHP - à la protection de personnalités moins prestigieuses, ont d'autant plus de mal à digérer leur relégation. Très peu y ont échappé. Six fonctionnaires seulement sont restés, dont celui qui est affecté depuis des lustres aux relations avec les riverains de l'Elysée, un poste sensible dans ce quartier huppé.

Le style a changé, les moyens aussi : 83 policiers ont été recrutés. Une vingtaine devraient suivre. Sarkozy crée une protection à la mesure de sa toute-puissance politique, de son exposition médiatique et des incidents qu'a suscités son élection. Il y prit goût à l'Intérieur. Déjà, le choix, comme voiture suiveuse, d'un luxueux 4 x 4 Volkswagen Touareg blindé avait attiré l'attention. Et le montant de la facture avait fait grincer les dents des comptables de la Direction générale de la police.

Une ligne contraire à celle adoptée par Chirac, à son arrivée en 1995, qui avait dégraissé les effectifs de moitié. L'ancien chef de l'Etat, et plus encore sa fille Claude, incitaient les body guards à se tenir à distance pour préserver l'image d'un président proche des gens. Ce qui n'empêche pas la convivialité. Avant son départ, le 25 avril, il les réunissait une dernière fois, avec leur famille, autour d'un grand buffet dans les jardins de l'Elysée. Dans sa retraite du quai Voltaire, il a conservé à ses côtés huit policiers et gendarmes. Même si Bernadette n'a, semble-t-il, pas souhaité reprendre à son service l'homme de confiance de son époux, Joël, qui connaissait trop bien ses toquades.

Les gendarmes de François Mitterrand savaient tout de ses incartades et de sa double vie. Ce sont les policiers qui, en 1988, la révélèrent à Charles Pasqua, alors ministre de l'Intérieur. Il fallait d'urgence prévenir le président de la libération des otages français du Liban. Penauds, ils ont dû avouer que le chef de l'Etat ne se trouvait pas à l'Elysée, mais chez une dame, une certaine Anne Pinget, quai Branly. « Mais qu'est-ce qu'il fout là ? » s'est exclamé Pasqua.

Enfermés au Château et corsetés par une sécurité omniprésente, les prédécesseurs de Nicolas Sarkozy ressentaient le besoin de se ménager quelques plages de liberté, grâce à la complicité de leurs « privés », les plus proches de leurs officiers de sécurité. Un petit tunnel rejoignant un parking souterrain des environs reste le moyen le plus sûr de s'écarter. Sans se faire remarquer des gardes républicains veillant nuit et jour sur l'Elysée.

L'Express du 06 juin 2007

L'ANGE GARDIEN DE DANIEL VAILLANT

Un commandant de police du Service de protection des hautes personnalités (SPHP) vient d'être déferé devant le parquet de Paris dans l'affaire dite des « faux papiers ». Plusieurs fonctionnaires de la PP sont soupçonnés par la justice d'un vaste trafic de cartes de séjour. Le commandant déferé n'est autre que le responsable de la protection de l'ancien ministre (PS) de l'Intérieur Daniel Vaillant. Il est aussi l'époux de l'agent administratif qui est présenté comme étant l'initiatrice de ce trafic de documents. Cette dernière, employée au neuvième bureau de la police générale a également été déferée avec une de ses collègues.

Le Point du 1er juin 2007

LE FRONT NATIONAL KO DEBOUT

Dans le fil du revers de Jean-Marie Le Pen à la présidentielle, le Front national a enregistré son plus mauvais score aux élections législatives depuis le début des années 80 et passe sous la barre des 5% des voix. Ce résultat, qui conforte la stratégie de Nicolas Sarkozy, prive l'extrême droite de tout pouvoir de nuisance même si le FN peut se consoler avec la qualification de Marine Le Pen pour le second tour dans la 14e circonscription du Pas-de-Calais.

"Nous serons là demain", a cependant promis Jean-Marie Le Pen en qualifiant le chef de l'Etat "d'illusionniste" qui va devoir "descendre de scène" lorsque les Français se rendront compte que ses promesses ne sont pas tenues. Le président du FN avait demandé à ses électeurs traditionnels de "ne pas se livrer pieds et poings liés" au nouveau président de la République.

Mais le FN est crédité au premier tour des législatives de 4,2 à 4,6% par les instituts de sondage, loin des 11,34% obtenus en 2002, un score qui lui avait permis d'obtenir un financement public conséquent.

En 1997, le FN avait imposé 75 triangulaires, contribuant à la défaite de la droite. En 2002, en dépit de la qualification de Jean-Marie Le Pen pour le second tour de la présidentielle, il n'était plus présent que dans 37 circonscriptions. Pour couper court à toute fronde parmi les cadres qui souhaiteraient lui voir passer la main, Jean-Marie Le Pen, qui aura 79 ans à la fin du mois, a répété à plusieurs reprises qu'il serait candidat à sa propre succession lors du congrès prévu en novembre prochain. Mais l'idée d'une refondation, voire d'un "Epinay de la droite nationale", fait son chemin au sein de l'extrême droite où des militants redoutent de ne plus retrouver avant longtemps un espace politique important.

En mobilisant les électeurs contre l'immigration et pour la défense de l'identité nationale, Nicolas Sarkozy a en effet réussi à "siphonner" dès le premier tour de la présidentielle près d'un million de voix du Front national.

L'Express du 10 juin 2007

HISTOIRE DE COUPLE

"J'entendais le commentaire tout à l'heure sur les propos de François Hollande et de Ségolène Royal, moi j'en ai assez que la vie politique et notamment celle de mon parti tourne autour de la vie d'un couple".

Manuel Valls, député PS - LCI le 11 juin 2007

CA BALANCE !

L'ancien président de SOS Racisme, Malek Boutih (PS), éliminé au 1er tour des législatives en Charente, a mis en cause de François Hollande. "C'est la responsabilité personnelle de François Hollande, qui était venu me chercher quand j'étais président de SOS Racisme, qui m'avait donné sa parole qu'il renouvellerait le PS, qu'il m'aiderait à être élu, et qui m'a envoyé au casse-pipe, comme on dit".

"Quand on voit les résultats généraux, le bilan est terrible. Il n'y a pas eu la rénovation, ni sur le fond, ni sur la forme. Je pense qu'à un moment, les responsables doivent assumer leurs responsabilités. Ils ne sont pas là simplement pour recevoir les lauriers les jours de victoire, et se cacher les jours de défaite", a-t-il continué.

Marianne du 11 juin 2007

CE QUI VA SANS DIRE ...

« Les Hauts-de-Seine ont si bien évolué et la Seine-Saint-Denis si mal, c'est parce que l'un était géré par la droite, l'autre par les communistes, qui ont ancré les gens dans la misère parce que c'était aussi une manière pour eux d'asseoir leur pouvoir politique ».

Patrick Devedjian, Président du conseil général des Hauts-de-Seine.

Le Nouvel Observateur du 07 juin 2007

BONNIE AND CLYDE

Au parti socialiste, c'est tous les jours Bonnie and Clyde. Le premier secrétaire fait des commentaires sur les coups de fil de sa compagne qui, sans le prévenir, tente de nouer une alliance avec le MoDem de François Bayrou. En vérité, le PS ne sait plus où il est. D'un côté, Ségolène Royal se précipite, de l'autre, François Hollande démolit. L'ex-candidate à la présidentielle se lance dans un bricolage vite fait et le patron du PS, accroché à son siège éjectable, fait preuve d'une rigidité d'un autre âge. Mais François Bayrou, qui vient de réussir le plus beau suicide politique de ces dernières années, peut-il sortir de son chapeau autre chose qu'un lapin anémié ?

L'Est républicain du 12 juin 2007

L'EXTRÊME GAUCHE RADICALE TENTÉE PAR LA VIOLENCE

Les autorités s'inquiètent de la résurgence de groupes extrémistes auxquels elles attribuent la série d'actions criminelles.

« Cette poignée d'ultras nous rappellent de mauvais souvenirs : dans les années 1970, les « autonomes » ont commencé par des actions similaires et cela s'est terminé par des bombes et des assassinats. » Selon ce policier, la surveillance des groupes violents d'extrême gauche est redevenue une « priorité opérationnelle » pour les renseignements généraux alors que la police judiciaire est saisie de plusieurs dossiers liés à cette mouvance.

Une mouvance particulièrement active ces dernières semaines. Qualifiés « d'anarcho-autonomes » par les services de police, ces militants sont plusieurs centaines en France dont une cinquantaine en Ile-de-France où ils occupent une demi-douzaine de squats « politiques ». S'y ajoute plus d'un millier de sympathisants actifs dont 150 à 200 à Paris. Leurs lieux d'implantation (Toulouse, Rennes, Nantes, universités parisiennes de Nanterre, de Tolbiac ou de Saint-Denis...) correspondent souvent à des bastions du mouvement anti-CPE au cours duquel ils ont commencé à faire parler d'eux. Ils ont ensuite redoublé d'efforts à l'occasion de la présidentielle. En faisant dégénérer des manifestations comme ce fut le cas les 6 et 16 mai dernier. La dernière tentative en ce sens remonte à samedi dernier. C'était à Paris entre la place Blanche et le cimetière du Père Lachaise. Changeant de stratégie, ces partisans de l'action directe ont tout d'abord privilégié l'attaque de locaux de partis politiques toutes tendances confondues. En région parisienne, 35 permanences ont été prises pour cible : 21 pour l'UMP, 8 pour le PS, 3 pour les Verts et 2 pour le Parti communiste.

Seconde méthode, clairement calquée sur les violences urbaines : l'incendie volontaire. La section antiterroriste de la brigade criminelle est ainsi saisie de près de cent incendies de ce type en avril et en mai auquel il faut ajouter une tentative d'incendie de véhicules devant le commissariat de police du XVIIIe

arrondissement. Des suspects ont été interpellés dans certaines affaires : la plupart sont jeunes (une vingtaine d'années) et sont chapeautés par des mentors plus âgés. Tous sont connus comme des partisans de la violence et certains ont déjà été repérés dans les récents incidents de la gare du Nord ou dans l'occupation de locaux universitaires au cours du mouvement anti-CPE.

La sous-direction antiterroriste de la police judiciaire enquête quant à elle sur l'attaque d'un centre des impôts à Toulouse et sur deux tentatives d'attentat, avec des engins incendiaires du même type, contre un pylône EDF dans les Bouches-du-Rhône et un relais TDF à Lyon. A cette violence, répond la radicalisation du discours dans les tracts et sur les blogs « amis » où l'on trouve des formules comme « on l'a pas souhaité mais c'est la guerre. Le feu ne se propagera pas tout seul » ou des hommages aux « rebelles enfermés » comme Georges Ibrahim Abdallah, condamné pour les attentats de 1986 ou les militants d'Action directe. Sont aussi évoquées « les caisses cramées » et « les violences dans les quartiers populaires » dans une tentative de séduire les banlieues. « Pour le moment sans succès », précise un policier, « on a simplement observé qu'au cours de la manifestation du 16 mai, une poignée de jeunes de cité avaient pour la première fois rejoint les militants radicaux ».

Le Figaro du 08 juin 2007

LE BLUES DES BARONS DE LA DROITE

« Depuis qu'il est à l'Elysée, Sarko nous a donné à tous un sacré coup de vieux » : c'est un baron de la droite qui fait le constat. C'est peu dire que le début de quinquennat est cruel pour les ténors de la majorité. La suractivité et l'omniprésence déployés par le président de la République depuis son élection, tout comme la promotion très médiatisée de nouveaux ministres plus jeunes, venus de la gauche ou issus de l'immigration, les ont fait passer au second plan. Ces dernières semaines ont réservé un sacré lot de difficultés à des hommes (et une femme) qui sont tous plus vieux que le nouveau chef de l'Etat. Alain Juppé - « le dernier dinosaure chiraquien », comme on l'appelle à l'Elysée - a été battu aux législatives et a été contraint de démissionner du ministère de l'Ecologie auquel il tenait tant. La suite de sa carrière politique dépendra, en mars 2008, des élections municipales (difficiles) dans sa ville de Bordeaux. Jean-Louis Borloo est, lui aussi, affaibli. Bien que réélu dès le premier tour à Valenciennes et « promu » numéro deux du gouvernement, où il a repris le poste de Juppé, il quitte Bercy au bout de 32 jours. Aux yeux de beaucoup, il est loin d'y avoir fait ses preuves. Accusé par une partie de la majorité d'être à l'origine des résultats décevants enregistrés par l'UMP au second tour des législatives à la suite de la polémique sur la TVA sociale, le nouveau ministre de l'Ecologie passe des coups de téléphone aux députés qui l'ont critiqué dans les médias. « C'est une erreur judiciaire », leur dit-il pour redorer son blason. Et de leur rappeler la responsabilité de François Fillon, qui a « lancé sur la place publique » l'hypothèse d'une hausse de 5 points de la TVA.

Ministre de l'Intérieur, Michèle Alliot-Marie doit, elle, mettre en oeuvre des réformes auxquelles elle passe pour peu favorable : le rapprochement police-gendarmerie, la fusion des services de renseignements. Autre cactus : MAM aurait, selon certains, souhaité, à la faveur de la réorganisation gouvernementale, devenir numéro deux du gouvernement, et le président le lui aurait refusé. Mais ce scénario, l'intéressée le récuse catégoriquement et le juge malveillant. Une certitude en tout cas : son compagnon, Patrick Ollier, a perdu la présidence de l'Assemblée, battu par Bernard Accoyer. Jean-Pierre Raffarin, pour sa part, a du mal à s'imposer face à Patrick Devedjian qui rêve, lui aussi, d'être le patron de l'UMP. Il s'est senti à plusieurs reprises maltraité ces derniers jours. Il n'a pas été prévenu mercredi du changement de préfet de la Vienne, son département. Et il n'a pas apprécié que, parmi les nouveaux secrétaires d'Etat du gouvernement Fillon 2, il n'y ait aucun de ses proches. Il n'est pas sûr que cette mauvaise passe pour les barons de la droite soit simplement passagère. Nicolas Sarkozy, qui avait beaucoup associé ses « éléphants » à sa campagne présidentielle, faisant sur ce point le contraire de Ségolène Royal, semble aujourd'hui être plus soucieux de faire émerger une nouvelle génération. « Je regrette de ne plus être président de l'UMP, confiait-il la semaine dernière. Si je l'étais, je sais ce que je ferais. Je changerais tout. Je mettrais parbut des trentas... »

Le Parisien du 25 juin 2007

"LE PARTI COMMUNISTE A IMPOSE"

« Il faut regarder la vérité en face : le PCF, tel qu'il existe encore aujourd'hui, a implosé. D'un côté, on trouve Marie-George Buffet avec les permanents de Colonel-Fabien. D'un autre, on a Patrick Barouezec qui avait appelé à voter José Bové. Et, enfin, des gens qui souhaitent refonder le parti pour construire une société nouvelle, qui placerait au coeur l'être humain et pas le profit roi. (...) Je l'ai dit et le répète : contrairement à ce que l'on a pu lire dans L'Humanité, je n'adhérerai pas au groupe communiste, sauf si la direction réintègre les centaines de communistes de la Somme, dont moi-même, qui ont été exclu. Car, même si le tribunal a ordonné à la direction de nous rendre nos cartes d'adhérents, on refuse toujours de nous donner nos cotisations. De fait, on nous empêche de prendre part aux votes lors des congrès... »

Maxime Gremetz, député communiste dissident de la Somme

Le Figaro du 25 juin 2007

MIL-VIGILANCE N° 13/2007

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois

Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N°14/2007 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

LA « STUPEFACTION »

François Bayrou l'a appris « avec stupefaction » (sic), à l'antenne matinale de RTL, où il était l'intervu du jour de Jean-Michel Aphatie : le président délégué de l'UMP, Jean-Claude Gaudin, venait d'annoncer sur France 2 (« Télématin ») le retrait unilatéral de la candidature de Jean-Pierre Mariné, dans la circonscription du patron du Modem. Ainsi, la triangulaire Modem-UMP-PS annoncée dans la 2e circonscription n'aura pas lieu.

« Il n'y a eu aucune tractation d'aucune sorte, soulignait François Bayrou, de retour à Pau en matinée, aucun contact ni de près, ni de loin. ». On croit d'autant plus aisément l'intéressé, que Jean-Claude Gaudin, invoquant la « politique d'ouverture » voulue par Nicolas Sarkozy, a dit strictement la même chose, sur France 2 : « Il n'y a pas de discussion, pas de compromission, il n'y a pas de négociation. C'est un geste que l'UMP souhaite faire à l'égard de François Bayrou. »

La victoire de ce dernier étant acquise d'avance _ Bayrou est arrivé en tête du 1er tour avec 37,25 % des voix _, ce geste, ce « cadeau », ne coûte strictement rien à l'UMP. Hormis des états d'âme à ses militants locaux? Amer, mais discipliné. Jean-Pierre Mariné (25,92 % des voix au premier tour) a été prévenu par Gaudin lui-même à 7 heures, quelques instants avant l'annonce « télé » : « Si je vous dis que c'est pour moi un grand bonheur, vous ne me croiriez pas, confiait-il. J'ai un profond sentiment d'amertume : par rapport à moi-même, car quand on s'engage, c'est pour aller le plus loin possible ; par rapport aux électeurs qui ont aussi beaucoup de raisons d'être déçus. Mais c'est une décision qui vient du plus haut niveau de l'État, et il faut savoir être discipliné dans la vie. Je le suis? »

Sud Ouest du 13 juin 2007

FORTE BAISSÉ DU NOMBRE D'ALLOCATAIRES DU RMI

Le nombre d'allocataires du RMI (revenu minimum d'insertion) a diminué de 3,9 % au premier trimestre 2007. Ces chiffres confirment la tendance baissière amorcée en 2006 après quatre ans de hausse. Au 31 mars 2007, en métropole et dans les départements d'outre-mer, 1,21 million de foyers ont perçu le RMI, versé par les caisses d'allocations familiales.

La diminution du nombre de RMistes s'explique, selon le ministère de l'emploi, par l'amélioration de la conjoncture du marché du travail, et par la modification du dispositif d'intéressement à la reprise d'activité, entrée en vigueur à compter du 1er octobre 2006. Celle-ci se traduit par la réduction de la durée pendant laquelle un RMiste retrouvant un emploi peut cumuler son allocation avec son revenu d'activité, parallèlement à la mise en place de primes forfaitaires.

Le RMI fera l'objet d'une réforme confiée par le premier ministre à Martin Hirsch, haut commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté, visant à le remplacer par un « revenu de solidarité active » (RSA), encourageant la reprise d'activité.

Le Monde du 19 juin 2007

"PERDANT" DU SCRUTIN, LE MODEM DE M. BAYROU A CONSTITUÉ UN APPUI DECISIF POUR LA GAUCHE

Faute d'avoir pu concrétiser aux législatives le résultat obtenu à la présidentielle, M. Bayrou et le MoDem n'en ont pas moins exercé un rôle important dans le renversement de tendance entre le 10 et le 17 juin. Se gardant, à quelques exceptions près, de donner toute consigne de vote entre les deux tours, les candidats du MoDem s'étaient toutefois prononcés pour la défense du « pluralisme ». Le transfert des voix des électeurs du MoDem semble avoir constitué un appui décisif pour permettre à la gauche de conserver ses sièges, notamment dans les grandes métropoles comme Paris et Lyon, ou d'en conquérir de nouveaux comme à Bordeaux, avec la victoire de la candidate PS face à Alain Juppé. Si M. Bayrou n'a pas répondu au message laissé sur son portable par Ségolène Royal, ses électeurs, eux, ont majoritairement choisi d'appuyer sur la touche « rappel ».

Le Monde du 19 juin 2007

LA RIVALE UMP DE DSK, AGRESSEE SUR LE MARCHÉ DE SARCELLES

« Nous attendions des gens de notre équipe quand une dizaine de personnes sont arrivées pour lui parler. L'un d'eux, cagoulé, lui a pris le cou, lui a mis un coup à l'oreille, l'a mis par terre et lui a jeté de la viande au visage », a précisé Victor Curiel, son suppléant.

Une source judiciaire a confirmé à l'AFP que Sophie Noachovitch avait été agressée sur la voie publique par « un individu qui a porté la main à la hauteur de son visage ». L'individu n'a pas été interpellé.

Selon Victor Curiel, le groupe qui s'est approché d'elle, composé « exclusive-ment de Noirs », voulait avoir des explications sur un article du *Canard enchaîné* du 13 juin selon lequel la candidate aurait tenu des propos racistes lors d'un délibéré du jury littéraire du prix Monte Cristo, dont elle est membre. « Moi, mon mari peut dormir tranquille, aurait-elle déclaré selon le Canard. Dans ma circonscription, il n'y a que des Noirs et des Arabes, l'idée de coucher avec l'un d'entre eux me répugne. »

Libération du 15 juin 2007

LA MORT DE LA DROITE MOLLE

Il aura fallu dix ans. « Quand une armée est défaite, écrit Catherine Nay (dans *Un pouvoir nommé désir*), ses chefs s'entre-tuent, se mettent en pièces, c'est la première règle. Et quelques malins ou ambitieux se fauflent, en tirent profit pour tenter d'en gagner le commandement. C'est la seconde règle. »

Il y a dix ans, la droite venait d'essuyer une gifle magistrale aux élections législatives, et ses chefs s'entre-tuaient. Le 25 mai 1997, premier tour des élections provoquées par la dissolution de l'Assemblée élue en 1993, le groupe RPR-UDF et divers droite de l'époque réunissait 9 millions de voix, soit 36 %, et la gauche « plurielle » 10,6 millions de voix, soit 44,5 %. Le Front national totalisait près de 15 % avec 3,8 millions de suffrages. Le second tour fut un désastre : la gauche obtint 320 sièges et la droite en perdit 221 par rapport à son triomphe de 1993. Les candidats du Front, qui avaient recueilli plus de 20 % des voix dans une centaine de circonscriptions, avaient pu provoquer 77 triangulaires et faire battre 47 députés RPR. Sans ces défaites-là, la droite aurait survécu.

On ne peut pas comprendre ce qui se passe cette semaine sans ces points de repère. Ce qui est sorti des urnes, le 10 juin, est à l'exact opposé. La droite a obtenu 45 % des voix, la gauche 36 et le Front moins de 5. Au lieu des 77 triangulaires de 1997, celui-ci n'est plus en mesure de se maintenir que dans une seule circonscription – celle de Marine Le Pen. Retournement intégral. Ce sont maintenant les chefs de la gauche qui se mettent en pièces en attendant la défaite finale. Quant au Front, il pèse désormais aussi peu que le Parti communiste (1,2 million de voix), soit 2 millions de moins qu'au premier tour de cette présidentielle et 4 millions de moins qu'en 2002.

Que s'est-il passé ? La défaite de la droite en 1997, pour cinq ans, allait marquer le retour de Nicolas Sarkozy, le « malin » qui s'était « fauflé » parmi les battus de l'époque, à commencer par Alain Juppé et Dominique de Villepin. Il comprit que la droite ne pouvait plus se battre sur deux fronts (contre la gauche et contre Le Pen), de même que François Mitterrand s'était sorti du piège analogique, en 1981, en absorbant les communistes.

Simple à dire, tout l'art de la politique portait sur le comment faire... L'émergence puis l'ascension du Front national avaient été discrètement soutenues par François Mitterrand, qui avait saisi tout l'intérêt d'ouvrir cette trappe sous les pas d'une droite structurellement majoritaire – en totalisant les voix de la droite classique et celles de la droite extrême. Il convenait donc de les scinder. Or chacun allait se prêter parfaitement à ce jeu de massacre. Ou bien on s'alliait au Front et c'était le « baiser qui tue » (les « valeurs communes » de Charles Pasqua creusant la défaite de Jacques Chirac en 1988, la tentative identique de Charles Millon à Lyon aux régionales, dix ans après) ; ou bien on le diabolisait (« Plutôt mourir que perdre son âme ») et l'on risquait de tout perdre en effet (sauf Jacques Chirac en 1995).

En 2002, la machine à faire perdre la droite s'est emballée, se retournant contre ses inventeurs. La vague d'insécurité des années Jospin plaçait Jean-Marie Le Pen devant le candidat socialiste à la présidentielle, l'écartant du second tour. C'est alors que la droite comprit qu'il n'était que temps de créer une organisation suffisamment puissante pour gommer ses divisions internes et ne plus redouter des triangulaires, d'où qu'elles viennent. Jacques Chirac décida la création de l'UMP, dont Nicolas Sarkozy s'empara en novembre 2004.

Restait le principal : convaincre les électeurs de Jean-Marie Le Pen qu'ils pouvaient avoir d'autres perspectives que de perpétuer des combats perdus pour tout le monde. Jusque-là, la droite avait soigneusement évité de s'assumer. Elle se faisait appeler « la majorité » quand elle la détenait, et préférait maquiller son discours le reste du temps pour éviter les procès de la gauche. « Elle s'excusait d'être la droite », dira Sarkozy, en ne se définissant que par rapport à ses adversaires. Ce fut le long règne de la « droite molle » – à l'exception des « années libérales » de 1986-1988.

Cette droite aux convictions en « caramel mou », comme dit maintenant François Fillon de la gauche, suscitait naturellement l'existence d'une droite dure. Le jour où Nicolas Sarkozy, après le non au référendum du 29 mai 2005, décida d'appeler un chat un chat, d'en appeler à la France et à la nation, de remettre de la volonté dans une politique qui avait paru abandonnée à « Bruxelles », à la mondialisation, aux minorités visibles et invisibles, le jour où il cita Malraux disant : « L'Europe ne sera pas un héritage, ce sera une volonté ou la mort », il signa le certificat de décès de la droite molle. Et du même coup la renaissance de la droite.

Valeurs Actuelles du 15 Juin 2007

C'EST ASSEZ CLAIR COMME CA ?

« Voilà des années que des dirigeants du PS instrumentalisent un certain nombre de responsables associatifs à des fins claniques. »

Communiqué de presse du MJS du 19 juin 2007

"JE DOIS TOUT FAIRE, J'AURAIS DU FAIRE LA CAMPAGNE MOI-MEME."

En retrait entre les deux tours des législatives, le président de la République n'est pas loin de penser qu'un plus grand engagement de sa part aurait pu éviter à l'UMP le faux pas du 17 juin. Il a donc repris les choses en main. Nicolas Sarkozy fait tout et les autres font le reste...

"Je dois tout faire, j'aurais dû faire la campagne moi-même." C'est ce que Nicolas Sarkozy ne se prive pas de dire en privé depuis dimanche dernier. Aussitôt dit, aussitôt fait, le Président a pris en main la constitution du gouvernement Fillon. Il au point que l'on se demande où sont les choix du Premier ministre dans cette affaire.

Exit les politiques à Bercy : trop risqué. Nicolas Sarkozy lui-même avait commencé à en faire les frais lors de son passage aux Finances. À l'heure de la mondialisation et des réformes qui fâchent, on assure... Christine Lagarde, dans la lignée des Mer et des Breton, incarne cette nouvelle race de ministres de l'Économie, plus compétents que politiques. À la satisfaction de la technocratie de Bercy, il faudra sans doute longtemps avant qu'un politique ne s'y frotte à nouveau.

Cap sur l'ouverture, bien entendu, mais autour du Président. Tous les nouveaux membres du gouvernement ont une relation personnelle avec le chef de l'État. Ce ne sont pas tous de vieux grognards et leur chef n'est déjà plus un petit caporal, mais l'esprit y est. Ce gouvernement, à peine constitué, ne parle que d'action.

Pourtant, l'affaire de la "TVA sociale" qui a gâché le second tour de la campagne législative, révèle déjà un problème : celui de la communication gouvernementale. François Fillon a-t-il eu raison, à la veille de tant de réformes, de mener une campagne agressive laissant si peu de place à la pédagogie ? En une semaine, sur une faute de communication, la majorité est passée de conquérante à assiégée. La faible maîtrise politique des événements entre les deux tours a été si évidente que tout ceci ne va pas manquer de conforter Nicolas Sarkozy dans sa façon de faire : de l'UMP, en passant par le groupe et le gouvernement, les choses sont claires, il n'y a désormais qu'un seul patron.

Profession Politique du 20 juin 2007

LE COUP DE FIL DE TROP

L'appel de Ségolène Royal - resté sans réponse - à François Bayrou a exaspéré le PS à la veille d'une nouvelle défaite électorale. L'ex-candidate à la présidentielle, qui vise désormais le leadership de son parti, a commis une faute.

"La politique n'est pas aussi simple qu'un coup de fil." Étrange prise de conscience de la part d'une personnalité aussi aguerrie que Ségolène Royal ! Et pourtant, cette semaine, elle aura sans doute passé le coup de téléphone de trop. Celui que l'on ne manquera plus dorénavant de lui reprocher au PS. Ce qui était concevable dans l'euphorie de l'entre-deux tours présidentiel est, aujourd'hui, redevenu incongru - voire condamnable - en cette période de déroute socialiste. Résultat immédiat : un appel dédaigné par François Bayrou et désavoué par le PS.

Tout se passe comme si l'ancienne candidate à la présidentielle ne semblait pas avoir pris la mesure de sa défaite. Le refus même de toute autocritique tend à le prouver. À la manière de ce que suggérait Lionel Jospin, ce sont les autres qui seraient responsables, tantôt les éléphants, tantôt le parti, et maintenant François Hollande, contesté sans ménagement. Cette absence totale de remise en cause personnelle peut conduire à tous les excès, à l'image de ce coup de téléphone qui sonnera longtemps dans le vide...

Si la nouvelle ambition de Ségolène Royal est de refonder le Parti socialiste, elle devra prendre d'autres chemins. En passant outre toute discipline de parti et en humiliant ainsi l'autorité du premier secrétaire, elle n'aura provoqué, parmi les militants, qu'énervement et parfois même compassion pour François Hollande. Pour les éléphants du PS, cette insupportable indiscipline a déjà pour premier effet de retarder le départ du numéro un du parti, ce qui est considéré comme la plus confortable position dans l'attente du discrédit définitif de la championne des Deux-Sèvres. À la direction du PS, un slogan chasse l'autre : après le "Tout sauf Sarko", voici le temps du "Tout sauf Ségolène".

Profession Politique du 13 juin 2007

A L'UMP, LA VAGUE DES BLEUS A L'ÂME

L'ambiance ? « *Un peu morose* », confiait un député UMP à sa sortie du palais de l'Élysée. Si tous les parlementaires UMP s'enthousiasment pour le volontarisme affiché par un Président qui s'est dit déterminé à « *prendre [ses] responsabilités* », certains ne cachent pas leur scepticisme, parfois même leur opposition, au sujet de l'ouverture à la gauche, au centre et à la diversité, imposée par Nicolas Sarkozy dans son « *gouvernement de rupture* ».

Yves Bur, député du Bas-Rhin, ne digère pas le « *camouflet* » infligé à la droite alsacienne : « *Nous nous sommes démenés comme des fous pour Nicolas Sarkozy pendant la campagne [...], et voilà comment nous sommes récompensés : par la nomination d'un élu socialiste [Jean-Marie Bockel, ndr] qui a fait campagne contre nous jusqu'à la dernière semaine.* » Tous compatissent avec la députée du Haut-Rhin Arlette Grosskost qui se préparait à entrer en campagne contre Bockel dans la course à la mairie de Mulhouse. « *Il faut comprendre les élus locaux*, souligne le député de Savoie Michel Bouvard, *quand ils voient Sarkozy récompenser des gens contre qui ils se battent depuis des années : le sol se dérobe sous leurs pieds.* » Quand il a appris hier que le chef de l'État avait offert au président socialiste de la région Bretagne, Jean-Yves Le Drian, le portefeuille de la Défense, le député du Finistère Jacques Le Guen reconnaît avoir été « *choqué* ». S'agissant de la promotion de Fadela Amara, fondatrice de Ni putes ni soumises, on se lâche carrément à la buvette de l'Assemblée nationale : « *Cette Fadela je-ne-sais-pas-quoi, il ne faudrait quand même pas oublier*

que la semaine dernière encore elle était au côté de la socialiste Marisol Touraine qui a battu le sortant UMP Jean-Jacques Descamps, maire de Loches. »

Dans son nouveau costume de président du groupe UMP, Jean-François Copé s'est proposé hier de « *panser les quelques plaies* », de soigner les « *bleus à l'âme* » qu'il comprend parfaitement. Il a toutefois précisé qu'il approuvait cette politique d'ouverture dont il peut se considérer comme l'une des nombreuses victimes : « *C'est très moderne d'accueillir des gens qui sont de sensibilités différentes* », a-t-il déclaré sur Europe 1. Le député de Haute-Marne François Cornut-Gentille juge quant à lui cette ouverture « *cohérente* » : « *On voit là que quand Sarkozy disait le 14 janvier qu'il avait changé, qu'il n'était plus le chef d'un parti, ce n'était pas seulement pour gagner les élections.* » L'ex-ministre de Jean-Pierre Raffarin Marc-Philippe Daubresse, député du Nord, attend, lui, de voir si l'ouverture fera la preuve de son efficacité : « *Nicolas Sarkozy pense qu'il sera mieux entendu si la tête du pays ressemble à la base. Mais cela ne fonctionne que si les compétences sont là. C'est un pari. On verra s'il réussit.* »

Libération du 21 juin 2007

LES BONS CAMARADES

Pour Ségolène Royal, la route qui mène au poste de premier secrétaire du PS est longue et semée d'embûches, tant elle concentre d'oppositions au sein de l'appareil. Très critique, le jospiniste Daniel Vaillant estime, au vu du score des législatives, que « *la gauche pouvait gagner en 2007* », que ce n'est pas le PS qui a été « *un frein* », mais que « *l'alchimie* » ne s'est pas faite entre la candidate et les électeurs. « *Elle n'était pas la mieux à même de l'emporter et elle n'a pas mené une campagne qui permettait de l'emporter* », estime l'ancien ministre de l'Intérieur. Le fabiusien Claude Bartolone publie aussi un livre au titre éloquent : Une élection imperdable.

Le Figaro du 21 juin 2007

LA "TRES GRANDE DUPLICITE"

Jean-Luc Mélenchon, sénateur PS de l'Essonne règle ses comptes avec l'ex-candidate à la présidentielle, qui a elle-même réglé les siens avec le projet socialiste. Jean-Luc Mélenchon ne retient pas ses coups contre Ségolène Royal. Le sénateur PS de l'Essonne a fustigé les propos de l'ex-candidate à la présidentielle tenus sur La chaîne parlementaire. Elle avait estimé que le Smic à 1.500 euros et la généralisation des 35 heures étaient « *des idées qui ne sont pas crédibles* ». Tout en ajoutant qu'elle avait « *dû les reprendre dans son pacte présidentiel* », mais qu'elle ne les avait soutenues que par « *cohérence avec le PS* ». Jean-Luc Mélenchon s'insurge : « *Si réellement elle pensait que ce n'était pas crédible, on se demande alors pourquoi elle l'a défendu.* » « *Est-ce que cela signifie que si elle avait été élue, après les avoir promises, elle ne les aurait pas appliquées ?* », s'interroge-t-il encore. « *Nous sommes dans le domaine de la pure et simple provocation, consternante de sa part* », estime le sénateur socialiste. Selon lui, « *c'est de sa part la preuve d'une très grande duplicité.* »

Le Figaro du 21 juin 2007

PONCE PILATE EST-IL DE GAUCHE ?

A force de renoncements et de pratiques scandaleuses, la gauche a perdu son âme. Tant de ses dirigeants ne savent plus parler au peuple... Ils ont perdu le sens du réel et n'ont plus aucun projet de société à la hauteur des exigences du monde qui change. Ils ont laissé dériver nos quartiers populaires, qui ne sont aujourd'hui que des ghettos de souffrance, des poches de relégation en proie à toutes les violences. On a surêté sur le désœuvrement et les discriminations pour asseoir un discours victimaire - en oubliant la valeur du travail - qui a enfermé une partie de la jeunesse dans l'assistanat et le repli communautaire. Les notables de la gauche se contentent de stratégies tactiques sur le racisme et l'antisémitisme au lieu de les combattre au nom des principes. Et une certaine gauche a tourné le dos à une valeur fondamentale de la République : la laïcité, cette formidable école de l'intelligence qui protège, émancipe et assure la liberté de conscience. Elle louvoie, finasse et tergiverse pour s'engager clairement dans le nouveau combat féministe, ce féminisme d'urgence et populaire. Le bilan est là : parité, diversité degré zéro ! La gauche ne doit pas nommer ici ou là tel ou tel alibi mais créer l'exercice de la citoyenneté à tous les niveaux de responsabilités. Et cesser de regarder sans réagir une société qui dérive. Oui, la gauche doit répondre aux exigences de la société sans tabous, sur la question du travail comme sur la sécurité ! Oui, la gauche doit réaffirmer ses valeurs, en France et à l'étranger ! Où est donc passé le bel esprit internationaliste ? La gauche est bien silencieuse sur le Darfour, l'intégrisme en Iran, la Tchétchénie. Bien silencieuse aussi quand des milliers de jeunes Africains périssent sur des pirogues de fortune en fuyant la misère depuis l'Afrique. Hélas, Ponce Pilate est devenu la référence. Être de gauche aujourd'hui ce n'est pas s'engager dans une stratégie de conquête de sièges mais bien au contraire affirmer les valeurs qui fondent notre République et s'engager pour des nouvelles conquêtes de liberté et de solidarité. La gauche n'est pas un logiciel de comptabilité et de management mais une philosophie politique libératrice et émancipatrice. Retrouvons-la ! Fadela Amara, Présidente de Ni putes ni soumises. Nouvelle secrétaire d'État à la Ville dans le gouvernement Fillon.

Le Nouvel Observateur du 21 juin 2007

MIL-VIGILANCE N° 14/2007

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois

Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 15/2007 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

INTERNET : Nous diffusons régulièrement des informations et des analyses grâce à internet. Si vous ne recevez rien, cela signifie que nous n'avons pas votre adresse de courriel.

Pour remédier à cela, il suffit de nous la transmettre en nous envoyant un courriel à ml-inscription@noos.fr en indiquant votre nom, votre prénom et votre qualité d'adhérent du MIL.

De même, nous avons un site internet : <http://www.lemil.org>

ANNE-LORRAINE, LE DEUIL ET L'EXEMPLE

Trente et un coups de couteau ont enlevé Anne-Lorraine à l'affection des siens, à sa famille et aussi à cet immense réseau d'amitiés que cette étudiante de 23 ans avait déjà su rassembler autour d'elle. Le hasard d'une rencontre avec « ce mal absurde qui dépasse l'entendement », selon les mots du père Stephan Janssens, lors de ses obsèques le 1er décembre à Senlis, l'a arrachée à la vie. Une vie interrompue trop tôt, mais si riche, si féconde. Déjà, « elle fait sens ». Malgré la douleur, sa famille inscrit cette tragédie dans une perspective d'action, au service du bien public. À Senlis, au nom de sa famille et de tous leurs amis, son frère Paul-Henry faisait cette promesse, dans son uniforme de jeune officier saint-cyrien : « Toute la famille est déterminée pour lutter, sans haine mais avec force, afin que ton sacrifice ne soit pas vain et qu'un tel drame ne se reproduise plus jamais ». La veille, Nicolas Sarkozy s'était rendu au lycée de la Légion d'honneur de Saint-Denis. Anne-Lorraine y avait passé le bac puis une année d'hypokhâgne. Elle y était revenue comme pionne, elle en était partie au matin du dimanche 25 novembre, pour rejoindre ses parents à Orry-la-Ville (Oise). Le chef de l'État a rendu un hommage ému à Anne-Lorraine, devant les jeunes filles bouleversées : « Je suis fier et vous pouvez être fières de votre ancienne surveillante, parce qu'elle a été à la hauteur, par son courage, de la devise de la Légion d'honneur ("Honneur et Patrie"). Ce qui est le plus important, ce que j'aimerais que vous gardiez le plus au fond de votre cœur, c'est l'exceptionnel courage dont elle a fait preuve ». La veille, le chef de l'État avait reçu dans la plus grande discrétion les parents d'Anne-Lorraine, soucieux d'éviter toute exploitation médiatique malsaine. « Contrairement à ce qui a été dit, le chef de l'État et les ministres directement concernés [Hervé Morin et Michèle Alliot-Marie] nous ont tout de suite manifesté leur peine et leur affection, témoigne le colonel Schmitt. Cette discrétion a été mal comprise par certains. Nous ne souhaitons pas médiatiser ce soutien officiel, comme lors des obsèques où nous avons voulu rester en famille et entre amis ». À Saint-Denis, Nicolas Sarkozy faisait lui aussi ce serment : « La justice passera, le meurtre d'Anne-Lorraine ne restera pas impuni. Plus encore que cela, je ne veux pas qu'il soit remis en liberté une fois sa peine de prison effectuée. On parle beaucoup du principe de précaution, des droits de l'homme. J'aimerais qu'on applique le principe du droit de précaution et les droits de l'homme aux victimes ».

Valeurs Actuelles du 7 décembre 2007

COUT DE LA GREVE

Au terme de dix jours de grève, les grévistes de la SNCF et de la RATP voient leurs salaires amputés respectivement de 540 et 700 € nets en moyenne.

Brèves Sociales du 27 novembre 2007

DRI : DIRECTION DU RENSEIGNEMENT INTERIEUR

Michèle Alliot-Marie, ministre de l'Intérieur, a officiellement annoncé la création d'une direction du renseignement intérieur (DRI), qui regroupera la Direction de surveillance du territoire (DST) et les Renseignements généraux (RG). Ce rapprochement interviendrait courant 2008. La ministre a fait cette annonce depuis Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), où certains services ont déjà été regroupés. Cette DRI devrait regrouper la DST et environ 80% des RG en charge de la lutte contre le terrorisme "sous toutes ses formes", l'intelligence économique, ainsi que la surveillance des "grands mouvements de contestation", soit le "gros des effectifs", selon un communiqué du ministère. RG et DST disparaîtraient de facto "mais pas leurs missions". Le "renseignement de proximité", comme la lutte contre les bandes et les violences urbaines, missions actuellement dévolues aux 20% de RG restant, serait rattachées à la Direction centrale de la sécurité publique (DCSP) ou de la police judiciaire. Cela concernera une "minorité de policiers des RG", a ajouté l'Intérieur. Le Nouvel Obs du 13 septembre 2007

5.000 FUSILS STOCKES PAR LA CGT A SAINT OUEN

Dans son livre « Spéciale Dernière », le journaliste Emmanuel Schwarzenberg passe à la moulinette l'une des citadelles longtemps imprenables de la presse française : le Syndicat du Livre (CGT) qui, aux yeux de ce spécialiste des médias, est à l'origine des difficultés des quotidiens nationaux. Au chapitre 11 de

Le Mouvement Initiative et Liberté vous vous présente ses meilleurs vœux pour l'année 2008.

NOUS FERONS TOUT POUR QUE CETTE ANNEE SOIT
MARQUEE PAR NOTRE ACTION CONTRE LA GAUCHE ET LA
PREDOMINANCE DE NOS IDEES ET DE NOS VALEURS
CIVILISATIQUES, GAULLISTES ET PATRIOTIQUES.

son brûlot, ce spécialiste des médias révèle l'existence d'un trafic organisé de bobines de papier en direction de Cuba. Des ouvriers du Livre détournent 200 tonnes par mois (soit 5 % du volume traité) afin d'aider la presse castriste à survivre. Les bobines étaient acheminées jusqu'au Havre puis transportées dans des bateaux de pêche jusqu'à La Havane. « Les imprimeries de tous les quotidiens nationaux ont ainsi alimenté en papier les gazettes de Fidel Castro », écrit-il. Quant le pot aux roses est découvert, en 1987, le scandale est étouffé. Robert Hersant, alors patron de la Socpresse, préfère fermer les yeux sur ce larcin plutôt que déclencher une grève des ouvriers du Livre.

Il révèle également la découverte, fin 1991, par la direction des NMPP, d'une cache d'armes de 5 000 fusils dans l'un des hangars de Saint-Ouen. Des ouvriers du Livre avaient détourné ces armes lors de la faillite de Manufrance en 1980. Clandestinement stockées au sein même des NMPP, elles attendaient sagement l'hypothétique « Grand Soir »... « La direction des NMPP alerte la justice mais s'abstient de porter plainte », raconte Emmanuel Schwarzenberg. Le scandale est de nouveau étouffé, le gouvernement socialiste négociant directement avec la CGT. Pour Emmanuel Schwarzenberg, ces deux histoires – et quelques autres – sont emblématiques du pouvoir exorbitant d'un syndicat qui, avec son monopole et ses avantages faramineux, a contribué à couler la presse française depuis la Libération. (...) A l'été 44 : les ouvriers qui se sont compromis à composer les pages de la presse collaborationniste sont affranchis de toute faute. On leur laisse le monopole des imprimeries. Ils dicteront leur prix et empêcheront les quotidiens de se constituer une trésorerie pour les mutations à venir. La CGT prend le contrôle de l'outil presse et fera la pluie et le beau temps pendant soixante ans. « Sans la carte de la CGT, écrit encore Emmanuel Schwarzenberg, il est impossible de devenir ouvrier dans une entreprise de presse quotidienne, et ces qualités-là, on se les transmet de père en fils. »

Le Point.fr du 7 septembre 2007

EN SALUANT FOCCART, SARKOZY RENOUVE AVEC LA FRANÇAIFRIQUE

Certains hommages passent inaperçus, d'autres pas. En épinglant la rosette de Chevalier de la Légion d'honneur à l'avocat Robert Bourgi, Nicolas Sarkozy a salué les talents d'un mentor bien connu du village franco-africain. Un certain... Jacques Foccart.

La scène s'est déroulée jeudi 27 septembre à l'Elysée, devant les représentants de quelques-unes des grandes démocraties du continent Angola, Congo-Brazzaville, Gabon, Guinée équatoriale... Dans le rôle du récipiendaire, le franco-libanais Robert Bourgi. Officiellement avocat, ce grand polyglotte est surtout, depuis des décennies, l'émissaire des petits et grands secrets du "village". (...) Après quelques références obligées -De Gaulle, Houphouët-Boigny et le très coopérant Michel Aurillac-, le président de la République livre une première indication sur sa (nouvelle?) politique africaine:

"Je veux le dire, cher Robert, car je sais combien la destinée du continent africain est chère: la France demeurera aux côtés de l'Afrique. C'est le sens très clair de la première grande visite internationale que j'ai effectuée, peu après mon élection, en Afrique. C'est également ce message que j'ai délivré au doyen des chefs d'Etat africains, le Président Omar Bongo, que je salue amicalement au travers de ses proches qui sont parmi nous."

Oublié le président sénégalais Abdoulaye Wade, hôte de la première étape du voyage. Enterrée l'Afrique anglophone, dont Sarkozy ne dit pas un mot. Mais le meilleur est pour la fin. N'y tenant plus, le Président trace en quatre phrases un merveilleux hommage que chacun a pu décrypter à son aise : "Je sais, cher Robert, pouvoir continuer à compter sur ta participation à la politique étrangère de la France, avec efficacité et discrétion. Je sais que, sur ce terrain de l'efficacité et de la discrétion, tu as eu le meilleur des professeurs et que tu n'es pas homme à oublier les conseils de celui te conseillait jadis, de 'rester à l'ombre, pour ne pas attraper de coup de soleil'. Sous le chaud soleil africain, ce n'est pas une vaine précaution. Jacques Foccart avait bien raison." Tous les observateurs ont compris le message. Fin de la partie de rigolade, revenons aux bonnes vieilles méthodes qui ont fait leur preuve. Pour les profanes (et les jeunes), Jacques Foccart fut "l'homme de l'ombre" du gaullisme en Afrique. Officiellement secrétaire général aux Affaires africaines et malgaches, "Binot", comme l'appelaient les résistants de Mayenne, régna pendant des années sur le 11e Choc, service action du Sdece, les services secrets français. Tout en ayant une main sur le SAC (Service d'action civique).

Rue89.com du 2 octobre 2007

UNE JOURNEE NATIONALE D'HOMMAGE AUX VICTIMES DES REGIMES COMMUNISTES ?

Quatre-vingt députés UMP et Nouveau Centre ont cosigné une proposition de loi visant à faire du 9 novembre, date de la chute du mur de Berlin, une « journée nationale d'hommage aux victimes des régimes communistes ».

Le Figaro du 14 novembre 2007

Nb les signataires sont : MM. Bruno GILLES, Jean-Claude ABRIOUX, Pierre AMOUROUX, Jean AUCLAIR, Patrick BALKANY, Patrick BEAUDOUIN, Jean-Michel BERTRAND, Jean-Yves BESSELET, Étienne BLANC, Bruno BOURG-BROC, Jacques BRIAT, Bernard CARAYON, Antoine CARRE, Richard CAZENAVE, Roland CHASSAIN, Philippe COCHET, Mme Geneviève COLLOT, MM. Alain CORTADE, Paul-Henri CUGNENC, Olivier DASSAULT, Francis DELATTRE, Bernard DEPIERRE, Éric DIARD, Dominique DORD, Jean-Paul GARRAUD, Franck GILARD, Claude GOASGUEN, Jean-Pierre GORGES, François GROSIDIER, Louis GUÉDON, Jean-Jacques GUILLET, Gérard HAMEL, Emmanuel HAMELIN, Laurent HÉNART, Francis HILLMEYER, Édouard JACQUE, Didier JULIA, Patrick LABAUNE, Jean-Christophe LAGARDE, Mme Marguerite LAMOUR, MM. Marc LE FUR, Michel LEJEUNE, Lionnel LUCA, Daniel MACH, Richard MALLIÉ, Thierry MARIANI, Alain MARLEIX, Alain MARSAUD, Hugues MARTIN, Damien MESLOT, Jean-Marie MORISSET, Étienne MOURRUT, Jean-Marc NESME, Jacques PELISSARD, Philippe PEMEZEC, Mmes Bérengère POLETTI et Josette PONS, MM. Daniel PRÉVOST, Didier QUENTIN, Michel RAISON, Éric RAOULT, Jérôme RIVIERE, Jean ROATTA, Serge ROQUES, Philippe ROUAULT, Jean-Marc ROUBAUD, Francis SAINT-LÉGER, Yves SIMON, Michel SORDI, Daniel SPAGNOU Mme Michèle TABAROT, Guy TEISSIER, Mme Irène THARIN, MM. Dominique TIAN, Léon VACHET, Christian VANNESTE, Alain VENOT, Philippe VITEL, Michel VOISIN et Jean UEBERSCHLAG

"FILLON, TIENS BON", PROCLAMENT LES MILITANTS DE DROITE CONTRE LES "GREVISTES EGOÏSTES"

8 000 à 10 000 personnes sont venues manifester, dimanche, à Paris, entre République et Nation, contre les grèves et les blocages dans les transports et les universités. Malgré la réserve de leurs dirigeants nationaux, des militants de l'UMP n'ont pas pu s'empêcher de s'associer à l'appel d'un collectif d'associations, Liberté Chérie, de Contribuables associés, de Sauvegarde des retraites, de Stop la grève, d'un collectif d'étudiants issus de l'UNI, d'un syndicat universitaire de droite et d'Alternative libérale, un parti politique créé en 2006. "Fillon, tiens bon", "cheminots au boulot", "grévistes égoïstes" : les slogans exhortaient le chef de l'Etat et le gouvernement à "ne pas céder". "Nicolas Sarkozy a été élu sur un programme. Cette manifestation est une façon de le valider une seconde fois", expliquait Guillaume, salarié d'une banque. "Le moment est déterminant pour la crédibilité du président", dit-il. Militant UMP du 12e arrondissement, Jacqueline, une retraitée de "l'ORTF", est contre les grèves, par principe : "Je ne supporte pas qu'on empêche les gens de travailler et les étudiants d'étudier." Etudiante en droit à Orléans, Auriane, 18 ans, qui s'affiche "de droite" derrière un drapeau tricolore, dénonçait, elle, les décisions "illégitimes" des assemblées générales "de 300 étudiants qui décident le blocage pour 3 000". "Les grévistes sont des terroristes. Les grèves coûtent des millions, assène une autre retraitée parisienne, aussi à l'UMP. Sarkozy a la volonté, l'intelligence et la détermination de réformer. Il faut qu'il sache que la majorité est avec lui." Un informaticien de 42 ans, furieux d'avoir été privé de son week-end à Deauville, est prêt à revenir tous les dimanches : "Les grévistes m'auront au moins appris à manifester." Au milieu de la foule, un groupe de jeunes affichait : "Faites l'amour, pas la grève." Le Monde du 20 novembre 2007

LES PRÉSIDENTS D'UNIVERSITÉ DÉNONCENT UN NOYAUTAGE DU MOUVEMENT ÉTUDIANT

Pour les présidents d'université, il ne fait aucun doute que des groupuscules d'extrême gauche noyaudent les assemblées générales. Olivier Audéoud, président de l'université de Nanterre, a souligné au Monde « qu'un tiers des étudiants présents à l'AG n'étaient pas de son université ». De fait, pour chaque université, le scénario est identique, notamment dans les composantes de lettres et sciences humaines. Selon Jean-Pierre Finance, premier vice-président de la Conférence des présidents d'universités, des petits groupes d'étudiants d'extrême gauche « profitent de la tension sociale actuelle pour sortir du bois et mobiliser les étudiants. S'y agrègent des étudiants qui vivent mal la distance très grande existant entre les annonces de réforme du gouvernement et leur vécu quotidien... » « En région parisienne, constate le président de Nanterre, une centaine d'individus, issus des groupes comme la CNT, SUD-Étudiants ou la LCR, se déplacent de fac en fac. Le 8 novembre, comme le site de Tolbiac de Paris-I était fermé, ils sont venus à Nanterre ». « 600 à 800 étudiants ont décidé d'un blocage pour 34000 étudiants. Une aberration! ». « Les assemblées générales, qui se sont multipliées, rassemblent très peu de monde au regard du nombre d'étudiants de chaque université. A Tours, ils étaient 550, sur 23000 étudiants », explique Michel Lussaut, son président. Seule l'université de Rennes-II a tenté d'organiser un vote de l'ensemble des étudiants à bulletin secret. Perturbé, selon un communiqué de la direction, par un groupe de personnes « en partie extérieur à l'université », ce vote a été reporté. « Nous sommes beaucoup à penser que l'appel à l'abrogation de la loi est un prétexte à une contestation contre le gouvernement. Il y a manifestement une orchestration pour qu'il y ait convergence des luttes... Les arguments avancés dans les assemblées générales relèvent le plus souvent du fantasme. Certains étudiants disent que grâce à cette loi, l'Université pourra recruter des contractuels et que le conseil d'administration va accueillir des patrons en son sein. Cela fait vingt ans que c'est le cas! ». Le Monde du 10 novembre 2007

MAL LOGES: LES ELUS UMP DU 2E ECRIVENT A CAROLE BOUQUET ET GERARD DEPARDIEU

Dans une lettre ouverte adressée aux deux acteurs qui avaient apporté leur soutien aux familles mal-logées qui campent rue de la Banque (11ème), les élus UMP du 2ème arrondissement écrivent notamment « nous savons que la présence du campement commence à susciter quelques réactions de mécontentement de la part des habitants et des professionnels du secteur. Aussi, nous vous proposons d'inviter les manifestants (...) à se déplacer tout en restant dans notre arrondissement ».

« Nouveau point de chute proposé: la place Gaillon (...) à moins de 300 mètres à vol d'oiseau du campement que vous avez visité » et où, soulignent les élus UMP, les deux acteurs possèdent « deux magnifiques restaurants ».

AFP - Lundi 5 novembre

NICOLAS SARKOZY CROISE LE FER AVEC DES CHEMINOTS

Nicolas Sarkozy a croisé le fer pendant deux heures dans un bastion de l'opposition à la réforme des régimes spéciaux de retraite, un centre de maintenance de la SNCF. (...) « On n'arrivera pas à se mettre d'accord avec vous. Donc je pense que c'est la rue qui va parler », lance Fabien Monteil, de Sud-Rail. « Ça c'est toujours passé comme ça et à chaque fois on a fait plier tous les Premiers ministres. » « La rue, elle ne fera pas plier, parce que nous sommes dans une démocratie », réplique le chef de l'Etat. « Le chantage à la rue, ça ne marchera pas. Mais permettez-moi de vous dire que (...) le choix de la rue n'est pas un bon choix. Ça montera une partie des Français contre les cheminots. » Le Point.fr du 25 octobre 2007

LA P.A.F LOUE UN AVION PRIVE POUR DES EXPULSIONS

On n'est jamais mieux servi que par soi-même : depuis octobre 2006, la police aux frontières (PAF), en charge de l'éloignement des étrangers en situation irrégulière, s'est dotée d'un Beech 1900, un bimoteur de 19 places, qu'elle loue à une compagnie privée. Piloté par des agents de la PAF, cet avion permet d'acheminer les étrangers en instance d'éloignement, du centre de rétention vers l'aéroport de départ, mais également de reconduire des personnes jusqu'en Europe centrale et dans les Balkans. De janvier à mai, ce Beech 1900, qui est aussi utilisé par d'autres directions opérationnelles de la police nationale, a déjà effectué une quarantaine de vols pour la PAF et permis de reconduire dans leur pays d'origine une cinquantaine d'étrangers, notamment des Roumains. Alors que le transport d'étrangers en situation irrégulière fait l'objet d'une polémique grandissante de la part des syndicats d'Air-France-KLM, Jean-Yves Topin, directeur adjoint de la PAF, le reconnaît : "Le Beech offre plus de souplesse et assure à la PAF une plus grande indépendance qu'une compagnie régulière." Compte tenu de l'utilisation intensive de ce Beech 1900, le ministère de l'Intérieur envisage même de se doter d'un second appareil du même type.

L'essentiel des éloignements, et notamment tous ceux vers l'Afrique et l'Asie, se fait cependant sur les lignes commerciales aériennes régulières, voire sur les lignes maritimes au départ des grands ports. "Et sans encombre, souligne M. Topin. Sur les 6 000 reconduites réalisées par voie aérienne au cours des cinq premiers mois de l'année, 2 200 l'ont été avec escorte, les autres étant repartis seuls, précise-t-il. M. Topin ajoute que sur la même période, "il n'y a eu que 280 refus d'embarquement, soit moins de 5 % (4,6 %)".

Lorsqu'il procède à des vols groupés, le ministère de l'Intérieur loue des charters avec équipage. Et pour plus de facilités encore, il réquisitionne des appareils de la sécurité civile. Reconverti en avion de transport de 69 places, le bombardier d'eau Dash 8 sert ainsi à reconduire des étrangers en situation irrégulière vers leur pays d'origine. "Cette solution n'est valable qu'en période hivernale", note M. Topin. Si en 2007, le Dash n'a encore effectué qu'un seul vol groupé, cet appareil a cependant servi à plusieurs reprises en 2006, notamment pour reconduire des Bulgares et des Roumains. Le Monde du 19 juillet 2007

NANTES : A QUAND LE GOULAG ?

Un militant socialiste « écoeuré » alerte la presse. Il dénonce un questionnaire envoyé aux 1 200 adhérents nantais. Et parle « d'agissements indignes ». De quoi s'agit-il ? Dans un courrier envoyé par Internet, le député et maire de Nantes (Jean-Marc Ayraut, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale) entend en savoir plus, à l'orée de la campagne des municipales, sur les préoccupations de la population. Jusque-là, rien d'extraordinaire. Là où tout se gâte, c'est lorsqu'à la missive est adjoint un questionnaire où il est demandé aux adhérents de signaler « une situation associative particulière, la présence de relais connus ou d'opposants notoires à la municipalité ».

« Délation, fichage, KGB... » : depuis, la droite, emmenée par la candidate UMP Sophie Jozan, s'est déchaînée. La conseillère municipale d'opposition, qui a déjeuné mercredi avec Nicolas Sarkozy à l'Élysée, « critique sévèrement un tel climat ». Et fait agir ses amis. L'un de ses proches appelle à une manifestation devant les grilles de l'hôtel de ville. (...) Ainsi mis en cause, le locataire de la mairie refuse de s'expliquer. « Jean-Marc Ayraut ne veut pas s'égarer dans de petites polémiques », répond Pascal Bolo, le directeur de campagne du maire, qui brigue son quatrième mandat.

Ouest-France du 23 novembre 2007

MIL-VIGILANCE N° 15/2007

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois

Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 16/2007 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

LA SARABANDE DE L'EXTRÊME GAUCHE

Depuis un mois, «les trotskistes nous rejouent chaque jour la prise du palais d'hiver !», ironise Olivier Vial. Le délégué général de l'UNI ("la droite universitaire") connaît trop bien l'extrême gauche, qu'il combat depuis des années, pour se laisser abuser par ses manœuvres. « Il suffit, dit-il, de quelques éléments déterminés pour bloquer un amphi, voire une faculté. » Et de la complicité des caméras pour donner à leurs revendications un écho que leur nombre ne justifie pas. La "coordination nationale universitaire", qui s'est réunie à Rennes, comptait seulement une trentaine de "délégués", tous issus de l'extrême gauche : Sud Étudiant, la Fédération syndicale étudiante (FSE), les Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR) et les éléments les plus radicaux de l'Unef. Car, soyons justes, il n'y a pas que des trotskistes parmi ces "étudiants". On trouve aussi des anarcho-syndicalistes (ceux-là sont membres de la CNT), des militants des Scalp (les "sections carrément anti-Le Pen") (...) Combien sont-ils, au juste ? Quelques dizaines, quelques centaines au plus dans leurs bastions. « Soixante-dix à Tolbiac, pour 40 000 étudiants », affirme un ancien de cette faculté parisienne. Presque rien, mais assez cependant pour bloquer l'amphi N pendant plusieurs jours. « Et briser des vitres. Et dégonder des portes. » Et contraindre les autorités à fermer la faculté, en espérant le retour au calme. A Nantes, ils seraient une centaine pour 30 000 étudiants. Guère plus à Nanterre. A Rennes-II, l'une de leurs places fortes, «environ 500, pour 20 000 étudiants» Pas épaisse, l'avant-garde du prolétariat... mais quand même bien entraînée. Les occasions n'ont pas manqué, ces dernières années, de se frotter aux "CRS-SS" ! L'élection présidentielle, en mai. Tous ceux qui les connaissent un peu l'affirment : « Ceux qui bloquent les facultés sont les mêmes que ceux qui contestaient la victoire de Sarkozy, à la Bastille, en mai. » Deux nuits d'affrontements dont les riverains se souviennent encore : véhicules incendiés, magasins saccagés. Il faut bien préparer les lendemains qui chantent ! Les manifestations contre le CPE leur ont aussi permis de s'illustrer. « Ce sont des professionnels de l'agitation : ils passent leur temps à ça », nous confiait à l'époque un étudiant de Tolbiac exaspéré par le blocage des facultés. Tous ces militants font le tour des facultés pour étendre le mouvement. « En région parisienne, une centaine d'individus se déplacent de fac en fac, constate le président de Nanterre, Olivier Audéoud. Le 8 novembre, comme le site de Tolbiac était fermé, ils sont venus à Nanterre. » L'an dernier, les grévistes avaient reçu le soutien d'éléments extérieurs : «Des chômeurs, des intermittents du spectacle, des syndicalistes CGT» qui influençaient les assemblées générales. Et de profs. C'est encore le cas cette année. Les grévistes prétendent pourtant s'exprimer au nom du million et demi d'étudiants. Ils appellent à l'extension des blocages pour obtenir, disent-ils, l'abrogation de la loi Pécresse sur les libertés et les responsabilités des universités (LRU). Parce qu'elle favorise le rapprochement des universités et des entreprises, cette loi menacerait la qualité de l'enseignement supérieur et dégraderait... les conditions d'études ! « Nous ne sommes pas de la chaire [sic] à patron, c'est le retrait que nous voulons », affirment les JCR. (...)

Rien n'est joué. Instruits par le conflit du CPE, les non-grévistes s'activent eux aussi. L'UNI a relancé son site Stop la grève et créé sur Facebook un forum «contre les blocages, pour la liberté d'étudier». À Clignancourt, le 12 novembre, les étudiants ont voté contre la grève, à une courte majorité : 310 voix contre 301. Malgré l'extrême gauche. «A Tolbiac, ça ne se serait jamais passé comme ça, fulmine un militant, en roulant son joint. Au diable la démocratie !» (...) Erwan Druais, responsable Rennais de l'UNI, raconte l'ambiance des assemblées générales : « Les premiers rangs sont remplis par des militants de Sud-Rail. Dès qu'on essaye d'expliquer la vérité aux étudiants, nous sommes menacés. »

Valeurs Actuelles du 16 novembre 2007

LA GAUCHE ET LES ECURIES D'AUGIAS

Les contradictions du Parti socialiste sont éclatantes. Rarement les maires, les présidents de conseils régionaux et généraux n'auront connu un tel engouement ou une telle adhésion de leur opinion locale.

La gauche girondine triomphe. Elle règne sans partage sur l'Hexagone et pourtant la France socialiste vient de perdre pour la troisième fois consécutive l'élection présidentielle. Battue malgré une campagne aux meetings pleins, aux urnes débordantes et au vote utile implacable. Pour la première fois dans son histoire, le Parti socialiste et même la gauche tout entière ne conclut pas de sa défaite électorale qu'il est nécessaire d'aller plus à gauche. Mieux, le Parti socialiste semble saisi d'une frénésie libérale tout aussi irrépressible que son urticaire gauchisante d'antan. C'est une autre façon de ne pas penser son identité propre, son alternative à la droite. Hier la gauche s'interrogeait avec Léon Blum ou François Mitterrand sur la conquête du pouvoir. Aujourd'hui, elle hésite sur la nécessité de conquérir celui-ci. Si la gauche bute ainsi sur l'offre

politique, c'est qu'elle n'a pas voulu donner sens à son aggiornamento rampant, oscillant entre rupture et adaptation, peinant à définir un socialisme compatible avec la mondialisation. Les raisons du girondisme socialiste sont le produit de l'Histoire : le remords de la rupture, de cette occasion manquée, annoncée en 1971. A cette époque, le congrès d'Epainay donna naissance, dans les derniers soubresauts de 1968 et des mouvements sociaux qui bouleversaient le monde, à une utopie concrète : la rupture.

Un triptyque résumait ce socialisme : nationalisations, décentralisation, autogestion. C'est le Parti communiste, défavorable à l'expérience pour des raisons géopolitiques, qui en brisa l'élan dans l'entre-deux-tours de la présidentielle.

A l'époque, la France se trouvait dans le cycle de radicalité européen, tout à la fin des mouvements contre les dictatures ou des révolutions à l'Ouest, le Portugal, l'Espagne, la Grèce, et du balbutiement de la révolution politique à l'Est. Les Etats-Unis allaient subir un choc majeur avec leur défaite au Vietnam et le choc pétrolier n'avait pas encore eu lieu. Cet échec programmé, le PCF ne s'en remit jamais. Et le PS, de son côté, pour maîtriser la « tentation Rocard » se refusa à s'adapter.

La victoire de 1981 fut un fantastique mouvement populaire construit sur une ambiguïté. François Mitterrand avait politiquement raison et accédait au pouvoir. Mais la situation économique ne permettait plus la rupture.

Tous les enjeux changeaient, la mondialisation s'annonçait, le choc pétrolier était la réalité. On rentrait dans ce que Castoriadis nomme « la crise des significations imaginaires sociales », que Liotard appelle « l'incrédulité à l'égard des grands récits », Habermas « la crise de la légitimation », Baudrillard « l'implosion du sens », ou Lipovetsky « l'atomisation sociale ».

La gauche devait s'adapter pour durer, ou mourir à court terme, les armes de la rupture à la main. Elle choisit une troisième voie, reconnaître sans l'avouer le marché... Une politique de ralentissement de la hausse des prix, le redressement de la balance commerciale, la limitation du déficit budgétaire, l'allègement des charges des entreprises dont on attendait qu'elles investissent pour provoquer la relance.

Laurent Fabius, Michel Rocard, Lionel Jospin ont mené des politiques qualitativement peu différentes, même si ce fut sans les communistes pour l'un, en minoritaire pour l'autre, avec toute la gauche et les écologistes pour le troisième. Henri Emmanuelli n'a donc pas tort lorsqu'il déclare : « Nous avons fait notre Bad Godesberg le 23 mai 1983 à 11 heures du matin. Le jour où nous avons décidé d'ouvrir les frontières et de ne pas sortir du SME. Nous avons choisi une économie de marché. » Oui mais voilà ! Cette pratique a toujours été honteuse. Elle n'a jamais glorifié ses succès. Elle les a toujours ignorés ou les a pris pour des renoncements vis-à-vis de l'acte fondateur de 1971.

Toute tentative sérieusement réformatrice est brocardée comme libérale. Aujourd'hui que le programme de gauche est minoritaire dans le pays, non que la France ait tourné à droite mais parce que la promesse d'efficacité et de justice n'est pas au rendez-vous, alors les socialistes se lancent dans une surenchère fascinée pour le marché, alors qu'ils devraient assumer leur gouvernance locale ou nationale pour inventer un nouveau départ. Celui-ci doit procéder d'idées simples : le marché est une réalité qui ne peut pas tout mais sans lequel on ne peut rien. Il ne s'agit pas de rendre les armes devant le capitalisme, mais de promouvoir un modèle de développement efficace, juste et durable.

Le socialisme ce n'est pas, plus, la rupture mais l'émancipation vis-à-vis de toutes les aliénations. Il s'agit de retrouver l'efficacité dans la justice sociale et cela dans l'économie de marché et la mondialisation. La fragmentation sociale ne permet plus aux socialistes de se penser comme avant-garde de classe. Ils doivent rompre avec le « classisme » pour être les ingénieurs de la justice.

La démocratie implicative, l'Etat social décentralisé, la responsabilité partagée, l'égalité réelle, la conjugaison des droits individuels et collectifs. Autant de nouveaux concepts donnant une valeur propulsive au socialisme moderne où l'entreprise, la productivité ne sont pas la racine de la société mais une nécessité pour la société. Bref, un socialisme des libertés.

Pour autant les socialistes ne sauraient se subordonner à une soi-disant société adulte prétendument libérée des tensions inutiles, des errances utopiques, des illusions. Bref, ne nous résignons pas à une impuissance stérile à envisager l'avenir, le fameux minima moralia annoncé par le philosophe Adorno.

Le socialisme nouveau reste un volontarisme de gauche, un réalisme tempéré par la justice. La refondation de la gauche ne passe ni par le girondisme oubliant l'alternative, ni dans la radicalité oublieuse de la réalité, ni dans la surenchère libérale négatrice de l'alternative de gauche. Elle se fonde sur un nouveau modèle de développement qui fasse de l'émancipation son drapeau.

Jean-Christophe Cambadélis, député socialiste de Paris

Le Figaro du 14 septembre 2007

NE L'OUBLIONS PAS ...

L'ancien ministre du général de Gaulle et ex-sénateur UMP de Paris, Christian de la Malène, est mort le 26 septembre dernier. Il était une figure incontournable du gaullisme à Paris, et fit une très longue carrière parlementaire au Parlement européen, à l'Assemblée et au Sénat. Il était membre du Comité d'honneur du M.I.L. Patriote, il était, par exemple, en 1961, à l'origine d'une proposition de loi tendant à assujettir journaux et journalistes à des règles draconiennes (travaux forcés pour les gérants, éditeurs, imprimeurs, directeurs et distributeurs de publications portant atteinte au moral de l'Armée).

LA GREVE ATTISE LA GUERRE DES GAUCHES

A gauche le conflit risque de laisser des blessures profondes. Comme lors du référendum européen de 2005, deux visions du monde s'opposent. L'une, réformatrice ou «réaliste», accepte de faire évoluer certains «acquis sociaux». Elle

admet, par exemple, qu'il faut repousser l'âge de la retraite chez les cheminots pour tenir compte de l'allongement de la vie et de la crise des finances publiques. L'autre gauche rejette ces compromis. A l'image de Fabien Villedieu et son syndicat SUD, elle cultive la mythologie du mouvement ouvrier et des droits arrachés de haute lutte par les «anciens». Pour financer le système de protection sociale, elle affirme qu'il faut «prendre l'argent là où il est», c'est-à-dire «dans les poches du patronat». Pour l'instant, les choses ne se passent pas bien pour les réformistes. François Chérèque, dirigeant du syndicat modéré CFDT, a dû quitter une manifestation sous les sifflets après avoir appelé à la fin de la grève dans les transports. Autrefois proche du Parti communiste, le syndicat CGT est accusé de mollesse par les grévistes radicaux, parce qu'il accepte de négocier avec le gouvernement. La prestation du Parti socialiste durant la crise n'a guère convaincu: il a réussi l'exploit de soutenir à la fois la réforme des régimes spéciaux et la grève destinée à s'y opposer. «Le PS n'est pas au clair sur la réforme des retraites, estime Laurent Baumel, un responsable réformiste du parti. Sa base électorale, dans le secteur public, est vieillissante. Il ne veut pas voir que le refus de la réforme profite aux plus âgés, au détriment des jeunes qui devront financer les retraites. Personnellement, je trouve ça insupportable.» Le désarroi du PS explique en partie le regain de vitalité que connaît, en France, la gauche radicale et sa «culture de lutte». Un sondage paru en octobre montre que 62% des sympathisants de gauche souhaitent qu'Olivier Besancenot ait «davantage d'influence dans la vie politique française». En terme de popularité, le candidat trotskiste, qui avait obtenu 4,08% des voix à la dernière présidentielle, fait désormais jeu égal avec Ségolène Royal. Le Temps (Genève) du 22 novembre 2007

PAS D'HEURES SUP' POUR LES GENDARMES

Le ministre de la Défense, Hervé Morin, a affirmé que des heures supplémentaires ne pouvaient être réglées aux gendarmes en raison de leurs obligations militaires. Des rapports récents font état d'un malaise au sein de la gendarmerie, concernant notamment le temps de travail et les rémunérations, les gendarmes se plaignant d'inégalités par rapport à leurs collègues policiers. «On va arriver à une parité globale de rémunération entre policiers et gendarmes», a toutefois promis le ministre. Brèves sociales du 7 novembre 2007

PIERRE MAZEAUD, LE GAULLISTE DES PRESIDENTS

Le dépositaire de la croix de Lorraine, désormais, c'est lui. De la pendule du Général aussi, une Dep datant du triomphe du Formica. Elle marque à jamais l'heure à laquelle Charles de Gaulle a quitté son bureau de la rue de Solferino pour l'Elysée, en juin 1958, après onze ans de traversée du désert. Tout est encore en place, jusqu'au sous-main. La maquette de l'avion mis à disposition par Churchill, la radio de marque Saba, la mappemonde offerte par Guichard, les grandes cartes Girard et Barrière. "Emouvant, non ?", demande Pierre Mazeaud, carré dans le fauteuil du grand homme.

Derrière le président de la Fondation Charles-de-Gaulle, la vue plonge sur le siège du Parti socialiste. Mazeaud assure avoir au PS, juste en face, plus de "copains" qu'à droite. Les "copains" confirment. "Etre gaulliste, c'est être de gauche et de droite à la fois, vous voyez ce que je veux dire, à la fois ! C'est être passionné et raisonnable, mais en même temps !", avait lancé de Gaulle à Alain Peyrefitte, qui avait scrupuleusement noté (C'était de Gaulle, Fayard, 1997). Pour Pierre Mazeaud, la pendule ne s'est pas arrêtée. Il est même passé d'un président à l'autre avec une étonnante facilité. De Jacques à Nicolas, de Chirac à Sarkozy, en quelques mois. Avec l'ancien président, plus de visites dominicales. Disparue l'affection du vieux camarade. Il a rompu parce qu'il ne veut pas pardonner la nomination de Jean-Louis Debré, qui "ne connaît pas un mot de droit", à la présidence du Conseil constitutionnel. "Pierre, je suis malheureux", a dit Chirac. Lui, le bourru, n'a rien voulu entendre. Les intercesseurs de l'ancien président, il les a rembarrés, avant de déjeuner avec eux. Parfois, il lâche : "On va finir par l'aimer, Jacquot. Juste au moment où je ne l'aime plus - Ah saloperie... Ça me coûte du chagrin." Un jour, sans doute, il se laissera fléchir.

Au fond, ce n'est plus la question. Il continue à voir, de temps en temps, le président qui s'appelle maintenant Nicolas Sarkozy. Car "Nicolas, il a éliminé tout le monde". Depuis longtemps il savait qu'il gagnerait et l'avait dit à Chirac. "Amusez les rois par des songes, flattez-les, payez-les d'agréables mensonges (...), ils goberont l'appât, vous serez leur ami." La morale de la fable de La Fontaine est bien l'inverse de sa philosophie. Grognon professionnel, Mazeaud s'obstine à dire son fait au prince. "J'ai toujours dit ce que je pensais. Sinon on ne rend pas service. Pourquoi irais-je à l'Elysée dire "tu es le meilleur, c'est remarquable ce que tu fais" ? Tous ces cons qui approuvent quand il dit "deux et deux font cinq !" Et de pester contre ceux qui se couchent. Il a glissé le conseil à François Fillon.

A 78 ans, il empile les missions, comme d'autres se mouchent : la commission Balladur sur les institutions, "Nicolas ne peut pas ne rien en retenir" ; puis la conciliation, avec son compère l'avocat Jean-Denis Bredin, dans le contentieux qui oppose depuis quatorze ans Bernard Tapie et le Crédit lyonnais. Si le président l'appelait, en janvier, pour une grande mission de remise à plat de la justice, il ne dirait pas non. Sarkozy lui a confié : "Tu es légitime." "Je ne suis pas un apparatchik, je suis indépendant", dit-il. Indépendant et légèrement tyrannique. La vénérable maison gaulliste roupillait un peu. Elle est aujourd'hui sens dessus dessous. Le général François Kessler, directeur de la Fondation, gémit souvent à bon droit : "Il va me fusiller au petit matin à balles rouillées." Mazeaud a des idées bien arrêtées pour "redonner de la vie" à la Fondation. Par exemple regrouper la myriade d'associations autour du gaullisme : "Tous les

mecs meurent, dans cinq ans il n'y a plus personne." Il rêve d'une belle affiche : le 9 novembre 2008, jour anniversaire de la mort du Général, il voudrait réunir à Colombey Nicolas Sarkozy, Angela Merkel et le fils de Konrad Adenauer. Et puis pourquoi ne pas lancer une grande souscription, au printemps, avec la Caisse des dépôts ? A Colombey, les visiteurs se font rares. Le mémorial est déficitaire. Gaulliste il est resté, même si aujourd'hui, à la tête de l'Etat, l'héritage part en lambeaux : l'atlantisme, la politique arabe, l'attitude face à l'Iran, le discours de Dakar sur l'Afrique, le froid polaire avec Moscou, autant de coups de canif. Au moins avec la Chine, dernier en date des voyages présidentiels, il faut garder les saints principes. Toujours vert, le président de la Fondation a mené une expédition de jeunes quadras français, à Pékin, Chongqing, Shanghai, en septembre. Un prêtre, des militaires, des hauts fonctionnaires, une dirigeante de l'industrie, tout secoués par la bombe Mazeaud.

Il rêvait d'Histoire. De partir sur les traces d'une rencontre qui n'a jamais eu lieu, entre de Gaulle et Mao - malgré la reconnaissance de la Chine populaire par la France, en 1964. Il y eut des émissaires pour préparer ce voyage, et de fort prestigieux. Comme André Malraux, dépêché à Pékin dans le rôle du vieux compagnon de la révolution. De cette épopée, il existe plusieurs versions. Celle de Malraux lui-même, romancée dans les Antimémoires, celle, ironique et distancée, d'Alain Peyrefitte et celle, minutieuse, de Jean Lacouture.

Mazeaud n'est pas Malraux, mais il fut reçu comme un roi. Ses interlocuteurs et son hôte, Cheng Tao, vice-président de l'Institut des affaires étrangères du peuple chinois, lui ont aimablement répété qu'il créait "une atmosphère favorable à la visite du président Sarkozy". Il est vrai que l'après-Chirac, président très investi, suscitait quelque inquiétude. "Il a eu un très bon niveau d'interlocuteurs. Tout aide", note l'ambassadeur de France, Hervé Ladsous. Mazeaud a mené chaque séminaire au pas de charge, commis quelque admirable gaffe - en exigeant le retrait d'une rue Pétain à Shanghai, disparue depuis longtemps -, prononcé de beaux discours, visité en connaissance une immense usine de motos, escaladé allégrement la muraille de Chine. Brouille pour cet alpiniste. Même s'il jure désormais qu'il ne grimpera plus.

La pendule ne s'arrête jamais. Pas même pour descendre dans sa maison de l'Aveyron, indispensable refuge. C'est en doublant Jean Marais ("Ah, Jeannot !"), pour une scène de montagne dans un film, en 1961, que Mazeaud est tombé amoureux de la région, et plus tard d'une petite maison. Son propriétaire vint le voir à Paris. "Monsieur le ministre, vous aimez ma maison ? Elle est à vous." Il a pris pour un fou cet homme qui s'était mis au garde-à-vous. "Je vous la donne, a insisté l'Aveyronnais. On a été parachutés avec le 1er corps franc en 1945 à Gérardmer, avec votre père. On a été blessés ensemble." Evidemment Mazeaud a tenu à payer quand même. Le Général n'eût sans doute pas désapprouvé.

Le Monde du 27 novembre 2007

L'HISTOIRE QU'ALGER VEUT GOMMER

Les accords signés à Evian entre la France et le FLN, le 18 mars 1962, mirent fin à la présence française en Algérie. Ils devaient aussi clore définitivement les huit années de guerre qui venaient d'ensanglanter le pays. Ils marquèrent en réalité le début d'une véritable campagne d'"épuration ethnique", menée à l'initiative du FLN, alors que les troupes françaises quittaient le pays, en application des accords d'Evian. Cette date du 18 mars 1962, que la gauche voudrait commémorer pour marquer la fin de la guerre d'Algérie, ouvrit en réalité des mois de terreur absolue (la date retenue par le gouvernement français pour la commémoration officielle, chaque année, est le 5 décembre). L'été et ce tragique automne 1962 furent marqués par une chasse méthodique aux pieds-noirs et aux musulmans restés fidèles à la France (notamment les harkis). Souvent "oubliées" dans nos manuels scolaires, niées aussi en bloc par l'historiographie officielle algérienne, ces souffrances sont restées longtemps secrètes. C'est ce que rappelle Raphaël Delpard dans son récit (Les souffrances secrètes des Français d'Algérie, Michel Lafon éditeur) des heures tragiques vécues par les derniers Français d'Algérie, ouvrage bienvenu au moment où le régime algérien demande à la France un acte officiel de repentance. Delpard revient sur la tristesse de devoir tout quitter - "la valise ou le cercueil" -, l'impunité dont bénéficièrent les tueurs du FLN, le désespoir devant l'indifférence de la métropole.

Valeurs Actuelles du 23 novembre 2007

LE PROBLEME DU MODEM

Les nouveaux militants du Modem à Paris (4000 revendiqués) affluent. Problème : ils seraient, à 70%, d'anciens socialistes déçus. De quoi désappointer les cadres de l'UDF chargés de les accueillir. Comment expliquer aux nouveaux venus qu'on ne dit pas "cher camarade", que le tutoiement n'est pas de rigueur chez les centristes, et qu'il n'est pas question de voter : Marielle de Smeze sera candidate à la mairie, un point c'est tout...?

Marianne en ligne du 28 août 2007

MIL-VIGILANCE N° 16/2007

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois

Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 17/2007 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

JACQUES CHIRAC : LA VERITE SUR LES CHARGES DE MISSION DE PARIS

Le magistrat saisi du dossier des "chargés de mission de la Ville de Paris" souhaite m'entendre. Ce sera l'occasion de rétablir la vérité. Tant de choses inexactes, souvent caricaturales, parfois outrancières, ont été dites sur ce sujet qu'il m'apparaît nécessaire de m'adresser simultanément aux Français.

En 1977, j'ai été élu maire de Paris. Depuis plus d'un siècle, la capitale de la France n'avait pas eu de maire. Cette grande métropole à rayonnement mondial était gérée par une administration préfectorale, respectable à tous égards, mais qui ne répondait plus aux attentes sociales, économiques, culturelles des Parisiens. Il a fallu dynamiser, restructurer, bâtir de nouveaux services publics pour les Parisiennes et les Parisiens. Pour cela, une impulsion politique forte était indispensable. Je m'y suis engagé avec énergie et me suis entouré de l'équipe indispensable pour conduire cette transformation en profondeur.

Je me suis appuyé sur le dynamisme et la compétence des élus, des fonctionnaires de la Ville et de mes collaborateurs directs, parmi lesquels les chargés de mission. Pour le permettre, dès le 13 décembre 1977, le conseil municipal a délibéré et autorisé leur recrutement, autorisation renouvelée ensuite, tous les ans, lors du débat public sur le budget.

Les lois Defferre de décentralisation de 1982-1984 ont renforcé et conforté cette situation. Elles ont considérablement accru les compétences des élus locaux et, pour les mettre en mesure d'agir davantage, plus vite et mieux, ont consacré l'existence de collaborateurs de cabinet, avec la volonté délibérée et manifeste de laisser aux maires une grande latitude tant dans leur recrutement que dans la définition de leur emploi. Il était ainsi précisé qu'ils ne rendaient compte qu'à l'autorité territoriale qui les avait "librement" désignés, laquelle décidait seule des "conditions et des modalités d'exécution du service" qui leur était demandé.

Dans cette période, mon engagement politique m'a conduit à mener de front de nombreuses tâches et à assumer des responsabilités importantes en tant que maire, député de la Corrèze, puis premier ministre de 1986 à 1988, ainsi que président du Rassemblement pour la République. L'exercice conjoint de ces responsabilités, tout à la fois locales et nationales, m'a permis d'agir plus efficacement encore au service des Parisiennes et des Parisiens. Je me suis entouré pour cela d'équipes compétentes et animées d'un exemplaire esprit républicain. Jamais les moyens de la Ville de Paris n'ont été mis au service d'autres ambitions que d'agir pour les Parisiennes et les Parisiens. Jamais il n'y a eu d'enrichissement personnel. Jamais il n'y a eu de "système". Sur les 40000 agents de la Ville de Paris, il ne s'agit que d'une vingtaine de contrats qui sont contestés, d'une durée parfois courte, répartis sur une période de dix-huit ans.

Allons plus avant : qui étaient ces quelques chargés de mission ? Des personnes qui ont travaillé à m'éclairer sur des questions de fond – problèmes éducatifs, sociaux, économiques, sportifs – afin de permettre au maire de la capitale d'assumer au mieux ses missions. Il pouvait s'agir aussi de femmes et d'hommes de qualité, ayant toutes les compétences nécessaires, mais traversant une période professionnelle difficile et à qui j'ai voulu redonner une chance. Et enfin un très petit nombre de collaborateurs qui ont facilité la coordination et l'exercice de mes fonctions. Ces responsabilités étaient à mes yeux profondément complémentaires pour me permettre d'agir au service de mes concitoyens. Ceux-ci l'ont bien compris. Ils m'ont donné deux fois la majorité dans les 20 arrondissements de Paris et dans le même temps réélu à plusieurs reprises député.

Même en Corrèze, où j'étais élu député, je faisais l'objet d'interventions nombreuses et de toutes natures adressées au maire de Paris. Par souci d'efficacité elles faisaient, localement, l'objet d'une première instruction, avant d'être traitées à l'Hôtel de Ville. Instruire sur place certaines sollicitations liées à l'exercice de mes responsabilités, c'était à la fois les traiter plus rationnellement et m'autoriser à mieux me consacrer à Paris. Dans ce cas, comme dans chacun des autres, je l'expliquerai. Ces recrutements, je les ai souhaités ou autorisés parce qu'ils étaient légitimes autant que nécessaires.

C'est cette réalité, bien loin des caricatures infondées ou malveillantes, que je veux rappeler aujourd'hui à mes concitoyens. Je le fais avec l'esprit de responsabilité que les Françaises et les Français sont en droit d'attendre d'un homme politique et singulièrement d'un ancien président de la République. Et je le fais avec un souci d'honneur, celui d'un homme qui pendant de très nombreuses années s'est attaché à donner le meilleur de lui-même au service de son pays.

Jacques Chirac, ancien président de la République
Le Monde du 22 novembre 2007

STRATEGIE ECONOMIQUE : LA CLARIFICATION

L'élection présidentielle s'est jouée autour de la prise de conscience par les Français du décrochage de la France et de la nécessité de réformer en profon-

deur un modèle économique et social qui se caractérise par une croissance bloquée en dessous de 2 % par an, la paupérisation de la population, le chômage de masse et l'explosion de la dette publique. Nicolas Sarkozy l'a emporté en raison de sa légitimité pour incamer la rupture, de sa crédibilité dans la conduite du changement, d'un projet novateurs se proposant de reconstituer une offre française compétitive en réhabilitant le travail, en soutenant les PME, en réinvestissant dans l'enseignement supérieur et la recherche, en modernisant l'Etat et les services publics.

Pour autant, les orientations de politique économique ont conservé une part d'ambiguïté qui ne peut être dissipée que dans l'action. Tout d'abord, le couplage d'une posture de réassurance nationale, indispensable pour casser les extrémismes, et d'un programme de libéralisation économique et sociale a laissé un espace ouvert aux tentations protectionnistes ou à la mise en cause de la mondialisation ou de l'Union européenne. Ensuite, le choix politique a été fait de contourner plutôt que de traiter frontalement les principaux obstacles au développement de l'activité et de l'emploi. D'où des incertitudes qui se nouent autour de l'attitude vis-à-vis de la mondialisation, du protectionnisme européen, de l'intervention de l'Etat dans les restructurations d'entreprises, de la priorité à une politique de l'offre et de la demande ou du degré de priorité accordé au rétablissement des comptes publics. Le redressement de la France exige des choix tranchés.

Face à la spirale déclinante de l'économie française et au durcissement de la conjoncture mondiale, la rupture n'a jamais été plus nécessaire. Seul un changement radical non seulement du modèle économique mais des mentalités peut permettre de porter la croissance au-delà de 2,5 %, rétablir le plein-emploi et désendetter le pays. Or force est de constater que, sous la contrainte, le dessein gagne progressivement en clarté.

En ce qui concerne la mondialisation, la priorité à l'insertion de la France dans l'économie et la société ouvertes est désormais nettement assumée. Et ce autour de deux notions. La régulation avec la proposition de doter la mondialisation d'institutions, notamment grâce à l'élargissement du G8 en G13 incluant notamment la Chine, l'Inde et le Brésil. La réciprocité afin de répondre à l'hétérogénéité croissante des systèmes de valeurs et d'institutions que l'économie mondiale met en concurrence – d'où par exemple la réflexion nouvelle sur les « golden shares » pour répondre aux fonds d'Etat créés par les dirigeants chinois ou aux monopoles de l'Etat russe – ou à la multiplication des pratiques déloyales au sein du système des échanges mondiaux.

En ce qui concerne l'Europe, l'accord sur le traité simplifié a clos la crise autour du projet de Constitution et la France soutient les efforts de la Commission pour relancer le grand marché. Le rappel du principe de l'indépendance de la Banque centrale européenne n'est nullement exclusif de la fixation par les Etats membres des orientations de la politique de change conformément au traité de Maastricht, du constat de la surévaluation manifeste de l'euro, du débat autour de la situation et de l'objectif d'inflation, du rappel de la contradiction majeure que constituerait une hausse des taux en septembre après l'injection de près de 250 milliards d'euros de liquidités en août.

En ce qui concerne l'économie de marché et le rôle de l'Etat, la venue du président à l'université du Medef, son positionnement revendiquant le fait d'être un entrepreneur, l'éloge des créateurs de richesses par opposition aux administrations ou aux juges prétendant se substituer au législateur sont symboliques d'un renversement des valeurs. Il ne fait pas de doute que Nicolas Sarkozy entend établir le primat du marché sur l'Etat, de la production marchande sur les services publics, des accords contractuels sur les règlements avec la priorité donnée aux négociations au sein des branches ou de l'entreprise.

En ce qui concerne les orientations de politique économique, l'accent placé sur la politique de l'offre est de plus en plus avéré. Tout d'abord, une large partie des mesures du paquet fiscal en direction des ménages ont un impact direct sur l'offre : la défiscalisation des heures supplémentaires vise à augmenter le volume des heures travaillées, premier moteur de la création de richesses dans une économie de services et de connaissance ; le bouclier fiscal cherche à normaliser la fiscalité française dans l'Union afin de restaurer la compétitivité du territoire ; la sortie de l'ISF à hauteur de 50.000 euros des investissements dans les PME favorise leur développement ; enfin l'assouplissement du régime des donations dynamise la mobilité du capital vers les jeunes générations qui créent et investissent. Ensuite, les mesures nouvelles s'inscrivent totalement dans une logique de soutien à l'offre productive : extension du crédit d'impôt-recherche ; accélération de la réforme du marché du travail via l'assouplissement des 35 heures ; insistance placée sur la réduction des charges pesant sur le travail ; déréglementation et suppression des obstacles à la croissance confiées à la commission Attali ; dépénalisation du droit économique ; maîtrise des dépenses publiques couplée à la révision à moyen terme des missions et des structures de l'Etat ainsi qu'au contrôle des dépenses de protection sociale et des collectivités territoriales.

Chacun sait aujourd'hui que l'économie française ne surmontera pas le plafonnement de la croissance à 2 %, les séquelles d'un quart de siècle de chômage de masse, la spirale du double déficit du commerce extérieur et des comptes publics qu'au prix d'une conversion de son modèle. Avec le choix d'une approche radicale ou épousant les circonstances. De ce point de vue, Nicolas Sarkozy tient moins du côté des idéologues que des réformateurs pragmatiques.

Les tensions qui s'appliquent à la politique économique française proviennent moins de l'incertitude entre une stratégie d'offre ou de demande que de trois dilemmes. Le premier est celui du calendrier, qui implique des résultats rapides pour donner du crédit aux réformes alors qu'il n'existe pas de réponse de court terme aux problèmes de compétitivité structurelle. Le deuxième découle des limites inhérentes à une stratégie de contournement face à l'ampleur des handicaps structurels qui militerait pour une authentique thérapie de choc, reléguée pour l'heure au statut de solution de repli. Le troisième tient à la divergence

potentielle entre la popularité du président et les réformes qui l'obligerait à arbitrer entre les deux. La tentation pour Nicolas Sarkozy sera aussi forte qu'illusoire, car sa popularité se confond avec sa compétence et sa capacité à réaliser le changement. Avec les réformes, l'impopularité est un risque ; sans les réformes, elle est une certitude, et l'échec avec elle.
Les Echos du 4 septembre 2007

LES EXPERTS DES BANLIEUES PREFERENT RESTER A PARIS

Ils travaillent sur la banlieue, dissèquent la malaise de ses jeunes et dissertent à loisir sur ses maux, mais ils ne veulent surtout pas y aller !... Depuis plusieurs mois, la fronde s'organise chez les chercheurs de la prestigieuse École des hautes études en sciences sociales (EHESS). Installés boulevard Raspail, au cœur de Paris, ils disent non à Aubervilliers, où l'État veut les envoyer dès septembre prochain. Une installation provisoire pour cause de désamiantage des locaux parisiens. Franchir le périphérique, arrêter le Vélizy et prendre le métro : l'aventure serait-elle trop périlleuse pour nos sociologues ? Le sujet qui fait couler de l'encre sur le Net suscite l'ironie de certains internautes. « On assassine la pensée française ! Comment peut-on penser loin du Bon Marché et du Lutetia ! ? », se gaussa l'un d'eux. Pour un autre, le « 9-3 » comme nouvelle adresse marquerait la fin des privilèges tels que « le shopping chez Prada, la consommation de sandwiches au pain Poilâne gamis de saumon fumé sauvage acheté au Bon Marché... ».

Le Figaro du 21 novembre 2007

"LE MANDAT DE RUPTURE DONNE PAR LES FRANÇAIS A M. SARKOZY EST POUR L'INSTANT BIEN REMPLI "

Dresser un bilan au bout de cinq mois est difficile. Mais à regarder les grands domaines de l'action du président et de son gouvernement, force est de constater que le mandat de rupture donné par les Français à M. Sarkozy est pour l'instant bien rempli. Sur l'Europe, un premier résultat tangible a été obtenu avec l'accord sur le traité simplifié. La France est entrée dans une phase de changement intensif, visible dans le domaine économique comme en politique internationale, qu'il s'agisse de nos relations avec les États-Unis ou avec l'OTAN, de notre position face à l'Iran ou du respect des droits de l'homme, notamment au Darfour. (...) L'hyperprésidentialisation du régime est l'enfant monstrueux de la cohabitation, avec le quinquennat et l'inversion du calendrier électoral, c'est-à-dire l'enchaînement présidentielle-législatives. Une réflexion est engagée sur la restauration de contre-pouvoirs avec le comité Balladur, qui devra notamment faire des propositions sur le contrôle des pouvoirs du président - en matière de nominations -, la réhabilitation du Parlement, la transformation de la justice en pouvoir à part entière. Tout me semble pour l'instant ouvert. On le voit bien : il s'agit d'un nouveau 1958. M. Sarkozy a entrepris de repositionner la France dans la mondialisation, de moderniser son modèle économique et social, de lui donner un nouvel équilibre institutionnel et de redéfinir sa posture stratégique, comme le fit le général de Gaulle au début de la Ve République. La référence à 1958 vaut aussi pour le style et la méthode, à savoir une relation directe entre le président et les Français qui écrase tout ce qui est entre les deux : gouvernement, Parlement, corps intermédiaires, partis politiques. (...) La droite joue de malchance. Une fois de plus, elle arrive au pouvoir avec la récession, comme en 1986, en 1993 ou en 2002. Mais ce peut être une chance. Pour la conduite du changement d'abord : les Français savent que la crise actuelle est sérieuse et ils ont d'abord élu Nicolas Sarkozy pour réaliser les réformes qui, depuis vingt-cinq ans, n'ont pas été menées. Pour le quinquennat ensuite : mieux vaut débiter avec la récession - et nous allons connaître dix-huit mois à deux ans de turbulences fortes - et bénéficier, à partir de 2010, à la fois du résultat des réformes et du redémarrage de l'économie mondiale. C'est tout à fait inattendu, mais à l'aune du nouvel environnement international et de la crise financière de l'été, les choix de M. Sarkozy sur le volet pouvoir d'achat du "paquet fiscal" et l'effort comme toute limité en matière de maîtrise de la dépense publique vont peut-être avoir un effet bénéfique de soutien de la demande.

Vincent Baveze, énarque, historien et avocat

Le Monde du 3 octobre 2007

LES TESTS ADN EN SUISSE

En Suisse, des tests ADN peuvent être effectués en cas de doutes sur l'identité d'un immigrant venu rejoindre sa famille. La personne concernée doit cependant expressément donner son accord. Le recours aux tests ADN est possible lorsque les papiers du registre civil du pays d'origine ne sont pas fiables, a expliqué à l'ATS le porte-parole de l'Office fédéral des migrations (ODM) Jonas Montani. Les documents problématiques proviennent pour la plupart de pays africains ainsi que de quelques pays asiatiques. La procédure sert aussi à éviter le trafic d'enfants en s'assurant que les nouveaux venus ont bien des liens de parenté avec les personnes qu'ils viennent rejoindre, a précisé M. Montani. Les tests ne peuvent pas être effectués sans l'accord préalable de la personne concernée. Celle-ci est toutefois soumise, selon la loi sur les étrangers, au devoir de collaboration. Si elle refuse un test et que ses documents ne peuvent pas être authentifiés d'une autre manière, elle pourrait se voir refuser le permis de séjour. Les cantons, qui s'occupent des demandes de regroupements familiaux, sont responsables de l'exécution des tests ADN. Les coûts de la procédure sont à la charge de la personne concernée.
Le Temps (Genève) du Mardi 23 octobre 2007

LE PAQUEBOT EN EAUX TROUBLES

L'eurodéputé FN Fernand Le Rachinel, qui a financé la campagne des élections législatives du Front National, a pris pendant l'été une garantie juridique au "paquebot", siège du parti à Saint-Cloud. Ce lepeniste de longue date, imprimeur de profession, qui a prêté un peu plus de 8 millions d'euros au FN en se refinançant lui-même auprès de banques, a lancé une procédure de saisie conservatoire sur les parts de la SCI Clergerie-Hugo, propriétaire du siège du FN. La procédure signifie que le FN ne peut pas vendre son siège sans l'autorisation de M. Le Rachinel et renforce le sentiment de malaise qui entoure le parti depuis la présidentielle. M. Le Rachinel a cependant déclaré qu'il avait "entière confiance" dans M. Le Pen ou dans le trésorier du parti, Jean-Pierre Reveau, et qu'il ne mettait pas en doute leur engagement à rembourser la dette du FN, dont les échéances commencent à la fin 2007. (...) Le FN comme M. Le Rachinel assurent ne pas être en conflit, certains responsables FN reconnaissant la nécessité pour l'eurodéputé de prendre des garanties. La vice-présidente du FN, Marine Le Pen, a toutefois exprimé son agacement. "Je regrette que M. Le Rachinel soit aujourd'hui coiffé de sa casquette de fournisseur" du FN (ndlr : il a imprimé des documents pour le compte du FN) et défende ses intérêts propres, et "se refuse à endosser la casquette d'eurodéputé FN et de membre du parti", a-t-elle déclaré. La valeur du siège du FN, qui occupe plus de 5.000 mètres carrés à Saint-Cloud, oscille entre 13 et 20 millions d'euros, selon les estimations, soit un montant largement supérieur à la dette du FN.
L'Express.fr du 3 octobre 2007

LES PEINES PLANCHER SONT ARRIVEES !

Il va falloir s'y habituer. En matière de délit, quand le récidiviste pointe son nez devant le tribunal correctionnel, c'est une peine coup-de-poing qu'il reçoit quasi automatiquement. Nouvelle illustration lundi devant le tribunal d'Agen, réuni pour une comparution immédiate, au terme de laquelle un Agenais d'une vingtaine d'années, David Espade, a été condamné à deux ans ferme pour un vol à la roulotte commis samedi soir et dont le butin se résumait à un lecteur MP3 et une clé USB. Mini butin pour une maxi peine. Sauf que le prévenu en question a déjà 12 condamnations au compteur judiciaire quand il est interpellé ce samedi soir, après avoir cambriolé une voiture. La clé USB dérobée est retrouvée sur lui mais il nie toute implication. Son complice, âgé de 19 ans, le désigne néanmoins comme étant le coauteur des faits. Ce dernier, primo délinquant, reconnaît en prime une dizaine d'autres vols à la roulotte. Mais avec la loi sur la récidive du 10 août 2007, l'épée de Damoclès est au-dessus du seul récidiviste de l'affaire : David Espade. C'est la chausse-trappe de la peine plancher qui s'ouvre sous ses pieds. En récidive sur le vol, sur un recel de portable volé que la police retrouve chez lui et pour une conduite sans permis le 28 juin dernier, cela fait beaucoup trop en ces temps où les huit lettres du mot récidive valent d'avance une peine de prison ferme. Pour David Espade, sans emploi, ce sera donc au minimum deux ans, au maximum dix. Malgré les efforts de son avocat qui tente de présenter au tribunal les preuves intangibles d'un projet professionnel qui pourrait lui permettre de bénéficier d'une réduction de la peine plancher, David Espade se voit condamner à 24 mois de prison ferme ; le procureur de la République en demandait 25. Son complice, actuellement chez les compagnons de la maçonnerie, « à la personnalité structurée et socialisée » selon son conseil, a lui écopé de 6 mois de prison avec sursis, assorti de 18 mois de mise à l'épreuve pour les mêmes faits. Mais en matière de peine plancher, c'est le passé qui est déterminant.
Sud Ouest du 9 octobre 2007

L'IMMIGRATION REGULIERE EN CHIFFRES

Les chiffres les plus récents de l'immigration régulière ont été calculés par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) à partir de deux collectes annuelles de recensement réalisés début 2004 et début 2005. Sur la base de ces données, il a été évalué qu'à la mi-2004 4,9 millions d'immigrés résidaient en France métropolitaine, soit 8,1 % de la population totale, un chiffre qui n'a guère varié depuis. Cela représentait environ 700 000 personnes de plus qu'en 1990 et 600 000 de plus qu'en 1999, dates des deux précédents recensements. Le plus grand nombre de ces immigrés - 1,7 million - viennent des pays de l'Union européenne, chiffre qui s'avère identique à celui de 1999. Les immigrés natifs du Maghreb constituent le deuxième groupe en importance, avec 1,5 million de personnes en 2004-2005, soit 220 000 de plus qu'en 1999, les Algériens et les Marocains ayant une part égale dans cette croissance. Enfin, 1 400 000 personnes sont originaires d'autres parties du monde (contre 1,1 million en 1999) : elles sont arrivées pour l'essentiel d'Asie (48 %, dont 16 % pour la Turquie) et d'Afrique subsaharienne (40 %). Les statistiques du ministère de l'intérieur montrent une légère baisse, en 2005 par rapport à 2004, du nombre de titres de séjour délivrés à des étrangers ressortissants de pays tiers à l'Union européenne : 187 000 titres (soit - 2,5 %). Toujours en 2005, l'immigration familiale (motivée par un regroupement familial ou des liens familiaux et personnels) représentait la moitié des flux, tandis que celle basée sur des motifs professionnels restait marginale.
La Croix du 10 octobre 2007

MIL-VIGILANCE N° 17/2007

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois
Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 18/2007 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

L'ARGENT DES SYNDICATS

Une chose est sûre : les caisses des syndicats français ne souffrent pas trop de l'effritement constant de leur audience. Deniers du contribuable, petites combines et maquis des mécanismes de financement leur permettent de survivre et, pour certains, de prospérer sans jamais rendre de comptes. C'est ce que constate le rapport remis au gouvernement en mai 2006 par Raphaël Hadas-Lebel, président de section au Conseil d'Etat : « Le financement des organisations syndicales est caractérisé par une grande opacité : aucun document public ou administratif porté à notre connaissance ne présente de synthèses des ressources financières des syndicats en France, ni même des mécanismes de financement. » Quelque dossier que l'on traite à propos du syndicalisme français, obtenir des données chiffrées s'avère pour le moins difficile. Effectifs des militants et des permanents, budget global, sources de financements... Les syndicats sont partout, mais personne ne peut dire précisément ce qu'ils représentent, encore moins ce qu'ils coûtent à l'Etat.

Alors que le taux de syndicalisation est de 30 % dans le très libéral Royaume-Uni, il tournerait en France autour de 7 à 9 %. Un chiffre gonflé par une poignée d'entreprises (La Poste, la SNCF...) ou certains ministères, comme l'Education nationale et les Finances, où la syndicalisation atteint 20 à 25 % des effectifs. Louis Viannet, ancien "patron" de la CGT, l'admettait : « Tous syndicats réunis, nous ne regroupons même pas 10 % des salariés, et ces salariés se trouvent tous dans les mêmes secteurs ». Même constat à la CFE-CGC dont le président, Bernard Van Craeynest, reconnaît avec lucidité : « Malgré les quinze dernières années, durant lesquelles nous avons eu tendance à regagner des adhérents, la faiblesse des effectifs demeure le problème de fond. »

Car faute d'adhérents, les cotisations se font logiquement plus maigres. Elles représenteraient 57 % du budget total de FO et 34 % de celui de la CGT. Entre les deux, la CFE-CGC déclare un chiffre de 40 %, la CFDT de 50 %. Mais la réalité est bien moins glorieuse. Selon Bernard Vivier, directeur de l'Institut supérieur du travail (IST), « les cotisations ne représentent tout au plus que 15 à 20 % des ressources financières du syndicalisme français ». En Suède, en Allemagne ou en Belgique la part des cotisations dans les finances des syndicats est de l'ordre de 80 %. En Italie les organisations perçoivent de leurs adhérents plus d'un milliard d'euros de cotisations, en Belgique 400 millions. En France ? Moins de 200 millions. Mais là encore, le conditionnel est de mise, les centrales entretenant le flou. Seule la CFDT publie sur son site Internet une ébauche de budget. « Ce n'est que la partie émergée de l'iceberg, affirme néanmoins Dominique Labbé, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Grenoble, auteur d'une Histoire des syndicats au XXe siècle (Le Seuil). La seule chose qu'il vous est permis de voir est le budget confédéral purgé de tous les satellites qui gravitent autour : instituts divers, tour-opérateurs, cabinets d'expertise comptable, unions de consommateurs... Comme si un groupe publiait les comptes du holding en omettant de communiquer les chiffres de ses multiples filiales... »

Si les effectifs, et par là-même les cotisations, ont fondu, les dépenses ont enflé. « Le syndicalisme français, pauvre il y a un siècle, est aujourd'hui relativement riche », constate Bernard Vivier. Rien qu'au niveau confédéral, la CGT a quintuplé le nombre de ses permanents en trente ans, de 60 à 300 personnes, alors que ses effectifs étaient divisés par deux et demi. Dominique Labbé estime à 10 000 le nombre total de permanents cégétistes, en cumulant la confédération, les fédérations, les unions départementales et locales, les sections d'entreprises et tous les satellites qui gravitent autour du syndicat communiste. La CFDT alignerait, quant à elle, de 8 000 à 10 000 permanents, Force ouvrière, 7 000. La CFE-CGC et la CFTC, 3 000 chacune. Et malgré l'hémorragie de leurs militants, FO et la CFDT n'ont pas hésité à se doter dans le courant des années 1990 de sièges parisiens plus que confortables. Un immeuble de 5 900 mètres carrés près de Montparnasse pour la première, 19 000 mètres carrés dans le XIXe arrondissement pour la seconde. Montant des investissements : 15 et 30 millions d'euros. Où le "club des cinq" (la CGT, la CFDT, FO, la CGC et la CFTC) va-t-il chercher cet argent ? Comme souvent en France, la réponse est à chercher (au moins en partie) du côté de l'Etat et des collectivités locales. Les subventions publiques, les prélèvements sur les organismes paritaires et les avantages tirés des "droits syndicaux" constituent les trois sources principales auxquelles s'abreuvant les syndicats. Les innombrables subventions dont bénéficient les syndicats constituent l'argent blanc de leurs budgets. Maignon montre discrètement l'exemple par le biais de l'Institut de recherches économiques et sociales (Ires). Créé par Pierre Mauroy, cet organisme de droit privé géré par les grandes centrales est chargé de produire rapports et études sur le syndicalisme. Il perçoit une subvention annuelle de 3,3 millions d'euros, que se partagent à parts égales les "cinq grands" et l'Unsa-Education. Une part pour faire tourner l'institut, une autre pour produire lesdits rapports, le reste pour le syndicat.

La plupart des ministères y vont également de leur obole. En 2005, le ministère du Travail a ainsi octroyé 29 millions d'euros à l'ensemble des centrales au titre de la formation des délégués syndicaux, des délégués du personnel, des conseillers prud'hommes... Le ministère de l'Agriculture verse une dizaine de millions d'euros aux syndicats d'agriculteurs. L'essentiel étant de participer, le Quai d'Orsay lâche 300 000 euros pour « soutenir la coopération syndicale internationale ». Mais le plus généreux est sans conteste le ministère du Budget, avec pas moins de 300 millions d'euros d'abattements fiscaux, d'exonérations d'impôt ou de cotisations syndicales déduites de l'impôt sur le revenu à hauteur de 60 %. À la générosité gouvernementale, s'ajoutent celles des régions, des départements et des municipalités qui, outre des subventions parfois importantes, fournissent à titre gracieux locaux, chauffage, nettoyage, informatique ou téléphone. Quant aux 64 militants syndicaux qui siègent au Conseil économique et social, ils reversent l'intégralité de leur indemnité (2 600 euros nets mensuels) à leur syndicat. CGT et CFDT empochent ainsi chacune entre 500 000 et 600 000 euros chaque année. Merci qui ? Merci le contribuable. La mise à disposition de permanents et les heures de délégation au titre des "droits syndicaux" constituent une autre ressource importante – la plus importante, même, mais pas la plus transparente... Les salariés mandatés se consacrent totalement ou partiellement à leur syndicat mais perçoivent leur salaire de leur employeur d'origine. À l'Education nationale, 2 500 personnes, en équivalents temps plein, seraient détachées auprès des syndicats. Du côté de la Police, 1 600 agents bénéficient d'une décharge totale de service, soit plus d'un policier sur 100... Autre employeur extrêmement généreux : la SNCF. Entre les mises à disposition, les délégués syndicaux, les autorisations d'absence pour assister à des réunions syndicales, c'est 1 % de la masse salariale de l'entreprise qui est consacré au syndicalisme, soit 1 700 équivalents temps plein. Quant à la Sécurité sociale, l'ANPE et l'Unedic, la formation des adultes ou les caisses de retraites complémentaires, ce sont autant de bases logistiques où les syndicats peuvent trouver permanents, locaux et matériel informatique à un coût modique. « Au total, dans les trois fonctions publiques, les organismes de la "Sécu" ou les grandes entreprises nationales, les "droits syndicaux" (décharges de service et autorisations d'absence) représentent au minimum l'équivalent de 40 000 emplois à temps plein », estime Dominique Labbé. Le coût annuel moyen d'un salarié de l'Etat étant de 28 000 euros l'addition pour le contribuable est de plus d'un milliard d'euros. Est-ce raisonnable ? Certes, le paritarisme a sa part de légitimité, les syndicats y exerçant une mission de service public. « Que les syndicats reçoivent de l'argent public n'est pas malsain en soi », affirme Bernard Vivier. Comment feraient-ils sans subventions pour former les 14 000 conseillers prud'hommes que nécessitent chaque année les 200 000 conflits individuels du travail ? « En leur absence, il faudrait recruter des milliers de juges. Le contribuable n'y gagnerait pas forcément », explique-t-il.

Reste que, bien au chaud au sein d'organismes brassant des sommes considérables (à lui seul le budget de la "Sécu" atteint 180 milliards d'euros), les partenaires sociaux ont tendance à abuser des contreparties censées couvrir les frais du paritarisme. Ainsi les organismes paritaires remboursent les yeux fermés des centaines de milliers d'euros au titre de la formation et de l'assistance technique de leurs administrateurs syndicaux. Au point que les syndicats peuvent avoir la « tentation de majorer artificiellement le nombre des journées/stagiaires déclarées », a plusieurs fois noté la Cour des comptes. Il en est de même de l'argent de la formation permanente, collecté par les OPCA (organismes paritaires collecteurs agréés). Leur objectif : aider les chômeurs et les salariés peu qualifiés à parfaire leur formation professionnelle. Ces organismes reversent aux "cinq grands" et aux syndicats patronaux 0,75 % des 4 milliards d'euros perçus auprès des entreprises. Soit environ 30 millions d'euros chaque année. Pour pimenter l'affaire, un Fonds national de gestion de la formation professionnelle (Fongefor), créé en 1996, chapeaute l'ensemble des OPCA et reverse également 0,75 % de la collecte aux partenaires sociaux. En 2001, par sa seule participation à la gestion de la formation professionnelle, la CGT a touché presque 4 millions d'euros. La CFDT, 5,5 millions.

Flairant de possibles dérapages, la Cour des comptes a mené une inspection fin 2005 mais n'a pas rendu publiques ses conclusions. L'affaire était-elle trop gênante ? Si l'on en croit Erwan Seznec, auteur de Syndicats, grands discours et petites combines (Hachette Littératures), « rien n'empêche un OPCA de choisir un centre [de formation] "ami" dans lequel une partie de l'argent versé pour payer les formations s'évaporerait discrètement », écrit le journaliste. Comment ? « Il suffit d'organiser des stages fantômes. Le risque de se faire prendre est objectivement limité, dans la mesure où les contrôles sont rares. Ni l'Urssaf, ni les directions départementales du travail n'ont envie de lever ce gros lièvre », affirme-t-il. Sans parler des formations "bidons", la tentation est grande de surfacturer les services rendus. C'est plus discret et plus simple : 150 heures au lieu de 100 heures, ni vu, ni connu. Et de la tentation au passage à l'acte, il n'y a souvent qu'un pas...

Valeurs Actuelles du 19 octobre 2007

LE TERRORISME D'EXTRÊME GAUCHE REJOINT LES DJIHADISTES ?

A priori, tout semble opposer les idéaux de l'extrême-gauche et les djihadistes salafistes. Pourtant, des points de convergence sont en train de les rapprocher au-delà de leur différence fondamentale : le fait que les premiers ne croient pas en Dieu et que les seconds sont prêts à sacrifier leur vie pour Allah et son prophète.

En effet, si les idéologies marxiste-léniniste et maoïste prônées par les activistes d'extrême gauche (et anarchistes) depuis les années 60-70 sont largement discréditées – surtout après l'effondrement de l'URSS et la conversion à l'économie de marché du régime chinois – ces derniers se retrouvent dans de nouveaux idéaux qui sont proches de ceux prônés par les djihadistes salafistes.

Les deux courants de pensée conçoivent leur lutte comme une révolte dirigée contre ce qu'ils considèrent être une société injuste. Leur but commun est de conduire une révolution qui rebâtera un monde meilleur sur les ruines de la société qu'ils auront contribué à détruire. L'extrême gauche et les djihadistes salafistes rejettent conjointement les valeurs bourgeoises, le matérialisme, le capitalisme et son corollaire: la mondialisation.

Dans les deux cas, de nombreuses jeunes recrues agissent en réaction contre leurs parents et leurs aînés. Tout débute donc par un conflit de générations. Les gauchistes, souvent issus de la bonne société, en rejettent les valeurs. Les jeunes attirés par le salafisme refusent la religion telle que la pratiquent leurs parents. Ils jugent qu'elle a surtout été utilisée dans le but de les asservir et de leur faire accepter leur sort sans sourciller. La cause de cette révolte tient beaucoup au fait que ces jeunes n'ont pas su ou pu s'intégrer dans la société dans laquelle leurs parents ont construit leur vie. Enfin, ils croient tous lutter pour une idée qui concerne autant eux-mêmes que l'ensemble de la planète, par delà les frontières. Tous souhaitent donc mener une révolution mondiale.

Le docteur Ayman Al-Zawahiri, numéro deux d'Al-Qaïda et fin connaisseur de la civilisation occidentale, a bien compris cette évolution. Il tente donc de l'exploiter à son profit. Le 5 mai 2007, une vidéo issue de la société de production d'Al-Qaïda, Sahab1, a été diffusée reprenant ses déclarations suivantes: « je veux que les noirs en Amérique, le gens de couleur, les Indiens américains, les Hispaniques et que tous les faibles et opprimés d'Amérique du Nord et du Sud, d'Afrique et d'Asie et partout dans le monde sachent que lorsque nous menons la guerre sainte selon la volonté d'Allah, nous ne nous battons pas seulement pour lever l'oppression dont souffre le peuple musulman, mais aussi pour lever l'oppression de l'ensemble de l'humanité ». Il invite les défavorisés à « rejoindre l'islam, la religion de liberté et de rejet de la tyrannie... ». Il montre en exemple al-Hajj Malik al-Shabazz - Malcom X - en le qualifiant de « combattant et martyr ».

La réapparition en Allemagne et en Italie des groupes révolutionnaires qui reprennent les traditions de la Rote Armee Fraktion (Fraction Armée Rouge) et des Brigades Rouges2 commence à inquiéter sérieusement les autorités. Une des nouvelles organisations terroristes allemande s'intitule « MG » (Militant Group). En Italie, on parle de la « seconde position des Brigades Rouges ». Si, à l'époque, ces mouvements terroristes n'avaient pas reçu le soutien populaire qu'ils espéraient, il en est différemment aujourd'hui. A savoir, nombre de militants altermondialistes sont prêts à accepter que la violence soit employée pour faire triompher leurs idées. S'ils ne passent pas eux-mêmes à l'acte, ils constituent néanmoins un vivier et un réseau logistique important sur lesquels peuvent compter les extrémistes. Intelligemment, ils ont également su porter leur combat politique sur les thèmes populaires que sont l'écologie, la défense des Droits de l'Homme, l'identité régionale revendiquée par de nombreux séparatistes, etc. Ils obtiennent la publicité qu'ils recherchent grâce à la couverture complaisante de leurs actions par nombre de journalistes en mal de sensationnel ou encore très marqués par l'idéologie marxiste-léniniste. Beaucoup d'intellectuels, également solidement ancrés à gauche, soutiennent leur action, ce qui tend à leur donner une caution morale qui peut peser dans la balance.

Il est surtout frappant de constater que, pour eux, les règles de la démocratie ne s'appliquent que lorsqu'elles leur sont favorables. En cas d'échec, comme dans le cas des récentes élections françaises, ils remettent alors en cause la légitimité même du système et font « parler la rue ». Dans un premier temps, ce seront des grèves, des manifestations, de la « résistance » civique. Certains extrémistes feront appel à la violence pouvant aller jusqu'à l'acte terroriste. Leur rêve reste toujours la « révolution » qui abattra le système capitaliste qu'ils honnissent, pour établir la société dont il rêvent qui est en fait une dictature d'un petit nombre d'illuminés appuyés par des « imbéciles utiles » comme les appelait Lénine.

En conséquence, ayant le même objectif à court et moyen terme - la destruction de la société occidentale - les activistes d'extrême gauche et les djihadistes salafistes peuvent nouer des relations logistiques et parfois opérationnelles communes. Pour eux, le problème ne se pose pas durant la première phase de la révolution, dont le but est de détruire la société actuelle. C'est quand la reconstruction débutera que les conflits surviendront entre les deux camps. Nul doute que les djihadistes comptent alors remporter aisément la victoire sur leurs alliés de circonstance, car ils sont beaucoup mieux structurés, armés et unis. Ils comptent également sur la conversion à l'islam d'ex-activistes d'extrême gauche. Sans être encore important, ce phénomène est en train de débiter. Ces personnes avides d'idéal que la société capitaliste ne peut pas leur proposer, se tournent vers l'islam comme beaucoup de leurs anciens avaient adhéré au bouddhisme. Mais, différence importante, les adeptes de cette religion prônaient pour leur part la non violence.

AR – Centre Français de Recherche sur le Renseignement - Juin 2007

FRAUDES SOCIALES : LE HOLD-UP

Faux malades, faux chômeurs, travail au noir... Simples resquilleurs, mais aussi, de plus en plus, escrocs organisés font perdre quelque 19 milliards d'euros par an aux divers organismes sociaux: près de deux fois le trou de la Sécu! Un fléau qui doit beaucoup au laxisme et au manque de moyens. L'Etat semble enfin décidé à le combattre. (...)

Les bénéficiaires d'aides sociales sont, par définition, mal lotis. Certains s'interdisent de blâmer ces resquilleurs quand ils cherchent seulement à arrondir leurs fins de mois. En particulier, les agents des caisses sociales: ils n'ont pas cette vocation disent-ils. Quant aux inspecteurs du travail, ils refusent de jouer les balances. Ils ne collaboreront pas avec la police, ils l'ont dit et signé au bas d'une pétition nationale envoyée au ministère de l'Intérieur cet été. (...)

Les sommes en jeu sont colossales. En 2005, la France a dépensé 505 milliards d'euros en remboursements de soins, indemnités chômage, arrêts maladie, etc. «Les caisses offrent tous les avantages d'une banque sans les inconvénients, affirme le commissaire Fougeray. Frauder les allocations familiales, le RMI, l'assurance-maladie ou les Assedic rapporte un maximum de bénéfices pour une prise de risque minimum.» La plupart des plaintes pour fraude déposées par les organismes sociaux sont encore classées sans suite par le procureur de la République. Au pire, les resquilleurs, quand ils se font coincer, sont priés de rembourser les montants détournés - avec, parfois, des facilités de paiement. Certains grands délinquants l'ont bien compris, qui se recyclent dans les fausses déclarations Assedic. En l'espace d'un an, 120 ressortissants de l'ex-Yougoslavie ont réussi à extorquer 1,6 million d'euros à la Cnam grâce à de faux arrêts maladie et de fausses fiches de paie. Déclarés insolvables au moment du jugement - à peine perçu, l'argent était transféré sur un compte à l'étranger - les malfaiteurs n'ont jamais eu à rembourser le produit de leurs méfaits. L'étanchéité des organismes entre eux facilite la vie des tricheurs. Un allocataire peut demander la même prestation familiale ou le RMI dans plusieurs départements sans se faire repérer. Ni les 128 caisses primaires d'assurance-maladie (CPAM) qui maillet le territoire ni leurs 123 homologues des caisses d'allocations familiales (CAF) ne partagent leurs fichiers. Muni de photocopies de cartes Vitale, un escroc peut se faire rembourser dans plusieurs CPAM au nom de différents assurés. (...)

Selon un rapport de l'Assemblée nationale, entre 6 000 et 7 000 entreprises immatriculées seraient des sociétés fantômes. Utiliser une carte Vitale qui ne vous appartient est un jeu d'enfant: il suffit de la photocopier. Plus de 30% des allocations aux adultes handicapés (AAH) ne seraient médicalement pas justifiées. En 2004, grâce aux seuls fichiers d'empreintes digitales, la police a détecté plus de 40 000 «usurpations d'identité»: un même extrait de naissance utilisé par plusieurs individus. Chacune de ces infractions ouvre la voie à un champ d'escroqueries potentielles.

L'Express du 10 octobre 2007

AU FRONT NATIONAL, D'UN LE PEN L'AUTRE

Le Pen prépare le terrain pour Le Pen... Officiellement pour des raisons d'économie, l'architecture de la direction du FN va être remaniée. La délégation générale pourrait disparaître pour laisser place à deux vice-présidences, l'une chargée de l'international, confiée à Bruno Gollnisch, et l'autre, de tous les autres secteurs, irait dans les mains de Marine Le Pen. Les actuels vice-présidents, des «historiques» comme Roger Holeindre, se verraient alors attribuer des titres honorifiques. Le nombre d'élus au bureau politique serait ramené de 50 à 20, officiellement pour raisons d'économie. «En fait, cela permettra d'avoir un bureau unanime autour de la nouvelle direction», explique un des permanents du Paquebot. Mais cette mise au pas déplaît fortement aux purs et durs. Deux secrétaires départementaux, Régis de la Croix-Vaubois et Jean-François Touzé, ont démissionné et annoncé qu'ils ne se représenteraient pas au comité central. Tout comme l'ancien secrétaire général Carl Lang ou le délégué général adjoint Martial Bild. D'autres ont menacé de faire de même avant d'être rappelés à la raison par Carl Lang. Ce dernier a déjà annoncé sa candidature à la présidence du FN dans trois ans, histoire de prendre date et de ne pas laisser le champ libre à Marine Le Pen. Mais la guerre pour la reprise de la maison Le Pen pourrait avoir lieu plus tôt que prévue.

Libération du 9 octobre 2007

ON CROIT REVER ! (BIS)

«Non aux violences, justice pour Mounir.» Le slogan circule dans le quartier des Tarterêts à Corbeil-Essonnes. Mounir ? C'est ce jeune de 23 ans condamné à huit ans de prison lors du procès des agresseurs de deux CRS lynchés l'année dernière dans la cité. Une telle peine est vécue comme une « injustice » par sa famille. Son père Taieb distribuait des tracts sur le marché pour le soutien de son fils, un rassemblement est prévu sur le stade de football aux Tarterêts. Habituellement, les manifestations de ce genre s'organisent pour des victimes mais rarement pour des condamnés. « J'essaierai de venir », promet un commerçant. Autour de la famille de Mounir Labidi s'est constitué un petit comité réunissant des jeunes, des militants communistes et même une enseignante du quartier.. « On est tous contre les violences, soutient sa mère. Mais il n'existe aucune preuve contre mon fils. Sa vie va être gâchée. » Dans les couloirs du tribunal d'Evry, cette manifestation laisse songeur. Ce rassemblement tombe à une quinzaine de jours de l'examen de demande de mise en liberté déposée par l'avocat de Mounir. (...) Dans cette affaire, de nombreux témoins ont fait des allers-retours, par « peur des représailles ». A ses éléments s'ajoutent les faux alibis présentés par Mounir, au passé judiciaire chargé (huit condamnations pour vols et violences). « Il a menti. C'est une bêtise, admet son cousin. Mais ça n'est pas une preuve. D'autres qui ont avoué ont été condamnés à des peines beaucoup plus légères. Ce n'est pas normal. »

Le Parisien du 8 novembre 2007

MIL-VIGILANCE N° 18/2007

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois

Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 19/2007 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

IMMIGRATION, IDENTITE, DEVELOPPEMENT : TROIS MISSIONS ETROITEMENT LIEES

Depuis plus de vingt ans, prononcer le mot « immigration » était devenu en France une manifestation d'extrémisme, de xénophobie, voire de racisme. Pourtant, le problème n'était pas l'immigration mais plutôt l'absence d'une politique d'immigration. Il fallait prendre au sérieux un enjeu fondamental pour notre destin collectif. Pourquoi un ministère ad hoc ? La création d'une entité unique par le gouvernement de François Fillon est salutaire tant les différents volets de la politique de l'immigration étaient jusqu'ici éclatés en plusieurs ministères. Pour des raisons de simplification administrative et d'efficacité politique, la constitution d'un ministère spécifique est une heureuse nouvelle. Quelle sera notre politique au sein de ce ministère ? Fermes et humains, nous développerons les intérêts économiques de notre pays tout en préservant nos convictions humanitaires. Nous devons atteindre quatre objectifs : maîtriser les flux migratoires, favoriser l'intégration, promouvoir l'identité française et encourager le codéveloppement.

1. En matière de flux migratoires, la lutte contre l'immigration illégale restera une priorité absolue. Grâce à la politique pragmatique menée par le gouvernement précédent, sous la conduite du ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy, les reconduites effectives à la frontière ont augmenté de 140 % entre 2002 et 2006. Nous resterons très fermes : pour 2007, l'objectif est de 25.000 éloignements. Les étrangers « sans papiers » n'ont pas vocation à rester en France, mais à être raccompagnés dans leur pays d'origine, de manière volontaire ou contrainte.

Je sais que les étrangers devant être raccompagnés dans leur pays d'origine ont parfois des enfants scolarisés. Ma position est claire : s'il est normal que les enfants présents sur le territoire soient scolarisés, cela ne signifie pas que les parents doivent automatiquement bénéficier de papiers. Le droit à l'instruction d'un enfant peut aussi être satisfait dans son pays d'origine ; il n'a jamais entraîné le droit de séjour du parent. Prétendre le contraire reviendrait à créer une nouvelle filière d'immigration.

Dans le même temps, le droit d'asile politique, qui consiste à offrir une protection à des personnes étrangères persécutées, restera pour notre pays une exigence morale. En 2005, la France a accordé à 14.000 personnes le statut de réfugié. Pour améliorer le processus, nous raccourcirons les délais d'instruction qui, déjà passés de deux ans à douze mois, devraient pouvoir ne plus dépasser les six mois. Maîtriser l'immigration n'implique pas seulement la réguler, cela signifie aussi la choisir. Aujourd'hui, en France, seulement 7 % des titres de séjour accordés le sont pour des raisons professionnelles. A nous de mieux sélectionner les migrants et d'encourager l'immigration pour raisons professionnelles.

Pour cela, nous devons prendre en compte nos besoins économiques et démographiques qui évoluent. Ces derniers sont moins élevés que ceux de nos voisins. La France a un taux de fécondité de près de 2 enfants par femme en âge de procréer, ce qui assure le renouvellement des générations, alors qu'en Espagne, en Italie et en Allemagne, ce taux oscille entre 1,3 et 1,35, provoquant une diminution de la population active.

En revanche, en France, plusieurs secteurs d'activité, tels que le bâtiment, l'hôtellerie, la restauration, le travail saisonnier agricole, les services à la personne mais aussi l'activité scientifique, ont besoin d'une main-d'œuvre et de talents d'origine étrangère. Sans pratiquer un pillage des cerveaux, nous devons en favoriser la circulation. Nous le savons : l'immigration zéro n'est ni possible ni souhaitable.

Si le respect de la vie de famille reste l'une de nos valeurs fondamentales, la part prépondérante de l'immigration familiale dans notre pays n'est pas satisfaisante. Afin de faire venir sa famille, l'étranger doit prouver qu'il peut la faire vivre des revenus de son travail, qu'il dispose d'un logement décent et qu'il respecte les principes républicains. Nous mettrons en œuvre cette réforme sur le terrain. Et, conformément aux engagements du président de la République, nous réfléchissons à l'idée qu'un candidat au regroupement familial soit désormais soumis à un test de maîtrise minimale de notre langue et de connaissance de notre culture. L'intégration doit se préparer dès le pays d'origine.

2. Favoriser l'intégration est, en effet, le second enjeu de ce ministère. Depuis 2006, un étranger admis pour la première fois au séjour en France et qui souhaite s'y établir doit obligatoirement signer un « contrat d'accueil et d'intégration » lui permettant de recevoir une formation civique, linguistique et pratique sur la vie en France. Ce contrat constitue la première étape d'un parcours d'intégration qui impose notamment de respecter les principes républicains et de maîtriser la langue française pour bénéficier d'une carte de résident de dix ans. Les valeurs républicaines doivent être respectées de tous ceux qui souhaitent s'installer durablement dans notre pays. L'étranger n'est pas le seul à avoir des devoirs, l'Etat en a aussi envers lui. L'accès au logement, à l'éducation, à la formation et au travail doit être facilité pour permettre à celui qui souhaite s'intégrer de pouvoir le faire. Nous allons, par exemple, revisiter la

politique de la ville parce que la ségrégation urbaine constitue l'un des obstacles majeurs à l'intégration.

3. Promouvoir notre identité. L'identité française est à la fois l'héritage de notre histoire et l'avenir de notre communauté nationale. La constitution de la Ve République, à son article premier, affirme que « la France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. » Cette notion, en devenant permanente, contribue à assurer notre équilibre national. Notre identité est une réponse à la fois à la mondialisation et aux communautarismes. Lier immigration, intégration et identité n'a rien de honteux. Cacher notre identité à ceux qui souhaitent s'installer en France reviendrait à renier les valeurs qui ont forgé notre histoire et à accepter l'idée que l'immigration ne soit dictée que par des considérations matérielles. La promotion de notre identité ne révèle strictement aucune hostilité à l'égard des immigrés. Elle n'entame en rien la diversité, elle donne aux étrangers un guide de valeurs républicaines à respecter. L'identité nationale n'est pas un concept, c'est une boussole pour les Français et pour toutes celles et ceux qui aspirent à le devenir.

Cette identité passe avant tout par la langue qui doit être promue notamment grâce au réseau des alliances françaises déjà présent dans 133 pays mais qui sera considérablement développé et dynamisé.

4. Le codéveloppement, sans lequel une politique migratoire moderne ne se conçoit pas. L'enjeu du codéveloppement est de donner aux Etats du Sud et à leurs ressortissants les moyens d'avoir confiance en eux-mêmes et de construire un avenir en dehors de l'émigration.

Nous devons faire en sorte que les transferts de fonds des migrants en France vers leur pays d'origine, dont 80 % sont aujourd'hui consacrés à la consommation courante, soient davantage utilisés à des fins d'investissement productif. Nous allons, par exemple, mettre en œuvre le « compte épargne codéveloppement » qui est destiné à mobiliser l'épargne des migrants présents en France vers des projets d'investissement économique dans leur pays d'origine.

L'aide au retour volontaire doit être proposée à tous les étrangers en situation irrégulière ayant été invités à quitter le territoire. L'aide aux migrants porteurs d'un projet de réinsertion économique dans leur pays d'origine sera favorisée et les actions de coopération conduites par les bénéficiaires de la carte « compétences et talents » seront encouragées.

Surtout, le dialogue avec les pays d'origine sera renforcé afin de généraliser les accords de gestion concertée des flux migratoires, à l'image de celui que Nicolas Sarkozy avait signé au nom de la France avec le Sénégal, à l'automne dernier.

Pour les Français et pour ceux qui aspirent à rejoindre notre communauté nationale, la création d'un ministère compétent pour l'immigration, l'intégration, l'identité nationale et le codéveloppement est une chance. Ce n'est pas un hasard si 72 % des Français interrogés ont très récemment approuvé sa création : notre pays comprend que la maîtrise et le choix de nos flux migratoires n'empêchent en rien la promotion d'une France généreuse, diverse et ouverte sur le monde.

Ce ministère, par l'audace de sa création et le courage de son action, a une ambition : permettre à notre communauté nationale de mieux vivre ensemble.

Brice Hortefeux, ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Codéveloppement - Le Figaro du 1er juin 2007

QUE RESTE-T-IL DU FRONT NATIONAL EN FRANCE ?

Jusqu'à l'élection présidentielle de 2002, le candidat d'extrême droite n'avait cessé d'améliorer son score : 14,38 % des suffrages exprimés en 1988, 15,00 % en 1995, 16,86 %, avant son apogée : sa qualification pour le second tour en 2002, au nez et à la barbe Lionel Jospin. En mai dernier, Jean-Marie Le Pen n'a pourtant que tout juste dépassé les 10 %. Selon le sondage sorti des urnes CSA, 30 % des électeurs lepénistes de 2002 ont voté en 2007 en faveur de Nicolas Sarkozy. Ce qui fait dire à Jean-Yves Camus, spécialiste de l'extrême droite, que « la marginalisation du FN est arithmétiquement acquise » depuis la dernière élection présidentielle. « La vraie question est de savoir si le FN sera au cours du quinquennat en capacité de capter les électeurs frontistes passés au sarkozysme, qui seront inéluctablement déçus », poursuit le politologue. Lequel insiste sur l'incertitude concernant l'état de santé du FN lorsque ces mécontentements s'exprimeront. Jean-Marie Le Pen en sera-t-il toujours le chef ? Marine Le Pen lui aura-t-elle succédé ? Le FN sera-t-il en train de s'entre-déchirer ? On n'en est pas aux certitudes.

Pour l'heure, l'analyse de son déclin électoral montre qu'il a été amplifié par la réforme (en 2003) du mode de scrutin aux élections régionales. Jusque-là, le FN avait obtenu à chaque fois des élus dans 21 des 22 régions métropolitaines, augmentant progressivement son nombre de conseillers régionaux. Mais, en 2004, le parti frontiste n'a fait élire que 156 conseillers régionaux, contre 275 en 1998, dans 17 régions. Il ne possède, par ailleurs, plus de conseiller général ni de maire de ville de plus de 3 500 habitants. Les derniers ont été battus aux scrutins suivants, ou bien ils ont quitté le FN. C'est le cas de Daniel Simonpiéri (FN, puis MNR, puis UMP), maire de Marignane et conseiller général des Bouches-du-Rhône ; de Jacques Bompard (FN, puis MPF), maire d'Orange et conseiller général du Vaucluse ; de Marie-Claude Bompard (FN, puis MPF), conseillère générale du Vaucluse ; de Marie-Christine Bignon (FN, puis MPF), maire de Chauffailles (Saône-et-Loire) et conseillère régionale de Bourgogne. Malgré tout, plutôt satisfait de ses résultats aux récentes cantonales partielles, le Front national vient de créer sous la houlette de Marine Le Pen une cellule « élections partielles ». Louis Aliot affirme, en outre, que le mouvement de départs vers la droite en général et le parti de Philippe de Villiers en particulier a été stoppé. « On réintègre même des personnalités du MPF », prétend le secrétaire général du FN qui ne veut cependant pas donner de noms. « En essayant de

faire une OPA sur le FN, Philippe de Villiers a fait 2 % à la présidentielle. L'opération est définitivement morte. »

Jean-Marie Le Pen soulignera samedi, dans son compte rendu de mandat, que le nombre de parlementaires européens FN a augmenté depuis 2002 en dépit d'une réforme défavorable du mode de scrutin aux élections européennes. En 2004, le FN a, en effet, fait élire sept parlementaires européens, contre cinq seulement en 1999. Le 15 janvier dernier, l'extrême droite était, en outre, parvenue, pour la première fois depuis 1984 à constituer un groupe au Parlement européen, sous la présidence de Bruno Gollnisch, délégué général du FN. Ce groupe a toutefois périclité cette semaine. Cette comparaison avec 1999 est néanmoins un peu biaisée, puisqu'il s'agit de l'année de la création du Mouvement national républicain (MNR) concurrent par Bruno Mégret, ancien délégué général du FN. Or, lors des scrutins de 1984, 1989 et 1994, le FN avait à chaque fois envoyé siéger à Strasbourg plus de 10 élus. Les 2,34 % obtenus par Bruno Mégret à l'élection présidentielle de 2002 ont toutefois mis fin à ses velléités de concurrencer Jean-Marie Le Pen. Électoralement, ce dernier a donc conservé son hégémonie à l'extrême droite. Dans la perspective des élections municipales et cantonales de 2008, le FN est même en contact avec le Parti populiste, créé par des dissidents du MNR. Il reste que, sur le plan militant et organisationnel, « l'appareil n'a jamais récupéré de la scission de 1999 », estime encore Jean-Yves Camus. À l'époque, sur les 97 secrétaires départementaux, seuls 39 étaient restés fidèles à Jean-Marie Le Pen. Alors qu'avant la scission, le FN comptait 42 000 adhérents, ses responsables refusent aujourd'hui de communiquer le nombre de personnes appelées à renouveler ce week-end ses instances dirigeantes. « C'est un chiffre sensible », souligne Louis Aliot. Il se borne à ne donner qu'une fourchette : « entre 40 000 et 80 000 inscrits ». Jean-Marie Le Pen ramène, lui, ce chiffre à 20 000 membres. Le seul véritable enjeu du 13e congrès du FN est l'élection du comité central. Les scores des proches de Marine Le Pen, de Bruno Gollnisch ou de Carl Lang seront étudiés à la loupe dans l'éternelle perspective de la succession, théoriquement dans cinq ans, de Jean-Marie Le Pen. D'après le politologue Erwan Lecœur, qui a dirigé cette année la rédaction d'un Dictionnaire de l'extrême droite, « la question de la succession au FN n'est pas aussi simple que pour un autre parti politique ». Il s'agit « d'une PME familiale, d'une monarchie dans laquelle Jean-Marie Le Pen est tout-puissant ». De fait, à l'exception de Marie-Caroline depuis sa rupture politique avec son père, l'ensemble du « clan Le Pen » travaille pour le parti. « Jean-Marie Le Pen n'a jamais véritablement voulu que le FN arrive au pouvoir mais que lui-même y accède en cas de crise, analyse Erwan Lecœur. Il se vit plus comme un homme providentiel que comme un chef de parti. Il ne laissera donc à personne d'autre qu'à sa fille le soin de lui succéder. Mais Jean-Marie Le Pen s'intéresse surtout à ce que l'histoire retienne qu'il est celui qui a permis à l'extrême droite de sortir de l'ornière. » Dans une telle hypothèse, Erwan Lecœur estime que « les groupuscules que le FN a écrasés vont reprendre du poids ». Jean-Yves Camus note, de son côté, qu'un « front commun des opposants à la ligne Marine Le Pen essaie de se structurer » autour de Carl Lang (FN), Bruno Mégret (MNR), Fabrice Robert (Les Identitaires) et Robert Spieler (Alsace d'abord), dont le parti régionaliste a fait élire en 2004 un conseiller régional dans le Haut-Rhin, Christian Chaton. « Beaucoup de gens attendent de voir comment le congrès du FN se passe et sont déjà en contact avec nous », observe Nicolas Bay, secrétaire général du MNR, tout en assurant que « la démarche du MNR n'est pas de déboucher au FN ». Peut-être, mais, en dehors des militants, la « marque » Le Pen demeure la référence pour les électeurs d'extrême droite. La preuve : un sondage Ifop indique que 81 % des sympathisants FN souhaitent que Marine Le Pen succède à son père à la présidence du FN, contre 14 % pour Carl Lang.

La Croix du 16 novembre 2007

LES SYNDICATS SUD SONT-ILS MANIPULÉS PAR LA LCR?

Christophe Aguiton, technicien chez France Télécom, figure parmi les fondateurs de SUD PTT et d'AC!, alors qu'il était l'un des dirigeants de la 1^{re} Internationale trotskiste, à laquelle est affiliée la LCR. Mais Aguiton est revenu à la base et, en 2007, il a fait la campagne de José Bové. Parmi les inventeurs de SUD PTT, Pierre Khalfa fut militant de la LCR, au début des années 1980; Annick Coupé, elle, a fréquenté dans sa jeunesse un groupuscule maoïste. Tous deux sont aujourd'hui secrétaires nationaux de Solidaires. A SUD PTT, à SUD Rail, à SUD Aérien, notamment, bien des dirigeants sont membres de la LCR. Tous se retrouvent lors des réunions de la Commission nationale ouvrière de la Ligue pour centraliser leurs informations. Il n'y a pas pour autant de lien de vassalité entre les SUD et la LCR, comme il pouvait y en avoir entre la CGT et le PCF. C'est une osmose. Olivier Besancenot et ses amis trotskistes disent souvent haut et fort ce que pensent les responsables de SUD, notamment lorsqu'ils dénoncent les « trahisons des directions confédérales », un classique de la rhétorique trotskiste.

L'Express du 21 novembre 2007

ENTRE SARKOZY ET BESANCENOT, IL N'Y A PLUS RIEN

« On a reçu plus de 2000 demandes d'adhésion depuis le 6 mai. Pour un parti d'à peine 3000 adhérents, c'est énorme ! Et tous les jours, je reçois des mails d'encouragement de gens qui sont très énervés contre Sarkozy », se félicite Alain Krivine. Au siège de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), on surfe tranquillement sur le succès. (...) Très active dans certains syndicats, notamment Sud cheminots, la LCR n'hésite pas à réclamer 37,5 annuités pour tout le monde, quand le PS, lui, n'ose pas se prononcer sur le fond, se contentant de critiquer l'absence de dialogue entre le gouvernement et les

syndicats. « Le plébiscite va à celui qui proteste », reconnaît Jean-Christophe Cambadélis. « Olivier Besancenot dit ce qu'il pense, il est clair, et surtout, on ne lui demande pas d'agir comme un président de la République », poursuit le lieutenant de Dominique Strauss-Kahn. En politique comme ailleurs, la critique serait facile, mais l'art – d'être un parti de gouvernement – serait plus difficile... En attendant, même si les socialistes espèrent devenir plus audibles à l'approche des municipales, ils regardent d'un oeil très méfiant cette concurrence à leur gauche. Leur « période de creux » et leur « manque d'offre politique », dixit Claude Bartolone, tombe bien mal en pleine montée de la grogne syndicale. « La percée de Besancenot répond au blocage du gouvernement face à l'insatisfaction sociale, commente encore le fabiusien. C'est mécanique : face à la radicalité du gouvernement, l'opinion publique se radicalise ». Marianne2.fr du 14 novembre 2007

«SI TU NE FAIS PAS GREVE, ON VA TE PETER TA BAGNOLE !»

Ce conducteur de métro parisien avoue être clairement opposé à la grève. «Mais à cause des pressions, je vais peut-être devoir participer au mouvement, nous explique-t-il. Je me déciderai à dernière minute.» Les pressions ? «En 1995 aussi, j'étais contre la grève. Mais des collègues ont crevé les pneus de ma voiture...», raconte-t-il. Ce cas n'est pas isolé. Il concerne surtout les plus jeunes, les «entrants» dans l'entreprise comme on appelle ceux qui ne sont pas encore «commissionnés», autrement dit embauchés après un an. Christine, ancienne machiniste à la RATP, se souvient d'un conflit de 1986. «On faisait pression sur moi pour que je ne travaille pas. C'étaient des menaces verbales, des intimidations d'autant plus dures que nous sommes peu de femmes dans cet univers très masculin, explique-t-elle. On me disait que je ne serais pas commissionnée si je ne faisais pas grève alors que, justement, je voulais travailler pour être intégrée !»

À la Confédération française de l'encadrement CGC, on appelle à la grève à la SNCF, mais pas à la RATP. Le président, Bernard Van Craeynest, l'admet : «Oui, bien sûr, il y a des pressions et même sur des non-syndicalistes qui ne souhaitent pas faire grève.» Dans la plupart des cas, il s'agit de conducteurs qui n'arrivent pas à rejoindre leur bus ni à sortir du dépôt. «Celui qui veut bosser est seul face au groupe et il faut avoir la foi chevillée au corps pour résister aux quolibets et aux insultes, insiste Bernard Van Craeynest. Après un conflit, pour ne pas avoir à affronter les autres, certains non-grévistes se font porter pâles ou jettent carrément l'éponge en quittant l'entreprise. Ce sont les conséquences invisibles des mouvements de grève.» (...) La direction de la SNCF précise cependant que les dérapages sont rares et n'a pas jugé nécessaire de prendre des mesures particulières de sécurité en faveur des non-grévistes.

Le Figaro 14 novembre 2007

LA VENDETTA DU CENTRE

Dur, dur, de traîner une image de traîtres ! Sous les coups de boutoir de leur ancien chef de file, François Bayrou, qui a bénéficié de la neutralité bienveillante du PS et de l'indifférence complice de l'UMP, les députés du Nouveau Centre ont échoué à modifier les règles du financement des partis à l'Assemblée nationale. L'épisode, peu glorieux pour la majorité, a souverainement déplu à Nicolas Sarkozy qui a décidé de mettre un terme à la discussion : le Nouveau Centre devra attendre une éventuelle révision constitutionnelle avant de reposer la question de son financement. Pour autant, le président du Nouveau Centre, Hervé Morin, par ailleurs ministre de la Défense, affecte la sérénité : «Le président de la République souhaite que la majorité soit pluraliste, et il estime que le Nouveau Centre doit exister, quoi qu'en pensent certains centristes de l'UMP», observe-t-il. Manifestement, le Nouveau Centre a reçu des assurances : il aura suffisamment d'argent pour vivre, grâce à un échange de bons procédés avec l'UMP ou avec le Parti radical, même s'il devra sans doute dans un premier temps se serrer la ceinture. Quant à la vindicte persistante de François Bayrou à l'égard de ses anciens amis, Morin s'en amuse : «Si nous étions restés avec lui, nous aurions tous connu le sort d'Anne-Marie Comparini», fidèle à Bayrou et battue à Lyon aux dernières élections législatives. A entendre Morin, lui et ses amis ont simplement refusé de se faire hara-kiri. Et Morin de donner rendez-vous à Bayrou aux prochaines élections municipales : «On verra alors qui du MoDem ou du Nouveau Centre a la meilleure implantation chez les élus.»

Le Nouvel Observateur du 08 Novembre 2007

78% DES FRANÇAIS FAVORABLES A UNE REFORME DES RETRAITES

Près de quatre Français sur cinq sont favorables à une réforme du système de retraite par répartition selon un sondage CSA. Si la plupart des personnes interrogées (55%) continuent de privilégier ce système par répartition, de plus en plus de sondés estiment que la capitalisation est le meilleur système (40%). Les jeunes sont les plus favorables à la cotisation de chaque actif pour sa propre retraite : ils sont 49% chez les 18-24 ans.

Le NouvelObs.com du 28 novembre 2007

MIL-VIGILANCE N° 19/2007

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois

Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 20/2007 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

LES ECOLOS NOUS TROMPENT-ILS ?

Christian Gerondeau, dans « Écologie, la grande amaque », part en guerre contre « le politiquement correct écologique ». L'auteur nous propose un éclairage aux antipodes des discours traditionnels, qu'ils soient de gauche ou de droite. « Le problème des écolos, explique-t-il, est qu'ils ont une obsession : leur refus pathologique de l'énergie nucléaire et une bête noire : les voitures. » Au nom de la peur qu'ils ont réussi à faire régner, ils imposent une idéologie qui a perdu toute forme de rationalité. La peur ? Elle s'installe dans l'opinion à force de marteler des messages qui vont tous dans le même sens, comme celui de Nicolas Hulot, lorsqu'il écrit : « Les jours du monde tel que nous le connaissons sont comptés. Comme les passagers du Titanic, nous fonçons dans la nuit noire en dansant et en riant, avec l'égoïsme et l'arrogance de ceux qui sont convaincus d'être maîtres d'eux-mêmes comme de l'univers. Et pourtant, les signes annonciateurs du naufrage s'accumulent : dérèglements climatiques en série, pollution omniprésente, extinction exponentielle d'espèces animales et végétales, pillage anarchique des ressources, multiplication des crises sanitaires... »

« Comment dans ce contexte ne pas céder à la dictature du "tout va mal" ? » s'interroge Gerondeau, quand nos hommes politiques eux-mêmes relaient ces messages, comme Jacques Chirac, qui déclarait à Johannesburg au Sommet mondial sur le développement durable, en 2002 : « Notre maison brûle et nous regardons ailleurs. La nature, mutilée, surexploitée, ne parvient plus à se reconstituer et nous refusons de l'admettre... La terre et l'humanité sont en péril et nous en sommes tous responsables. » Voilà les causes du pessimisme ambiant, qui nous fait perdre toute rationalité. « Exemple révélateur, raconte l'auteur. Quand on demande aux Français si les usines polluent plus ou moins qu'avant, neuf sur dix répondent moins. Idem sur les immeubles, depuis qu'ils ne sont plus chauffés au charbon et sur la pollution automobile. Mais à la question : "Pensez-vous que l'air est plus pollué qu'avant ?", ils répondent pourtant "oui" pour 90 % d'entre eux. Alors qu'à l'évidence, avec des usines qui polluent moins, des voitures et des chauffages plus propres, le problème de la pollution de l'air est en voie d'être réglé. Redevenons rationnels et cohérents ! » supplie Gerondeau, qui dresse son constat de polytechnicien. Les sources fossiles (pétrole, charbon, gaz naturel) procurent à l'humanité 80 % de l'énergie qu'elle consomme chaque année. Sans elles, tout s'arrêterait. La combustion des énergies fossiles dégage du gaz carbonique dont l'accumulation excessive dans l'atmosphère contribue à l'effet de serre responsable, en partie du moins, du réchauffement climatique. Les rejets de gaz carbonique d'origine énergétique sont passés de 15 milliards de tonnes par an en 1973 à près de 30 milliards de nos jours. L'Agence internationale de l'énergie prévoit que si rien ne change, ils continueront à augmenter inéluctablement pour avoisiner 60 milliards de tonnes en 2050.

« Que pouvons-nous faire en France ? » demande-t-il. À peu près rien : « Chaque Français émet 6 tonnes de gaz carbonique par an d'origine énergétique, contre 9 en moyenne pour les autres Européens, 10 pour les Allemands, 20 pour les Américains et 12 en moyenne pour l'ensemble du monde industriel. Il en découle que notre pays ne produit que 1,4 % des émissions de gaz à effet de serre de la planète, proportion marginale s'il en est pour un pays développé. [...] Ceux qui laissent croire que nous pourrions avoir une influence significative sur la production de gaz à effet de serre de la planète se trompent et nous trompent. [...] C'est ainsi par exemple que notre circulation routière, tous véhicules réunis, émet seulement 130 millions de tonnes de gaz carbonique chaque année, soit moins de 0,5 % du total des émissions, toutes sources confondues. Même si les rejets de notre trafic routier étaient soudainement réduits de moitié voire plus, l'impact serait imperceptible au niveau mondial. Ce qu'émet la France représente moins que l'accroissement des rejets de la Chine tous les ans ! » Performance française due à notre choix du nucléaire, qui produit de l'électricité sans rejeter de gaz carbonique, et à nos voitures, qui consomment peu.

C'est pourquoi la proposition du Grenelle de l'environnement d'abaisser de 10 kilomètres-heure la vitesse sur les autoroutes est, selon l'auteur, ridicule. Hormis nous donner bonne conscience, cette mesure n'aurait aucun impact sur l'effet de serre ni même sur la sécurité routière, car il y a très peu d'accidents sur les autoroutes. La vérité selon Gerondeau, c'est qu'il ne faut pas chercher les solutions en France. Le problème vient d'abord des États-Unis : 5 % de la population du globe, 22 % de l'énergie utilisée dans le monde. Al Gore, récompensé par un oscar pour son film, la Vérité qui dérange, qui appelait chaque Américain à faire tout son possible pour économiser l'énergie, s'est lui-même fait épingle. La presse américaine a révélé qu'il habitait une maison digne de Scarlett O'Hara, dont le budget annuel d'électricité s'élevait à 25 000 dollars, soit vingt fois celui de l'Américain moyen ! Sa seule piscine consomme plus d'électricité qu'un pavillon américain standard. Les pollueurs se trouvent aussi dans les pays émergents. La Chine rejette plus de 20 % du total mondial des

gaz à effet de serre, l'Inde 7 %. C'est l'inévitable conséquence du développement des pays du tiers-monde.

« La quantité de gaz carbonique présente dans l'atmosphère de la planète s'élève aujourd'hui à 2 800 milliards de tonnes et elle atteindra environ 3 000 milliards en l'an 2020. Or l'Union européenne émet aujourd'hui annuellement 4 milliards de tonnes du même gaz. Si elle arrivait vraiment à réduire, au prix d'efforts massifs et nécessairement extrêmement coûteux, ses émissions de 20 % en 2020, ce sont 800 millions de tonnes de moins qui seraient émises chaque année », écrit-il. C'est-à-dire moins de 1 milliard sur 3 000, soit à peu près 1/4 000e des gaz présents dans l'atmosphère ! « Cela n'aurait rigoureusement aucun effet », insiste Gerondeau. « En attendant, la lutte contre l'effet de serre sert de prétexte à d'innombrables gaspillages. » Au premier rang desquels on trouve les énergies renouvelables. Les éoliennes, qui produisent de l'électricité avec du vent, énergie apparemment gratuite et inépuisable, ne fonctionnent que... lorsqu'il y a du vent. 20 à 25 % du temps dans notre pays. Leur rendement est faible, le coût de l'électricité produite important, car l'investissement est peu utilisé. « Mais là n'est pas l'essentiel. Du point de vue de l'effet de serre, il y a pire, et les éoliennes sont un désastre, poursuit l'auteur. À partir du moment où le vent ne souffle qu'une partie très minoritaire de l'année et peut s'arrêter d'un moment à l'autre, il faut que le parc des éoliennes soit doublé de centrales classiques de puissance équivalente afin de prendre instantanément le relais en cas de nécessité, c'est-à-dire les trois quarts du temps au moins. Or ce parc de centrales ne peut guère être constitué que d'unités fonctionnant au charbon ou au gaz, les usines nucléaires n'ayant pas la souplesse voulue pour s'adapter à des fluctuations qui peuvent être d'une grande brutalité lorsque le vent se met d'un seul coup à souffler ou à s'arrêter. Autrement dit, plus le parc des éoliennes se développe, plus il faut accroître celui des centrales classiques à charbon ou à gaz, et donc augmenter les rejets de gaz carbonique ! » Gerondeau rapporte que le président d'EDF, en inaugurant une éolienne dans l'Hérault, en juillet 2006, avait déclaré : « D'ici 2010, nous allons investir trois milliards d'euros dans l'énergie éolienne, soit autant que pour construire notre prochaine centrale nucléaire EPR. » Autre exemple de gabegie : le projet de liaison ferroviaire Lyon-Turin. « D'un montant total voisin de 15 milliards d'euros entièrement à la charge des contribuables, ce gigantesque ensemble de travaux devrait être achevé en 2020. Or dans la meilleure des hypothèses, la future liaison transalpine évitera chaque année le rejet dans l'atmosphère de 125 000 tonnes de ce gaz, ce qui correspond très exactement à onze minutes des émissions chinoises actuelles. Autrement dit à rien. Et ce projet du Lyon-Turin est malheureusement la règle et non l'exception, martèle l'auteur, exemples à l'appui. Pendant ce temps, les choses s'aggravent. La Chine construit une centrale à charbon par semaine, et jamais le rythme d'accroissement des rejets dans l'atmosphère n'a été aussi élevé qu'aujourd'hui, nous menaçant à terme d'une catastrophe annoncée. Quant à nous, nous gaspillons sans fin l'argent du contribuable national. Une dizaine de milliards d'euros au moins pourrait être épargnée chaque année pour le budget de l'État, sans qu'il en résulte la moindre différence perceptible sur nos rejets, ni le moindre inconvénient pour notre économie, bien au contraire. » Autant que le budget de nos universités.

Valeurs actuelles du 28 septembre 2007

RETOUR SUR UN OUBLI MEDIATIQUE

Le dimanche 25 novembre (le jour où Villiers-le-Bel s'embrasait), à l'aube, les policiers sont appelés au Maracas, une boîte de nuit antillaise sur la route de Narbonne, où une bagarre a été signalée. Lorsqu'ils arrivent sur place, tout est terminé. Les patrouilles s'apprêtent à repartir lorsque l'un des véhicules signale l'arrivée d'une BMW roulant à très grande vitesse. L'enquête n'a pas encore permis d'expliquer à la suite de quelle manœuvre la Peugeot 307 de la police s'est retrouvée sur la voie de la BMW. Très choqué, le conducteur déclarait ne pas s'en souvenir. Les deux policières, l'une à l'avant, l'autre à l'arrière, sont éjectées à une quinzaine de mètres. Selon des témoignages recueillis par la Dépêche du Midi, le conducteur de la BMW se met à crier : « Je ne l'ai pas fait exprès ! Je n'ai pas vu la police ! ». Il va cependant falloir le menotter et le soumettre à un contrôle d'alcoolémie. Bilan, 1,30 gramme d'alcool dans le sang. Abdelkader Hammoud, 26 ans, conduisait un véhicule appartenant à sa femme mais se trouvait lui-même sous le coup d'une suspension de permis, qu'il se préparait à repasser... Quand à son passager, il était en possession d'une petite quantité de haschich. La passagère avait, 42 ans et mère de deux enfants, souffre de multiples fractures, notamment aux cervicales et à la tête, et a dû être plongée dans un coma artificiel. « Elle vient d'en sortir, c'est un point positif mais cela va être long », déclarait le directeur départemental de la sécurité publique, le commissaire divisionnaire Jean-Pierre Sola. Sa collègue de 27 ans a la clavicule et des côtes cassées. Quant au conducteur, il est « très affecté psychologiquement. Les psychologues ont beaucoup de mal à lui faire admettre qu'il est victime et non coupable ». « On a tendance à banaliser ce qui peut arriver aux policiers, note Jean-Claude Delage, secrétaire général d'Alliance. Il serait bienvenu qu'au plus haut niveau de l'État – ministre et président de la République –, on adresse un vrai message de soutien aux policiers blessés, à Villiers-le-Bel comme dans l'accident de Toulouse. ». Trois jours plus tôt, raconte un journaliste de la Dépêche, un gendarme intervenant dans la région sur un cambriolage a été délibérément percuté et traîné par la voiture des malfaiteurs. Multiples fractures, brûlures et un sentiment d'abandon généralisé de la part des forces de l'ordre.

Valeurs Actuelles du 7 décembre 2007

LES EMPLOYEURS S'INFORMENT EN LIGNE SUR LEURS CANDIDATS

De nombreuses personnes n'ont pas conscience de l'influence négative sur leur carrière que peuvent avoir les informations personnelles en ligne. Un employeur sur cinq cherche des informations en ligne sur les personnes qui postulent chez lui et le plus souvent, cela joue en défaveur des candidats. Ainsi, alors que 59% des employeurs sondés déclarent que les informations glanées en ligne ont été décisives dans le choix d'inviter ou non le candidat à une première rencontre, un quart ont écarté des candidats après avoir trouvé des informations douteuses sur internet. En revanche, la démarche s'est avérée favorable pour le postulant dans seulement 13% des cas. Des supports internet tels que les blogs ou les sites en ligne comme Facebook, MySpace ou Youtube "facilitent fortement la recherche d'informations en ligne" et "donnent une image différente de celle d'un CV", juge encore Viadeo, qui cite l'exemple d'un employeur ayant découvert sur internet qu'une personne postulant chez lui était recherchée par la police. Il ressort également de cette étude que 31% de tous les groupes d'âge affichent des informations personnelles en ligne et que ce phénomène ne se limite pas aux jeunes de 18 à 24 ans. Concrètement, 13% des personnes interrogées ont publié des photos de fêtes sur internet, une proportion qui grimpe à 54% parmi les 18-24 ans.

Le Soir (Bruxelles) du 27 novembre 2007

LA VRAIE MANIF DE DROITE

Dimanche avait lieu la vraie manif de droite sur le thème "libérez le métro". En famille, en vélo, en trottinette ou à rollers, près de plusieurs milliers de manifestants "antigrève" ont défilé à Paris. Ces manifestants du dimanche ont scandé des "on veut travailler" et "grévistes, égoïstes" de la place de la République à Nation. (...) La manifestation avait pour mot d'ordre: "Stop la grève". L'UNI, syndicat étudiant bien à droite, était également représenté. Les organisateurs ont compté 15 à 20 000 participants, la préfecture de police 8 000. "Cheminots, au boulot!" Une mère de famille s'époumone avant de se pencher vers ses deux fillettes: "Allez, criez plus fort." Sur les banderoles, des détournements de slogans de mai 68 -"Interdit d'interdire d'étudier", "Faites l'amour, pas la grève"- ou plus agressifs: "Syndicats, fascistes", "La France, aimez-la ou quittez-la". Usagers "excédés" par les perturbations des transports, électeurs venus soutenir le gouvernement et hurler "Fillon, tiens bon", étudiants "pris en otage" par les "bloqueurs fascistes"... Tous ont entonné la Marseillaise et un détournement potache de YMCA. Dans la rue, des passants sidérés se sont parfois arrêtés pour éclater de rire. Certains riverains, depuis leurs fenêtres, ont préféré insulter les manifestants qui les ont hués en retour.

Rue89.com du 18 novembre 2007

CAMERAS ET STYLOS ACCUEILLIS PAR DES BARRES DE FER

«Je n'ai jamais vu ça, il y a une haine contre l'extérieur, policiers, pompiers, élus, et nous», déplore Luc Bronner, journaliste au «Monde». Les coups qu'il a reçus à Villiers lui valent «une côte cassée ou fêlée et deux jours d'arrêt de travail». Des équipes de France 3 Paris-Ile-de-France et du site LaTéléLibre ont connu des heures difficiles: caméras volées, violences gratuites... «Mon collègue Larbi Aarab écope de huit points de suture après un coup de barre de fer sur la tête, mon petit doigt est fracturé», raconte Miguel Maia de LaTéléLibre. Un rédacteur de «20 Minutes» a essuyé une averse de coups, après que son calepin et sa sacoche ont «trahi» la nature de son métier. La profession est taxée de cent travers: elle serait du côté des flics, ne passerait le périph' que lorsque la banlieue s'embrase, pour quelques heures sur place.

20 Minutes du 28 novembre 2007

UN SYNDICAT AU FN ?

Un salarié du Front national veut présenter une liste syndicale à l'occasion de l'élection des représentants du personnel, afin de défendre les intérêts des permanents du parti, engagé dans un plan social pour assainir ses finances. Ce salarié, Gilles Arnaud, s'est présenté dans un premier temps sans étiquette syndicale, avec pour co-listier d'Alexandre Ayroulet, jusqu'à il y a peu directeur du Front national de la jeunesse (FNJ). Mais il a demandé à l'inspeu du travail l'annulation de ce scrutin pour non respect des obligations légales d'affichage et de dépôt des listes. Il veut obtenir une nouvelle élection où il présenterait alors une "liste syndicale officielle", qui serait une liste CFTC. Une première au sein du FN. "Devant l'ampleur et la répétition des atteintes à nos droits élémentaires, nous devons nous faire conseiller par une structure habituée à ce genre de conflit", écrit M. Arnaud dans un tract diffusé auprès des salariés du FN.

AFP du 30 novembre 2007

RENDEZ-VOUS AVEC BAYROU.

Cocasse anecdote que cette relation faite par Ségolène Royal de son rencart nocturne, dans l'entre-deux-bours, avec François Bayrou. Elle dans sa voiture, en bas. Lui en haut, chez lui, qui, soudain, prend peur: «Non, non, ne montez pas, il y a du monde dans la rue.» Il n'y a pourtant pas un chat, à cette heure tardive, dans cette tranquille rue du V^{le} arrondissement de Paris. Mais, «comme un amoureux qui craint la panne ou un adultère risqué», le leader centriste, qui aux dires de Royal aurait accepté le poste de premier ministre qu'elle lui a proposé, se rétracte. «Le cheval a reculé devant l'obstacle.»

Libération du 3 décembre 2007

ENFIN SEUL

Enfin seul ou presque ! Unique candidat à la tête de son nouveau parti, François Bayrou a été plébiscité par une troupe hétéroclite où se retrouvent quelques anciens UDF, des écologistes, des socialistes en rupture de ban. Une image transcourants qui ravit le président d'un Modem qu'il veut "central" et annonciateur de la disparition du clivage droite-gauche. Quant à l'absence de fortes personnalités autour de lui, elle lui convient plutôt. Il veut y voir la difficulté des "politiciens" à s'engager sur le chemin escarpé qu'il a choisi de tracer. Convaincu de son destin, le Béarnais prépare déjà la présidentielle de 2012.

L'Est Républicain du 3 décembre 2007

LES SOCIALISTES MENENT CAMPAGNE

Les nouveaux malades du sida sont de plus en plus nombreux en Europe. Cette pétition s'adresse au Conseil des ministres européens et aux vingt-sept gouvernements de l'Union. Elle leur demande de réduire au maximum la TVA sur les préservatifs afin d'en faciliter l'achat à des prix abordables.

Lettre d'information du Parti Socialiste du 6 décembre 2007

UN ETUDIANT SE BLESSE TOUT SEUL A RENNES 2

Un étudiant bloqueur qui occupait, en compagnie d'un groupe, le hall B de l'université rennaise, est passé à travers l'une des vitres du hall puis a fait une chute de près de 4m. Au moment où les pompiers sont intervenus, celui-ci semblait principalement blessé à un bras. Selon plusieurs témoignages recueillis sur place, le jeune homme aurait perdu l'équilibre alors qu'il était juché sur une table, dos à la vitre, et qu'il essayait de montrer son postérieur à un caméraman.

Ouest-France.fr du 28 novembre 2007

COUT DE LA GREVE

Près de 60 % des entreprises de la région parisienne déplorent une perte de chiffre d'affaires d'en moyenne 22 %, pour novembre et une sur trois estime son activité fragilisée par la grève dans les transports, selon une enquête Ifop commandée par la chambre de commerce et d'industrie de Paris. Les principaux impacts sur l'activité cités par les chefs d'entreprises sont « la baisse de fréquentation de la clientèle » (65 % en moyenne), « l'absence ou des retards du personnel » (56 %) et « des problèmes d'approvisionnement » (40 %).

Brèves sociales du 29 novembre 2007

LE DECALAGE S'ACCROIT ENTRE LA MESURE DU POUVOIR D'ACHAT ET SON RESSENTI

Le pouvoir d'achat des ménages aura progressé cette année de 3,2 % par rapport à l'an dernier, prévoit l'Insee (+ 2,8 % selon le ministère des Finances). Une hausse jamais enregistrée depuis 2002. Et pourtant, toutes les enquêtes d'opinion soulignent l'insatisfaction des Français : seuls 8 % d'entre eux jugent que leur pouvoir d'achat a augmenté entre septembre 2006 et 2007 (enquête TNS Sofres commandée par Bercy). Plusieurs facteurs expliquent cette divergence.

Une mesure incomplète : La prévision de l'Insee correspond à une mesure macroéconomique globale, qui intègre notamment la croissance démographique. En réalité, le pouvoir d'achat par ménage n'a progressé que de 0,8 % l'an dernier, un rythme trois fois moins rapide que le pouvoir d'achat global. En évolution par unité de consommation (qui colle au plus près de la composition des ménages), la progression est encore souvent inférieure d'environ 1 point à la mesure globale.

Une hausse des prix « sensibles » : L'attention des consommateurs se fixe sur les produits achetés le plus fréquemment. Or ceux-ci ont subi de fortes hausses ces derniers mois, à l'instar du carburant (+8,2 % sur un an), des loyers (+3,2 %) ou du tabac (+6,2 %). Toujours critiqués sur les effets du passage à l'euro, les ménages comparent encore les prix en euros d'aujourd'hui à ceux des francs... de 2001. Or, en six ans, l'inflation a approché 10 %. La flambée des prix de l'immobilier depuis dix ans et le développement de la téléphonie mobile ont aussi accru la part des dépenses dites « contraintes », sans compter la part du budget consacrée à des produits aujourd'hui jugés indispensables (téléviseurs, informatique...). Les préoccupations fortes sur le pouvoir d'achat n'ont d'ailleurs pas empêché les Français de consommer massivement ces dernières années (tout en conservant un niveau d'épargne élevé), assurant ainsi un socle de croissance.

Une dispersion forte des revenus : Le pouvoir d'achat progresse globalement mais tous les revenus ne sont pas logés à la même enseigne. Entre 1998 et 2005, les salaires ont progressé de 5,3 %, les revenus fonciers de 16,2 % et les revenus des capitaux mobiliers de 30,7 %, a retracé l'économiste Camille Landais. Or les revenus non salariaux sont plus souvent perçus par les ménages aisés, qui ont donc vu leur pouvoir d'achat progresser plus vite que celui des employés ou des professions intermédiaires.

Des facteurs sociaux et psychologiques : La précarisation de l'emploi depuis trente ans ou la « décohabitation » accélérée des ménages (par les divorces) entraînent un appauvrissement réel des ménages. Comme l'explique aussi l'économiste Robert Rochefort, il faut souvent plusieurs années successives de hausse du niveau de vie pour que celle-ci soit intégrée par les ménages.

Les Echos du 30 novembre 2007

MIL-VIGILANCE N° 20/2007

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois

Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 21/2007 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

ALLOCUTION DE M. NICOLAS SARKOZY, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, A L'OCCASION DE SON DEPLACEMENT A EPINAL LE 12 JUILLET 2007 SUR LE THEME DE LA DEMOCRATIE IRREPROCHABLE.

Si vous m'avez élu à la tête de l'Etat, c'est pour conduire le changement que chacun d'entre vous appelle de ses vœux. Vous le pressentez tous : dans le monde tel qu'il est, la France serait condamnée au déclin si elle restait immobile. Nous avons tous, au fond de nous, la conviction que la France a déjà trop attendu, qu'il y a urgence, que cela ne peut plus attendre, que les réformes ne peuvent plus attendre.

Quand je parle de réformes, je ne parle pas seulement de quelques réformes techniques, je ne parle pas seulement de quelques changements dans la fiscalité, dans les prestations sociales.

Je ne parle pas non plus d'une politique de la table rase. Je ne parle pas d'une politique qui voudrait faire comme si la France était un pays neuf, sans histoire, sans mémoire, sans héritage.

Je parle de cette profonde réforme intellectuelle et morale que la France a toujours su accomplir quand elle sentait que son destin lui échappait.

Je pense, mes chers amis, à cette profonde rupture avec les mentalités, les routines, les comportements du passé que rendent si nécessaire les changements d'époque.

Oui, je pense à la remise en cause des rentes de situation, des privilèges indus, des conservatismes qui bloquent l'élan de la société vers l'avenir.

C'est dans les moments où tout doit changer sous peine du plus grand péril que les institutions se révèlent alors pour ce qu'elles sont. C'est dans ces instants cruciaux où leur rôle est décisif que les institutions expriment leur vérité ultime.

Car nos institutions, ce sont les points fixes des sociétés humaines.

Les institutions, ce sont les règles qui sont connues par avance qui permettent à chacun d'entre vous de savoir raisonnablement ce que vous pouvez attendre de tous les autres.

Les institutions, c'est tout ce qui fait que la société ne marche pas au hasard.

Les institutions, c'est le pont entre le passé et l'avenir.

Les institutions, c'est tout ce qui permet que les énergies, les volontés, les imaginations d'un pays, d'une Nation, se complètent et s'additionnent au lieu de se disperser et de se contier.

Les institutions sont la tentative toujours imparfaite, toujours inachevée, toujours recommencée de concilier le besoin éternel de l'ordre et la nécessité vitale du mouvement, pas l'un sans l'autre.

Les institutions sont la réponse que chaque peuple tente d'apporter pour lui-même à l'éternelle question du pouvoir.

On mesure leur grandeur quand la mise à l'épreuve par les événements les plus dramatiques les poussent à aller jusqu'à l'extrême limite de leur logique.

Dans les temps ordinaires, ceux des routines et des habitudes, on peine à discerner l'importance de leur rôle. Mais le jour où viennent les crises, alors se pose la question de savoir si elles ont permis de mettre le pays en mesure de les surmonter et si elles résistent à la pression des circonstances. C'est mon devoir de Président de la République d'évoquer ces questions.

Mes chers amis, nous sommes un pays qui a une longue histoire. Les terribles défaillances qui ont eu des conséquences si tragiques entre 1914 et 1917 avaient des causes plus lointaines et plus profondes que les erreurs ponctuelles du commandement militaire. Elles provenaient des vices de fonctionnement d'un régime depuis longtemps organisé pour que nul ne puisse réellement gouverner. Il aura fallu l'autorité indomptable et républicaine de CLEMENCEAU en 1917 pour que la France fût sauvée.

En 1940, dans cette région, les mêmes causes produisirent les mêmes effets. Là encore, tout venait du régime. Les fautes mêmes du commandement militaire n'étaient pas séparables d'un système qui avait produit des doctrines absurdes et des chefs militaires et politiques à ce point dépassés par les événements qu'ils n'avaient rien vu venir, qu'ils n'avaient pas su prendre à temps la mesure du danger ni imaginer les réponses qui auraient pu le conjurer. Le régime politique avait conduit à l'impuissance tous ceux qui avaient parfaitement compris la montée des périls et qui avaient cherché dans tout ce qu'ils faisaient à provoquer une prise de conscience salutaire. MANDEL, de GAULLE, RAYNAUD ont tout essayé. Aucun n'a été en mesure de faire partager ses vues, pourquoi ? Parce que le régime politique d'alors était ainsi fait qu'il excluait toutes les intelligences lucides, tous les esprits visionnaires et tous les grands caractères. Le régime était ainsi fait que toutes les volontés françaises se trouvaient broyées et que l'impuissance était la règle.

Plus encore qu'à l'impréparation d'une armée qui n'avait pas saisi les ressorts de la guerre moderne, le désastre de 1940 fût imputable au régime qui depuis longtemps en avait préparé les conditions. Le Général de GAULLE en avait acquis cette conviction, que toute l'histoire des peuples enseigne et qu'on a

tendance à oublier dès que les crises sont passées, que la France a d'abord besoin d'être gouvernée.

Je lance cette remarque à tous ceux qui me demandent si j'en fais trop. La France a besoin d'être gouvernée. Le Général de GAULLE avait la conviction que la France a besoin d'institutions qui soutiennent la volonté politique, qui renforcent l'autorité de l'Etat.

Le Général de GAULLE avait la conviction que tout ce qui ruine l'autorité de l'Etat, qui étouffe la volonté politique, qui nuit à la continuité de l'effort, fait courir à notre pays un danger mortel.

Oui, Cher Michel, en 1946, Le Général de GAULLE était ici à Epinal. Il avait déclaré quelque chose qui m'a beaucoup touché et qui a compté pour moi : "Il faut que le chef de l'Etat en soit un. Il faut que le gouvernement en soit un. Il faut que le Parlement en soit un". Ainsi parlait le Général de GAULLE. Je veux m'inscrire dans cette tradition gaulliste qui a donné à la France les meilleures institutions qu'elle n'ait jamais connues. Le Général de GAULLE voulait que la France fût gouvernée ! Il voulait que la France tirât les leçons de son histoire et qu'elle se souvint que l'absence si durable d'un véritable gouvernement avait conduit la France au précipice.

Il ne fut pas entendu. Le régime des partis revint avec le régime d'assemblée. La IVe République ressuscita ce qu'il y avait de pire dans la IIIe. On sait comment cela se termina. Derrière l'énergie française qui accomplice en un temps record le miracle de la reconstruction, derrière la mise en place de ce nouveau contrat social que les hommes du Conseil National de la Résistance avaient imaginé, derrière tant d'ardeur, tant de courage, tant de travail français, le régime amait la machine infernale qui pouvait une fois de plus placer le pays au bord du gouffre.

1958, ce fut une fois encore moins la défaillance des hommes que l'aboutissement de la longue crise institutionnelle qui n'avait pratiquement pas cessé depuis que la IVe République avait commencé.

1958, la guerre civile, la crise financière, la crise de confiance, voilà les périls qui menaçaient et que l'Etat, pris en otage par les partis, livré aux factions et aux intérêts particuliers, ne pouvait pas conjurer tant le régime d'alors rendait impossible le moindre sursaut, tant les meilleures volontés, car les hommes politiques de la IVe comme de la IIIe étaient souvent des hommes de qualité. Mais les meilleures volontés, dans ce régime, se trouvaient condamnées à la paralysie.

Il faut avoir la mémoire bien courte ou la haine viscérale de l'Etat et de la République pour éprouver de la nostalgie pour ce régime d'impuissance où les gouvernements se trouvaient renversés aussitôt qu'ils étaient formés.

Il faut bien peu se soucier de l'histoire ou bien mal la connaître pour oublier comment les institutions de la IVe République entravaient l'élan de toute cette génération de la Résistance à laquelle, pourtant, la lutte contre l'occupant avait donné une si grande profondeur humaine.

Depuis la Convention jusqu'au naufrage de la IVe République, la France a expérimenté tout ce que les errements du régime d'assemblée pouvaient avoir de conséquences néfastes et parfois tragiques.

Pendant presque deux siècles, bien des républicains français ont cherché à dresser la toute-puissance parlementaire contre la peur de l'homme providentiel et la crainte du pouvoir personnel. Beaucoup d'entre eux n'ont cessé de vivre dans la hantise du 18 brumaire, ou pire encore, du 2 décembre, au point qu'ils ont fini par confondre la démocratie avec l'abaissement du pouvoir exécutif. Pourtant, cela n'a pas empêché la Convention de se jeter dans les bras de ROBESPIERRE, le Directoire, de finir dans les bras de BONAPARTE, la IIIe République dans ceux du Maréchal PETAIN et la IVe dans ceux du Général de GAULLE, qui fort heureusement était un démocrate et un républicain qui n'avait aucun penchant pour la dictature. Un régime faible, à un moment donné, conduit un régime trop fort.

C'est qu'il y a toujours un moment où la faiblesse de l'Etat et le désordre deviennent si insupportables que l'appel à un pouvoir fort devient inévitable, pour le meilleur parfois, pour le pire le plus souvent.

C'est l'une des grandes leçons de l'histoire que l'on a tendance à oublier : la faiblesse excessive de l'Etat est aussi dangereuse pour la liberté que la toute-puissance de l'Etat. Cette idée, je la défendrai de toutes mes forces.

Ce régime d'assemblée qui tout au long de notre histoire n'a cessé d'être un régime de paralysie, il ne faut pas le confondre avec le parlementarisme anglais qui correspond si bien au génie du peuple britannique.

Dans le parlementarisme anglais, avec son scrutin uninominal à un tour, son bipartisme, son quasi consensus idéologique, son absence de courants de pensée révolutionnaires, les majorités sont stables et les gouvernements qui en sont l'émanation sont tout-puissants. Dans les faits le chef du parti qui a gagné les élections dirige le gouvernement et le Parlement, et la séparation des pouvoirs est en définitive peu marquée.

Dans le régime d'assemblée qui fut, à l'exception des années de guerre, le régime politique de la France de 1877 à 1958, avec son multipartisme, ses clivages idéologiques très forts, sa multitude de courants de pensée d'inspiration révolutionnaire, l'Assemblée était tout, le gouvernement rien. L'Assemblée pouvait tout défaire mais ne pouvait rien entreprendre faute de majorité stable.

Il faut toujours se remémorer l'expérience historique quand on se prend à rêver d'un modèle qui appartient à une autre culture, qui s'inscrit dans une autre histoire.

C'est une vérité éternelle que les institutions ne valent qu'au regard de l'identité des peuples pour lesquels elles sont faites.

Il y a une singularité française. On ne gouverne pas la France comme l'Allemagne, le Royaume-Uni ou l'Espagne.

La France n'est pas une race, n'est pas une ethnie, n'est pas une tribu. La France n'est pas un pays homogène. La France n'est pas une donnée de la nature. La France c'est le pays de la diversité, des paysages, des climats, des

cultures. La France c'est un agrégat de peuples et de provinces unis par une volonté. La France c'est une construction politique. La France c'est un projet. Pour que la France existât, il a fallu que nos Rois la veuillent avec obstination pendant des siècles, et que la République à son tour la veuille aussi avec la même passion, et la même obstination.

Il a fallu pendant mille ans travailler à unir mille petites patries pour en faire une grande. Et depuis mille ans la France n'a cessé d'être travaillée par l'obsession de son unité.

La France une et indivisible n'est pas une invention de la Révolution Française, ce n'est pas une invention du jacobinisme.

La France une et indivisible, c'est un idéal national qui a cheminé durant des siècles jusqu'à son plein accomplissement.

La France une et indivisible, c'est l'idéal d'une nation qui sait ce que son unité lui a coûté de peines et de sacrifices et qui ne veut rien accepter qui puisse remettre en cause cette unité. Voilà pourquoi on ne gouverne pas la France comme on gouverne l'Allemagne, le Royaume-Uni ou l'Espagne.

Il ne faut pas chercher ailleurs la cause de la passion française pour l'égalité. L'égalité c'est la clé de voûte de l'unité de la France. L'égalité c'est ce par quoi les Français ont surmonté leurs particularismes pour devenir les citoyens d'une seule nation. Ce n'est pas parce qu'ils sont semblables les uns aux autres. Ce n'est pas parce qu'ils se sont forgé au cours des siècles une histoire, des valeurs, une destinée communes que les Français éprouvent le sentiment de leur unité, c'est parce qu'ils veulent se sentir, les Français, égaux en droits et en devoirs.

Si l'unité française se trouve aujourd'hui fragilisée, c'est d'abord parce que pour un nombre de plus en plus grand de français le sentiment d'égalité tend à s'effriter. Avec ceux qui pensent qu'il y en a qui abusent de leurs droits, sans assumer leur devoir. Et les autres qui pensent que malgré le respect de leur devoir, ils n'auront pas les mêmes droits que les autres.

Pour que l'unité soit préservée, il faut qu'il y ait au-dessus de tous les partis, de tous les intérêts, de toutes les tendances un Etat ayant assez d'autorité pour les dominer.

On peut être aussi libéral que l'on veut, on peut attacher beaucoup de prix à l'initiative individuelle, au marché, à la concurrence. On peut placer la liberté au-dessus de tout, mais on ne peut pas imaginer la France sans un Etat fort.

Il y a des pays comme les Etats-Unis où c'est la nation qui a fait l'Etat.

Il y a des pays comme la France où c'est l'Etat qui a fait la nation.

Il y a en France un rapport à l'Etat qui étonne une grande partie du monde.

Qu'on le déplore ou qu'on s'en réjouisse, il est un fait que beaucoup de ce qui s'est fait de plus grand en France a été fait par l'Etat.

L'Etat a toujours été en France l'un des leviers de la modernisation et du progrès et que deviendraient vos régions si l'Etat les abandonnait ?

L'Etat a toujours été en France le principal agent de transformation sociale.

L'Etat a toujours été en France le catalyseur de toutes les réformes intellectuelles et morales et de toutes les révolutions des mentalités qui permettaient de rompre avec la fascination du passé pour apprendre à penser l'avenir.

Ce n'est pas un hasard si la réforme de l'Etat a toujours été en France le préalable à toute grande entreprise publique.

Il faut prendre la France comme elle est au plus profond d'elle-même, c'est-à-dire au plus profond de la conscience nationale, au plus profond de son identité.

Il faut la prendre avec sa passion de la liberté et sa passion de l'égalité. Il faut la prendre avec son obsession de l'unité et son aspiration à la diversité. Il faut la prendre avec sa conception d'un Etat fort et d'une République indivisible.

En France, la démocratie doit s'accorder avec cette conception particulière de la souveraineté une et indivisible comme la nation et comme la République, ce qui implique que l'Etat soit un. Car si l'Etat en France doit obéir à la séparation des pouvoirs, il ne saurait être divisé en pouvoirs rivaux qui se combattent, qui s'affrontent, qui s'affaiblissent l'un l'autre comme c'est le cas dans les Etats fédéraux où la méfiance des pouvoirs locaux vis-à-vis du pouvoir central est constante. Comme c'est le cas aussi dans les modèles les plus libéraux où l'on ne croit qu'à la société civile, où l'idéal est celui de l'Etat minimum, où toute forme de pouvoir est considérée a priori comme une menace pour la liberté.

En France, c'est l'Etat qui a donné la liberté et inventé les Droits de l'Homme.

En France, l'Etat doit être assez fort pour dominer les viles propensions de notre nation à la division. En France, l'Etat doit être assez grand pour s'opposer aux vieux penchants qui ramènent sans arrêt les féodalités et les corporatismes. En France, l'Etat doit être un recours au-dessus des partis et au-dessus des factions. En France, l'Etat doit être laïque, c'est-à-dire également respectueux de toutes les religions et de toutes les croyances. Ceux qui ne respectent pas la laïcité à la française ne sont pas les bienvenus sur le territoire de la République française. C'est cela la France. En France, aucun corps intermédiaire, aussi légitime qu'il soit, ne peut faire écran entre le citoyen et l'Etat.

En France, la République exige que chaque citoyen soit regardé dans ses rapports avec l'Etat sans considération de ses origines, de sa religion, de sa couleur ou de ses appartenances politiques. En France, les valeurs de la République et la conception de la nation créent un penchant pour la démocratie directe plus marqué que dans les autres grandes démocraties. C'est l'identité de la France. C'est cela l'héritage de l'histoire de la France.

La France n'est pas une page blanche. Elle ne part pas de rien à chaque génération.

C'est ce que fit le Général de GAULLE avec la Constitution de la Ve République en renouant les fils de notre histoire qui s'étaient rompus, en démêlant ceux qui s'étaient emmêlés.

La IIIe et la IVe Républiques ont échoué parce qu'au fond elles ne s'inscrivaient pas dans la continuité de la longue durée historique. Parce qu'au fond elles excluaient la IIIe et la IVe que l'Etat pût être fort. Parce qu'elles excluaient que l'exécutif pût jouer un rôle éminent. Parce qu'elles étaient trop aux mains des

partis. Parce qu'elles étaient trop l'affaire des notables de la politique et pas assez l'affaire du peuple.

Le génie du Général de GAULLE fut de renouer avec l'histoire de la longue durée, d'opérer la synthèse avec l'héritage de l'Ancien Régime et celui de la Révolution, de renouer avec une haute conception de l'Etat, de son impartialité, de sa grandeur. Le génie du Général de GAULLE fut de comprendre très tôt que le problème essentiel qu'il fallait résoudre était celui de la volonté politique et que le rôle des institutions de la République n'était pas d'empêcher par tous les moyens que s'exprime une volonté politique mais qu'au contraire il fallait, par tous les moyens, encourager cette volonté politique et lui donner la force d'agir.

Le génie du Général de GAULLE, c'est que la volonté politique ne lui a jamais fait peur mais qu'au contraire il l'espérait, comme une nécessité vitale pour la France. Le génie du Général de GAULLE, c'est d'avoir voulu rompre avec la malédiction qui depuis Mac Mahon pesait sur l'exécutif. Le génie du Général de GAULLE, c'est d'avoir réussi à imposer la Ve République à un système politique qui lui était hostile et d'avoir réussi la plus grande innovation politique du XXe siècle qui est l'élection du Président de la République au suffrage universel. Spécificité que nous devons à tout prix préserver.

La Ve République a sauvé la République. Elle a permis enfin que le chef de l'Etat en soit un, que le gouvernement gouverne, que le Parlement légifère. Elle a permis que dans les circonstances les plus graves les décisions qui devaient être prises soient prises. Elle a permis, excusez du peu, de surmonter la crise algérienne et celle de mai 68. Elle a permis l'alternance sans drame. Elle a supporté la cohabitation sans blocage. Elle a permis qu'en toute circonstance la France soit gouvernée. Elle a permis que dans tous les domaines il y ait enfin véritablement une politique.

Et si depuis 25 ans les changements nécessaires n'ont pas été accomplis, ce n'est pas comme auparavant parce que les institutions empêchent des hommes de qualité d'agir. Ce ne sont pas les institutions qui sont en cause, ce sont les idées, les comportements, les actes. Ce ne sont pas les institutions qui sont en cause, ce sont les idées, les comportements, les pratiques, les actes.

La Ve République a donné à la République pour la première fois dans notre histoire la stabilité gouvernementale. Ce n'est pas rien. Il ne faut donc y toucher qu'avec beaucoup de précautions, même si cette stabilité qu'ont si longtemps espérée tous ceux que désolait l'impuissance de l'Etat a été payée- je prends mes responsabilités - d'un déséquilibre parfois excessif au profit du pouvoir exécutif et au détriment du pouvoir législatif. Il faut s'approcher de la Constitution de 1958 avec le respect que l'on doit à un grand texte qui a jusqu'à présent rendu de grands services à notre pays. Je ne suis pas sûr que dans le passé on n'ait pas déjà pris trop de libertés avec notre Constitution sans en mesurer et en peser toutes les conséquences.

Je l'ai dit au cours de la campagne présidentielle : je n'ajouterai pas l'incertitude institutionnelle à la crise identitaire et sociale que traverse notre pays. Je ne changerai pas les grands équilibres de nos institutions. Je prends mes responsabilités. Je ne tournerai pas la page de la Ve République.

Cependant, il est vrai que depuis un demi-siècle, le monde et la société française ont beaucoup changé et que le moment est venu de nous interroger sur la manière dont ces changements affectent nos modes de gouvernement et l'idée que nous nous faisons de la démocratie. Il est vrai que depuis un demi-siècle, la constitution de l'Europe a beaucoup progressé et que le droit communautaire a pris une place grandissante dans notre vie quotidienne. Il est vrai que depuis un demi-siècle, de nombreuses innovations ont été introduites dans nos institutions qui nous appellent à nous interroger sur leur cohérence. On a, par exemple, instauré le quinquennat sans en tirer aucune conséquence. Je l'affirme, ce n'était pas raisonnable. Il est vrai que depuis un demi-siècle, les pratiques ont beaucoup changé et que le moment est venu d'en tirer les leçons.

Il ne s'agit pas de dénaturer les institutions qui sont les meilleures que la France ait eu depuis 200 ans. Il ne s'agit pas de revenir à la IVe République en prétendant faire la VIe. Il ne s'agit pas de revenir aux errements du passé. Mais il s'agit d'ouvrir ce débat trop longtemps différé. C'est le rôle du Président de la République tel que l'a conçu le Général de GAULLE. C'est le rôle du Président de la République parce qu'il est la clé de voûte des institutions, parce qu'il est le garant de leur bon fonctionnement. Mais ce n'est pas l'affaire du seul Président. C'est l'affaire de la nation tout entière. C'est l'affaire de tous les Français.

Les institutions sont notre règle commune, elles sont fortes que si chacun les accepte et leur reconnaît une légitimité. Il a fallu longtemps pour que la Ve République devienne légitime aux yeux d'une partie de la gauche, malgré le vote des Français qui l'avaient largement approuvée. Il a fallu l'alternance et deux septennats de François MITTERRAND pour que les institutions de la Ve République cessent d'être regardées par une partie de la gauche comme un "coup d'Etat permanent". Il a fallu du temps pour que tous ceux qui ne pouvaient pas se défaire du souvenir du 18 brumaire et du 2 décembre et qui avaient cru en retrouver la réplique dans le 13 mai 1958, finissent par accepter la légitimité de l'élection du Président de la République au suffrage universel.

MIL-VIGILANCE N° 21/2007

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois

Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 22/2007 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

ALLOCUTION DE M. NICOLAS SARKOZY, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, SUR LE THEME DE LA DÉMOCRATIE IRREPROCHABLE. (SUITE ET FIN)

Il a fallu du temps pour que les inconditionnels de la démocratie représentative, qui se méfient des passions populaires, acceptent que nos institutions fassent une plus large place à la démocratie directe. Je voudrais, que dans le débat qui va s'ouvrir, chacun se sente acteur, que chaque sensibilité, que chaque point de vue puisse s'exprimer. C'est pourquoi je souhaite que le débat sur la modernisation de nos institutions ne soit pas seulement un débat à l'intérieur de la majorité présidentielle, pas simplement un débat entre les hommes politiques ou un débat seulement entre juristes. Je veux que ce débat soit un débat ouvert, ouvert à tous les partis, à toutes les écoles de pensée, à tous les Français, à toutes les sensibilités. Cette ouverture, le Président de la République doit la conduire parce qu'il est l'Élu de la nation, parce qu'il est Président de tous les Français, parce que le Président de la République ne peut pas être prisonnier d'un parti, parce que le rôle du Président de la République c'est de rassembler, de parler pour tous les Français, parce que son rôle c'est d'abord de faire vivre la diversité française. Je consulterai les partis politiques pour qu'ils puissent faire part de leur réflexion. Je vous annonce la création d'un comité qui associera des hommes politiques, des juristes, des intellectuels, auxquels je demanderai de réfléchir ensemble et me faire des propositions d'ici au 1er novembre pour que notre République devienne irréprochable. Pour que nos institutions soient adaptées aux exigences de la démocratie du XXI^e siècle, qui ne sont pas celles du XIX^e, ni celles d'il y a cent ans, ni celles d'il y a cinquante ans. Ce comité, pour bien remplir sa mission, doit être au-dessus des partis, se tenir à distance des jeux de rôle de la politique ordinaire. C'est la raison pour laquelle j'ai souhaité que les personnalités qui le composeront soient choisies sur les seuls critères de leurs qualités personnelles, de leur expérience, de leurs compétences. Je n'ai pas souhaité que les partis y désignent leurs représentants. J'ai souhaité au contraire que chacun y siège en toute liberté, en toute indépendance, et puissent s'exprimer en toute sincérité. J'ai choisi d'en confier la présidence à Edouard BALLADUR. Sa longue carrière au service de l'État, sa grande expérience des affaires publiques, son sens de l'intérêt général et la réflexion qu'il poursuit depuis longtemps sur le fonctionnement de nos institutions le désignent tout naturellement pour assumer cette responsabilité.

Je le remercie du fond du cœur d'avoir accepté sans hésiter de servir une fois de plus son pays comme il l'a toujours fait tout au long de sa vie. J'ai demandé à Jack Lang, qui est agrégé de droit public et dont tout le monde connaît l'expérience d'homme d'État, d'en être un membre éminent. Je veux, dans les circonstances actuelles, lui dire que je rends hommage à son sens de l'intérêt général, et lui témoigner mon respect et mon estime à un moment où il me semble que sa famille politique ne lui témoigne ni l'un, ni l'autre, lui reprochant simplement d'être un homme ouvert, ouvert d'esprit et ouvert de pratique. J'ai demandé à Pierre MAZEAUD de prendre sa part à cette entreprise. Il a été Ministre, député, et il a présidé avec brio le Conseil Constitutionnel. C'est un juriste hors pair. Avec lui je sais que la Constitution sera abordée avec ce respect dont je parlais tout à l'heure. Je sais aussi que son éternelle jeunesse d'esprit ne sera effrayée par aucune audace dès lors qu'elle n'affaiblira pas l'autorité de l'État. On me dit : "mais ces personnes appartiennent à des courants de pensées différents. Oui, nous y voilà, raison de plus pour qu'ils assument ensemble la cohérence de leur diversité. La nation française est une synthèse, et c'est par cette synthèse que nous tirerons nos institutions vers le haut. J'ai demandé de se joindre à eux à de grands juristes comme Guy CARCAS-sonne, professeur de droit constitutionnel, comme Olivier SCHRAMEK, Conseiller d'État, ancien secrétaire général du Conseil Constitutionnel et à d'autres encore dont les talents et les mérites sont indiscutables. Mes chers amis, je veux que votre réflexion soit éclairée par l'avis des plus éminents de nos concitoyens. Ils seront au total entre 12 et 15 membres. Je souhaite que leur travail s'organise autour de la notion de responsabilité. Je suis pour que les institutions permettent à la volonté politique de s'exprimer parce que je veux que la France soit gouvernée. Parce que si le gouvernement ne peut pas gouverner, la France ne pourra pas se réformer.

Mais mes chers amis, il ne peut y avoir de pouvoir fort sans responsabilité forte. Comme m'amuse et m'interpelle ces commentaires me prévenant : "le Président de la République prend tous les risques, il assume les décisions de son gouvernement. S'il y a des ennuis comment fera-t-il ?" J'assume mes responsabilités parce que vous m'avez demandé de les assumer, vous n'avez pas attendu de moi que j'aie à la télévision pour dire que ce n'est pas de ma faute, c'est la faute de mon Premier ministre. Mais c'est moi qui l'ai choisi, le Premier ministre ! C'est une question de conviction et de tempérament. Je ne peux pas faire semblant d'être responsable alors que les Français ont fait de moi le premier des responsables. Et chacun d'entre vous, face à vos enfants dans vos

familles, vous êtes responsables. Face à l'entreprise ou à l'administration dans laquelle vous travaillez, vous êtes responsables et tous les jours vous assumez vos responsabilités. Au nom de quoi le chef de l'État, qui devrait être le premier des Français, serait donc le seul à devoir s'organiser pour ne pas avoir à assumer les siennes. Je suis responsable. Si cela va bien, j'en tirerai toutes les conséquences. Si cela va mal, je dirai aux Français pourquoi cela va mal. Ils sauront au moins à qui la faute et ainsi on recréera un lien de confiance entre le peuple et les dirigeants, lien qui a été gravement atteint par le déficit de responsabilité.

Oui je souhaite que le Président de la République gouverne. Je me fais immédiatement pardonné, c'est Georges POMPIDOU qui a employé cette formule mais je souhaite que dès lors que le Président gouverne il soit amené à rendre davantage de comptes. Je souhaite donc que soit étudiée la possibilité que le Président de la République puisse s'exprimer au moins une fois par an devant le Parlement pour expliquer son action et pour rendre compte de ses résultats. Même s'il ne peut y avoir débat entre le Président de la République et la représentation nationale, même s'il n'y a pas juridiquement une mise en jeu de la responsabilité, tout le monde sent bien que ce serait un engagement fort, la mise en jeu d'une forme de responsabilité intellectuelle et j'ose le mot "morale" qui ne serait pas anodine et qui aurait forcément des conséquences politiques sans que pour autant la dignité de la fonction présidentielle et la fonction de recours qu'elle incarne soit le moins du monde remise en cause. Savez-vous que si le Président de la République, quel qu'il soit, veut s'adresser au Parlement, il doit faire lire aujourd'hui un message par un tiers que les parlementaires écoutent sans broncher, debout. Au XXI^e siècle, peut-être faudra-t-il, avec l'accord de Christian PONCELET et Bernard ACCOYER et des parlementaires ainsi réunis, dépoussiérer cela. Dans le même esprit, je souhaite que soit examinée la question du nombre de mandats présidentiels. Faut-il les limiter à deux mandats successifs ? Parce que je pense que l'énergie que l'on met à durer, on ne la met pas à agir. Moi, j'ai été élu pour agir, pas pour durer. Ou faut-il laisser les électeurs en décider ? Je souhaite, sur ce sujet très sensible, que le pouvoir de nomination du Président de la République soit encadré, pour que pour les postes à haute responsabilité, la décision soit partagée avec le Parlement, non seulement parce qu'il est nécessaire de sortir de la République des connivences pour rentrer dans la République des compétences, mais aussi parce que l'opposition ayant participé au contrôle des nominations, ayant eu son mot à dire sur la compétence des candidats et la pertinence de leurs projets, on pourra peut-être espérer en finir avec cette valse des responsables à chaque alternance politique qui nuit tant à la continuité de l'action. Comment faut-il organiser ce contrôle ? Mesdames et Messieurs les parlementaires, quel pouvoir donner au Parlement ? Quel rôle peut y jouer l'opposition ? Voici les questions auxquelles le Comité et vous-mêmes aurez à répondre. Ces questions appellent immédiatement une autre. Je souhaite doter l'opposition d'un statut, pour que l'opposition puisse mieux jouer son rôle dans une démocratie apaisée. De quel moyen, de quel droit doit disposer l'opposition pour être en mesure, non pas d'empêcher la majorité et le gouvernement de gouverner, mais pour les mettre davantage en face de leurs responsabilités. Un gouvernement responsable, cela donne une République irréprochable. On peut quand même y réfléchir ensemble, faire un pas vers les autres, trouver le meilleur compromis pour travailler mieux au service de notre pays. Il faut envisager naturellement cette reconnaissance du rôle de l'opposition dans la perspective d'une revalorisation indispensable du rôle du Parlement. Faut-il redonner au Parlement davantage de maîtrise de son ordre du jour ? Il faut bien reconnaître qu'aujourd'hui, cette maîtrise n'existe pas. Est-ce que c'est normal ? Faut-il créer d'autres Commissions ? Il n'y a pas de Commission spécifique pour le développement durable et l'environnement, enjeu pourtant majeur ! Quels moyens de contrôle supplémentaires doivent être donnés aux assemblées ?

Je souhaite que toutes les questions puissent être posées. Je veux qu'il n'y ait aucun tabou. Je veux qu'il n'y ait aucune autocensure. Je veux même qu'il n'y ait aucun interdit. Parlons-nous en citoyens français passionnés de l'intérêt de la France, pour moderniser nos institutions et donner le meilleur à notre pays. Je vais prendre des exemples.

Je suis réservé quant à la suppression de l'article 49-3 qui permet au gouvernement de faire adopter un texte quand il n'y a pas de majorité pour voter la censure. Sa suppression, sans doute, modifierait profondément les équilibres de la Ve République. Mais je suis bien obligé de reconnaître que l'utilisation du 49-3 a toujours suscité des débats. Ces débats n'ont jamais été conduits à leur terme. Je veux que l'on aille jusqu'au bout de ce débat. Il ne faut pas avoir peur de discuter du 49-3, mais je souhaite également que l'on n'ait pas de crainte de discuter de l'article 16. Je ne crois pas qu'il soit pertinent de le supprimer sous le seul prétexte qu'il n'a pas servi depuis longtemps, tant l'histoire a montré qu'aucun pays n'était jamais à l'abri de circonstances exceptionnelles. Mais pourquoi serait-il interdit de discuter de l'article 16 ? Et même si on le garde, de discuter d'une nouvelle rédaction de l'article 16 pour l'adapter aux réalités de notre temps ?

J'ai vu qu'il y avait un débat sur le rôle du Premier Ministre ? Il est aussi ancien que la Ve République. Prenons ce débat à bras-le-corps au lieu de l'éluider. Il y a un débat sur l'étendue des pouvoirs du Président de la République ? Eh bien mettons le sujet sur la table et je prendrai des initiatives dans quelques jours pour que le budget de l'Elysée et de la Présidence de la République obéisse à des conditions de transparence indispensables dans notre pays. Je demanderai au Président de la Cour des Comptes de contrôler le budget de la Présidence de la République, ce qui n'a jamais été fait jusqu'à présent. Il y a un débat sur le retour à un parlementarisme plus pur ? Je n'y suis pas favorable. Mais ce n'est pas une raison de ne pas en parler et de ne pas aller jusqu'au bout. Il y a des voix qui s'élèvent pour dire que la logique du quinquennat oblige à aller vers un régime présidentiel où la séparation des pouvoirs est totale. Je crois que la

France n'est pas prête à cette évolution et que les conditions ne sont pas réunies pour qu'un tel système fonctionne correctement. Mais pourquoi ne pas échanger sur ce sujet, dont j'admets bien volontiers qu'il se pose maintenant qu'il y a le quinquennat. Il y a une polémique récurrente sur l'indépendance de la justice. Il y a un débat pour savoir si la justice doit être une simple autorité ou un pouvoir au même titre que l'exécutif ou le législatif. Je ne suis pas favorable à une justice qui entrerait en concurrence avec les deux autres pouvoirs. Mais pourquoi ne pas ouvrir ce dossier et en parler une fois pour toutes ? Je le dis devant la Garde des Sceaux, ma chère Rachida DATI, que j'apprécie tant, comme vous le savez, et qui fait honneur à la France. Comme c'est curieux, on me rappelle à l'indépendance de la Justice matin midi et soir et on me demandait de signer un décret de grâces collectives qui permettait de libérer 3000 détenus par le seul fait du Prince, le Prince étant le Président de la République. Moi, ce n'est pas ma conception de la République. Il n'y aura pas droit de grâces collectives, et si les juges de l'application des peines souhaitent prendre leurs responsabilités, qu'ils n'hésitent pas à le faire et je dis également que je ne vois pas au nom de quoi le Président de la République doit présider le Conseil Supérieur de la Magistrature. D'ailleurs, je pense que si le Président de la République préside, c'est pour décider. Si l'on ne veut pas qu'il décide, eh bien qu'il ne préside pas. Ce n'était pas dans le texte mais cela m'a fait très plaisir de le dire. Il y a un paradoxe dans le fait que les citoyens français puissent contester les lois françaises devant les juridictions européennes mais ne puissent pas contester leur constitutionnalité devant les tribunaux français. Certains pensent que cette faculté devrait être reconnue aux citoyens de notre pays et que ce serait un progrès pour les libertés. Mais faut-il transformer le Conseil Constitutionnel en Cour Suprême ? Faut-il que la jurisprudence prenne le pas sur la loi ? Faut-il accroître l'insécurité juridique ? Je ne suis pas favorable à la judiciarisation de la société. Je ne suis pas favorable à ce que le juge prenne le pas sur le législateur. Ce serait une rupture profonde avec notre modèle républicain. Mais pourquoi ne pas examiner les termes de ce débat puisqu'il existe et puisqu'il est sur la table, allons jusqu'au bout de sa logique, présentons les alternatives et choisissons une bonne fois pour toutes. Il y a un débat sur la représentativité du Parlement et j'ose le mot sur la proportionnelle ? Je suis pour le scrutin majoritaire qui permet de dégager des majorités stables pour gouverner. Mais au nom de quoi peut-on refuser de discuter de l'introduction d'une dose de proportionnelle dans l'une de nos Assemblées qui permettrait d'améliorer la représentativité du Parlement sans remettre en cause le fait majoritaire ? Il y a un vieux débat, cher Christian, sur le rôle du Sénat. Permettez-moi de vous dire que ce débat qui va et vient, c'est le Général de GAULLE, lui-même, qui l'a ouvert en 1969 ? Pourquoi nous interdisions-nous de reprendre ce débat ? Pourquoi refuserions-nous d'examiner dans quelles conditions le Sénat pourrait mieux refléter la diversité française qui a besoin aujourd'hui d'être davantage présente dans les institutions de la République ? Parlons-en. Vous l'avez compris : je souhaite que l'essentiel soit mis sur la table et je n'ai pas voulu apporter des réponses à toutes ces questions. Je veux ouvrir un débat, pas le refermer. Je prendrai mes responsabilités le moment venu. Je souhaite que l'on examine concrètement tous les moyens qui permettront à notre république et à notre démocratie de progresser.

J'ai une conviction : il ne faut jamais fuir le débat, il ne faut jamais en avoir peur. Il y a 61 ans, ici même, le Général de GAULLE avait déclaré en conclusion de son discours sur les institutions : "Ces convictions n'ont pas de parti. Elles ne sont ni de gauche ni de droite. Elles n'ont qu'un seul objet, qui est d'être utiles au pays. Ils le savent bien et elles le savent bien, tous les hommes et toutes les femmes de chez nous dont nous avons eu souvent l'honneur et le réconfort de toucher le cœur et d'atteindre l'esprit en leur demandant de se joindre à nous pour servir la France. Ces phrases n'ont pas pris une ride, il s'agit bien de la même chose et le matin je me dois de penser en commençant ma journée de travail, aux quelques 21 millions de Français qui ont porté leur suffrage sur ma candidature mais je n'ai pas le droit d'oublier les 17 millions qui ont choisi une autre candidate et qui ne sont pas moins Français que les autres et dont je ne suis pas moins le Président que les autres. Je dois faire la synthèse, donner une cohérence pendant la durée de mon mandat aux 21 millions et aux 17 millions. Je n'ai pas le droit d'abandonner une partie de la France parce qu'elle n'a pas fait le choix de ma candidature avant que je ne sois élu. De la même façon, les élus qui sont ici, y a-t-il un Maire ou un Président d'Assemblée départementale qui ne travaille que pour ceux qui ont voté pour lui dans son canton ou dans sa commune ? Cher Michel, ici, à Epinal, tu ne fais pas la différence entre celui qui a voté et celui qui n'a pas voté, tu prends les Spinaliens pour ce qu'ils sont, c'est-à-dire une collectivité de femmes et d'hommes à égalité de droits et de devoirs. Mais c'est le devoir du Président de la République d'agir ainsi, et ce qui m'étonne c'est que l'on s'étonne des initiatives que je prends pour associer le plus grand nombre à l'action de la Présidence de la République Française. C'est cela la République irréprochable et la démocratie apaisée.

Mes chers amis, on me dit : cela va trop vite ! C'est grand même moins grave que quand cela va pas assez. Vous en faites trop, mais cela fait si longtemps que l'on n'en fait pas assez. La société est si complexe et je vous demande de comprendre que l'on ne peut pas changer la fiscalité si l'on ne change pas la formation, qu'on ne peut pas changer l'Université si l'on ne fait pas une véritable révolution de civilisation dans l'Education nationale, que l'on ne peut pas essayer de remettre en valeur des idées si profondes sur son le travail et sa récompense, le mérite, l'effort, le respect, l'autorité et en même temps ne pas penser aux institutions. Je veux justement remettre en mouvement l'ensemble de la France parce que tout se tient et que le premier problème de la France, c'est de retrouver de l'énergie pour retrouver de l'espoir. Le but ultime de l'action que je mène, c'est que chacun de vos enfants, c'est que dans chacune de vos familles on se dise que demain pourrait être mieux qu'aujourd'hui, que chacun de nos jeunes se disent que si ils travaillent dur, ils pourront avoir un avenir

meilleur, que chacun et ceux qui sont dans cette salle se disent que s'ils travaillent, ils pourront assurer la promotion sociale de leur famille, ils pourront vivre mieux. Le but de mon action, c'est que le travail soit valorisé, récompensé, que vous puissiez transmettre à vos enfants le fruit d'une vie de travail sans payer un impôt indu sur des successions que, par ailleurs, vous avez à de multiples reprises assumé. Je veux revaloriser le travail, récompenser le travail et je veux par-dessus tout que vous vous disiez qu'il n'y a pas de fatalité, que de nouveau la politique peut agir sur votre vie quotidienne, que l'on peut changer les choses et que celui qui ne peut rien c'est celui qui ne veut rien. Alors, si celui qui ne veut rien ne peut rien, peut-être que ceux qui veulent tout auront quelque chose. Qu'est-ce que nous voulons ? Que vous soyez de nouveau fiers de votre pays, fiers de votre nation, fiers de votre patrie, fiers de la France.

Comme le Général de GAULLE l'a dit ici, qu'il me soit permis de vous dire du fond du cœur :

Vive la République ! Vive la France !

GOOD BYE SOLFERINO

Démissions en cascade au bureau national du PS : après Dominique Strauss-Kahn, Laurent Fabius a annoncé son prochain départ de l'instance dirigeante de la rue de Solferino. Le député de Seine-Maritime, qui se veut désormais « sage actif », souhaite toujours peser dans le débat, mais autrement qu'en participant chaque mardi « à ce qui est devenu un bureau des pleurs et une chambre d'enregistrement », résumé un de ses proches. Pour DSK comme pour Fabius, ce repli marque une volonté de se placer au-dessus des querelles d'appareil et de se démarquer de la gestion de François Hollande, dont ils ont pourtant l'un et l'autre accepté de prolonger le mandat
Le Nouvel Observateur du 5 juillet 2007

CONTASSOT :

Adjoint au Maire (Vert) de Paris chargé de l'environnement. Son nom se termine aussi mal qu'il a commencé en disant « Ce n'est qu'en leur faisant vivre un enfer, que nous obtiendrons un jour des automobilistes qu'ils renoncent à leur bagnole... ».

ABCedaire Delaouesque – UMP Paris – novembre 2007

L'ASSEMBLEE NATIONALE SUPPRIME DES LOIS OBSOLETES

Les députés ont adopté une proposition de loi UMP de "simplification du droit" qui supprime des lois obsolètes et des dispositions comme le certificat médical prénuptial mais prévoit aussi le recours à la visioconférence dans les audiences civiles. Cette proposition de loi, débattue dans le cadre d'une "niche", séance d'initiative parlementaire réservée aux groupes, a été votée par l'UMP et le Nouveau Centre. Le PS, le PCF et les Verts se sont abstenus. Le texte supprime 127 lois obsolètes, parfois très anciennes et aux dénominations souvent cocasses comme la lutte contre les "tromperies sur l'origine des noix" ou la répression des "fraudes sur le guignolet". Il prévoit aussi de simplifier la vie des entreprises en supprimant, notamment, la déclaration spécifique sur la taxe d'apprentissage, qui fait actuellement double emploi. Ce texte a été qualifié de "première étape" par le ministre du Budget, Eric Woerth, qui s'est engagé à présenter devant le Parlement un ou deux projets de loi de simplification du droit par an.
Les Echos du 9 octobre 2007

LAISSER BAYROU "LA OU IL EST, NULLE PART"

François Hollande affirme que les discussions électorales avec François Bayrou, qui « cultive l'ambiguïté dans ses alliances comme dans ses choix politiques », sont « closes jusqu'en 2012 ». « Il veut être présent au second tour en 2012, grâce à l'apport de voix des frustrés du sarkozysme et des éventuels déçus de la gauche », souligne François Hollande dans Charlie Hebdo. « Dès lors qu'il a ce seul objectif, il n'est pas dans une logique d'alliance » à l'italienne avec la gauche pour former une coalition et gouverner le pays », note le premier secrétaire du PS, qui ajoute : « Laissons-le là où il est, c'est-à-dire nulle part »
Le Figaro du 3 octobre 2007

HUMOUR OU LUCIDITE ?

« Le problème des Verts n'est pas de savoir s'ils vont avoir un candidat ou une candidate en 2012, mais de savoir s'ils vont survivre jusqu'en 2012 ».
Noël Mamère, député Verts de Gironde et ancien candidat Vert à la présidentielle - 20 Minute du 28 octobre 2007

LA REPONSE AUX EMEUTES

"La réponse aux émeutes, ce n'est pas plus d'argent encore sur le dos des contribuables. La réponse aux émeutes, c'est l'arrestation des émeutiers. (...) On va donner plus à ceux qui veulent s'en sortir honnêtement, on va également donner à ceux qui ne le veulent pas, mais pas dans le même sens."
Nicolas Sarkozy, Président de la République, TF 1 – France 2 le 29 novembre 2007

MIL-VIGILANCE N° 22/2007

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois
Imprimerie spéciale